
3 1761 05304780 9

LE PANGERMANISME

EN AUTRICHE

‑ORGES WEIL

‑ L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

LE PANGERMANISME

EN AUTRICHE

SES CAUSES, SES ORIGINES, SON HISTOIRE
SES ÉLÉMENTS ET SON AVENIR

AVEC PRÉFACE DE

M. Anatole LEROY-BEAULIEU
‑lembre de l'Institut, professeur à l'École libre des Sciences politiques



PARIS
ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR
Libraire des Écoles françaises d'Athènes et de Rome
du Collège de France et de l'École Normale Supérieure
4, RUE LE GOFF, 4

1904



PRÉFACE

Il y a quelques mois, écrivant une préface pour un livre de M. René Henry[1], je constatais l'intérêt que portent nos jeunes compatriotes aux destinées prochaines de l'Empire des Habsbourg. Le volume de M. Georges Weil, lui aussi un de mes anciens élèves de l'École des Sciences politiques, en est une preuve nouvelle. Comme tous les Français que préoccupe l'avenir de la France et de l'Europe, M. G. Weil sent que l'existence d'une Autriche indépendante est la clef de voûte de l'Europe politique et de ce qui reste de l'équilibre européen. Comme les plus compétents des hommes qui ont étudié la complexe monarchie danubienne, il n'est pas des téméraires prophètes qui annoncent bruyamment la fatale désagrégation ou le prochain partage de l'empire habsbourgeois.

1. *Questions d'Autriche-Hongrie et question d'Orient* (Paris 1904, librairie Plon).

Pour M. G. Weil, comme pour M. René Henry, ni les lois naturelles, ni les lois historiques n'ont encore condamné l'hétérogène monarchie de François-Joseph à une dissolution inévitable. L'existence a beau en sembler de loin inconciliable avec le principe national sur lequel reposent presque tous les États contemporains, la chute de l'antique maison d'Autriche, au lieu d'affranchir les peuples réunis sous le sceptre des Habsbourg, risquerait d'écraser la plupart d'entre eux sous ses ruines, tant ils sont enchevêtrés les uns dans les autres, et tant ils auraient peine à vivre en dehors du vieux cadre historique où les siècles les ont rassemblés.

Tandis que la plupart des prédécesseurs de M. G. Weil dans l'étude du problème autrichien en ont examiné un à un les divers facteurs, — allemand, slave, roumain, hongrois, M. G. Weil a consacré tout son livre au facteur dominant de l'Autriche propre, au facteur allemand. Cela lui a permis de l'étudier avec une ampleur et une plénitude qui font l'originalité et le mérite de son ouvrage. Il a pesé, avec soin, la force des éléments tudesques de l'Autriche, en même temps qu'il a mesuré la poussée germanique du

dehors. Il nous a donné ainsi un livre nouveau qui éclaire et complète tous ceux qui ont été écrits, chez nous, en ces dernières années, sur l'Autriche-Hongrie et sur l'Allemagne, tels que *les Questions d'Autriche-Hongrie* de M. René Henry et *l'Impérialisme allemand* de M. Maurice Lair.

Le pangermanisme ! il n'est guère, aujourd'hui, en ce temps d'impérialisme, de sujet plus digne de l'attention de la France et de l'Europe. Que nous tournions nos regards vers les bouches du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, vers les sources de l'Elbe ou vers celles de l'Inn et de l'Adige, vers les crêtes des Alpes Juliennes ou vers le golfe de Trieste et la rade de Pola, nous rencontrons, partout, les ambitions pangermaniques ; et si, au nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest, elles se heurtent, le plus souvent, aux défiances des États et aux résistances nationales, nous ne sommes pas assurés que les barrières matérielles ou morales qui se dressent devant elles seront toujours assez fortes, ou assez bien gardées, pour qu'elles n'y puissent faire brèche.

En Autriche, le grand obstacle aux convoitises du pangermanisme, c'est, on le sait, les Slaves

de la monarchie dualiste, notamment les Tchèques qui occupent les plaines de Bohême et les Slovènes qui, avec les avenues de Trieste, gardent les croupes méridionales des Alpes. Pour pousser jusqu'à Vienne et jusqu'à l'Adriatique, le nouveau saint Empire germanique devrait passer par-dessus les Tchèques et par-dessus les Slovènes et les broyer.

La Bohême, en particulier, est comme la borne mise par la nature et par l'histoire à l'expansion de l'Allemagne prussienne.

Pas plus aujourd'hui qu'au moyen âge, les Tchèques ne se résigneraient à la domination allemande; et s'ils n'avaient la force d'y résister, il est malaisé de croire que jamais la Russie tolère l'incorporation des Slaves de Prague à l'empire des Hohenzollern. Aucun dédommagement ne saurait, pour la Russie, compenser une telle annexion à l'empire voisin. Quel tzar russe oserait jamais affronter le déshonneur d'une pareille trahison envers la Russie et envers le slavisme?

La Bohême, avec son losange de remparts montagneux, reste dressée entre Vienne et Berlin. D'un autre côté comment imaginer qu'un

empire allemand, maître à la fois de Vienne et de Berlin, se résigne à laisser Prague couper l'un de l'autre le Danube et la Sprée, et tolère longtemps au Hradschin une garnison russe ou une citadelle slave? La Bohême et la Moravie, l'ancien royaume de Wenceslas, si longtemps uni à l'Allemagne, tout en étant toujours en révolte contre les Allemands, telle sera toujours la pierre d'achoppement du pangermanisme. Une grande Allemagne, héritière à la fois du Saint-Empire du moyen âge et du Parlement de 1848, ne saurait renoncer à la Bohême, champ de bataille séculaire du germanisme et du slavisme. Et la Russie, patronne des Slaves, la Russie autocratique, où il y a, malgré tout, un peuple et une opinion publique, ne saurait livrer ces Slaves de Bohême au *Niémetz*, éternel adversaire des Slaves.

Mais allons plus loin, supposons que, par la diplomatie ou par les armes, — ce qui serait presque également malaisé, l'Allemagne réussisse à s'approprier la Bohême et la Moravie, quelle situation pareille conquête ferait-elle à l'Allemagne et à la Prusse? Annexer à l'Allemagne de Bismarck les provinces semi-allemandes

de l'Autriche, lui rattacher la Bohême et la Moravie, en même temps que les pays slovènes autour de Trieste, — car si Trieste est italien, la campagne triestine est restée slave, — ce serait introduire dans le nouvel empire des éléments étrangers, des éléments réfractaires, qui, appuyés sur les Polonais de la Posnanie et de la Haute Silésie, entretiendraient, dans la nouvelle grande Allemagne, une incessante agitation nationale, assez forte pour y mettre en danger et l'unité de l'État et les libertés publiques. Alors même que Berlin se croirait de taille à germaniser ou à mater ces dix ou douze millions de Slaves, Polonais, Tchèques, Slovènes qui, sur toutes les frontières orientales du nouvel empire, formeraient une large ceinture hostile, la maison royale de Prusse se demanderait si, pour elle et pour l'Allemagne même, il n'y aurait pas un péril dans ces acquisitions autrichiennes. Ce serait refaire la grande Allemagne de 1848, avec toutes ses difficultés et ses rivalités intérieures. L'équilibre entre le nord et le sud, entre les protestants et les catholiques, le précaire équilibre établi au profit des premiers par Bismarck, se trouverait rompu ; le centre de gravité de l'empire serait dé-

placé; peut-être, à la longue, l'unité allemande, elle-même, risquerait-elle de se briser, de nouveau. Sous prétexte d'achever la nouvelle Allemagne impériale, le pangermanisme pourrait bien en ébranler la solidité et en compromettre la durée.

Le danger est si visible que, pour y parer, les pangermanistes ont jugé bon de détacher les Autrichiens de Rome avant de rattacher l'Autriche à Berlin. De là, le retentissant *Los von Rom* lancé comme mot d'ordre par les Schoenerer et les Wolf. Mais, ainsi que le montre M. Georges Weil, l'appel à Luther de ces politiques champions de la Réforme a rencontré peu d'écho dans les vallées ou les montagnes de la catholique Autriche. Au lieu de préparer la chute de la monarchie habsbourgeoise, il semble plutôt devoir la consolider, en resserrant les liens de la dynastie et de la hiérarchie catholique, encore si puissante sur le moyen Danube et sur les Alpes Autrichiennes. Si, pour prendre place dans l'Allemagne des Hohenzollern, il faut que l'Autriche passe par Wittemberg, on a le droit de traiter de faux prophètes les téméraires qui osent annoncer la prochaine entrée de l'Autriche dans le nouvel

Empire germanique. Prétendre identifier la nationalité allemande et l'esprit de la Réforme, c'est, au lieu de préparer l'annexion des pays autrichiens, froisser la majorité des Allemands d'Autriche et dresser une barrière de plus entre Berlin et la vallée du Danube ou les montagnes du Tyrol.

Si grandes que soient les difficultés intérieures de la monarchie habsbourgeoise, si menaçantes que puissent sembler les convoitises de ses voisins, nous ne sommes pas contraints de croire au triomphe du pangermanisme. L'Autriche-Hongrie n'est pas encore près d'être rayée de la carte de l'Europe, et si jamais elle devait l'être, c'en serait fait de notre vieille Europe historique. Tous les petits peuples du continent, du Danemark à la Hollande, à la Belgique, à la Suisse, à la Serbie, à la Hongrie, seraient réduits à l'état de vassaux du nouveau Saint Empire germanique. En face d'un pareil colosse, la France et l'Italie, rapprochées par un danger commun, auraient peine à maintenir leur indépendance. L'une et l'autre ne seraient plus que des États de deuxième ordre ; car la France, si longtemps rivale de l'Autriche, ne peut guère

rester une grande puissance qu'aussi longtemps que règne sur le Danube une grande Autriche.

Certains de nos compatriotes se leurrent peut-être d'un rêve chimérique. Ils s'imaginent qu'en s'annexant les provinces autrichiennes, l'Allemagne nous restituerait volontiers l'Alsace-Lorraine, à tout le moins Metz, à défaut de Strasbourg et de Mulhouse. Ce ne serait pas à l'heure où triompherait le pangermanisme, à l'heure où l'orgueil teutonique serait encore exalté par de nouveaux succès, que l'Allemagne renoncerait à ses conquêtes de 1870. Puis, quand la rétrocession de nos anciennes provinces devrait, par impossible, embrasser toute l'Alsace-Lorraine et Strasbourg avec Metz ; quand, pour acquérir, sur l'Elbe et sur le Danube, des territoires dix fois plus étendus et plus peuplés, le germanisme se résoudrait à un sacrifice sur le Rhin, ce ne serait, de sa part, qu'une cession temporaire sur laquelle l'Allemagne, encore agrandie, aurait hâte de revenir, et qui, pour la France et pour l'Europe, ne compenserait pas les périls de la suppression de l'Autriche. De toutes façons, loin d'être favorable à la grande cause de la paix et de la liberté des peuples, la dissolution de l'Autriche

ouvrirait, pour l'Europe, une ère nouvelle de guerres et de réaction. Elle entraînerait l'oppression de la majorité des peuples de la monarchie habsbourgeoise, en même temps qu'elle serait une menace pour l'indépendance des peuples de l'Ouest et du Sud-Est de l'Europe.

Mais, comme nous le montre M. Georges Weil, après M. René Henry, le grand rêve du pangermanisme n'est pas près de se réaliser. Vienne n'est pas encore résignée à devenir une ville de province, avec un préfet prussien, et, entre la Sprée et le moyen Danube, se dressent, comme au temps de Huss et de Ziska, les Slaves de Bohême.

Elle aussi, à tout prendre, cette vieille Autriche, elle est l'œuvre de la nature autant que la création de l'histoire ou de la politique. Ne nous y trompons pas : quelque hétérogènes qu'en semblent les matériaux, il est malaisé de les dissocier, sans en déchirer les individualités nationales. Tout ce qu'on mettrait à la place de cette Babel ethnographique risque fort d'être encore plus artificiel, sans être plus favorable à la liberté des peuples. Aussi nous est-il permis d'espérer, dans l'intérêt

de l'Europe, comme dans celui de la France, que l'Autriche, en se renouvelant, saura échapper à la dislocation, aussi bien qu'au démembrement. Plus on étudie l'Empire des Habsbourg, et plus on se convainc de la maxime proclamée, en 1848, par Palatzky, le grand patriote tchèque : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. » Elle existe, elle est toujours debout, la vieille monarchie; et loin de désirer sa ruine, les amis de la paix et de la liberté lui doivent souhaiter longue vie.

Anatole Leroy-Beaulieu.

INTRODUCTION

Le réveil des nationalités et de l'idée nationale, voilà le spectacle que l'Europe du XIXe siècle a vu se dérouler, conséquence fatale de la Révolution française, à travers tout un siècle de bouleversements et de remaniements politiques. Bien plus, le XIXe siècle a même vu la politique d'un grand pays, de celui qui, à ce moment-là, a la prétention, d'ailleurs justifiée, de jouer le premier rôle, la politique de la France de Napoléon III dominée assez longtemps par un principe qu'on appelle ouvertement le principe des nationalités. — Dans presque tous les pays d'Europe, cette renaissance de l'idée nationale a provoqué et provoque encore aujourd'hui des mouvements nationaux, qui, de plus en plus, par la force que donne toujours à un mouvement politique un

moteur aussi puissant qu'une idée nationale, s'imposent à la considération générale. Parmi tous ces mouvements, qui ont pour théâtre presque tous les pays qui ne peuvent comme la France se réjouir d'une unité nationale basée sur des siècles d'existence commune, un de ceux incontestablement qui méritent d'attirer au plus haut degré l'attention, et par son importance et surtout par les conséquences incalculables qu'entraînerait sa réussite, c'est le mouvement pangermaniste. Et comme une agitation de ce genre est d'autant plus redoutable qu'elle est déchaînée dans un pays tourmenté, troublé, dont la politique intérieure ne présente malheureusement aucune stabilité, il est facile de voir quel élément formidable de succès ont pu être pour ce mouvement pangermaniste les nombreuses et presque incessantes crises, au milieu desquelles se débat interminablement la monarchie Austro-hongroise. — Il n'est donc guère contestable que nous nous trouvons là en présence d'un mouvement qui, sans être peut-être immédiatement inquiétant, n'en a pas moins acquis une très réelle et très regrettable importance. Si, en effet,

nous songeons que nous avons affaire là à un mouvement dont le but avoué est d'incorporer dans ce redoutable empire allemand, que domine aujourd'hui encore la puissante stature du terrible chancelier de fer, tous les enfants que la race allemande compte dans la monarchie dualiste, que, par conséquent, sa réussite aboutirait à détruire de fond en comble ce pauvre équilibre européen, si laborieusement établi par un siècle de guerres, nous reconnaîtrons qu'il n'est plus possible de fermer les yeux sur tout ce qui ce passe dans l'empire du Danube.

Il est donc indispensable que tant les hommes politiques, soucieux de connaître par avance les éléments d'un problème, qui peut d'un instant à l'autre se poser devant eux avec une si terrible acuité, que tous ceux qui peuvent peut-être rendre quelques services en projetant un peu de lumière sur ces questions assez obscures, que contribuent encore à obscurcir les exagérations de parti pris des adversaires en présence, ne se désintéressent pas de la lutte pour la vie engagée avec tant d'opiniâtreté sous l'aigle des Habsbourg.

Pour pouvoir juger ce mouvement pangermaniste, pour pouvoir le comprendre, il faudra le suivre pas à pas dans son histoire; et peut-être moins encore dans son histoire matérielle que dans son histoire, pour ainsi dire psychologique, et ainsi seulement nous pourrons, croyons-nous, dégager nettement les causes fatales, sans doute inéluctables, dont il est la funeste conséquence. Mais auparavant, il importe d'établir nettement, quoique brièvement, ce que l'on pourrait appeler les données mathématiques du problème et de mettre sous les yeux du lecteur les chiffres encore inertes auxquels l'histoire, qui s'est déroulée depuis un demi-siècle et que nous avons entrepris de retracer ici, donnera ensuite et la vie réelle et leur véritable signification. En un mot, il convient de nous arrêter un instant au seuil de cette histoire, pour montrer quelles indications toujours précieuses, la géographie, l'ethnographie et la statistique, ces sciences précises qui éclairent l'histoire politique, nous fournissent sur la question qui nous intéresse.

Le Pangermanisme en Autriche

CHAPITRE I

LES ÉLÉMENTS DU PROBLÈME

Sommaire. — Les éléments du problème : géographie, ethnographie, statistique.

Le mouvement pangermaniste, en Autriche, a pour but, jadis caché, aujourd'hui plus ou moins cyniquement avoué, d'amener l'absorption dans l'Allemagne impériale des provinces allemandes d'Autriche. Que veut donc dire ce terme que nous retrouverons si souvent « provinces allemandes d'Autriche? » Sans nous demander pour l'instant ce qu'il désigne en réalité, qu'il nous suffise ici de dire que, sous cette dénomination, le mouvement pangermaniste vise non seulement les provinces purement allemandes de l'Autriche, non seulement celles de majorité nettement germanique, mais aussi les minorités allemandes plus ou moins importantes de certaines provinces mixtes. Il est donc indispensable qu'avant de pousser plus avant, nous

déterminions bien nettement quels territoires la race allemande occupe réellement en Autriche et ensuite quel est le nombre total d'individus qui font véritablement partie de ce « Deutsches Fleisch », de cette chair allemande qui, à en croire les grands chefs du pangermanisme, ne cesse de réclamer sa constitution en un seul corps.

D'après M. Auerbach[1], nous trouvons en Autriche une masse allemande compacte, s'étendant sur le Vorarlberg, le Tyrol, la province de Salzburg, la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, la Styrie et la Carinthie. Et, en effet, d'une manière générale, telle est bien la situation : c'est bien là qu'est campé le gros de la race germanique en Autriche. Évidemment, nous le verrons un peu plus loin, il n'y a guère que la Haute-Autriche, la Basse-Autriche et la province de Salzburg, dont on puisse dire que ce sont des provinces presque exclusivement germaniques, et c'est là que se trouve le noyau central allemand. Dans les autres provinces citées plus haut, nous trouvons en face des Allemands des minorités souvent importantes appartenant à d'autres races, de même que, d'autre part, la race germanique constitue elle aussi, par exemple dans les provinces slaves de l'Autriche, une minorité souvent imposante. Toujours est-il que nous avons là une masse allemande qui s'étend du lac de Cons-

1. Bertrand Auerbach, *les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie*, 1898.

tance à l'Ouest jusqu'à l'entrée de la Puszta Hongroise à l'Est, des plateaux subalpins au Nord jusqu'aux coupures de l'Etsch et de la Drave moyenne au Sud. A l'Est, en effet, nous trouvons les Allemands jusque sur le versant oriental des hauteurs qui s'abaissent sur le lac de Neusiedl et le Raab, tandis qu'au Sud la population allemande a ses avant-postes sur les massifs qui bordent la Mur et la Drave, de Radkersburg à Marburg. Puis, la frontière de la langue allemande longe plus ou moins exactement le cours de la Drave jusqu'à Klagenfurt, point important où est installée une puissante colonie allemande. Au delà de Klagenfurt, la ligne de démarcation franchit la Drave, atteint la croupe du Dobratsch et les Alpes Carniques et sépare à la fin de son trajet les Allemands des Ladins du Val d'Ampezzo. En un mot et pour résumer succinctement cette délimitation, telle que nous la donne M. Auerbach[1], on peut dire que l'avant-garde de cette sorte d'armée allemande atteint comme points extrêmes, au Sud-Est Marburg en Styrie, au Sud Klagenfurt (Celovec) en Carinthie et au Sud-Ouest Neumarkt en Tyrol.

Voilà donc où campe le gros de la race germanique en Autriche ; nous en parlions plus haut en le désignant sous le nom d'armée allemande, et ce nom lui convient assez, puisque les pangermanistes

1. Bertrand Auerbach, ouvrage cité plus haut.

veulent en faire le corps d'invasion destiné à opérer le « Drang nach Osten », la poussée vers l'Est[1] de la race et de la culture germaniques. Quel est maintenant l'effectif de cette armée? On peut, croyons-nous, l'évaluer à peu près à 4.500.000 têtes. Pour comprendre la signification de ce chiffre, il faut se rappeler qu'il n'y a en tout dans la monarchie dualiste qu'environ 11 millions d'Allemands. Ce chiffre qui, au premier abord, paraît, après tout, peu considérable, n'en fait pas moins du groupe germanique le groupe le plus nombreux de l'Autriche-Hongrie. C'est le plus gros morceau homogène du gâteau austro-hongrois. Mais, dans ce total sont compris, ne l'oublions pas, les Allemands de Transleithanie, dont, pour l'instant, nous ne nous occupons pas. Notre étude, en effet, se cantonne dans le cadre déjà suffisamment vaste de la Cisleithanie. Si nous laissons donc de côté les Allemands de Hongrie, nous trouvons, d'après les chiffres de *Œsterreichisches Statistisches Handbuch*[2], c'est-à-dire du manuel de statistique autrichienne, corroborés d'ailleurs par ceux du *Statesman's Year Book*[3] qu'au recensement du 31 décembre 1900, en Cisleithanie, sur un total de 25.921.671 habitants autrichiens indigènes (c'est-à-dire étrangers non

1. D'autres, M. Charles Loiseau, par exemple, disent la marche vers l'Orient.
2. *Œsterreichisches Statistisches Handbuch für die im Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder*. Herausgegeben von der K. K. Statistischen Central Commission, 1902, Wien, 1903.
3. *Statesmans Year Book*, London, 1903.

compris) il y en avait 9.170.039 se rattachant à la race germanique. Ceci, exprimé plus clairement par le pourcentage, revient à dire que de la race germanique se réclament 35,3 0/0 de la population indigène de la Cisleithanie. Notons d'ailleurs en passant, comme un symptôme fâcheux pour l'avenir du mouvement pangermaniste, que ce même recueil officiel donnait pour le recensement du 31 décembre 1890 le chiffre de 8.461.580 Allemands en Cisleithanie sur une population totale de 23.473.056 habitants, ce qui correspondait à une proportion de 36,1 0/0. Les Allemands, loin de progresser, auraient donc, en dix ans, perdu tout près de 1 0/0, exactement 0,8 0/0, au profit des nationalités non allemandes. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point plus tard. Contentons-nous donc, pour l'instant, de savoir qu'il y a en Cisleithanie, en chiffres ronds, à peu près 9.200.000 Allemands dont environ la moitié, 4.500.000, forment une masse compacte.

Ceci dit, nous n'avons guère besoin, dans une étude du genre de celle-ci, de faire encore des subdivisions et de nous demander, question très discutée, si, par exemple, tous ces Allemands d'Autriche sont ethnographiquement absolument frères. Qu'il nous suffise de dire à ce sujet, laissant le lecteur libre d'en tirer les déductions qui lui plairont, que cette masse allemande est composée d'éléments en majorité bavarois d'origine et que cependant, à

en croire M. Chélard[1], les Allemands du Tyrol, ceux du centre de l'Autriche et ceux de la Bohême n'auraient pas absolument la même origine et se seraient établis en Autriche à des époques différentes, ce qui paraît très vraisemblable. Il nous sera d'ailleurs loisible plus tard, quand nous serons sortis des généralités indispensables, de tirer de ce fait les conclusions qui s'en dégagent.

Nous avons montré un peu plus haut que la période de 1890 à 1900 avait vu un recul certain de la race germanique vis-à-vis des autres nationalités de l'Autriche. Il convient cependant de se demander si peut-être nous ne sommes là en présence que d'un fait particulier, d'un simple accident, d'un arrêt momentané et si pourtant, comme veulent le faire croire les pangermanistes, les populations allemandes d'Autriche ne seraient pas, malgré tout, de ces populations envahissantes, dont l'augmentation rapide permet à bon droit de supposer que peut-être un jour, là où aujourd'hui encore elles sont minorité, elles deviendront majorité ? Pour ne pouvoir être accusés de partialité, nous aurons recours à des chiffres relatifs à une autre période, celle qui a précédé celle de 1890 à 1900, c'est-à-dire aux chiffres comparés de 1880 et de 1890. Or que nous montrent-ils ? Prenons, par exemple, l'ouvrage déjà cité de M. Auerbach et il nous dira

1. Raoul Chélard, *l'Autriche contemporaine.*

que tandis qu'en 1880, par exemple, sur 1.000 personnes il y en avait 367,5 de langue allemande, en 1890, il n'y en a plus que 360,5, que, par conséquent, dans l'espace de dix ans, la langue allemande a subi en Autriche une perte de 7 pour 1.000. Ce même ouvrage nous montrera nettement qu'aucune des autres nationalités de l'Autriche n'a subi pendant ces dix ans une perte aussi forte. Et cette perte devient plus significative encore si l'on considère que, pendant cette même période, l'augmentation positive de la race germanique, examinée à part en Autriche, se traduit par 5,65 0/0, ce qui exclut l'hypothèse d'après laquelle cette perte ne serait due qu'à un défaut de vitalité ou de fécondité de la race germanique. A ces symptômes déjà fâcheux pour l'avenir du mouvement pangermaniste, il convient d'ajouter que la situation ne paraît pas devoir se modifier sensiblement en sa faveur dans l'avenir, vu que le pourcentage des Allemands mariés est plus faible que celui des hommes mariés des autres nationalités de l'Autriche. D'ailleurs cette perte de 7 pour 1.000 ou de 0,7 0/0 subie par l'élément germanique de 1880 à 1890 est à peu près la même que celle de 0,8 0/0 signalée plus haut entre 1890 et 1900. Tout au plus pourrait-on en conclure que le mouvement de recul de la race germanique a tendance à s'accentuer encore. En tout cas, et ici nous croyons qu'il est impossible qu'on nous taxe d'exagération, tout ceci semble,

pour le moins, prouver que les autres nationalités de l'Autriche sont très vivantes et décidées à résister à la germanisation, sinon même à la refouler.

Ceci dit, pénétrons un peu plus avant dans cette étude et jetons un coup d'œil rapide sur la situation des Allemands dans les diverses provinces de l'Autriche. Si nous considérons les diverses provinces autrichiennes à ce point de vue, nous les voyons se classer très nettement en trois groupes bien différents.

Le premier comprend les trois provinces dont on pourrait presque dire que la totalité de la population y est allemande.

Prenons, en effet, les chiffres de l'*Œsterreichisches Statistisches Handbuch*, déjà cité plus haut, chiffres établis d'après l' « Umgangssprache », expression assez difficile à traduire exactement, qui signifie en somme « la langue usuelle ».

Nous voyons que l'allemand est « Umgangssprache » pour 99,7 0/0 de la population dans la province de Salzburg, pour 99,5 0/0 dans la Haute-Autriche et pour 96 0/0 dans la Basse-Autriche. Voilà donc un groupe dont il suffit, croyons-nous, de dire qu'il est à peu près totalement germanique.

Voici maintenant un second groupe où les Allemands ont incontestablement encore la majorité, mais où cependant les minorités présentent déjà un effectif plus considérable. Ce groupe se compose, toujours d'après les chiffres de l'*Œsterreichisches*

Statistisches Handbuch, de la Carinthie avec 71,5 0/0 de langue allemande, de la Styrie avec 67,8 0/0 et du groupe Tyrol-Vorarlberg avec 59,90 0/0. Ces chiffres présentent toutes les garanties d'exactitude voulues, car les autres statisticiens, quelles que soient leur nationalité et leur opinion politique, ne s'en écartent pas sensiblement. Il convient peut-être d'ajouter à ce groupe, en la classant cependant un peu à part, la Silésie, où les Allemands ne forment que 47,8 0/0 de la population, mais constituent néanmoins, comme le fait observer très justement le chevalier d'Onciul[1], la majorité relative, par suite de la division de leurs adversaires en Tchèques et Polonais. Sur l'état du germanisme dans tout ce groupe, nous n'aurons que peu d'observations à faire. Pourtant, il convient de remarquer que la majorité allemande de 71,5 0/0 en Carinthie semble, dès aujourd'hui, un peu ébranlée par les progrès qu'y font les Yougo-Slaves. Il est vrai, par contre, que tout permet de croire que la majorité allemande de 67,8 0/0 en Styrie est destinée à se fortifier encore et à y gagner du terrain.

Il est cependant nécessaire de s'arrêter un instant sur le Tyrol et le Vorarlberg, car, pour la première fois, nous nous trouvons en présence d'une localisation nette des groupes de nationalité différente. La majorité allemande de 59,90 0/0 qu'y

1. Dr Aurel, Ritter von Onciul, *Zur Œsterreichischen Sprachenfrage*. Wien, 1898.

signalent les chiffres officiels y occupe, en effet, presque exclusivement le Nord de ces deux provinces, laissant le Sud plus ou moins complètement à l'élément Italien. C'est peut-être à ce fait qu'est dû le caractère moins âpre que la lutte des nationalités y a revêtu pendant très longtemps et que malheureusement elle est en train de perdre à l'heure qu'il est.

En Silésie, enfin, l'élément allemand perd incontestablement du terrain, ce qui pourrait bien un jour lui coûter la majorité relative, surtout en cas d'entente contre lui de ses adversaires tchèques et polonais. Et voilà, esquissé avec ses caractères primordiaux et dans ses grandes lignes, le tableau sommaire de ce second groupe.

Nous voici donc maintenant arrivés au troisième et dernier groupe, celui où les Allemands ne sont plus qu'une minorité, d'une importance d'ailleurs très variable. Ce groupe, extrêmement intéressant et très diversement composé, comme on va le voir, comprend en premier lieu la Bohême, où la minorité allemande atteint encore le chiffre respectable de 37,2 0/0. Notons d'ailleurs tout de suite que ce chiffre est d'autant plus respectable que, la Bohême étant fort peuplée, ces 37,2 0/0 représentent la masse numériquement importante de 2.159.151 individus (chiffres du recensement du 31 décembre 1890), de 2.350.000 environ à l'heure qu'il est. Ensuite, nous trouvons dans ce groupe la Moravie avec

29,4 0/0 de langue allemande et la Bukovine avec 20,8 0/0. Descendons encore d'un degré jusqu'à des minorités sensiblement moins importantes et nous arrivons à la Carniole avec 5,7 0/0, à la Galicie avec 3, 5 0/0, à l'ensemble de territoires dénommé dans les statistiques autrichiennes : « Küstenland » (littéralement pays de la côte, comprenant Trieste, Görz et Gradisca et l'Istrie) avec 2,3 0/0 de langue allemande, et enfin à la Dalmatie avec 0, 4 0/0.

Ceci dit, reprenons avec un peu plus d'attention les provinces qui constituent ce dernier groupe, et particulièrement la plus intéressante de toutes, au point de vue qui nous occupe, la Bohême. La Bohême, en effet, mérite de nous arrêter, dès à présent, un instant, bien que nous devions avoir souvent dans le cours de cette étude l'occasion d'y revenir, car, malgré toute l'agitation à Vienne, la Bohême, berceau du pangermanisme autrichien, en reste encore aujourd'hui incontestablement le quartier général. Ceci s'explique par ce fait que des mouvements d'un caractère aussi violent que le mouvement pangermaniste ont besoin pour naître, se développer et prospérer, d'une atmosphère de lutte et de bataille, comme celle qui, malheureusement, règne en Bohême depuis tant de siècles. La minorité allemande de Bohême, celle où le pangermanisme à trouvé ainsi ses premiers et plus ardents adhérents, forme, disions-nous plus haut, 37, 2 0/0 de

la population, et ici encore, comme dans le Tyrol, quoique à un moindre degré et avec des caractères très différents, nous trouvons les nationalités en présence assez nettement localisées dans des parties distinctes de la province. Si l'on fait, en effet, un instant abstraction d'une zone mixte qui, d'ailleurs, a une importance capitale dans la question de Bohême, à côté d'une zone presque exclusivement tchèque, nous voyons aussi une zone franchement allemande. Et cette zone allemande, fait curieux à remarquer, comprend toute la partie de la Bohême adossée aux frontières de Bavière, de Saxe et de Prusse et forme, par conséquent, pour ainsi dire, la ceinture de la Bohême du côté de l'Ouest et du Nord, c'est-à-dire du côté de l'Allemagne. Les limites de cette zone allemande seraient constituées à peu près, en allant du Sud vers le Nord, par une ligne partant de Budweis (Budejowice), passant par Pilsen (Plzeñ) et Leitmeritz (Litomerice) pour aboutir à Reichenberg. Ce fait que les Allemands de Bohême se trouvent géographiquement beaucoup plus séparés des Allemands d'Autriche que de ceux d'Allemagne ne serait-il pas une des causes sérieuses de la force du mouvement pangermaniste en Bohême? Tout porte à le croire.

En Moravie, l'élément germanique perd du terrain et toute chance pour lui de jamais y améliorer sensiblement sa situation paraît illusoire. La Bukovine ne présente que peu d'intérêt au point de

vue qui nous occupe. En Carniole, par contre, il nous faut signaler un fait assez intéressant. Cette province, en effet, où aujourd'hui on ne relève plus que 5,7 0/0 de langue allemande, fut jadis une province allemande; mais les Slovènes y ont peu à peu refoulé les Allemands, au point de les y réduire à l'état de très faible minorité. C'est là un des exemples les plus curieux de transformation de la physionomie d'une province qu'on puisse voir.

Enfin les minorités allemandes de Galicie, du Küstenland et de Dalmatie ne présentent rien qui vaille d'être noté dans une revue aussi rapide de la situation de la race germanique en Autriche. Nous voilà donc arrivés au terme de cet exposé sommaire que nous avons voulu abréger autant que possible, de façon à ne laisser paraître que des données précises et indispensables à la compréhension nette du problème autrichien tel que nous allons l'envisager.

Cependant, pour résumer une dernière fois et en bloc l'ensemble de ces rapides notions statistiques, qu'il nous soit permis d'emprunter encore à l'ouvrage cité plus haut du chevalier d'Onciul un tableau assez saisissant de la situation. Le chevalier d'Onciul, en effet, examinant la composition des 929 « Gerichtsbezirke » (c'est-à-dire arrondissements judiciaires) de l'Autriche, nous apprend qu'il y en a 351 (357 suivant un autre chiffre) purement allemands et environ 71 qu'il appelle allemands mixtes,

c'est-à-dire où l'Allemand occupe encore une place suffisamment importante pour entrer en ligne de compte. Pour opérer ce classement, M. d'Onciul se se sert d'un « Theilungsschlüssel » (c'est-à-dire d'un système de partage), d'après lequel il ne considère comme mixtes que les arrondissements où la minorité dépasse 20 ou 25 0/0. Il emploie successivement ces deux systèmes de pourcentage, et c'est ce qui explique les deux chiffres donnés par lui pour le nombre des « Bezirke » purement allemands. On n'a d'ailleurs qu'à rapprocher ces chiffres de ceux obtenus en s'occupant simplement et directement du chiffre de la population pour s'assurer que les résultats donnés par les deux méthodes concordent sensiblement.

Nous venons donc de reconnaître et d'explorer rapidement le théâtre sur lequel s'est déroulée l'histoire du pangermanisme autrichien. Nous venons de faire aussi exactement que possible le compte de tous ces Allemands d'Autriche, à qui les grands chefs du pangermanisme voudraient faire jouer le rôle de figurants dans le drame qu'ils rêvent de représenter un jour sur ce théâtre. Il nous faut maintenant remonter le cours de l'histoire et, sans entreprendre de raconter les faits plus ou moins connus de cette histoire, nous allons essayer de distinguer ce qui, dans les actes du gouvernement autrichien à travers le XIXe siècle, tant au point de vue de la politique extérieure qu'à celui de la poli-

tique intérieure, a pu amener l'éclosion d'un mouvement aussi violent que celui auquel nous assistons aujourd'hui. Nous nous attacherons surtout à montrer de quelle façon le mouvement pangermaniste, d'autrichien et de favorable à la dynastie de Habsbourg qu'il était à sa première manifestation en 1848, a pu devenir au début du xxe siècle ce qu'il est aujourd'hui; c'est-à-dire un mouvement dont le véritable but est de dépouiller ladite dynastie d'une bonne partie de ses possessions et de supprimer même, si possible, l'Autriche, en tant qu'État, de la carte politique de l'Europe contemporaine.

CHAPITRE II

LE PROLOGUE

Sommaire. — L'Allemagne de 1815. — La confédération germanique : son caractère fatalement provisoire.

L'idée pangermaniste n'est autre chose que l'idée de l'unité allemande poussée à ses dernières limites et pour ainsi dire exaspérée. Il est donc de prime abord évident que cette idée pangermaniste n'a pu germer avant la première apparition réelle, dans l'Europe politique, de l'idée de l'unité allemande, apparition que nous pouvons faire remonter à peu près à l'année 1813. C'est, en effet, à ce moment-là que, pour la première fois, sous la double influence, d'une part, des idées de la Révolution Française, transplantées en Allemagne et adaptées au tempérament pratique de l'Allemand, de l'autre, de la nécessité pour ainsi dire physique de s'unir qu'éprouvait l'Allemagne, pour réussir à chasser l'étranger établi chez elle, c'est sous cette double influence que, pour la première fois, quelque chose qui ressemble à un sentiment national anime peu

à peu l'Allemagne entière jusqu'à lui faire prendre les armes pour secouer le joug napoléonien. Sans doute, ce sentiment national ne sera-t-il, malgré tout, pas assez puissant pour ne pas s'effacer peu à peu, une fois l'oppresseur chassé, sans doute n'aura-t-il pas encore non plus la ténacité nécessaire pour imposer dès lors à la diplomatie européenne, si hésitante à l'époque, la constitution d'une Allemagne unifiée, sans doute les souverains allemands qui se lancent alors avec tant d'acharnement dans la guerre contre Napoléon ne sont-ils que faiblement inspirés par ce sentiment national allemand et combattent-ils, les uns, comme l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, surtout pour rétablir à leur profit l'équilibre européen, se venger d'Austerlitz, de Wagram, d'Iéna et d'Auerstaedt et arrondir leurs possessions, les autres, en général, pour garder, sous l'égide de la coalition, les territoires que leur obséquieuse servilité, pendant quinze ans, aux moindres gestes du grand empereur, leur fit obtenir ! Tout cela est certain ! Mais enfin, il n'en est pas moins également vrai que des individualités, comme, par exemple, le ministre prussien Stein[1],

1. Stein (Heinrich-Friedrich-Karl, baron de), né à Nassau le 26 octobre 1757, mort au château de Kappenberg le 29 juin 1831, ministre de 1804 à janvier 1807, rappelé au ministère par Frédéric-Guillaume III le 4 octobre 1807, travaille à la réorganisation de la Prusse et de l'Allemagne ; son renvoi est alors exigé par Napoléon et il quitte le ministère le 24 octobre 1808. Réfugié en Autriche, puis en Russie (1812), suit les alliés à Paris et prend part au Congrès de Vienne ; conseiller d'Etat en 1827.

les poètes Arndt[1] et Kœrner[2], pour ne citer que ceux-là, étaient réellement animées par un sentiment national allemand. Il n'en est pas moins encore également vrai que les idées de la Révolution Française, idées que nous autres Français, idéalistes et généralisateurs, nous avions apportées à l'Allemagne avec la conviction qu'elles nous rendraient l'Allemagne à jamais dévouée, que ces idées, transformées selon le tempérament allemand, devenues des idées allemandes, parlant non plus des droits de l'homme, mais des droits de l'Allemand, agissaient aussi dès lors puissamment dans le sens de l'unité allemande. Notons, enfin, aussi que des Allemands de toutes les parties de l'Allemagne avaient été incorporés par Napoléon dans ses immenses armées, et qu'ainsi, pour la première fois sans doute, Allemands du Nord et du Sud, de l'Est

1. Arndt (Ernst-Moritz), né le 26 décembre 1769 dans l'île de Rügen, mort à Bonn le 29 janvier 1860. Professeur d'histoire à l'Université de Greifswald en 1805. Poursuivi par la haine de Napoléon à cause de ses ouvrages, se réfugie en Suède, d'où il revient en 1809, se réfugie de nouveau à Breslau en 1812, puis devient secrétaire de Stein à Saint-Pétersbourg, publie son « Catéchisme du soldat allemand », rentre en Prusse après la retraite de Russie et publie une brochure intitulée « le Rhin, fleuve et non frontière de l'Allemagne », et ses chants de guerre. Professeur à l'Université de Bonn (1817), révoqué peu après comme trop démocrate, membre du Parlement de Francfort en 1848, un des plus fervents partisans de l'offre de la couronne impériale aux Hohenzollern. Il meurt à Bonn, un mois après la célébration solennelle de son 90e anniversaire.

2. Kœrner (Karl-Théodor), né à Dresde, le 23 septembre 1791, tué à Voebbelin le 26 août 1813. Le poète de l'indépendance allemande, s'engage dans le corps franc de Lützow le 19 mars 1813, blessé à Kitzen le 7 juillet ; à peine guéri, est tué par une balle dans l'escarmouche de Voebbelin, près de Hambourg.

N. B. — Presque toutes ces notes biographiques sont faites d'après la grande Encyclopédie.

et de l'Ouest, se sont trouvés réunis sous un même drapeau, drapeau de l'oppresseur il est vrai. Et nous ne devrons plus alors trop nous étonner de les voir profiter de cette leçon et prouver peu après que cette cohésion momentanée que leur imposa la main de fer de Napoléon, ils étaient capables de la retrouver sans lui et en remplaçant simplement son drapeau par celui de l'Allemagne, debout tout entière pour la guerre de délivrance, le « Befreiungskrieg », presque la guerre sainte.

Et voici 1814 et l'entrée des alliés à Paris, voici 1815 et Waterloo, voici Napoléon définitivement renversé, voici l'Allemagne enfin délivrée après neuf ans de servage. Il semble bien qu'elle ait mérité son unité et que, d'un élan spontané, les souverains de l'Europe vont profiter de leur victoire pour établir, couronnement final de l'œuvre d'affranchissement, cette unité allemande si vaillamment réclamée! Et voici qu'au contraire, en 1820, définitivement, voici même que dès cette année 1815, si féconde en grands événements, la diplomatie européenne replonge l'Allemagne dans l'anarchie, dans l'impuissance et en refait de propos délibéré le grand corps mou et inerte qu'était devenu le Saint Empire Romain Germanique. Bien plus, la situation se trouve encore aggravée par ce fait qu'il n'y a même plus, à la tête de la nouvelle Allemagne, d'empereur pour présenter aux yeux de l'Europe, tout au moins le prestige réel d'une majesté, sans

doute au fond bien illusoire. Si l'on réfléchit à ce résultat désespérant pour l'Allemagne, l'on comprendra bien vite que les souverains européens, désireux avant tout de calmer l'Allemagne surexcitée, et ne voyant dans l'Allemagne unifiée qu'une force dangereuse pour eux, l'aient ainsi délibérément annihilée. Mais il y a une chose qu'il ne faut pas oublier, et c'est là que nous voulions en venir, car c'est un point capital pour la compréhension de tout ce qui suivra, et cette chose c'est que c'est l'Autriche qui portait la plus grande partie de la lourde responsabilité d'avoir ainsi fait échouer l'unité allemande! Faut-il s'étonner de ce que l'Allemagne, convaincue dès lors, qu'il n'eût tenu qu'à l'Autriche de faire l'unité allemande (ce qui n'est, d'ailleurs, sans doute pas tout à fait exact), ait voué à l'Autriche une vive, quoique sourde, rancune d'avoir trompé ses espérances? Et en effet Metternich [1], le grand direc-

1. Metternich (Klemens-Lothar-Wenzel), né à Coblentz, le 15 mai 1773, mort à Vienne le 11 juin 1859. Représente le Collège des comtes westphaliens au Congrès de Rastatt (1797), envoyé impérial à la cour de Dresde (1801), à la cour de Berlin (fin 1803), ambassadeur à Paris (1806). Arrêté sur l'ordre de Napoléon pendant la guerre de 1809. Ministre des Affaires étrangères, d'abord par intérim, puis définitivement (8 octobre 1809), le reste jusqu'au 13 mars 1848. Préside le Congrès de Vienne, est ensuite couvert d'honneurs par les souverains de l'Europe entière, et préside encore le Congrès de Carlsbad (1819). Chancelier d'Etat de la cour et de la maison impériale (1821), est nommé président des conférences ministérielles pour les affaires intérieures (1826) et conserve ce poste jusqu'à la mort de l'empereur François I[er] (1835). Renversé du pouvoir par la Révolution de 1848, il est obligé de s'enfuir; s'installe à Bruxelles (novembre 1849), revient chez lui à Johannisberg en juin 1851, et rentre à Vienne au mois de septembre de la même année. Il meurt le 11 juin 1859 au début de la guerre d'Italie.

teur de la politique autrichienne, n'avait pas voulu une Allemagne unie. Désireux uniquement d'établir solidement en Allemagne la prépondérance autrichienne, résultat qu'il avait obtenu en assurant à l'Autriche la présidence perpétuelle de la Confédération, Metternich était de plus convaincu que l'impuissance de l'Allemagne serait la meilleure et plus durable garantie de cette hégémonie autrichienne. Aussi n'avait-il rien négligé pour réduire l'Allemagne à l'inaction forcée et y avait-il merveilleusement réussi en la dotant d'une organisation fort compliquée, à fonctionnement très lent et à rouages innombrables, dans les détails de laquelle il ne nous appartient d'ailleurs pas d'entrer ici. Ajoutons encore à toutes ces raisons auxquelles obéissait le chancelier autrichien que, pour Metternich, idée nationale et idée révolutionnaire, c'était blanc bonnet et bonnet blanc ! N'est-il pas alors tout à fait naturel que l'apôtre de la contre-révolution en Europe ait cru être absolument dans son rôle, en étouffant, dans la mesure du possible, tout sentiment national en Allemagne ? Et voilà comment, dès 1815, naît entre l'aspiration nationale allemande et la politique autrichienne la première divergence, divergence terriblement grave, la première contradiction, si grosse de conséquences, qui malheureusement n'est encore que le prélude de toutes celles qui rempliront plus ou moins tout le XIXe siècle.

Voilà donc l'Allemagne, tout au moins momentanément, calmée, réduite à l'inaction absolue, voilà le sentiment national allemand à peu près étouffé et bâillonné, en tout cas, vigoureusement combattu et énergiquement surveillé, à l'instigation du tout-puissant Metternich, par les souverains allemands. La partie semble perdue, la cause de l'Allemagne peut-être irrémédiablement compromise! Mais entre l'apparence et la réalité, il y a un abîme, et le sentiment qui pousse les Allemands avec un élan invincible vers l'unité n'est pas un de ces sentiments superficiels dont la force brutale peut venir à bout! De plus, ce sentiment, à qui sa sincérité promet déjà pour une époque plus ou moins lointaine le succès, trouvera un secours providentiel et inestimable dans le fait de la croissance rapide de la Prusse. Car la Prusse ne peut qu'être jalouse de la prépondérance autrichienne, et de cette jalousie naîtra bientôt le conflit qui doit fatalement mettre aux prises dans l'Allemagne, trop étroite pour contenir leurs ambitions rivales, le Habsbourg d'Autriche et le Hohenzollern de Prusse.

Il ne faut donc pas se laisser induire en erreur par le calme relatif qui règne en Allemagne après cet échec de l'unification allemande : pour que toute cette masse, en apparence plus ou moins assoupie, qu'agitent cependant, de temps à autre, de brusques et significatifs soubresauts, se réveille et se remette en mouvement, il suffira, en somme,

de peu de chose. Sans doute, ce réveil définitif de l'Allemagne grondante et en ébullition perpétuelle put être évité en 1830, grâce à des efforts énergiques.

Mais, quand dix-huit années se seront encore écoulées, les événements de 1848 seront le branle-bas du combat et le tocsin sonnera dans l'Allemagne entière, de telle façon que personne ne pourra y arguer de surdité pour ne pas prendre part à la lutte. Et si, d'une part, il est vrai qu'alors le conflit inévitable entre la Prusse et l'Autriche surexcitera le désir d'unité des Allemands, d'autre part, il est également vrai que les aspirations nationales allemandes, masquées sous l'idée révolutionnaire, alimenteront à leur tour puissamment les sentiments de véritable animosité, presque même de haine, qui régneront pendant toute cette période entre l'Autriche et la Prusse.

Et, devant l'Europe attentive, le rideau va se lever brusquement sur le premier acte du drame dont la vieille terre germanique va être le théâtre, sur le premier acte du drame de l'unité allemande, prologue du mouvement pangermaniste qui nous intéresse aujourd'hui. Montrer comment et pourquoi les Allemands d'Allemagne d'abord, puis une partie de ceux d'Autriche, se sont détachés de la dynastie de Habsbourg, les premiers matériellement, les seconds moralement en désirant mieux, voir aussi à quels intérêts réels, à quelles causes profondes et peut-

être parfois justes d'une part, à quels calculs souvent bas d'ambitions surexcitées et d'appétits déchaînés d'autre part, se rattache ce mouvement pangermaniste, tel sera désormais l'objet de cette étude.

CHAPITRE III

LE PREMIER ACTE : SCHWARZENBERG

SOMMAIRE. — 1848-1852. — La révolution de 1848 en Autriche et en Allemagne. — Le Parlement de Francfort. — Grande et Petite Allemagne. — Schwarzenberg. — Sa politique allemande, nullement basée sur le sentiment national allemand, en contradiction même avec ce sentiment qui commence à se développer. — L'idée de l'absorption de l'Allemagne par la monarchie autrichienne, opposée au sentiment qui deviendra plus tard le sentiment pangermaniste, et n'est encore que l'aspiration à l'unité. — Le triomphe incomplet de Schwarzenberg. — La retraite de l'Autriche après Olmütz. — Bruck et l'union douanière austro-allemande.

Naissance de la question allemande en Bohême. — Le système de Bach. — La défaite de l'Autriche en 1859. — Le diplôme du 20 octobre 1860. — Le réveil fatal à bref délai de la question de l'unité allemande.

La révolution qui éclatait en février 1848 à Paris n'avait pas seulement pour conséquence la chute de Louis-Philippe et la proclamation de la République Française. Ce fut l'étincelle qui mit le feu au mélange détonant qu'était depuis trente ans l'Europe et sur lequel les souverains européens avaient veillé si jalousement pour le prévenir de tout contact du feu révolutionnaire. Ce fut, en

particulier, le signal de l'embrasement de l'Allemagne. Il ne nous appartient pas ici de retracer l'histoire fort compliquée de la révolution de 1848 en Allemagne, mais il faut néanmoins que nous nous rendions compte de la façon dont se sont développées, sous l'égide de la Révolution, les deux idées de l'unité allemande et de la Grande Allemagne.

Les événements se suivent avec une rapidité foudroyante. Le 13 mars 1848, la révolution éclate à Vienne et Metternich lui-même en est réduit à s'enfuir sous un déguisement ; en même temps, les Magyars se soulèvent, et, du 17 au 22 mars, dans l'espace de cinq jours, la révolution, éclatant à Milan et à Venise, en chasse les Autrichiens. Il semble bien, surtout si l'on considère les événements qui se déroulent à la même époque en Allemagne, que, par une curieuse et sanglante ironie du sort, au moment précis où Metternich disparaissait de la scène politique, où son rôle était fini, l'idée qui l'avait toujours hanté de l'alliance terrible et tacite, dirigée contre l'ancien état de choses, de l'idée nationale et de l'idée révolutionnaire, se réalisait, et c'était bien, en effet, aux cris abhorrés par la Sainte Alliance de « Liberté et nationalité » que l'Europe entière se soulevait.

En tout cas, le Gouvernement autrichien, débordé à Vienne par la révolution, voyant ses troupes chassées de Milan et de Venise, et, pour comble de

malheur, menacé sérieusement par l'insurrection magyare, se trouvait dans une situation extrêmement critique. L'incendie, d'ailleurs, s'étendait partout. En quelques jours, la révolution triomphait dans le grand-duché de Bade, la Hesse Darmstadt, la Hesse électorale, le Wurtemberg, le duché de Nassau (à peu de chose près dans l'Allemagne entière) et, le 18 mars, elle s'installait victorieusement à Berlin.

L'Allemagne est donc bouleversée et l'Autriche et la Prusse auront besoin de toutes leurs forces pour réprimer des mouvements insurrectionnels d'une telle violence. Était-il, dans cet état d'agitation fébrile, possible que la question de l'unité allemande, qui n'avait jamais cessé d'être la question vitale en Allemagne, fût laissée de côté? Non, il était fatal et inévitable qu'elle devait revenir sur le tapis! Et ce qui était fatal ne tarda pas à se produire! Le 18 mai 1848, se réunissait en effet à Francfort un Parlement, Parlement révolutionnaire, élu avec la mission bien nette de réorganiser l'Allemagne. La lutte pour l'unité allait donc reprendre, et tout faisait prévoir qu'elle serait âpre.

Dans quel état d'esprit les députés qui composaient ce Parlement arrivaient-ils à Francfort? Quelle était leur pensée dominante? La réponse à ces questions est facile et nette. Sur un seul point ils étaient en effet tous d'accord; un seul désir leur était commun : celui d'aboutir enfin à quelque chose

et de tirer l'Allemagne du bourbier où elle croupissait depuis 1815. C'était donc bien alors un mouvement national, admirable par sa puissance et sa sincérité, qui animait l'Allemagne tout entière, et jamais, depuis 1848, les apôtres du pangermanisme n'ont pu créer, malgré tous leurs efforts, un mouvement aussi unanime et aussi spontané que celui qui, alors, poussait les populations de la Haute-Autriche, de la Basse-Autriche, de la Styrie et du Tyrol, par exemple, à demander, en toute loyauté et fidélité à la dynastie de Habsbourg, leur réunion à cet empire allemand qu'on allait enfin essayer de constituer.

Mais, ici encore, se révèle cette divergence si fréquente entre le sentiment populaire et les vues des hommes d'État. Ce que ces populations, enthousiasmées par un idéal national, pouvaient, en effet, croire naïvement une chose facile à exécuter, emportées qu'elles étaient au-dessus de la réalité par l'élan irraisonné de leur cœur, les hommes politiques, eux, en voyaient bien vite les difficultés.

Cette idée pangermaniste, uniquement et foncièrement nationale allemande, pure de toute ambition et de toute convoitise, qui animait le peuple allemand, ils ne purent, eux, l'admettre sous cette forme, car elle paraissait presque irréalisable. Comment faire, en effet, pour partager l'Autriche, y séparer les Allemands des non-Allemands et réunir ensuite les provinces allemandes d'Autriche

à l'Allemagne, reconstituée en empire sous un Habsbourg? En supposant ceci même faisable, que deviendraient ensuite les autres provinces, les provinces non-allemandes de cette monarchie autrichienne ainsi mutilée? Autant de questions qu'il suffit, en somme, de poser pour montrer la difficulté, sinon l'impossibilité de les résoudre pratiquement.

Il était cependant nécessaire qu'au moment où allait se réunir ce Parlement, à qui l'Allemagne entière confiait la belle mission de trouver une solution réalisable, quelqu'un y apportât une idée quelconque, qui permît d'arriver à la solution désirée. Ce quelqu'un ne pouvait être le Gouvernement autrichien, car, à ce moment, ce Gouvernement n'existait pour ainsi dire pas; l'empereur, en effet, avait, à son tour, quitté Vienne pour se réfugier dans le Tyrol, et le Gouvernement autrichien ne retrouvera son activité qu'un peu plus tard, tiré de sa torpeur par la poigne vigoureuse de Schwarzenberg[1]. Mais, à défaut du Gouvernement, les hommes politiques qui allaient représenter l'Autriche à Francfort y apportaient-ils une idée directrice? Oui, car ils arrivaient même à Francfort avec un programme.

1. Schwarzenberg (Félix-Louis-Jean-Frédéric, prince de), né à Krumau le 20 octobre 1800, mort à Vienne le 5 avril 1852. Entre dans la diplomatie en 1824; ambassadeur à Naples; y est assiégé dans son hôtel par le peuple (26 mars 1848); devient major général dans l'armée, prend part aux combats de Curtatone et de Goïto et est promu lieutenant-maréchal. Premier ministre le 22 novembre 1848, il meurt à Vienne le 5 avril 1852 d'une attaque d'apoplexie.

Avant tout, ils étaient des libéraux; ils réclamaient donc la liberté politique en Allemagne et en Autriche et leur titre est, à cet égard, significatif, car ils s'intitulent « Freisinnige Deutsche » (Allemands libéraux). Leur programme était simple et facile à résumer; il se réduisait, en effet, à la formule suivante : « Place prépondérante pour les Allemands en Autriche et place prépondérante pour l'Autriche en Allemagne! » Programme net et sur lequel il est, pensons-nous, impossible d'équivoquer. Aussi, les théoriciens du pangermanisme actuel sont-ils bien mal venus à essayer de se rattacher historiquement à ce parti de 1848. Néanmoins ils tentent cette démonstration et veulent faire croire que c'est de ce programme lumineusement clair qu'ils sont partis et que seules les fautes de la politique autrichienne, en faisant perdre, d'une part à l'Autriche la prépondérance en Allemagne, d'autre part à l'élément allemand la prépondérance en Autriche, ont motivé la substitution à ce programme originaire de leur mot de ralliement actuel : « Incorporation des Allemands d'Autriche dans l'Allemagne. » Mais quelques secondes de réflexion suffisent pour comprendre que c'est là une manœuvre plus ou moins habile par laquelle on cherche à tromper les populations, et il est bien clair qu'entre le parti à programme national et patriotique, mais autrichien, de 1848 et le parti pangermaniste d'aujourd'hui, parti de désorgani-

sation et de séparatisme au premier chef, il y a toute l'énorme différence qui sépare un parti à idées un peu chimériques peut-être, mais incontestablement animé de sentiments loyaux et généreux, d'un parti qui, lui, ne travaille qu'au démembrement de l'État même auquel il appartient, et, par suite, du sol natal.

Mais laissons cela pour l'instant et voyons avec quel programme pratique, avec quelles propositions destinées à réaliser leur formule politique, les « Freisinnige Deutsche » arrivaient à Francfort.

Nous indiquions plus haut brièvement à quelles difficultés se heurtait en 1848 une politique tendant à donner satisfaction à l'idée pangermaniste dans son essence, c'est-à-dire à obtenir l'union de tous les Allemands dans un État homogène et purement allemand. Nous ajoutions qu'il était fort probable que c'étaient ces difficultés très réelles qui avaient fait renoncer les hommes politiques d'alors à cette idée nationale et populaire. Mais, si maintenant nous voyons quelles propositions les députés autrichiens, qui forment un groupe important dans le parti des « Gross Deutsche » (parti de la Grande Allemagne), apportaient à Francfort, nous serons bien obligés d'admettre que cette idée pangermaniste, purement nationale, dont nous parlions plus haut, n'avait sans doute dû qu'effleurer leurs esprits et que ce titre de « Gross Deutsche », sous son apparente clarté, cachait une grave équivoque.

Leurs propositions, à eux, en effet, étaient, si

possible, encore bien plus chimériques et impraticables. Sans doute, ils étaient les partisans de la *Grande Allemagne*, même d'une Allemagne effroyablement grande.

Ils ne rêvaient pas autre chose qu'un Gouvernement central unique et un Parlement central, unique également, pour *tous les pays allemands et autrichiens*. Leur formule, c'est la formule magnifiquement ambitieuse de « l'État de 70 millions d'âmes » obtenu tout simplement en formant une masse (et quelle masse !) de tous les États de la Confédération Germanique et de toutes les possessions de la maison d'Autriche ! Projet grandiose, merveilleux, enthousiasmant, qui tient du rêve et de la fantasmagorie et qui, malheureusement, ne relève même que de cela ! Car, ici point n'est même besoin d'énumérer les innombrables raisons qui font de l'accomplissement de ce projet, de la réalisation de ce rêve, une impossibilité évidente.

Mais ici, aussi, et c'est là un point capital sur lequel nous ne saurions trop insister, nous ne nous trouvons plus en présence de l'idée purement nationale et allemande de la Grande *Allemagne !* C'est encore bien autre chose, ce n'est plus uniquement une aspiration nationale, mais bien je ne sais quel rêve de mégalomanie surexcitée. Ce n'est plus une idée nationale, c'est une idée politique ou plutôt une chimère politique ! Et, ceci dit, nous croyons que l'on s'étonnera désormais moins de voir ceux

qui ont à cœur, avant tout, l'avenir de l'Allemagne en tant qu'Allemagne, se rallier, par une contradiction bizarre, inexplicable même au premier abord, aux idées des « Klein Deutsche », c'est-à-dire des partisans de la Petite Allemagne. C'est qu'en effet ils croient ainsi assurer mieux la grandeur future de la patrie allemande et l'avenir leur donnera d'ailleurs raison. Néanmoins, il ne faudrait pas s'imaginer que le parti des « Gross Deutsche » ne se composa que de rêveurs ; bien au contraire, les directeurs réels du parti, qui sont en même temps les représentants les plus éminents de l'Autriche à Francfort, portent des noms illustres que nous retrouverons presque tous dans l'histoire politique de l'Autriche pendant les années qui suivent.

Ce sont en effet, pour ne citer que les plus importants, groupés autour de leur chef, Anton von Schmerling [1], le Dr Herbst [2], le Dr von Stre-

1. Schmerling (Anton, chevalier de), né à Vienne le 23 août 1805, mort le 23 mai 1893. Entre d'abord dans la magistrature et devient conseiller à la Cour d'appel ; en 1846, il est député des Etats autrichiens ; il représente l'Autriche à Francfort où il fait partie du Comité des Dix-Sept. Le 15 juillet 1848, l'archiduc Jean, vicaire de l'Empire, le nomme ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur ; il accepte le portefeuille de l'Intérieur, mais se retire lorsque la Chambre refuse de ratifier l'armistice de Malmoë ; il revient au pouvoir au mois de septembre, mais quitte de nouveau le ministère et l'assemblée en décembre devant l'opposition de la gauche. Il rentre aux Etats autrichiens et devient ministre plénipotentiaire à Francfort ; il revient à Vienne en 1849 et y occupe le ministère de la Justice jusqu'en 1851, puis devient président de la Cour de Cassation. Ministre d'Etat en 1860, il se retire en 1865 et redevient président de la Cour de cassation. Membre à vie de la Chambre des Seigneurs en 1867, il en devient le président en février 1871. Prend sa retraite en 1891 et meurt deux ans après.

2. Herbst (Edouard), né à Vienne en 1820, mort à Vienne en 1892.

mayr[1], le Dr von Kaiserfeld[2], le Dr Giskra[3], le Dr Ritter von Armeth, le professeur G. Schreiner, Makovicka, etc., etc.

Ainsi s'ouvrait donc le Parlement de Francfort. Que faisait pendant ce temps le Gouvernement autrichien ? Il avait certes des occupations et des occupations sérieuses ! En effet, indépendamment de toutes

Professeur de droit pénal et de philosophie du droit à l'Université de Lemberg en 1847, député par l'Autriche à Francfort; représente le district de Hamspach-Schluckenau au Landtag de Bohême en 1861, et est envoyé de là au Reichsrath de Vienne; il y devient le chef du parti constitutionnel allemand. Ministre de 1867 à 1870. Leader de l'opposition sous les ministères Potocki, Hohenwart et Taaffe, se retire de la Diète de Bohême et des Délégations, mais reste à peu près jusqu'à sa mort, survenue en 1892, le chef de la gauche allemande à la Chambre.

1. Stremayr (Karl von), né à Gratz le 30 octobre 1823, représente l'Autriche à Francfort, puis devient fonctionnaire. Ministre de l'Instruction publique de février 1870 à février 1871, et de novembre 1871 à février 1879, abolit le Concordat. Il succède au prince Aüersperg comme président du conseil le 15 février 1879, puis devient ministre de la Justice dans le cabinet Taaffe (août 1879), se retire en 1880 et devient second président de la Cour suprême, puis premier président en 1891.

2. Kaiserfeld (Moritz-Blagaschineg de), né à Ptuj (Pettau), en Styrie, le 24 janvier 1811, mort à Birkfeld le 14 février 1885. Membre de la Diète de Styrie en 1848, puis député par la ville de Gratz au Parlement de Francfort. Député en 1861 par la Diète de Styrie au Reichsrath, y combat à outrance le ministère Belcredi. Président du Reichsrath en 1867 et en 1869. Landeshauptmann (gouverneur) de Styrie en 1871. Membre à vie de la Chambre des Seigneurs en 1872.

3. Giskra (Charles), né à Trébov (Mährisch Trübau), en Moravie, le 29 janvier 1820, mort à Baden le 1er juin 1879. Professeur de sciences politiques à l'Université de Vienne en 1846, membre du Parlement de Francfort en 1848. Avocat à Brünn en 1860, devient bourgmestre de Brünn. Membre de la Diète de Moravie et du Reichsrath en 1861, y est un des chefs du parti centraliste allemand. Président de la Chambre en 1867, ministre de l'Intérieur du cabinet Auersperg (30 décembre 1867), se retire au mois de mars 1870 et devient l'adversaire acharné du ministère Hohenwart. Président de la banque franco-autrichienne, administrateur de la ligne Lemberg-Czernowitz, se trouve, en cette qualité, englobé dans un procès célèbre, à la suite duquel il tombe en disgrâce. Meurt à Baden le 1er juin 1879.

les révolutions avec lesquelles nous l'avons vu aux prises un peu plus haut, des troubles d'une certaine gravité éclataient dans cette Bohême, dont l'activité politique reprend à ce moment, et une répression sanglante venait contribuer à attiser le feu chez ces Tchèques, dont la fidélité aux Habsbourg ne se démentit, cependant, pas un instant pendant toute la crise. En même temps, d'ailleurs, la fortune semblait vouloir sourire aussi en Italie au Gouvernement autrichien. En effet, après avoir subi une défaite à Goïto le 31 mai, les Autrichiens prenaient leur revanche à Custozza le 25 juillet et, grâce à cette victoire, parvenaient à imposer à Charles-Albert l'armistice de Milan (9 août). Mais, à peine était-il un peu rassuré en Italie, que le Gouvernement impérial voyait l'insurrection magyare grandir avec une violence inquiétante, si bien même que le 6 octobre 1848, elle occasionnait une nouvelle révolution à Vienne. Les révolutionnaires y eurent d'abord le meilleur, et il fallut prendre Vienne d'assaut le 1er novembre pour triompher de ce nouveau soulèvement de la capitale. Le Gouvernement autrichien n'avait donc, on le voit, guère le temps de s'occuper de ce qui se passait à Francfort, quelque important que cela eût pu être pour lui.

Cependant, malgré cette abstention forcée, le 29 juin 1848, la politique autrichienne avait paru y remporter un premier succès. On avait, en effet, formé à cette date un Gouvernement exécutif pro-

visoire et on avait nommé vicaire impérial l'archiduc Jean[1], frère de l'empereur François Ier[2]; quelques jours après, le 15 juillet, ce dernier prenait à son tour pour ministre le chef même du parti autrichien au Parlement de Francfort, Anton von Schmerling. C'était donc là un triomphe incontestable pour l'Autriche et, en quelque sorte, presque la garantie de succès ultérieurs en Allemagne. Ceci fait, le Parlement, ne sachant pas très bien par quel côté entamer le grave problème de la réorganisation de l'Allemagne, se perdit bientôt dans un véritable imbroglio de discussions théoriques et philosophiques sur des questions tant politiques que nationales. En même temps, en effet, l'idée réactionnaire et l'idée révolutionnaire s'y livraient bataille; mais, ces discussions, si curieuses qu'elles

1. Jean (Baptiste-Fabian-Sébastian), archiduc d'Autriche, né le 20 janvier 1782, meurt à Gratz le 11 mai 1859, sixième fils de l'empereur Léopold II et de l'infante Marie-Louise. C'est le vaincu de Hohenlinden (1800), c'est encore lui qui, en 1805, ramène l'armée d'Italie vers Vienne, qui, en 1809, remporte d'assez brillants succès en Italie sur le vice-roi Eugène, mais qui, rappelé vers le nord, est vaincu à Raab le 14 juin et arrive trop tard sur le champ de bataille de Wagram. Très populaire, il est, en 1848, nommé par le Parlement de Francfort vicaire général de l'Empire. Avait, en 1827, épousé morganatiquement la fille d'un maître de poste d'Aussee, Anna Plochel qu'il fit comtesse de Meran en 1845.

2. François Ier (Joseph-Charles), empereur d'Autriche, né à Florence le 14 février 1768, mort à Vienne le 2 mars 1835. Fils de Léopold II, il épouse en 1788 une princesse de Wurtemberg qui meurt un an à peine après. Il épouse alors sa cousine Marie-Thérèse des Deux-Siciles, dont il eut treize enfants. Empereur d'Allemagne à la mort de son père sous le nom de François II, le 7 juin 1792, il est obligé de renoncer à ce titre, le 6 août 1806, définitivement; veuf le 13 avril 1807, épouse le 6 juin 1808, Marie-Louise-Béatrice d'Este, princesse de Modène, qui meurt à son tour le 7 avril 1816. Le 29 octobre de la même année, il épouse Caroline-Auguste de Bavière et meurt le 2 mars 1835.

soient, sortant du cadre de notre étude, nous ne nous y arrêterons pas davantage.

Sur ces entrefaites, d'ailleurs, un fait important se produisait en Autriche. En effet, le 2 décembre 1848, l'empereur Ferdinand Ier[1] abdiquait en faveur de son neveu François-Joseph Ier[2], et le nouvel empereur trouvait, installé au ministère depuis le 22 octobre, un homme dont le rôle dans la politique allemande devait être fort important, le prince de Schwarzenberg. Homme d'État d'une incontestable valeur, diplomate habile et énergique, le prince de Schwarzenberg fut pour le jeune empereur un auxiliaire et un conseiller précieux. Mais sa politique, quelque considérables que puissent être les services qu'elle rendit à l'Autriche, n'en devait pas moins devenir, la suite de l'histoire le montrera, une des causes premières du mouvement pangermaniste. Comment ces deux affirmations également vraies, à notre avis, peuvent-elles se concilier? Au premier abord, cela paraît difficile;

1. Ferdinand Ier, empereur d'Autriche, né à Vienne le 19 avril 1793, mort à Prague le 29 juin 1875, fils de François Ier et de Marie-Thérèse. Roi de Hongrie en 1830, épouse en 1831 Anna, fille du roi de Sardaigne, succède à son père le 2 mars 1835. Chassé de Vienne par la révolution de 1848 (17 mai 1848), se retire à Innsbruck. Rentre à Vienne en août, se réfugie de nouveau à Olmütz (octobre 1848) et abdique le 2 décembre 1848 en faveur de son neveu François-Joseph.

2. François-Joseph Ier, empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, né à Vienne le 18 août 1830, empereur le 2 décembre 1848. Fils aîné de l'archiduc François-Charles et de Sophie, fille de Maximilien Ier, roi de Bavière. Epouse le 24 avril 1854 Elisabeth, fille du duc Max de Bavière. Le reste de son histoire est trop connu pour qu'il soit besoin de le rappeler ici.

mais au fond cela revient simplement à dire que, dès cette époque-là, il y avait une divergence sérieuse entre les intérêts de l'Autriche et ceux de l'Allemagne et, par conséquent, que l'on pouvait, tout en servant fort adroitement les premiers, agir à l'encontre des seconds, par exemple, en méconnaissant le sentiment national allemand. C'est ce qui se produisit.

Mais ici alors une autre question se pose. Comment se fait-il donc, en effet, que, si préoccupé qu'il pût être, à juste titre, de l'intérêt de l'Autriche, un homme politique aussi habile que Schwarzenberg ait méconnu à ce point le sentiment national allemand ? La raison en est, au fond, bien simple. C'est qu'imbu inconsciemment des vieilles traditions, Schwarzenberg ne vit dans la question allemande qu'une question diplomatique et non pas du tout ce qu'elle était surtout, c'est-à-dire une question nationale ! C'était là le résultat de la politique introduite en Europe par la Sainte Alliance que la tournure d'esprit inhérente à la plupart des hommes politiques de l'époque et qui leur faisait considérer avec le plus grand dédain tout sentiment national, l'idée nationale restant toujours encore pour eux le synonyme ou plutôt le masque de l'idée révolutionnaire. D'où, dans le cas qui nous intéresse, cette conséquence inévitable que la politique de Schwarzenberg froissa fatalement le sentiment national allemand, alors si puissant.

L'unité allemande, en effet, Schwarzenberg y pensait peu! Sans doute, il avait bien, lui aussi, émis l'idée de l'empire de 70 millions d'âmes, mais il paraît peu probable qu'il ait jamais cru à la possibilité de réaliser ce rêve. Son plan consistait, en somme, uniquement à chercher à profiter de la crise que traversait l'Allemagne, pour transformer en hégémonie perpétuelle et directe l'influence momentanée et indirecte que Metternich avait réussi à assurer à l'Autriche en Allemagne en 1815. Quelle était pour cela la ligne de conduite à suivre? Sur ce point, il était impossible de se tromper ; il fallait avant tout adopter une politique nettement antiprussienne. C'est la première chose que fera Schwarzenberg.

Ainsi s'ouvrait donc l'année 1849 et dès lors les événements vont se précipiter singulièrement. En effet, dès ce moment, les députés allemands ont acquis la conviction que le Gouvernement autrichien poursuit bien plutôt la réalisation de ses rêves ambitieux que l'achèvement si ardemment souhaité de l'unité allemande. Aussi, voyant que l'Autriche ne leur servira pas à grand chose, ils se tournent résolument contre elle et, le 14 janvier 1849, un premier vote, rendu par 261 voix contre 224, à 37 voix de majorité, fait présager de leur intention bien arrêtée d'exclure l'Autriche de l'Allemagne nouvelle. Le parti de la Petite Allemagne semble, dès ce moment, assuré du succès. Mais ceci bien

entendu ne fait pas le moins du monde l'affaire de l'Autriche, et la mauvaise humeur qu'elle en ressent va l'amener à dévoiler, cette fois-ci ouvertement, ses desseins. En effet, par deux notes en date du 17 janvier et du 4 février 1849, ce même Gouvernement autrichien, sur lequel à peine six mois auparavant l'Allemagne comptait tant pour refaire l'empire allemand, protestait, en termes d'une obscurité d'ailleurs voulue, contre la constitution d'un État unitaire allemand, tel que le vote du 14 janvier le faisait présager. A ce moment, la situation est donc bien claire ; d'une part l'Autriche, qui ne peut obtenir cet empire allemand qui serait l'empire de 70 millions d'âmes qu'elle sait impossible à réaliser, obéit uniquement à ses intérêts politiques, d'autre part, le Parlement de Francfort, désireux avant tout d'aboutir dans son œuvre nationale, se décide, à défaut de la Grande Allemagne, à réaliser tout au moins l'unité de la Petite Allemagne. Désaccord flagrant et grave, qui ne fera que s'accentuer et qu'affirmer de plus en plus la divergence des intérêts allemands et des intérêts autrichiens. Or ces désaccords, cette divergence ne sont pas des symptômes sans importance, car l'histoire nous permet de voir en eux une des causes premières du mouvement pangermaniste d'aujourd'hui qui, lui aussi, oppose l'intérêt allemand à l'intérêt autrichien.

Cependant l'Autriche a à sa tête un homme d'État habile, qui comprend bien qu'à mécontenter l'Alle-

magne, il risque de ne pas même obtenir ces avantages politiques qu'il poursuit uniquement, et, fort adroitement, pour dissiper un peu la mauvaise humeur bien explicable causée en Allemagne par les deux notes mentionnées plus haut, Schwarzenberg lance alors une nouvelle note à la date du 7 février 1849. Dans cette note, le ministre autrichien déclare qu'il a dû y avoir un malentendu, que l'Autriche n'a nullement l'intention de s'isoler, de séparer sa cause de la cause de l'Allemagne, et propose enfin de confier le Gouvernement de l'Allemagne à un directoire de neuf membres. En même temps d'ailleurs, il négocie en secret pour y assurer d'avance la majorité à l'Autriche. Cette note eut cependant un succès presque inespéré : en effet, le 10 mars, la Prusse, assez hésitante sur la politique à suivre, acceptait la base de discussion ainsi proposée par le ministre autrichien. Mais il était trop tard pour réparer les fautes commises, et si la Prusse, indécise et peu fixée sur son véritable intérêt, paraissait ainsi abonder dans le sens du ministre autrichien, l'Allemagne, elle, avait vu clair dans le jeu de l'Autriche ! Elle en avait assez et sentait la nécessité de mettre fin à toute discussion par un acte catégorique. Avant tout, elle veut être une, et voilà pourquoi, malgré la réelle antipathie de la très grande majorité des Allemands pour la Prusse, le 27 et le 28 mars 1849, deux votes de l'assemblée, rendus à 4 et à 42 voix de majorité, offraient l'em-

pire héréditaire à Frédéric-Guillaume IV[1], roi de Prusse.

C'était un acte grave, presqu'un acte désespéré, puisque, par défiance pour l'Autriche, l'Allemagne se jetait délibérément dans les bras de la Prusse et lui remettait le soin de veiller sur elle à ce moment si critique de sa constitution.

Il semblait impossible que la Prusse n'acceptât pas avec enthousiasme cette aubaine. Mais Frédéric-Guillaume IV, lui aussi convaincu que l'idée nationale c'était l'idée révolutionnaire sous une autre forme, crut qu'accepter la couronne que lui offrait ainsi le Parlement de Francfort, ce serait pactiser avec cette révolution qu'il détestait. Aussi, hanté par la crainte de se compromettre avec ces révolutionnaires abhorrés, répondit-il, le 23 avril 1849, qu'il ne pouvait accepter la couronne sans le libre aveu des princes allemands.

En fait, cette réponse équivalait à un refus. Car, ce que l'Allemagne désirait alors avant tout, c'était

1. Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, né le 17 octobre 1795, mort à Sans-Souci le 2 janvier 1861. Fils de Frédéric-Guillaume II. Prend part à la campagne de 1813, monte sur le trône à la mort de son père en 1840. Semble par deux fois, en 1842 et en 1847, céder enfin aux revendications du pays en faveur du Gouvernement représentatif, mais finit par y opposer une fin de non-recevoir absolue. La révolution de 1848 le force à céder, mais il reprend, à partir de 1850, la politique de réaction. En juin 1857, il eut une première attaque d'apoplexie, puis une seconde au mois d'octobre, dont il ne se remit jamais. Son frère Guillaume prend alors le pouvoir (23 octobre 1857) et est nommé régent le 7 octobre 1858. Frédéric-Guillaume IV meurt à Sans-Souci le 2 janvier 1861. De sa femme Elisabeth de Bavière, il n'avait pas eu d'enfants.

une solution rapide ; or, la consultation des princes ferait de toutes les façons perdre un temps précieux, et leur réponse était fort douteuse, car leur idée dominante était la jalousie contre n'importe lequel d'entre eux qui pourrait s'élever au-dessus du niveau des autres.

Pratiquement donc, le danger pour l'Autriche de voir le roi de Prusse devenir empereur d'Allemagne se trouvait, tout au moins momentanément, écarté.

Mais le fait seul que ce danger avait pu être imminent était très grave et, en conséquence, Schwarzenberg, sentant qu'il n'y avait pas une minute à perdre, se décida à agir rapidement. Et, cette fois-ci, n'ayant plus rien ni personne à ménager, il joua cartes sur table.

Montrant clairement que l'intérêt de l'Allemagne le préoccupait fort peu et que le sentiment national allemand le laissait indifférent, dès le 5 avril 1849, il rappelait les 121 représentants de l'Autriche à Francfort et le même jour M. de Schmerling, devenu entre temps ministre plénipotentiaire d'Autriche à Francfort, communiquait à l'assemblée une protestation du ministre autrichien conçue en termes très vifs. Continuant dans cette voie, le 16 mai, l'Autriche, n'ayant plus qu'un seul désir, celui de contrecarrer autant que possible la politique prussienne, présentait un contre-projet. Ce contre-projet était la réponse au traité des trois rois, signé entre la Prusse, le Hanovre et la Saxe, pour ame-

ner le triomphe de la politique de la « Petite Allemagne ». En pratique, ce contre-projet autrichien aboutissait à désunir l'Allemagne encore plus, en assignant à la Bavière le rôle de contrepoids entre l'Autriche et la Prusse, partageant ainsi l'Allemagne entre trois influences rivales.

Le conflit entre l'Autriche et la Prusse, dès lors ennemies acharnées et qui font, par suite, passer l'intérêt de l'unité allemande bien après leurs ambitions personnelles, devient donc ainsi de jour en jour plus aigu. En vain, une entrevue à Teplitz entre Frédéric-Guillaume et François-Joseph sembla-t-elle vouloir indiquer chez les deux souverains, tout au moins un désir de conciliation; il n'en fut rien. Mais, dans cette lutte, la Prusse avait affaire à forte partie et, énergique et tenace, Schwarzenberg obtenait, presque par la force, de la Prusse qu'elle signât le traité du 30 septembre 1849. Ce traité, destiné à prouver en apparence à l'Allemagne qu'on s'occupait d'elle, en réalité à reculer le plus longtemps possible toute organisation définitive, créait une commission d'empire qui devait rester en fonctions jusqu'au 1er mai 1850, se composer de deux Prussiens et de deux Autrichiens et siéger à Francfort. C'étaient toujours six mois de gagnés, puisque, partagée en deux parties égales et inconciliables, la commission était vouée à l'inaction, et qu'ainsi on arriverait jusqu'au printemps de 1850. C'était donc un succès incontestable

pour l'Autriche, mais aussi combien lointaine semblait dès lors la réalisation de cette unité allemande qui, un moment, six mois à peine auparavant, avait paru sur le point de se faire ? Le fait seul que ce succès de la politique autrichienne éloignait alors l'Allemagne de l'unification, ne suffit-il pas à expliquer bien des événements ultérieurs et à nous prouver que la divergence entre l'intérêt allemand et l'intérêt autrichien, signalée plus haut comme une des origines du pangermanisme anti-autrichien de l'heure actuelle, subsistait toujours et s'affirmait même de jour en jour.

Cependant, Schwarzenberg, toujours inlassable, ne s'endormait pas sur ce premier succès et poursuivait avec acharnement son œuvre. C'est ainsi que, peu à peu, il parvient à détacher de la Prusse le Hanovre et la Saxe et qu'ainsi il annihile le traité des trois rois. La Prusse alors, sous l'apparence d'une dernière tentative de conciliation, risqua un suprême effort ; elle proposa, en effet, de convoquer à Erfurth une assemblée constituante, chargée de réorganiser l'Allemagne. Schwarzenberg vit le danger ; il se défiait, et pour cause, ayant failli s'y faire prendre une fois, de ces assemblées allemandes qui avaient voulu donner la couronne impériale au roi de Prusse. Aussi, instruit par l'expérience, protestait-il le 8 décembre 1849 contre cette proposition et réussissait-il fort adroitement à entraîner avec lui la Bavière, puis la

Saxe, ce qui suffit pour faire échouer le projet prussien. Voilà donc encore une tentative d'unification de l'Allemagne qui échouait par suite de l'hostilité de l'Autriche. Cependant, il faut rendre à Schwarzenberg cette justice, qu'à cette même époque, c'est-à-dire au mois de décembre 1849, il secondait énergiquement la proposition d'union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne, que prônait Bruck[1], alors ministre du Commerce en Autriche. Dans cette proposition, en effet, l'habile homme d'État avait vu un avantage certain pour l'Autriche, et puis, après tout, il est permis de supposer que Schwarzenberg songeait peut-être, après avoir réduit définitivement la Prusse à l'impuissance, à reprendre pour le compte de l'Autriche l'œuvre d'unification de l'Allemagne par le côté économique du problème et à satisfaire ainsi un jour le sentiment national allemand. Rien ne permet d'affirmer absolument qu'il avait cette intention, mais c'est en somme assez vraisemblable.

1. Bruck (Karl-Ludwig, baron de), né à Elberfeld (duché de Berg), le 18 octobre 1798, mort à Vienne le 23 avril 1860. Combat dans l'armée prussienne en 1815, puis fonde la grande compagnie de navigation maritime, le Lloyd, à Trieste. Elu à l'assemblée nationale allemande de 1848 et désigné comme plénipotentiaire autrichien, ministre du commerce après la révolution d'octobre 1848, se retire en 1851, prend part aux négociations douanières de 1853 entre la Prusse et l'Autriche. Envoyé à Constantinople en juin 1853, signe avec la Porte la convention pour l'occupation des principautés danubiennes par l'Autriche. Ministre des Finances en 1855. Des intrigues dirigées contre lui le font tomber en disgrâce auprès de l'empereur en 1859 : on l'implique dans le procès de concussion d'Eynatten : il démissionne le 22 avril 1860, et se coupe la gorge la nuit suivante : son innocence absolue fut bientôt reconnue.

Mais, avant tout, Schwarzenberg poursuit l'écrasement des ambitions prussiennes. Rien d'étonnant donc à ce que l'année 1850, qui s'ouvre sur ces entrefaites, voie le conflit austro-prussien s'accentuer encore et cela volontairement. Tandis, en effet, que, d'un côté, le roi de Prusse, poursuivant avec une lenteur fatale son idée fixe de se faire donner la couronne impériale par les princes allemands, se décide pour ce faire à les convoquer à Berlin, l'Autriche les convoque résolument à Francfort pour le 10 mai, dans le but évident de faire échouer la réunion de Berlin. Et là, lorsque ce congrès des princes s'ouvre à Francfort, toute équivoque est dissipée et le ministre autrichien dévoile définitivement et lumineusement son intention bien arrêtée de laisser l'Allemagne, tout au moins provisoirement, dans son état antérieur de désunion et d'impuissance. En effet, le comte Thun-Hohenstein, plénipotentiaire autrichien, y prenait bientôt la parole, pour proposer au nom de son Gouvernement de rétablir l'ancienne Diète et l'antique pacte fédéral, en les remaniant pour les mettre en conformité avec les idées modernes, formule vague et élastique qui pouvait signifier ce qu'on voulait. Le 8 août, cette proposition, qui consacrait le maintien du *statu quo* en Allemagne, était votée.

L'Allemagne est donc mâtée; reste maintenant à achever la tâche, à écraser définitivement la

Prusse. C'est ce que Schwarzenberg prépare soigneusement au congrès de Bregenz, où délibèrent ensemble l'empereur, les rois de Bavière et de Wurtemberg. Tout est prêt maintenant pour le coup décisif, l'estocade finale, qui doit assurer le triomphe du Habsbourg sur le Hohenzollern.

Un événement imprévu vint encore hâter le dénouement. En effet, sur ces entrefaites, des troubles subits, d'une extrême violence, bouleversaient la Hesse, et presque simultanément les Austro-Bavarois d'un côté, les Prussiens de l'autre entrent en Hesse. Une échauffourée se produit à Bronzell; Schwarzenberg tient enfin l'occasion ardemment attendue. Il rassemble 180.000 hommes, prêts à marcher, sur la frontière et, ceci fait, il donne à l'envoyé autrichien Prokesch[1] l'ordre de sommer la Prusse d'évacuer la Hesse dans les vingt-quatre heures (26 novembre 1850). C'était un ultimatum et un ultimatum d'une rigueur rare. A Berlin, rien n'était prêt; la guerre eût été un désastre. La Prusse céda donc et, le 29 novembre,

1. Prokesch-Osten (Anton, comte de), né à Gratz le 10 décembre 1795, mort à Vienne le 26 octobre 1876, officier de 1813 à 1815, aide de camp de Schwarzenberg (1818), chargé de mission en Grèce et dans le Levant (1828), anobli en 1830, créé chevalier de l'Orient (Osten), chef d'état-major de l'armée qui occupe Bologne (1831). Chargé de négocier la paix entre le vice-roi d'Egypte et le sultan (1833), ministre d'Autriche à Athènes (1834-1839), ambassadeur à Berlin (février 1849-1852), délégué à la Diète de Francfort (1853-1854), internonce à Constantinople (décembre 1855), y reçoit le titre d'ambassadeur (1867), se retire lors de la chute de Beust et est fait comte (3 novembre 1870), meurt à Vienne le 26 octobre 1876.

Manteuffel [1] et Schwarzenberg signaient la fameuse convention d'Olmütz.

C'était un coup terrible pour la Prusse, une humiliation sanglante ! A la face du monde, elle était obligée de battre en retraite honteusement devant l'ultimatum autrichien, de reconnaître publiquement qu'elle n'était pas encore de force à tenir tête aux armées autrichiennes. L'Autriche triomphait donc, mais son triomphe même présageait des lendemains redoutables. Car, au point de vue allemand, elle avait commis une lourde faute. En effet, son triomphe, complet en tant que victoire d'amour-propre, n'était pas une solution. Pour le rendre complet au point de vue pratique, l'Autriche devait continuer, pousser jusqu'à Berlin, anéantir définitivement la puissance prussienne, puis chercher à refaire l'unité allemande autour de l'Autriche, débarrassée définitivement de sa rivale.

L'Europe eût, sans doute, accueilli sans enthousiasme cette solution ; mais enfin, à force d'énergie et d'habileté, on l'eût peut-être rendue possible.

1. Manteuffel (Otto-Theodor, baron de), né à Lübben le 3 février 1805, mort à Krossen le 26 novembre 1882. Conseiller du prince de Prusse, alors président du ministère d'Etat (1844), directeur au ministère de l'Intérieur (1845), ministre de l'Intérieur du cabinet Brandenburg (novembre 1848), ministre des Affaires étrangères à la mort du comte Brandenburg, signe avec Schwarzenberg la convention d'Olmütz (novembre 1850), assiste au Congrès de Paris (1856), se retire avec tout le ministère lors de l'institution de la régence (octobre 1858), reparaît en 1864 à la Chambre des Seigneurs, meurt le 26 novembre 1882.

Mais, si l'Autriche ne se sentait pas le courage, ni la force d'aller ainsi jusqu'au bout, il importait de ne pas entamer le conflit armé avec la Prusse. Car ce conflit créait un fâcheux précédent, laissait la Prusse, furieuse de son humiliation, aussi irréconciliable, mais plus puissante que si on l'eût presque anéantie, et c'est ce conflit même qui permettra à la Prusse, avide de vengeance, de retourner avec raison, en 1866, contre l'Autriche, l'accusation de porter la responsabilité première de la lutte fratricide des deux plus grandes puissances allemandes.

Il est juste, d'ailleurs, de dire que Schwarzenberg lui-même ne considéra la convention d'Olmütz que comme un demi-succès. Il s'y était cependant résigné, d'abord, parce que la cour de Vienne soutenait assez mollement et comme à contre-cœur ce ministre entreprenant qui savait vouloir, et aussi sans doute par crainte de l'attitude peu favorable de l'Europe, à qui les succès foudroyants de l'Autriche faisaient déjà dresser l'oreille avec méfiance. En tout cas, cette réserve faite en faveur de l'habile homme d'État autrichien, une fois de plus l'Autriche avait manqué une occasion de tenter de faire, à ses risques et périls sans doute, mais néanmoins à son profit, l'unité allemande. Y eût-elle réussi ? C'est douteux ! Sa propre constitution hétérogène l'eût probablement arrêtée net. Toujours est-il que, très sagement peut-être pour ses

propres intérêts, mais au grand détriment de l'intérêt allemand, elle avait reculé devant la grandeur de la tâche, après avoir commis la lourde faute d'avoir eu un instant l'air de vouloir l'entreprendre et après s'être attiré à tout jamais la haine de la Prusse, humiliée sans profit direct pour elle-même.

Pour l'instant, en tout cas, qu'on nous pardonne la trivialité de l'expression, c'était l'Allemagne qui payait les pots cassés. Ce qu'elle redoutait, en effet, le plus arrivait ; la situation désespérante, à laquelle elle avait essayé de se soustraire par un effort énergique, soutenu pendant deux ans, se trouvait maintenue.

On retombait dans le *statu quo ante* 1848 et on se contentait de décider que la question allemande serait définitivement tranchée dans des conférences libres, qui s'ouvriraient à Dresde. Satisfaction toute platonique, puisque le « Bund » était bientôt rétabli tel quel.

Bien plus même, la cause allemande subissait encore un autre échec. En effet, sur le seul terrain, où la politique autrichienne s'était, pendant toute cette période, trouvée d'accord avec les aspirations du sentiment national allemand, sur le terrain économique, l'Autriche était battue et ne parvenait pas à se faire admettre dans le Zollverein.

C'était là un échec pour l'Autriche ; mais Schwarzenberg n'était pas homme à se laisser décourager

par un insuccès. Aussi, avec sa ténacité habituelle, songeait-il à reprendre peu à peu, après s'être assuré l'appui de l'Allemagne du Sud, les négociations qui, un jour, amèneraient, malgré tout, l'entrée de l'Autriche dans le Zollverein. Peut-être y aurait-il réussi à force de patience et d'habileté, en jouant adroitement du sentiment national, si puissant en Allemagne.

Mais l'Autriche se trouva subitement privée de ce remarquable homme d'État. Foudroyé à cinquante et un ans, en pleine vigueur, par une attaque d'apoplexie, le prince de Schwarzenberg mourait à Vienne, le 5 avril 1852.

Son successeur fut le comte de Buol-Schanenstein [1]. Celui-ci évita fort sagement la faute, trop fréquente en politique étrangère, qui consiste pour un ministre nouveau à adopter de parti pris une politique diamétralement opposée à celle de son prédécesseur et suivit au contraire absolument l'impulsion donnée par Schwarzenberg.

Le 20 avril 1852, des conférences sur la question douanière s'ouvraient à Berlin. Mais bientôt, à l'instigation de l'Autriche, les Allemands du Sud demandaient que l'Autriche fût représentée aux

1. Buol-Schauenstein (Karl-Ferdinand, comte de), né le 17 mai 1797, mort à Vienne le 28 octobre 1865, ministre à Carlsruhe, Stuttgart, Turin, Saint-Pétersbourg (1848), prend part aux conférences de Dresde (1850), ambassadeur à Londres (1851), ministre des Affaires étrangères et président du cabinet autrichien (1852), représente l'Autriche au Congrès de Paris (1856), donne sa démission en 1859, et disparaît de la scène politique; meurt le 28 octobre 1865.

conférences. A cette demande, la Prusse, toute meurtrie encore de l'humiliation d'Olmütz, répondit en rompant les négociations (27 septembre 1852).

Le résultat fut que, laissant la Prusse bouder à son aise, les Gouvernements de l'Allemagne du Sud, poussés dans cette voie par M. de Beust[1], dont nous retrouverons le nom au cours de cette étude, se mirent à négocier de plus belle avec le cabinet de Vienne (octobre-novembre 1852). Un moment, il fut même question de constituer un Zollverein de l'Allemagne du Sud, dont ferait partie l'Autriche. Le projet échoua néanmoins parce qu'on ne put se mettre d'accord sur certains points de détail, et l'Autriche, lasse de cette longue lutte de quatre ans, l'Autriche, dont l'attention, difficile à fixer pendant longtemps sur un même objet, commence à se détourner de l'Allemagne, se décide alors, au contraire, à signer le 19 février 1853 un traité de

1. Beust (Friedrich-Ferdinand, comte de), né le 13 janvier 1809 à Dresde, mort en Autriche en octobre 1886. Attaché aux légations de Saxe à Berlin (1836), à Paris (1838), à Munich (1841-1846), à Londres (1846). Ministre de Saxe à Berlin (1848), ministre des Affaires étrangères, puis de l'Intérieur, puis président du Conseil en Saxe après 1849. Représentant de la Diète à la conférence de Londres (1864). carté en 1866, par Bismarck, des négociations pour la conclusion de la paix, et obligé de donner sa démission (19 août 1866) ; ministre des Affaires étrangères et de la maison de l'empereur d'Autriche, il négocie le compromis austro-hongrois. Chancelier de l'empire (1868), se rencontre en 1869 avec le chancelier russe, prince Gortchakow à Baden, accompagne l'empereur en Egypte (1869), démissionne après la chute du ministère Hohenwart, en novembre 1871. Comte depuis 1866, il est nommé à l'ambassade de Londres et devient membre de la Chambre des Seigneurs. Ambassadeur à Paris de 1878 à sa retraite en 1882. Il meurt en octobre 1886.

commerce avec la Prusse. Il n'y est plus question d'union douanière, et l'Autriche se borne, pour ne pas avoir l'air d'y renoncer définitivement, à remettre à des conférences, qui doivent se tenir en 1860, donc sept ans après, la question de son admission dans le Zollverein.

Sept ans, c'est un long laps de temps, et, dans sept ans, l'Autriche ne sera plus la triomphatrice d'Olmütz, mais la vaincue de Magenta et de Solférino ! Sur ce succès incontestable de la Prusse, sur cet acte de désintéressement étrange de la part de l'Autriche, la question allemande paraît s'assoupir de nouveau, et, après cinq ans de crise intense (1848-1853), le calme et la torpeur, qui suivent toujours les efforts inutiles, semblent régner encore une fois sur la vieille terre allemande.

Cependant, en Autriche même, d'autres problèmes, qui joueront un grand rôle dans l'histoire du mouvement pangermaniste, commencent à attirer l'attention ! La question tchèque a, en effet, reparu sur l'échiquier politique en 1848 ; les Tchèques ont alors refusé d'envoyer des députés à Francfort, manifestant ainsi leurs sentiments anti-allemands, et Palacky [1], a profité de la crise pour

1. Palacky (François), né à Hodslawice, en Moravie, le 14 juin 1798, mort le 26 mai 1876, d'abord publiciste, publie ses articles sur l'esthétique dans le *Krok*, puis, de 1823 à 1838, rédacteur à la *Revue du Musée de Bohême*, historiographe de Bohême en 1829, publie en 1836 le premier volume de son *Histoire de Bohême*, devient, en

susciter un premier réveil national en Bohême, dont l'effet ne tardera pas à se faire sentir sérieusement. D'autre part, le système de Bach [1], rigoureux et méthodique, soumet l'Autriche à un régime absolutiste, centraliste et unitaire à outrance, à un régime par conséquent purement allemand. Il est de toute évidence, en effet, que, tant que l'Autriche sera considérée par ses gouvernants comme un État unitaire, elle doit fatalement être en même temps considérée comme un État purement allemand ; il s'ensuit donc que les populations non allemandes d'Autriche ne peuvent rien attendre d'une conception de Gouvernement du genre de celle qui, sous la férule de Bach, régit alors le pays. Sous ce régime de compression absolue, les passions nationales, trouvant un terrain propice à leur développement, s'attisent forcément et n'at-

1848, le leader politique de la Bohême, ouvre à Prague, le 2 juin 1848, le Congrès général des Slaves. Refuse par deux fois le portefeuille de l'Instruction publique dans le ministère Pillersdorf, se retire en 1849 de la politique, mais reparaît sur la scène politique après le diplôme du 20 octobre 1860, et devient membre du Herrenhaus après la constitution du 26 février 1861. Meurt le 26 mai 1876.

1. Bach (Alexandre), né en 1813 à Loosdorf (Basse-Autriche), meurt en 1870. Avocat à Vienne. En 1848, devient député de l'ordre des avocats, fait partie de la commission municipale provisoire, puis de la Diète de Basse-Autriche. Ministre de la Justice dans le cabinet Wessenberg. Député du faubourg de Wieden au Reichsrath, quitte Vienne après l'insurrection du 6 octobre 1848, se réfugie à Salzburg, puis à Prague, enfin à Olmütz, où il fait partie du ministère Schwarzenberg-Stadion, ministre de la Justice, puis de l'Intérieur, baron en 1854, conseiller secret et grand-croix des ordres de Léopold et de François-Joseph. Obligé de démissionner après la guerre d'Italie (août 1859), il devient ambassadeur auprès du Saint-Siège jusqu'en 1867 et curateur de l'Académie des Sciences.

tendent que l'occasion d'éclater au grand jour. Or, de ces occasions-là, la politique autrichienne a toujours été prodigue.

Et, pendant ce temps, l'histoire, que rien n'arrête, continue son cours inexorable. La scène politique semble vide, les faits insignifiants, jusqu'au jour, où de nouveau, venant du sud cette fois, l'orage éclate sur la monarchie autrichienne. Nous sommes en 1859 et, coup sur coup, le drapeau autrichien est obligé de s'incliner à Magenta et à Solférino devant les étendards alliés de la France impériale et de la jeune Italie. Et ce fait qui semble, au premier abord, ne devoir exercer que bien peu d'influence sur les affaires allemandes, est, au contraire, d'une importance capitale. En effet, d'abord, la défaite des armées autrichiennes révèle à l'Europe, encore un peu aveuglée par l'antique prestige de la puissance des Habsbourg, que cette puissance militaire n'est plus ce qu'elle était. Ensuite, par un jeu de bascule bien naturel, il est évident que l'Autriche, perdant pied presque complètement en Italie, va forcément chercher à rétablir son équilibre en essayant de fortifier sa situation en Allemagne.

Pour cette double raison, les événements d'Italie annoncent donc, pour une époque plus ou moins rapprochée, le retour sur le tapis de la question allemande.

En même temps, ou presque, un fait important

se produit dans la politique intérieure autrichienne. Nous voulons parler du fameux diplôme du 20 octobre 1860, qui marque la fin du régime absolutiste en Autriche et son entrée dans la voie constitutionnelle. C'est là un progrès incontestable sans doute, qui a été motivé par le réveil des passions nationales et par l'apparition dans la politique autrichienne des questions de nationalités, double phénomène qui rend impossible le maintien d'un Gouvernement absolu. Mais, en même temps, ce diplôme, qui inaugure en Autriche la phase constitutionnelle, par ce fait qu'il laisse désormais la voie ouverte aux revendications nationales qu'on ne peut plus étouffer, aura forcément pour effet d'amener une recrudescence sensible de toutes ces passions nationales, si longtemps contenues, et par là doit tenir sa place et une place importante parmi les causes de développement de cette idée nationale, elle aussi, qu'est l'idée pangermaniste.

Nous voici donc arrivés à la fin de cette première phase. Il convient, avant d'aborder le second acte, de résumer brièvement les résultats du premier. Et alors une chose nous frappe immédiatement, c'est que pendant toute cette période, l'Autriche, par sa politique extérieure, si habile qu'elle ait pu être au point de vue purement autrichien, a froissé gravement le sentiment national allemand et qu'elle s'est exposée une seconde fois à ce reproche terrible, et d'ailleurs plus ou moins justifié, de n'avoir point

fait l'unité allemande alors que, peut-être à tort, on la jugeait capable de la mener à bien. D'où désaffection incontestable des Allemands d'Allemagne et, par conséquent, première et lointaine cause du pangermanisme prussophile d'aujourd'hui. En second lieu, la politique intérieure du Gouvernement autrichien, unitaire, centraliste et germanisatrice à outrance, qui, connue sous le nom de système de Bach, régit le pays de 1852 à 1860 à peu près, par son exagération même a rendu indispensable et inévitable l'octroi, dans l'avenir le plus prochain, de concessions importantes aux nationalités non allemandes de l'Autriche. Et ces concessions elles-mêmes, nécessaires et habiles à beaucoup de points de vue, ne pourront qu'exaspérer peu à peu les Allemands d'Autriche, habitués de tout temps à une suprématie absolue dans le pays. Et voilà une seconde cause, peut-être encore plus importante que la première, de ce mouvement pangermaniste, qui tend aujourd'hui à l'absorption des Allemands d'Autriche par l'empire allemand. Au moment où nous sommes arrivés, c'est-à-dire en 1860, ce mouvement est encore à l'état latent; dans la période suivante, nous le verrons se développer, prendre une vie réelle, en attendant le jour où il éclatera dans toute sa force, quand cet empire allemand, centre d'attraction si ardemment souhaité, aura enfin été édifié par le fer et dans le sang.

CHAPITRE IV

LE SECOND ACTE : SCHMERLING

SOMMAIRE. — Schmerling. — Sa politique : à l'intérieur, gagner les sympathies allemandes en faisant de la politique allemande en Autriche, en y assurant à l'élément allemand la suprématie. — En Allemagne, politique qui tient compte du sentiment national allemand, *non pour le servir*, mais *pour s'en servir*. — Ses succès au début. — Schmerling et Rechberg. — Le Congrès des princes (1863). — Son échec. — La chute de Schmerling. — Le ministère des trois comtes. — Sadowa.

Le 13 décembre 1860, Anton von Schmerling, l'ancien ministre de l'archiduc Jean, l'ancien plénipotentiaire autrichien à Francfort, le chef du parti des « Gross Deutsche », remplaçait comme ministre d'État Goluchowski[1]. Cet événement significatif était amené par l'opposition que, tout naturellement, les Allemands avaient faite au diplôme du

1. Goluchowski (Agénor, comte de), né en Galicie, le 8 février 1812, mort le 3 août 1875. Lieutenant-gouverneur de Galicie de 1849 à 1859, ministre de l'Intérieur (22 août 1859-13 décembre 1860), nommé membre de la Chambre des Seigneurs, gouverneur de Galicie au mois de septembre 1866, relevé de ses fonctions en 1867 par le ministère dit des Bourgeois, redevient gouverneur de Galicie en 1871 sous le ministère Hohenwart, mort le 3 août 1875.

20 octobre 1860, et cela en s'appuyant sur leur programme, resté le même qu'en 1848 : « Place prépondérante pour les Allemands en Autriche et place prépondérante pour l'Autriche en Allemagne. » L'arrivée de Schmerling au ministère annonçait donc, en même temps qu'une réaction allemande en politique intérieure, une nouvelle tentative de l'Autriche pour conquérir l'hégémonie en Allemagne. Le nom seul du nouveau ministre en était une garantie. Schmerling n'était-il pas, en effet, le représentant par excellence, l'apôtre attitré de l'idée de la Grande Allemagne? N'avait-il pas, en 1848, été un des partisans les plus acharnés de l'empire de 70 millions d'âmes? Sa nomination allait-elle donc être l'annonce d'une action vigoureuse, à main armée, contre la Prusse? N'était-ce pas la guerre qui allait résulter de ce changement de ministre?

Eh bien! non, et cela parce que les dispositions de l'empereur François-Joseph, encore sous le coup des défaites d'Italie, et du roi Guillaume [1], qui, ré-

1. Guillaume I[er] (Frédéric-Louis), roi de Prusse de 1861 à 1888, empereur d'Allemagne de 1871 à 1888, né à Berlin le 22 mars 1797, meurt à Berlin le 9 mars 1888. Second fils du roi Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise, officier le 1[er] janvier 1807, capitaine le 30 octobre 1813, prend part aux campagnes de 1814 et 1815, lieutenant général en 1825, et commandant des gardes du corps; le 11 juin 1829, il épouse la princesse Augusta de Saxe-Weimar: prince de Prusse à la mort de son père (7 juin 1840). Gouverneur de Poméranie et général de l'infanterie, siège à la première Diète de Berlin, se réfugie en Angleterre lors de la révolution de 1848, rentre à Berlin en juin 1848. Elu député à l'Assemblée nationale, il ne prend pas part à ses travaux; commande en juin 1849 les troupes envoyées par la Prusse contre les révolutionnaires de Bade et pacifie le pays. Au mois d'octobre 1849, il devient gouverneur militaire des provinces rhénanes et de Westphalie. En 1854,

gent depuis 1858, ne monte sur le trône que le 2 janvier 1861, sont alors encore franchement pacifiques. Aussi l'activité de Schmerling s'exerça-t-elle d'abord en politique intérieure, et la patente du 26 février 1861, présentée comme n'étant que le complément du diplôme du 20 octobre 1860, alors qu'elle en était en fait l'abrogation, aiguillait de nouveau la politique intérieure de l'Autriche dans une voie germanophile, masquée, il est vrai, cette fois, par une apparence constitutionnelle.

En réalité, et sans examiner dans le détail cette patente du 26 février 1861, qui ne rentre pas par elle-même dans le cadre de notre étude, elle donnait au Gouvernement le moyen de rendre artificiellement aux Allemands la prépondérance qu'ils avaient cru perdre au mois d'octobre précédent, en ce qu'elle fut suivie d'une répartition géographique des sièges, très habile et très favorable, bien entendu, à l'élément allemand. Ajoutons, pour donner une idée sommaire de l'œuvre entreprise, que, fort adroitement, tout en créant trois catégories de gymnases, c'est-à-dire de lycées ou collèges, M. de Schmerling établissait en même temps l'allemand comme langue unique de l'enseignement supérieur.

colonel général de l'infanterie, feld-maréchal et gouverneur de la forteresse fédérale de Mayence. Grand-maître des francs-maçons prussiens. La maladie de son frère l'amène au pouvoir au mois d'octobre 1857 ; il devient régent le 7 octobre 1858, et roi à la mort de son frère, le 2 janvier 1861. La suite de son histoire est trop connue pour qu'il soit nécessaire de la rappeler ici.

De cette façon, par cet ensemble de mesures très habilement prises, la première partie du programme de 1848 : « Place prépondérante pour les Allemands en Autriche ! » était donc en train de se réaliser à nouveau.

N'était-il pas dès lors tout naturel que, conséquents avec eux-mêmes, M. de Schmerling et son parti essayassent de réaliser la seconde partie de leur programme : « Place prépondérante pour l'Autriche en Allemagne ! » Un fait nous montrera d'ailleurs mieux que tout le reste quelles étaient alors les dispositions de la gauche ministérielle; ce sont les dénominations des groupes qui la composent et les noms de leurs chefs que nous empruntons à un ouvrage fort intéressant du Dr D. Rauter [1]. Quels sont, en effet, ces groupes ? Ce sont les « Gross Œsterreicher » (Grands Autrichiens) du Dr Mühlfeld, les « Unionisten » (Unionistes) du Dr Herbst, les « Deutsche Autonomisten » (Allemands autonomistes) du Dr Wieser, puis du Dr von Kaiserfeld. Sans doute, ces étiquettes significatives se rapportent, en premier lieu, à la politique intérieure, mais elles ont, malgré tout, aussi un sens en politique extérieure et, à défaut même des indications très nettes qu'elles nous donnent, les noms, en partie déjà connus, de ceux qui les dirigent en disent assez long sur les intentions de la majorité ministérielle

1. Dr D. Rauter, *Geschichte Œsterreichs von* 1848 *bis* 1890, Wien, 1891.

en matière de politique allemande pour nous dispenser de tout autre commentaire. D'ailleurs, si l'on veut se reporter à ces autres symptômes politiques si importants que sont les discours, l'on trouvera deux discours, fort curieux et très significatifs, prononcés l'un par M. Giskra, dont le nom a déjà paru dans le cours de cette étude, le 11 mai 1861, l'autre par M. Berger [1], également un des plus éminents représentants des groupes allemands, le 25 juin 1863, tous deux prononcés à l' « Abgeordneten Haus » (Chambre des députés). De ces discours on trouvera des extraits, en contenant l'essentiel, dans l'ouvrage si utile, où le Dr Gustav Kohn [2] a rassemblé les passages principaux des discours prononcés de 1860 à 1887 au Parlement autrichien. Cet ensemble de symptômes, dénominations des partis, noms de leurs chefs, discours prononcés par leurs principaux orateurs, dénote clairement l'état d'esprit de la majorité ministérielle de 1861 à 1863.

Tournons maintenant à nouveau nos regards vers l'Allemagne ! Que s'y passait-il ? La Prusse, depuis

1. Berger (Johann-Nepomuk), né en Moravie le 16 septembre 1816, mort à Vienne le 9 décembre 1870, fait ses études à Olomouc (Olmütz) et à Vienne. Député de la ville de Schœnberg (Moravie) au Parlement de Francfort, redevient ensuite avocat, député de Vienne au Landtag de Basse-Autriche (1861), au Reichsrath (1863), fait partie du ministère dit des Bourgeois (1867), quitte le pouvoir en 1869. Meurt à Vienne le 9 décembre 1870.

2. Dr Gustav Kohn. *Von Goluchowski bis Taaffe. Tausend Redefragmente sammt einem Anhang geflügelter parlamentarischer Worte, aus den Protokollen des Reichsrathes gesichtet und nach Kategorien geordnet*, Wien, 1888, p. 171-172.

1853, n'y était pas restée inactive, et elle poursuivait une politique très nette, dont le nom de politique de l'union restreinte suffit à marquer le caractère et la tendance. Schmerling, de son côté, ne négligeait rien pour contrecarrer cette politique, et, à force d'habileté et de ténacité, il parvenait à amener la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Hanovre, la Hesse-Darmstadt et Nassau, c'est-à-dire tous les principaux États de l'Allemagne, à protester contre cette politique par des notes qui furent remises à Berlin le 2 février 1862. C'était là une action intelligente et adroite, un véritable succès, qui devait flatter le sentiment national allemand, sur lequel le ministre autrichien paraissait ainsi s'appuyer. Presque simultanément se produisait néanmoins un fait difficilement conciliable avec cette politique, nous voulons parler du commencement de coopération de la Prusse et de l'Autriche dans la question des duchés, qui s'esquisse à peu près à la même époque et qui paraît, en effet, cadrer assez mal avec le plan conçu par Schmerling. Ce fait s'explique cependant, car la politique autrichienne subit alors une double influence, presque contradictoire, celle de Schmerling et celle du comte Rechberg[1], successeur de Buol-Schauenstein

1. Rechberg (Johann-Bernard, comte de), né à Ratisbonne le 17 juillet 1806, internonce à Constantinople (1851), adjoint à Radetzky pour les affaires civiles du royaume lombard-vénitien (1853), délégué auprès de la Confédération germanique (1855), ministre des Affaires étrangères (17 août 1859-27 octobre 1864), et président du Conseil des ministres (août 1859 à décembre 1860).

aux Affaires étrangères depuis 1859 et qui partageait avec Schmerling, ministre d'État, la direction de la politique extérieure de l'Autriche.

Les deux ministres étaient, d'ailleurs, en désaccord sur presque tous les points, et c'est ainsi qu'on peut attribuer à l'influence de Schmerling la politique anti-prussienne suivie en Allemagne, et à celle de Rechberg l'entente avec la Prusse dans la question des duchés. Désaccord funeste pour la politique autrichienne qui, dès lors, tiraillée entre deux conceptions différentes, manquera fatalement d'unité, de suite, et est, par cela seul, déjà vouée à l'insuccès.

Ainsi dans le calme apparent et sous le couvert d'une entente illusoire entre les deux grandes rivales, la Prusse et l'Autriche, se préparait dans les coulisses le second acte de la lutte pour l'Allemagne. Le rideau, d'ailleurs, n'allait pas tarder à se lever.

En effet, dès les premiers jours de l'année 1863, Schmerling entamait avec beaucoup de décision la campagne.

Il proposait à la Diète : 1° l'adoption d'un code uniforme de procédure civile ; 2° la convocation d'une assemblée, qui serait chargée spécialement de travailler à la réforme de la Confédération.

Ces deux propositions, d'une importance inégale, sans doute, sont néanmoins bien imbues du même esprit et semblent indiquer clairement que l'Au-

triche songe sincèrement à faire de l'unité allemande une réalité. Cependant, les leçons du passé n'avaient pas été oubliées ; l'Allemagne, ne sachant trop à quoi s'en tenir sur les desseins véritables de l'Autriche, montra instinctivement de la méfiance ; la Prusse, de son côté, intrigua contre l'Autriche, si bien que le 22 janvier 1863, par 9 voix contre 7, les propositions autrichiennes étaient repoussées.

C'était un échec, mais un échec honorable qui n'enlevait pas tout espoir de réussite ultérieure. Aussi Schmerling ne se découragea-t-il pas, et le 31 juillet 1863, six mois après cette première tentative infructueuse, l'empereur François-Joseph convoquait un « Fürstentag » (Congrès des princes), qui devait se réunir à Francfort vers le milieu du mois d'août, c'est-à-dire à très bref délai. Ici encore, l'Autriche semblait faire preuve d'un désintéressement absolu, n'obéir qu'à l'intérêt allemand et n'avoir en vue, toujours et uniquement, que l'unité allemande ; nous verrons un peu plus loin que les apparences étaient trompeuses et qu'il n'en était rien. Quoi qu'il en soit, l'idée du Congrès des princes était certainement heureuse ; elle aurait, d'après Friedjung[1], été inspirée à l'empereur François-Joseph par Fröbel et le prince de Thurn et Taxis et fut, en tout cas, vigoureusement appuyée par Schmerling, tandis que Rechberg, prudent à l'excès

1. Heinrich Friedjung, *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, 1859 *bis* 1866, 1897.

et diplomate de la vieille école, craignant avant tout les complications éventuelles, y faisait une opposition non moins énergique. Sur le moment, Schmerling l'emporta cependant, et c'est ici le moment de se demander quel était, au juste, le dessein de cet homme d'État.

Schmerling ne pensait certes pas sérieusement à la guerre avec la Prusse. Non. La guerre devait, à son avis, être évitée autant que possible, et il ne l'envisageait donc qu'à défaut de toute autre solution. Ce qu'il voulait obtenir pour l'instant, c'était, au contraire, l'adhésion de la Prusse au Congrès. Cette adhésion eût, en effet, été pour l'Autriche un réel succès, car l'Autriche, en réussissant à se l'assurer, se montrait capable de réunir, pour une discussion qu'on voulait courtoise et pacifique, tous les princes allemands sous sa présidence à elle, Autriche. Seulement, cette adhésion de la Prusse n'était pas aisée à obtenir et le ministre autrichien s'en rendait bien compte. Il crut cependant, calcul qui d'ailleurs faillit réussir, qu'on pourrait l'arracher au roi de Prusse par surprise, sans lui laisser le temps de réfléchir aux conséquences de l'acte qu'on lui ferait ainsi accomplir. Tel fut le but de la fameuse entrevue que Schmerling machina à Gastein entre l'empereur François-Joseph et le roi Guillaume (2 août 1863).

Seulement, au même instant, surgissait dans cette partie d'échecs si serrée, en face de l'homme

d'État autrichien, un adversaire nouveau et de taille à lui rendre des points, si habile qu'il fût lui-même. M. de Bismarck[1], en effet, veillait au grain et sa seule présence à Gastein suffit à déjouer le plan, si ingénieusement conçu par Schmerling. On n'arriva donc point à escamoter le consentement du roi de Prusse qui, prévenu du danger, refusa son adhésion. Schmerling avait ainsi perdu la première manche. Mais il n'était pas homme à se décourager et à se tenir pour battu sans avoir même essayé de prendre sa revanche.

Le refus de la Prusse était un fait ; c'était donc maintenant ce fait qu'il fallait essayer, si désagréable qu'il pût être pour l'Autriche, d'interpréter en sa faveur. Or l'explication était relativement facile. La Prusse, en refusant d'adhérer au Congrès réuni pour donner une solution définitive à la question

1. Bismarck (Otto-Eduard-Léopold, prince de), né le 1er avril 1815 à Schœnhausen, quatrième fils de Guillaume-Ferdinand de Bismarck, chef d'escadrons en retraite, et de Louise-Guillemette Menken ; étudiant à l'Université de Gœttingue (1832-1833), référendaire à Aix-la-Chapelle et à Potsdam, volontaire en 1838 dans les carabiniers de la garde, il s'établit en 1839 à Kniephof où il exploite le domaine paternel (1839-1847) ; il épouse, le 13 juillet 1847, Johanna von Puttkammer. Député suppléant à la Diète fédérale prussienne (1846) ; après 1848, député du Brandebourg à la deuxième Chambre prussienne ; adjoint au lieutenant général de Rochow à la Diète de Francfort, envoyé à Vienne en 1852 pour les négociations du Zollverein, ambassadeur à Saint-Pétersbourg (1857), refuse la présidence du Conseil que lui offre Guillaume Ier à son avènement (2 janvier 1861), ambassadeur à Paris (1862), rappelé pour devenir président du Conseil (1862). Le reste de sa carrière est trop connu pour avoir besoin d'être rappelé ici. On sait, en effet, comment il devint chancelier de l'empire allemand en 1871, et le resta jusqu'au jour où Guillaume II le remercia : dès lors sa carrière politique est finie, et il meurt en 1898.

allemande, ne refusait-elle pas, en effet, de coopérer à l'œuvre d'unification de l'Allemagne ? Eh bien, l'Autriche, elle, ne se laisserait pas détourner de sa tâche, elle tenterait cette œuvre et si elle échouait, mon Dieu, ne serait-il pas tout naturel d'accuser la Prusse de ce nouvel échec dont elle serait seule responsable, tout comme on avait rendu l'Autriche seule responsable de l'échec de 1849-1850 ? Le plan était adroit ; il pouvait réussir, il devait même réussir à une seule condition : c'était qu'on ne démasquât pas le but réel de la politique autrichienne et c'est là malheureusement ce qu'en Autriche on ne sut ou ne voulut pas comprendre.

Le Congrès s'ouvrit donc le 17 août 1863 sans la Prusse, et tout de suite l'Autriche lui soumit ses propositions. En ce faisant, elle se perdait d'ailleurs, car les Allemands, prévenus par l'expérience de 1848-1849, ne devaient guère éprouver de peine à voir clair dans son jeu. Que proposait donc l'Autriche ? Voici, en résumé et considéré seulement dans ses grandes lignes, le projet autrichien. Il tendait à la constitution d'un Directoire de cinq membres, dont trois permanents, qui siégerait sous la présidence perpétuelle de l'empereur d'Autriche. Si un hasard quelconque venait une fois empêcher le souverain autrichien de remplir ce rôle, alors seulement la Prusse occuperait la présidence comme suppléante de l'Autriche. Le projet autrichien assurait en même temps à l'Autriche la majorité tant

dans ce Directoire qu'au Conseil fédéral lui-même. Telle était la première partie du projet autrichien. On était loin d'y constituer l'unité allemande, mais enfin, à tout prendre, c'était certes un pas, un bien petit pas peut-être, mais enfin un pas tout de même, dans la voie qui mènerait un jour à l'unification de l'Allemagne. En même temps, et c'était là ce que l'Autriche cherchait principalement, et en somme c'était bien son droit aussi, par là l'Autriche voyait en tout cas son hégémonie absolument assurée en Allemagne.

Seulement, il y avait dans ce projet autrichien une seconde partie et une seconde partie, où l'Autriche démasquait nettement ses batteries et où la balance, qui, dans la première partie, maintenait à peu près l'équilibre entre l'intérêt allemand et l'intérêt autrichien, penchait absolument du côté de ce dernier. L'Autriche, en effet, y demandait qu'en cas de guerre entre un membre de la Confédération, ayant des possessions en dehors de la Confédération (catégorie dont le type était précisément la monarchie autrichienne) et un État étranger, le Conseil fédéral pût, à l'instigation du Directoire (où l'Autriche, nous l'avons vu, aurait toujours la majorité), décréter la participation de la Confédération entière à la guerre. Pour plus de sûreté, l'Autriche demandait aussi que l'unanimité des voix au Conseil fédéral ne fût plus comme auparavant nécessaire pour décider la participation de la Confédération à la guerre. Ce projet admirablement combiné, où aucune précaution

n'était négligée, n'était que trop clair. Que signifiait-il, en effet, au fond ? Tout simplement ceci : la garantie de la Confédération pour ses possessions extérieures à la Confédération, voilà ce que l'Autriche avait en vain essayé d'obtenir en 1848, en tentant de faire admettre l'ensemble de ces possessions dans la Confédération. Elle avait échoué, mais quinze ans n'avaient pas changé ses projets, et c'était bien toujours cette précieuse garantie qu'en 1863 encore elle cherchait à s'assurer, d'une manière détournée cette fois, en se procurant ainsi le moyen de forcer la Confédération, en cas d'attaque venue de l'extérieur, à défendre, bon gré malgré, par les armes, ces possessions, cette fois-ci laissées en dehors de la Confédération avec un désintéressement apparent.

Oui, mais l'idée de l'unité allemande, mais le sentiment national allemand, qu'en faisait-on dans cette dernière partie du projet ? Rien ! On les laissait de côté comme des instruments désormais inutiles, et la politique de Schmerling, dont cette seconde proposition était le couronnement, révélait ainsi clairement son véritable, son seul but ; inféoder l'Allemagne à la politique autrichienne. La politique de Schmerling (et c'est là une simple constatation, non pas du tout un blâme, au contraire) est une politique autrichienne et nullement une politique allemande. Sans doute, Schmerling avait été adroit, fort adroit. L'équivoque, l'incertitude sur ses des-

seins avaient pu se maintenir pendant longtemps. En effet, quand, en Autriche, l'ancien ministre de l'archiduc Jean suivait une politique germanophile, quand il consacrait ses efforts, son ingéniosité à y assurer à l'élément allemand une suprématie durable, sans compter qu'il était, en ce faisant, dans son rôle en tant qu'Allemand d'Autriche, il flattait en même temps le sentiment national allemand, il gagnait les sympathies allemandes. Quand il faisait encore une fois appel à ce même sentiment national allemand, que rien n'endormira plus, pour obtenir la réunion de ce fameux Congrès des princes qui doit réorganiser l'Allemagne, il réussissait à faire illusion à l'Allemagne sur les véritables desseins de l'Autriche. Mais, une fois ces desseins révélés, le voile chatoyant qui aveuglait l'Allemagne se dissipait brutalement. Tout se découvrait, l'Autriche perdait sa dernière arme contre sa rivale prussienne. Comment pourrait-elle, en effet, accuser encore la Prusse d'avoir, par son abstention du Congrès, fait échouer l'unité allemande, puisque, dans les propositions autrichiennes, il n'était, en somme, plus du tout question de cette unité allemande. En un mot, M. de Schmerling avait joué du sentiment national allemand, il l'avait invoqué, fort habilement d'ailleurs, mais nullement pour s'en faire l'humble esclave, tout au contraire pour en faire l'instrument principal de sa politique, nullement *pour le servir*, mais bien au contraire *pour s'en servir*.

Il n'est d'ailleurs que juste de remarquer qu'au point de vue purement autrichien, c'était sans doute la bonne politique ou tout au moins que c'eût été la bonne politique, si elle avait été couronnée de succès. Mais, pour nous qui étudions la question en nous plaçant au point de vue purement allemand, pour nous qui recherchons ici quelles peuvent être dans l'histoire les causes du mouvement de désaffection, qui amena d'abord l'exclusion de l'Autriche de l'Allemagne et qui pousse aujourd'hui certains Allemands d'Autriche à regarder du côté de Berlin, pour nous qui essayons de nous rendre compte des raisons du mouvement pangermaniste anti-autrichien, il est incontestable que ce second désaccord entre la politique autrichienne et les intérêts allemands est un fait d'une importance capitale. Il est impossible de se dissimuler qu'il a dû et qu'il doit encore peser d'un certain poids sur les décisions de tous ceux qui, en Allemagne, où c'est leur droit et même leur devoir, et en Autriche, où c'est en quelque sorte presque un crime de haute trahison, font passer l'intérêt allemand avant l'intérêt autrichien.

C'est là toute la conclusion que nous voulons tirer de cette fort curieuse histoire du Congrès des princes. Le Congrès, en effet, désormais éclairé sur la véritable portée des propositions autrichiennes, rendu prudent aussi par l'abstention maintenant explicable de la Prusse, se séparait au début du

mois de septembre 1863 sans avoir rien fait. On se contentait, pour la satisfaction de la galerie, de remettre la solution des questions soulevées à des conférences ministérielles qui n'auront d'ailleurs jamais lieu.

Dès lors les événements se précipitent. Rechberg qui n'avait, bien entendu, éprouvé qu'assez peu de regrets au sujet de l'échec de ce congrès des princes qu'il avait toujours vu d'un mauvais œil, en profita, en effet, pour engager l'Autriche de plus en plus dans la question des duchés, où elle marchait d'accord avec la Prusse, politique d'ailleurs impopulaire en Autriche. Schmerling, nullement découragé par son échec du Congrès, la combattait de toutes ses forces et, en fin de compte, le désaccord entre Rechberg et lui s'accentua tellement que Rechberg dut se retirer le 27 octobre 1864. Schmerling semblait donc l'emporter nettement, d'autant plus que Rechberg était remplacé aux Affaires étrangères par le général comte de Mensdorff-Pouilly[1], brave homme d'une complète incompétence en la matière,

1. Mensdorff-Pouilly (Alexandre, comte de), né à Cobourg le 4 août 1813, mort en Bohême le 15 février 1871. Il accompagne l'archiduc François-Joseph en Italie en 1848, et devient son aide de camp lors de son avènement. Major général en 1850, commissaire de la Confédération en Holstein jusqu'en 1852, envoyé extraordinaire à Pétersbourg (1852-1853), il prend part à la guerre d'Italie ; envoyé extraordinaire en Suède au couronnement de Charles XV en 1860, puis à Cobourg, auprès de la reine Victoria. Il commande en Serbie et en Galicie, devient ministre de la maison de l'empereur et des Affaires étrangères en 1864, il abandonne le portefeuille le 30 octobre 1866. Gouverneur de la Bohême en 1870, il y meurt le 15 février 1871.

destiné, semblait-il, à être un simple instrument d'exécution. On croyait de plus que ses idées personnelles, si tant est qu'il en avait sur ce sujet, se rapprochaient plutôt de celles de Schmerling.

Tout paraissait donc sourire à nouveau à l'entreprenant ministre ; mais, en réalité, son échec en Allemagne l'avait, malgré tout, beaucoup affaibli et de plus, au ministère venait d'entrer, en qualité de ministre sans portefeuille, le comte Maurice Eszterhazy. Or Eszterhazy était l'ennemi déclaré de Schmerling, et Mensdorff, peu fixé sur la ligne de conduite à suivre, allait devenir l'auxiliaire docile du nouveau ministre. Malgré les apparences brillantes, Schmerling était donc sérieusement menacé, et il était visible que son ministère était en pleine décadence. La question hongroise, surgissant alors à nouveau, lui porta le dernier coup, et, après une session fort agitée du Reichsrath, close brusquement le 24 juillet 1865, M. de Schmerling démissionnait.

Dès lors, du jour au lendemain, la politique dont il avait été le représentant autorisé était complètement abandonnée ; le ministère dit des trois comtes arrivait au pouvoir, ainsi appelé parce qu'il comprenait le comte Richard Belcredi[1], ministre d'État,

1. Belcredi (Richard, comte de), né le 12 février 1823. Commissaire d'abord en Moravie, puis administrateur en Silésie, vice-président et lieutenant impérial à Prague (1864), il fait partie des Diètes de Silésie et de Bohême et est député au Reichsrath ; ministre d'Etat et président du Conseil à la chute de Schmerling (juillet 1865), il

le comte Larisch, ministre des Finances, et le comte Mensdorff, qui restait aux Affaires étrangères. Sur tout le ministère planait d'ailleurs l'influence du comte Eszterhazy, le grand triomphateur qui, cependant, n'avait pas voulu prendre le pouvoir lui-même. C'était un ministère slavophile, imbu d'idées absolues, à tendances foncièrement aristocratiques, presque même féodales, en même temps que fédéralistes. Sa politique intérieure allait donc certainement être peu sympathique à l'élément allemand et nullement dirigée par une conception constitutionnelle de la monarchie. A l'extérieur, cette politique, n'émanant plus d'un homme à idées bien arrêtées, sera une politique incohérente, sans suite, et une politique de coups de tête irréfléchis. En un mot, c'était la réaction absolue contre la politique de Schmerling. La slavophilie manifeste du ministère ne constituait cependant peut-être pas en elle-même une mauvaise politique, surtout si elle eût été dirigée avec intelligence et pondération. Mais en tout cas, l'effet produit en Allemagne, par l'arrivée aux affaires d'un ministère aussi anti-allemand, fut désastreux.

Néanmoins, malgré toutes ces incohérences de la politique autrichienne, l'Autriche comptait encore beaucoup de partisans en Allemagne, et l'ambition

démissionne au mois de février 1867. Président du tribunal administratif de Vienne en 1881 et membre de la Chambre des Seigneurs.

chaque jour grandissante de la Prusse, en inquiétant de plus en plus l'Allemagne, contribuait aussi à conserver à l'Autriche les sympathies allemandes. Ceci se montra clairement le jour où, le conflit austro-prussien en Allemagne étant arrivé à l'état aigu, l'Autriche se décida à faire appel à la Diète contre la Prusse. Ce jour-là, malgré le peu de garanties que donnait à l'Allemagne le ministère Belcredi, malgré toutes les fautes commises par l'Autriche depuis cinquante ans, l'Allemagne ne resta pas sourde à son appel. Le 14 juin 1866, 9 voix contre 5 se déclaraient en faveur de l'Autriche, et lorsque la guerre éclatait entre l'Autriche et la Prusse, la grande majorité des États allemands se rangeait sous l'aigle double des Habsbourg.

Tout cela, malheureusement, devait être inutile. La supériorité de la Prusse se manifesta, de suite écrasante et vengeresse. Le 9 juillet 1866 sombraient, sur le champ de bataille ensanglanté de Sadowa, toutes les espérances de l'Autriche, toutes ses prétentions à l'hégémonie en Allemagne, et le 23 août, par le traité de Prague, l'empereur François-Joseph se voyait obligé de reconnaître la dissolution de la Confédération et de déclarer qu'il ne s'opposerait pas désormais à la constitution d'une Allemagne dont l'Autriche ne ferait plus partie.

Le second acte du drame était joué ! L'Allemagne, entraînée elle aussi dans la débâcle de l'Autriche

qu'elle avait soutenue, vaincue donc, et voyant d'ailleurs que la force matérielle et la suite dans les idées étaient dans le camp prussien, l'Allemagne, déjà imbue de l'idée que seule, désormais, la Prusse pouvait faire l'unité allemande, consentait facilement à l'exclusion de l'Autriche qu'elle n'aurait pu empêcher, et qui, d'ailleurs, avait perdu, sinon sa sympathie, tout au moins sa confiance. Le troisième acte va maintenant commencer. Et ici, tandis que la Prusse cherchera, pour transformer la Confédération de 1866 en un empire allemand constitué par et pour elle, à noyer toutes les petites divergences particularistes dans un grand mouvement national dirigé contre l'ennemi héréditaire, la France, l'Autriche, elle, va tenter un ultime effort pour reprendre pied en Allemagne. Pour réussir dans cette tâche difficile, elle va adopter une politique habile et vigoureuse, directement inspirée, cette fois, par le sentiment national allemand, et qui aurait peut-être été couronnée de succès si, d'une part, elle ne s'était pas heurtée à un adversaire terrible en la personne de M. de Bismarck, et si, d'autre part, la crise franco-allemande, l'atout le plus redoutable dans le jeu de la Prusse, eût pu être retardée de quelques années. La politique de l'Autriche, en effet, pendant la période qui suit 1866, est irréprochable au point de vue national allemand, et si les pangermanistes d'Autriche n'étaient animés que par ce sentiment-là qu'ils pro-

clament sans cesse et qui serait tout au moins empreint d'une certaine grandeur philosophique, même chez eux, ils n'oseraient certes pas reprocher au Gouvernement autrichien d'avoir échoué dans cette politique de revanche que nous allons étudier rapidement dans les pages qui suivront.

CHAPITRE V

LE TROISIÈME ACTE : BEUST

Sommaire. — La politique de revanche. — Beust aux Affaires étrangères et sa politique inspirée par le sentiment national allemand dont il tient compte. — Sa politique nécessairement allemande à l'intérieur. — L'idée, à défaut de la revanche impossible, de l'union avec l'Allemagne du Sud, préparée par une confédération de l'Allemagne du Sud. — Sedan et la ruine des espérances de Beust.

C'était bien, en effet, l'annonce d'une politique de revanche, que la nomination, survenue dès le 30 octobre 1866, au poste de ministre des Affaires étrangères d'Autriche, du baron de Beust, jusqu'en 1866 premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Saxe, de plus l'ennemi acharné, et on pourrait presque dire la bête noire de M. de Bismarck. Un Allemand d'Allemagne, chargé de la direction de la politique extérieure de l'Autriche moins de quatre mois après Sadowa, que pouvaient demander de plus alors les prédécesseurs des pangermanistes d'aujourd'hui, qui renieraient sans doute, qui ont d'ailleurs renié leurs successeurs et qui,

tout en s'inspirant eux aussi autant que quiconque du sentiment national allemand, savaient cependant rester avant tout de bons Autrichiens. Ils formaient alors, sous la direction du prince Kolloredo, un groupe allemand libéral, qui faisait une opposition énergique au ministère Belcredi. Car, si étrange que cela puisse paraître, malgré les catastrophes de l'été, le ministère Belcredi restait au pouvoir, où maintenant un de ces désaccords, si fréquents dans la politique autrichienne, se produisait à nouveau entre les conceptions contradictoires du nouveau ministre des Affaires étrangères et des autres membres du ministère.

Le baron de Beust, en effet, ne pouvait rester indifférent à la politique intérieure de l'Autriche. L'homme qui, d'après M. Frédéric Kohn Abrest[1], qui nous a donné une édition française des mémoires de Beust, exprimait l'opinion que la perte de l'Allemagne par l'Autriche en 1866 enlevait à l'élément allemand d'Autriche la principale justification de sa suprématie (opinion, d'ailleurs, parfaitement exacte), mais qui n'acceptait pas comme définitive l'exclusion de l'Autriche de l'Allemagne nouvelle, ne pouvait donc pas admettre que l'élément allemand, dont il était lui-même un représentant éminent, perdît en Autriche cette suprématie.

1. *Trois quarts de siècle. Mémoires du comte de Beust*, ancien chancelier de l'Empire d'Autriche-Hongrie avec des notes inédites et une préface par Frédéric Kohn Abrest, 2 vol., Paris, 1888.

Il était donc fatalement hostile au ministère Belcredi et tout le monde le savait.

Et en effet, le 7 février 1867, Belcredi démissionnait et Beust prenait sa place. Désormais le champ était libre et Beust pouvait mener parallèlement la politique intérieure et la politique extérieure dans le sens qui lui plaisait. Avant tout, la politique extérieure, pour M. de Beust, c'est la politique allemande; sans doute, dans ses mémoires, il se défend d'avoir suivi en 1867 une politique hostile à l'Allemagne nouvelle et, en effet, il ne suivit pas une telle politique, mais, par le fait seul de l'assiduité qu'il mit à intervenir sans cesse dans les affaires allemandes, il prouva amplement que l'Autriche ne se résignait pas à son exclusion de l'Allemagne.

C'est d'abord sa dépêche du 28 mars 1867 au comte Wimpffen[1], ministre d'Autriche à Berlin, où il proteste, en termes d'ailleurs fort mesurés, contre la divulgation du traité secret entre la Prusse et l'Allemagne du Sud, dépêche suivie d'une circulaire qui l'explique et qui est envoyée aux représentants de l'Autriche à Paris, à Londres et à Saint-Pétersbourg. Et immédiatement, devant cette attitude correcte et réservée, mais très digne, de l'Autriche, voilà les États du sud de l'Allemagne qui

1. Wimpffen (Félix-Frédéric, comte de) (1827-1882). Ministre d'Autriche en Prusse (1866), en Italie (1872) ; ambassadeur à Paris (1876), à Rome (1880), puis de nouveau à Paris (1882), où il se suicide le 30 décembre 1882.

commencent, déjà inquiets de la prépondérance croissante de la Prusse, à songer à rendre à l'Autriche, contrepoids nécessaire, une place dans l'Allemagne nouvelle, premier succès de la politique autrichienne, et succès très appréciable. Cette fois-ci, l'Autriche semble bien adopter une politique nationale inspirée par des sentiments germanophiles, maintenus dans une limite modérée et sage, également éloignés d'une politique trop égoïstement autrichienne et des utopies chimériques, qui firent concevoir l'empire de 70 millions d'âmes comme autre chose que de la fantasmagorie pure et simple.

L'Allemagne du Sud se retournait donc visiblement du côté de l'Autriche. Beust, cependant, ne s'empressa pas de se jeter délibérément dans les bras de tous ces princes de l'Allemagne du Sud, de tout temps si volages et si inconstants dans leurs affections politiques, et en cela il agit fort sagement. A ces avances indirectes, mais significatives, il répondit, en effet, par une dépêche, à la fois très nette et très réservée, en date du 6 avril 1867 et adressée au comte Trauttmansdorff, représentant de l'Autriche à Munich. Il devenait de plus en plus évident que la politique autrichienne, si longtemps flottante et indécise, était enfin dirigée par un homme qui savait ce qu'il voulait, avantage énorme et plus rare qu'on ne le croit en politique. Cette nouvelle tactique, irréprochable en apparence au

point de vue diplomatique, ne laissa pas cependant que d'inquiéter considérablement la Prusse et, sentant que, désormais, il fallait de nouveau compter avec l'Autriche et qu'il y avait tout intérêt par conséquent à la ménager, elle se décida à faire à son tour des avances à la cour de Vienne. Elle alla même jusqu'à proposer, à mots couverts, quelque chose comme une alliance à ceux que les armées prussiennes avaient cru écraser pour longtemps à Sadowa, moins d'un an auparavant.

A ces avances qui lui prouvaient l'efficacité de sa politique, Beust répondit d'une manière correcte mais évasive dans une dépêche qu'il adressait au comte Wimpffen à la date du 17 avril 1867, dépêche destinée à indiquer au ministre d'Autriche la conduite à suivre. Mais fort habilement, et comme il voulait avant tout jouer cartes sur table, Beust autorisait en même temps le comte Wimpffen à communiquer cette dépêche d'instructions à M. de Bismarck. Que cherchait en effet l'homme d'État autrichien? Avant tout, à amener la Prusse à préciser ses projets, à déclarer où elle voulait en venir, et ce résultat-là M. de Beust l'obtint par cette attitude d'expectative réservée, qu'il avait si judicieusement adoptée.

La Prusse, en effet, se décidait en même temps à dévoiler plus clairement son but, et quel était ce but? C'était d'entraîner l'Autriche dans une guerre contre la France. Dès que ce point lui fut claire-

ment révélé, M. de Beust sut à quoi s'en tenir. Il comprit que l'Autriche ne pourrait que perdre à cette alliance et qu'en aucun cas la Prusse ne la laisserait, de son plein gré, reprendre sa place, à son avis à lui, la première en Allemagne, que, par conséquent, l'alliance ne pouvant donner ce résultat et présentant le grave inconvénient de lier l'Autriche à une politique d'où elle ne pourrait retirer aucun avantage sérieux, il ne fallait pas s'y engager. Et cette fois une nouvelle dépêche du ministre autrichien à Wimpffen (19 avril 1867) contenait une réponse négative, très nette, aux avances prussiennes, en même temps qu'avec une remarquable clairvoyance, M. de Beust y marquait les raisons de sa méfiance à l'égard des projets de la Prusse.

En même temps, et considérant ceci comme un acte parallèle à son attitude vis-à-vis de la Prusse, dans une note conçue en termes plus énergiques et adressée au comte Trauttmansdorff à la date du 5 mai 1867, M. de Beust éveillait l'attention des États de l'Allemagne du Sud et les mettait en garde contre toutes les tentatives faites par la Prusse pour les lier irrévocablement à sa politique. Cette rapide esquisse de la politique allemande de M. de Beust est, pensons-nous, suffisamment caractéristique pour permettre au lecteur de s'en faire une idée nette, et ici, où nous ne prétendons pas étudier à fond cette politique, mais simplement en donner les grandes lignes pour pouvoir y démêler

quelle influence elle put avoir sur le développement de l'idée pangermaniste, nous n'avions pas, à notre avis, à nous étendre davantage sur ce point. Telle qu'elle se présente à nous, et qu'on approuve ou non ses tendances, la politique de M. de Beust est incontestablement une politique très active, et ceci seul suffit à montrer combien les pangermanistes auraient tort de s'en prendre à lui et de prétendre qu'il ne fit rien pour essayer de rendre à l'Autriche sa place en Allemagne. D'ailleurs, rassurons-nous, ce reproche, qui ne serait pas justifié, mais qui serait tout au moins inspiré par un sentiment estimable, n'est certes pas celui que les pangermanistes d'Autriche songeraient à adresser à la politique de M. de Beust. Ils le blâmeraient plutôt, à en juger d'après leurs préférences personnelles, de n'avoir pas accepté les avances de la Prusse, de n'avoir pas humilié l'Autriche devant son vainqueur, de n'en avoir pas fait, en un mot, la servante respectueuse et l'instrument docile de la politique prussienne. Et ce sentiment intime, à peine voilé, des pangermanistes d'Autriche, considéré au point de vue du patriotisme autrichien, n'est-il pas déjà singulièrement suspect?

Revenons cependant pour un instant à la politique intérieure de l'Autriche. Il s'y passait alors des faits importants qui, si extraordinaires qu'ils puissent paraître au premier abord, cadrent néanmoins parfaitement avec les tendances générales

de la politique de M. de Beust. L'année 1867 voyait, en effet, la monarchie autrichienne abandonner définitivement sa vieille conception centraliste du Gouvernement et adopter, par le fameux compromis de 1867, un régime d'une forme toute nouvelle, le régime dualiste, qui préside encore aujourd'hui aux destinées de l'État qui, dès lors, cessait d'être l'Autriche pour devenir l'Autriche-Hongrie. Et c'était M. de Beust qui, du côté autrichien, avait pour ainsi dire été le parrain du nouvel ordre de choses. Quelles raisons avaient bien pu déterminer le ministre autrichien à prôner cette solution ?

Quelques instants de réflexion suffiront à nous prouver que l'adoption du régime dualiste, loin d'être en contradiction avec la politique allemande de M. de Beust, était au contraire destinée, dans son esprit, à lui permettre de mener celle-ci avec une ardeur nouvelle. M. de Beust, en effet, avait été vivement frappé de l'inconvénient grave que présentait pour l'Autriche dans la question allemande, le fait de traîner, après elle, comme un boulet au pied, le poids toujours croissant des revendications hongroises. Il se disait, d'autre part, que, si l'on donnait satisfaction aux Hongrois, il y aurait peut-être ensuite dans la monarchie plus de gens satisfaits que de mécontents, et qu'ainsi, il aurait, lui, une certaine garantie de tranquillité à l'intérieur, tranquillité indispensable à la politique active qu'il rêvait de poursuivre sans relâche à l'extérieur. Il pensait aussi que, de toutes

les concessions qu'on pouvait faire aux nationalités non allemandes, celles faites aux Hongrois étaient celles qui risquaient le moins de provoquer chez les Allemands d'Autriche un mécontentement redoutable, alors que, par exemple, des concessions aux Tchèques auraient soulevé parmi ces Allemands d'Autriche un véritable « tolle », ce qui, estimait M. de Beust, eût été fort imprudent et particulièrement inopportun. Et voilà pourquoi, avec raison, M. de Beust jugea bon de patronner ce fameux régime dualiste qui règle, aujourd'hui encore, d'une façon de plus en plus cahotée, les destinées constitutionnelles si orageuses de l'État austro-hongrois.

Son calcul se vérifia, d'ailleurs, tout au moins momentanément. Les Hongrois, bien entendu, se déclaraient satisfaits, pour l'instant, de la nouvelle constitution, les Allemands l'étaient aussi relativement, et, après tout, c'était là l'essentiel. Le nouveau régime, par exemple, exigeait, en Autriche, un ministère parlementaire. Ce fut le prince Charles Auersperg [1] qui, inspiré par Beust,

1. Auersperg (Karl-Wilhelm), né en 1814, conseiller intime, membre héréditaire du Conseil de l'Empire. En 1861, membre héréditaire et président de la Chambre des Seigneurs, membre de la Diète de Bohême dans la curie des grands propriétaires. Président du Conseil le 30 décembre 1867. Il quitte le pouvoir en janvier 1870. Est un des leaders de l'opposition au ministère Hohenwart. Après la chute de ce ministère, il devient président de la Chambre des Seigneurs et soutient le cabinet que préside son frère (1871-1879). Il combat ensuite énergiquement le ministère Taaffe. Il a été longtemps maréchal suprême de Bohême, président de la Diète et président du Comité permanent (Landesausschuss) de la Diète.

constitua ce ministère dénommé, dans l'histoire parlementaire de l'Autriche, ministère des roturiers. C'était un ministère allemand, et nous y trouvons entre autres les noms de Mrs Brestel[1], Giskra, Berger, Herbst, etc., etc., noms dont la plupart nous sont déjà connus et portés par des hommes, qui avaient presque tous joué un rôle au Parlement de Francfort en 1848, ce qui nous dispense de tout autre commentaire. Le ministère se constituait le 30 décembre 1867, et ainsi s'achevait cette année 1867 si féconde en événements. Tout semblait sourire aux projets de M. de Beust.

Cependant, les premiers mois de l'année 1868 virent se produire une certaine accalmie. Chacun restait sur ses positions, attendant l'occasion qu'une faute de l'adversaire lui procurerait de rentrer en scène d'une manière active. Cette opportunité d'affirmer à nouveau sa manière de voir fut pourtant fournie à M. de Beust d'une autre façon, d'une façon toute pacifique, lors des fêtes du tir, qui eurent lieu à Vienne du 14 juillet au 5 août 1868. Ces fêtes méritent de retenir notre attention un instant, ne fût-ce que parce qu'on y vit, fait signi-

1. Brestel (Rudolf), né à Vienne, le 16 mai 1816, mort à Vienne, le 3 mars 1881. Professeur de physique et de mathématiques, député en 1848, il fait partie de la gauche centraliste. Destitué en 1849, il devient publiciste et directeur du Crédit foncier. Député à la Diète de Basse-Autriche en 1861, au Reichsrath en 1864. Ministre des Finances du cabinet Auersperg (30 décembre 1867), il continue à faire partie du cabinet Hasner (1er février-4 avril 1870), et après sa démission en 1871, il est nommé conseiller secret. Meurt à Vienne le 3 mars 1881.

ficatif en lui-même, de nombreux Allemands d'Allemagne, comme, par exemple, pour n'en citer qu'un, Müller de Francfort, y exprimer dans des discours chaleureux leurs sympathies pour l'Autriche. Mais ce qui constitue pour nous l'intérêt principal de ces fêtes, c'est le discours que prononça à cette occasion M. de Beust. Ce discours était très attendu et il ne pouvait en être autrement. Le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, parlant devant des Allemands d'Allemagne, à un moment où sa situation vis-à-vis de la Prusse devenait de plus en plus délicate par suite de son désaccord persistant avec M. de Thil, ministre des Affaires étrangères de Prusse, n'était-ce point un événement sensationnel? L'allocution de M. de Beust fut peut-être pour beaucoup de ceux qui s'attendaient à voir le ministre autrichien entamer une virulente polémique avec la Prusse, une réelle déception; elle était, en effet, d'une tenue fort réservée et très diplomatique. L'on y trouve, cependant, deux phrases qui, bien comprises, forment le fond même de sa politique allemande. Nous les empruntons à la traduction de M. Frédéric Kohn Abrest[1] : « La politique de l'Autriche, y déclare M. de Beust, ne se mêle pas aujourd'hui des affaires d'Allemagne et ce ne sont pas des pensées de revanche qui occupent les esprits de notre empire. (*Vifs applau-*

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 184.

dissements.) Mais il n'y a pas de traité qui empêche l'Autriche de gagner la confiance, le respect et l'affection des autres États... »

Reprenons un peu ces paroles et examinons-les soigneusement sans perdre de vue tout ce que la politique de M. de Beust nous a déjà révélé sur ses tendances. Quelle est donc leur véritable signification? La voici, pensons-nous, exprimée avec toute la circonspection nécessaire dans une matière aussi délicate que l'interprétation d'un discours diplomatique. L'Autriche ne cherche pas à rentrer *de force* dans l'Allemagne, parce qu'elle sait que ce serait impossible, et les applaudissements qui interrompent à ce moment l'orateur, prouvent que c'est aussi l'opinion de l'auditoire. Mais, d'autre part, elle ne veut pas non plus renoncer à tenter d'attirer à elle les États allemands avec le consentement de l'Europe.

Voilà ce que signifient, à notre avis, ces termes un peu vagues, mais d'une obscurité voulue : « ...la confiance, le respect et l'affection des autres États » qui terminent cette seconde phrase.

N'est-ce point là la meilleure politique, si nous nous plaçons au point de vue des Allemands d'Autriche et même de l'idée pangermaniste dans toute sa pureté originaire en tant qu'idée nationale? N'est-ce pas là la seule politique habile que puisse suivre alors l'Autriche, du moment qu'elle veut être et rester avant tout un État allemand? Car c'est la seule qui concilie réellement, dans la me-

sure du possible, l'intérêt allemand et l'intérêt autrichien. Les deux phrases que nous venons de rappeler sont d'ailleurs loin d'être les seules qui nous renseignent sur le véritable caractère de la politique de M. de Beust. En effet, pendant l'automne de cette même année 1868, où commence, d'autre part, à s'esquisser l'idée d'une coopération franco-autrichienne, dirigée éventuellement contre la Prusse, M. de Beust prononçait un discours fort intéressant devant la commission de la Chambre des députés, chargée d'examiner la loi de défense militaire. Il y a notamment dans ce discours une phrase extrêmement significative, qui dévoile clairement les sentiments du ministre autrichien sur la question austro-allemande en général et sur la Prusse en particulier. Voici cette phrase qui nous paraît intéressante à rappeler ici : « Je ne reviendrai pas sur cet accommodement (il s'agit de la Convention d'Olmütz) qui fut considéré en Prusse comme une humiliation, en Autriche comme un succès, appréciation inexacte de part et d'autre[1]. » Ce simple jugement sur le passé n'en dit-il pas long sur les idées de M. de Beust en ce qui concerne la situation respective de l'Autriche et de la Prusse en Allemagne et n'est-il pas dans sa concision et sa netteté le commentaire le plus éloquent des événements de 1850?

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 195.

A l'intérieur, cependant, tout ne marchait pas comme l'eût désiré M. de Beust. La tranquillité qu'il attendait du compromis, pour avoir enfin les coudées franches à l'extérieur, semblait décidément une chose impossible à obtenir en Autriche. Les difficultés, en effet, surgissaient de nouveau de tous côtés. Les Tchèques, mécontents à bon droit du nouveau régime, qui, en satisfaisant les Hongrois, diminuait singulièrement l'opposition à la prépondérance allemande dans la monarchie, et par là ne leur laissait que bien peu d'espoir d'arriver jamais à l'autonomie rêvée, recommençaient à s'agiter. La Diète de Bohême, qui devenait gênante, fut, en conséquence, dissoute, et des artifices habiles permirent de constituer dans la nouvelle Diète une majorité allemande. Cette majorité s'empressait aussitôt de remplir la mission qui lui avait été assignée, c'est-à-dire d'envoyer des députés au Reichsrath, ce que l'ancienne avait refusé de faire pour protester contre le nouveau régime. C'est ainsi que furent élus, pour s'en aller siéger au Reichsrath, 54 députés. Si l'on considère que sur ces 54 députés, il y avait 40 députés allemands, on verra tout de suite combien cette proportion est loin de répondre à la proportion réelle des deux races en Bohême. Les 14 députés tchèques comprirent qu'ils ne pouvaient accepter un mode de représentation aussi peu conforme à la justice et refusèrent de se rendre à Vienne où, par conséquent, leurs 40 collègues allemands arrivèrent seuls.

Bien plus, pour prendre nettement position et expliquer clairement leur attitude, les députés slaves de la Diète remirent au président de la Diète, le 28 août 1868, une déclaration catégorique, où ils affirmaient leur résolution de soutenir envers et contre tous les droits de la race slave. Un des députés fit d'ailleurs précéder cette déclaration de quelques explications du plus haut intérêt. Elles contiennent notamment le passage suivant, que nous empruntons à une très intéressante brochure de M. Louis Léger[1] et qui nous paraît devoir être cité. C'est, en effet, le premier texte qui signale positivement, en appelant les choses par leur nom, l'existence en Autriche d'un mouvement pangermaniste, tendant ouvertement à l'annexion à l'Allemagne. Voici ce passage : « Il y a parmi les Allemands de la Bohême un parti, malheureusement toujours croissant, qui, mettant l'unité allemande au-dessus de tout, a l'intention de soumettre à la Prusse, comme au représentant actuel et incontestable de l'unité germanique, tous les pays prétendus allemands de l'Autriche. Il va sans dire que ce parti veut, avant tout, retenir les pays éminemment slaves de la couronne de Bohême dans une union étroite avec les autres pays cisleithaniens, qui anciennement faisaient réellement partie de l'em-

1. Louis Léger, *la Crise autrichienne; le Royaume de Bohême et le Fédéralisme* (Extrait de la *Revue moderne* du 10 octobre 1868. Paris, 1868, p. 7).

pire germanique. Entre ce parti et nous, toute transaction est impossible; mais qu'il prenne garde que le pangermanisme politique doit nécessairement engendrer le panslavisme politique... On comprend que des agitateurs politiques qui ne cessent de prêcher la nécessité d'un État unitaire allemand, auquel la Bohême doit être incorporée, voient dans les Slaves de Bohême un obstacle à l'exécution de leurs projets. »

Sans doute, dans ces phrases dont l'importance n'échappera pas au lecteur, est-il nécessaire de faire une juste part aux exagérations que peut y causer un sentiment national, pour ainsi dire exaspéré. Sans doute, ne faut-il pas oublier que c'est là une protestation et que, dans une manifestation de ce genre, l'état de choses contre lequel on proteste se trouve toujours dépeint avec des couleurs plus noires que celles de la réalité. Mais, ces réserves une fois faites, il n'en reste pas moins que voilà un document d'un intérêt capital. En répétant que nous nous trouvons là pour la première fois en présence d'un texte précis, constatant l'existence dans l'Autriche de 1868 d'un mouvement nettement pangermaniste, semblable déjà à celui qui aujourd'hui attire l'attention de l'Europe, et comme lui ouvertement prussophile, nous aurons suffisamment souligné l'intérêt qu'il présente. Et deux ans à peine se sont alors écoulés, depuis que, sur le champ de bataille de Sadowa, le soir de la victoire, les

étendards prussiens ont, pour la première fois, salué en la personne du roi Guillaume le futur empereur qui ira cinq ans plus tard ramasser dans le sang la couronne impériale... à Versailles. L'évolution est terminée. L'Autriche, comme un instrument hors d'usage, est rejetée dorénavant par les apôtres de l'idée pangermaniste. C'est de Berlin désormais que, pour eux, vient la lumière.

Cette protestation des Tchèques était donc un fait important, et sa gravité n'échappa à personne. Aussi, à la suite de la proclamation faite par les Tchèques de ce programme (23 octobre 1868), la Diète de Bohême, menée par sa majorité allemande, n'hésitait pas, en guise de réponse, à déclarer démissionnaires soixante et onze députés, signataires de ce manifeste réputé anti-allemand. Ce sont là, si l'on veut, des incidents passagers, créés par un conflit aigu des deux races en Bohême. D'accord, mais cet ensemble de faits nous prouve cependant déjà qu'une bonne partie des Allemands de Bohême inclinait dès lors vers ce pangermanisme, si vigoureusement dénoncé par la déclaration tchèque. Il est également désormais certain que c'est parmi les Allemands de Bohême que le mouvement pangermaniste recrutera ses premiers adhérents politiques. C'est là, d'ailleurs, un fait très explicable. La Bohême est, en effet, la province de la monarchie où la lutte des nationalités atteint le summum d'intensité, et c'est là toujours le terrain le plus propice au déve-

loppement des partis extrêmes, de ceux qui poussent l'idée nationale jusqu'à ses dernières limites.

Ainsi s'achevait l'année 1868. La situation, sans être mauvaise, était cependant moins favorable, moins brillante que l'année précédente. En effet, un facteur important était venu troubler la politique intérieure : à savoir le réveil définitif des Tchèques par suite du mécontentement que causait chez eux ce nouvel état de choses qui ne tenait aucun compte de leurs revendications séculaires. La question de Bohême, question qui, aujourd'hui encore, est loin d'être résolue, entrait dès lors dans une phase aiguë. Sans doute, c'étaient là des difficultés prévues, à notre avis même peut-être inévitables, mais enfin, on a beau s'attendre à des difficultés, elles ne sont jamais les bienvenues. De plus, cette année 1868 a vu pour la première fois aussi s'esquisser nettement l'embryon du mouvement pangermaniste. C'est le moment, nous l'avons vu en effet, où certains Allemands d'Autriche, que ne satisfait pas encore la politique cependant franchement allemande sur toute la ligne de M. de Beust, sans oser encore regarder ouvertement vers Berlin, commencent, qu'on nous pardonne la brutalité du terme, déjà tout au moins à loucher du côté de la Prusse.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que ce n'est là qu'un commencement et que l'année 1869 va voir ce mouvement vague se préciser, s'accentuer et

même prendre forme. C'est, en effet, dans le courant de cette année 1869 et au début de 1870 que vont se fonder à Vienne et dans un assez grand nombre de villes de province, des « Deutsche Vereine » (associations allemandes), et c'est de ces Deutsche Vereine que sortira un jour le parti allemand national, d'où se détachera à son tour le groupe pangermaniste. C'est là, dans le sein de ces sociétés, à l'ombre de leur titre respectable, que s'organisera en silence le parti pangermaniste d'aujourd'hui, attendant pour se révéler le jour où des agitateurs de profession viendront le tirer à grand fracas de l'ombre propice où, dès 1869, il se constitue.

Pour compléter le tableau de l'état d'esprit très significatif qui commence à régner en Autriche à cette époque, pour montrer de façon précise comment, réponse inévitable aux revendications des nationalités non allemandes de l'Autriche, on commence dans les partis allemands à envisager l'idée de prendre un point d'appui sur les Allemands d'Allemagne, nous croyons qu'il suffira de citer simplement, en le traduisant aussi exactement que possible, un passage d'un discours prononcé à la Chambre des députés le 17 mars 1869 par M. Skene, un des membres les plus influents de la majorité allemande, et où l'orateur fait allusion, d'une manière très nette et très clairvoyante, aux revendications croissantes des diverses nationalités de la Cisleithanie. Voici le passage en question : « Puisqu'on

vient toujours nous parler des nationalités et de leurs revendications, poussées jusqu'aux conséquences les plus extrêmes, je voudrais faire remarquer à mes honorables collègues (c'est de la droite qu'il s'agit) que, si l'on poussait ainsi le raisonnement jusqu'au bout, la conséquence directe en serait qu'il ne peut plus du tout y avoir d'Autriche ; car, si vous placez toujours votre nationalité au premier plan, si vous ne voulez jamais que ce qu'exige votre nationalité, il ne restera plus à la partie, par exemple, de la Chambre à laquelle j'appartiens, d'autre politique possible que celle qui consiste à poursuivre le même but et à tenter d'amener la réunion de l'Autriche à l'Allemagne[1]. » Ces mots, prononcés par un orateur, qui n'est pas un violent et qui n'envisage ce désir de réunion de l'Autriche à l'Allemagne que comme une éventualité, qui pourra peut-être un jour se produire si les passions nationales deviennent de plus en plus exigeantes, ne sont-ils pas déjà un indice sérieux que, dans un certain milieu, on commence à penser à l'annexion de l'Autriche allemande à l'Allemagne ? Voilà donc le langage que tenait, dès 1869, à la Chambre autrichienne, un membre de la majorité ministérielle, et il éclaire bien la situation politique intérieure du pays à cette époque.

La politique extérieure, elle, subissait peu de

1. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 140.

changement. Elle restait la même, inspirée et dominée par les mêmes idées, pourtant un peu moins ambitieuse peut-être, à cause du mécontentement de plus en plus marqué de la Prusse, mécontentement dont le souvenir de Sadowa obligeait bien à tenir compte. Ce mécontentement de la Prusse, M. de Beust ne pouvait pas ne pas s'en apercevoir, mais il feignait, fidèle en ceci à la tactique de parfaite correction apparente, qu'il avait su maintenir dans sa politique, de ne pouvoir bien se l'expliquer. Le léger recul évident des visées autrichiennes, M. de Beust s'était cependant vu obligé de l'admettre et de le constater. Il n'était donc pas très satisfait de la situation générale dès le début de cette année 1869, et c'est cette impression de regret et de légère amertume, qui se dégage d'une lettre qu'il écrivait de Vienne, le 7 janvier 1869, et où nous remarquons le passage suivant : « La politique proclamée par Sa Majesté l'Empereur, celle qui exclut l'idée de revanche, a été suivie loyalement et scrupuleusement ; mais, en vérité, ceux qui sont restés seize ans à couver les représailles pour Olmütz ne peuvent guère comprendre qu'on ait si vite oublié Nikolsbourg[1]. »

A cette époque, en effet, M. de Beust, un peu découragé peut-être par la difficulté de la tâche énorme qu'il avait voulu entreprendre, se rabat-

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 208.

tait sur des projets moins grandioses. La revanche complète, absolue, de Sadowa, celle qui eût été vis-à-vis de Sadowa ce que Sadowa avait été vis-à-vis d'Olmütz, son rêve intime lorsqu'il avait pris le pouvoir, semblait de plus en plus irréalisable et alors, comme pis aller, M. de Beust commence à penser à favoriser la constitution d'une Allemagne du Sud indépendante, sur laquelle, sans aucun doute, Vienne agirait progressivement comme un centre d'attraction naturel et irrésistible. Ce n'était point là une mauvaise idée, et son succès pouvait même après tout être plus radical et plus certain que celui de la politique de revanche ; mais il faudrait incontestablement l'attendre plus longtemps. Et puis, tous ceux qui prônaient à outrance l'idée de l'unité de tous les Allemands de race, les pangermanistes d'alors, n'allaient pas manquer de lui reprocher de tenter de couper ainsi l'Allemagne en deux parties distinctes, peut-être hostiles, de désorganiser de nouveau cette Allemagne en train de se constituer. Aussi se défend-il d'abord d'avoir conçu ce plan, tout en laissant voir que sa réalisation lui serait assez agréable, et, à ce point de vue, il nous paraît intéressant de citer les passages que voici, tirés d'un leader article de la *Neue Freie Presse* (juillet 1869). « Le comte de Beust ne veut pas pratiquer une politique de restauration allemande... Un ministre des Affaires étrangères d'Autriche ne peut voir que d'un œil favorable l'Allemagne du

Sud former une confédération solide. Personne n'en voudra au comte de Beust faisant cet aveu : « Il « nous est permis de désirer la Confédération du Sud « et peut-être la désirons-nous en réalité. » Et le journal continue en disant : « Mais le chancelier de la monarchie renonce complètement à la pensée de revanche pour Kœniggrætz lorsqu'il ajoute : « Nous ne pouvons et ne voulons pas fonder la « Confédération du Sud, ni contribuer à la fonder. « Si elle s'établit, personne n'aura le moindre droit de dire qu'elle est l'œuvre de suggestions autrichiennes[1]. »

Ce passage, surtout si on le rapproche de la dépêche adressée par M. de Beust le 4 avril 1869 aux représentants de l'Autriche à Munich et à Stuttgart, où il donne l'assurance formelle que l'Autriche n'a ni le droit, ni le désir de se mêler des affaires de l'Allemagne du Sud, permet de se faire, croyons-nous, une idée exacte de ce que fut en 1869 la politique autrichienne dans la question allemande. Politique un peu incertaine, sans plan bien arrêté, s'en remettant surtout pour la réussite au hasard, à la Fortune, n'ayant en somme d'autre ligne de conduite que celle qui consisterait à tirer éventuellement des événements le meilleur parti possible... contre la Prusse. Et voilà encore un sujet de mécontentement sérieux pour les premiers adhérents de

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 221-222.

l'idée pangermaniste, qui, dès lors, voudraient, oublieux d'un passé si récent, qu'on fît des avances à la Prusse et qu'on l'aidât aveuglément à constituer cet empire allemand, qui ramènera par la pensée ces sectaires fanatiques (le mot, croyons-nous, n'est pas trop fort) du sentiment national allemand, qui ne veulent plus se souvenir de leur qualité d'Autrichiens, aux temps les plus glorieux du Saint Empire Romain Germanique.

L'année 1869 n'avait donc pas été très favorable à la politique de M. de Beust; l'année 1870 devait, elle, dès son début, voir chanceler d'une manière inquiétante tout l'édifice, si laborieusement équilibré par le ministre autrichien. La politique intérieure, une fois de plus, allait déranger la politique extérieure.

M. de Beust, en effet, toujours hanté par l'idée d'amener à l'intérieur une trêve entre les diverses nationalités, qui lui permettrait de tourner toute son attention et toute son activité vers le dehors, avait entamé des négociations avec les Tchèques, l'élément le plus remuant de la monarchie, pour tâcher d'obtenir d'eux, moyennant quelques concessions, un peu de tranquillité. Ces négociations, le président du conseil autrichien, le prince Auersperg, représentant d'une politique de résistance à toutes les revendications, les réprouvait. De plus, certains actes de M. de Beust avaient froissé l'amour-propre du prince. De là, une cer-

taine tension et une grande froideur, qui avaient fini par amener la démission du prince Auersperg. Le cabinet se disloquait donc. Sur le moment, néanmoins, la majorité de ses membres qui prônait, comme le prince Auersperg, la politique de fermeté vis-à-vis des Tchèques, l'emporta malgré la retraite du prince, et, le 1er février 1870, le ministère se reconstituait avec un programme inspiré par cette politique de résistance, sous la présidence de M. Hasner[1].

Malgré tout, l'avenir devait bientôt donner raison à M. de Beust. En effet, la question tchèque devenait si critique, si aiguë, que même ce ministère ainsi reformé, si nettement allemand, ce ministère de combat se vit obligé à son tour d'entamer des négociations avec les Tchèques. Elles échouèrent, et cet échec amena la démission du ministre de l'Intérieur, M. Giskra, qui les avait dirigées (22 mars 1870). Le ministère se disloquait donc de nouveau et le 4 avril 1870, devant l'échec de la politique de résistance, la minorité du cabinet, celle qui était disposée à essayer de prime abord de la conciliation, l'emportait à son tour.

Hasner démissionnait en effet, et le comte Po-

1. Hasner (Léopold), chevalier d'Artha, né à Prague le 15 mars 1818, mort le 5 juin 1891, rédacteur en 1848 à la *Prager Zeitung*, ensuite professeur de philosophie et de science politique à l'Université. A partir de 1861, député à la Diète de Bohême et au Reichsrath. En 1865, professeur de science politique à l'Université de Vienne, ministre de l'Instruction publique du cabinet Auersperg (30 décembre 1867), président du conseil du 1er février au 4 avril 1870. Membre de la Chambre des Seigneurs depuis 1867.

tocki[1] devenait président du conseil à sa place. Il se trouvait en présence d'une situation difficile, d'une opposition qui, désormais, savait ce qu'elle pouvait faire. Il était très délicat et malaisé de reprendre les négociations. En un mot, la question avait été très mal engagée. Les Tchèques, en effet, ne se tenaient pas pour satisfaits du demi-succès que constituait pour eux l'arrivée aux affaires du ministère Potocki ; les Allemands, de leur côté, regrettant l'échec de la politique intransigeante du prince Auersperg et de M. Hasner, voyaient d'un assez mauvais œil le nouveau ministère...

Et c'est cette sensation de malaise peu dissimulée, c'est ce mécontentement réel des partis allemands, qui motivent la réunion à Vienne, le 22 mai 1870, de « l'Erster Deutsch-Œsterreichischer Parteitag » (premier Congrès du parti allemand-autrichien). Parmi les hommes politiques qui y prennent part, nous relevons les noms d'Anton Auersperg[2], de MM. de Kaiserfeld, Rechbauer, Giskra, Gross aus

1. Potocki (Alfred, comte), né en 1817, mort à Paris le 18 mai 1889, membre de la Chambre des Seigneurs en 1861, ministre de l'agriculture (1867-1870), président du Conseil (4 avril 1870 — 7 février 1871). Gouverneur général de la Galicie (1875-1883).

2. Auersperg (Anton-Alexander-Maria, comte), plus connu sous son pseudonyme littéraire d'Anastasius Grün, né à Laibach en 1806, mort à Gratz le 12 septembre 1876. Etudia le droit à l'Université de Vienne, puis passa une grande partie de sa vie dans ses domaines. Comme homme politique, il siège à l'Assemblée nationale de 1848, au Reichsrath de 1861. Il est ensuite nommé à la Chambre des Seigneurs, membre du Conseil privé en 1863. Bourgeois honoraire de Vienne en 1864. Président de la délégation du Reichsrath en 1868. Il fut un des chefs du parti libéral allemand. Ses œuvres poétiques sont justement réputées.

Wels, Kaiser, Max Friedlænder, etc., etc., tous personnages connus et influents. Sans doute, ce Congrès s'intitule encore allemand-*autrichien;* il reste sincèrement, foncièrement autrichien, et ce serait faire injure à ceux qui le composent que de les confondre, ne fût-ce qu'un instant, avec les pangermanistes ; mais, ceci dit et affirmé nettement, n'est-ce cependant pas déjà une indication sérieuse d'une tendance fâcheuse vers le pangermanisme dans l'avenir, que le programme élaboré par ce Congrès, et qui consiste à faire passer l'intérêt national allemand et le maintien de la solidarité allemande avant toute autre considération. Il est donc certain que, motivée par l'importance et l'acuité croissantes de la lutte des nationalités en Autriche à cette époque, il commence à exister chez les Allemands d'Autriche, dont la suprématie y est battue en brèche, une tendance réelle à se considérer de plus en plus comme de simples sociétaires, pour ainsi dire, dans cette grande société, que forme l'Autriche-Hongrie sous la raison sociale : « Habsbourg ». Et cette tendance, s'accentuant fatalement, par la force même des choses, amènera bientôt certains de ces Allemands, à tort ou à raison, à chercher contre leurs rivaux en Autriche un point d'appui hors de l'Autriche, c'est-à-dire à Berlin. Pour que ce point d'appui devienne un centre d'attraction, il faudra alors peu de chose et ainsi, pensons-nous, peut se résumer le plus

simplement l'évolution, pour ainsi dire psychologique, des pangermanistes, tout au moins de ceux pour qui le mouvement est autre chose qu'un prétexte à agitation et à scandales.

Si l'on veut se rendre compte plus exactement de cette revendication très nette des droits des Allemands, en tant que sociétaires influents dans la monarchie austro-hongroise, revendication dont nous parlions tout à l'heure, l'on n'aura qu'à lire certains passages des discours fort éloquents et d'une belle tenue littéraire prononcés par M. de Kaiserfeld le 8 avril 1870 et M. Sturm le 19 novembre 1870, à la Chambre des députés, et surtout de la magnifique et prophétique harangue de M. Unger[1] à la Chambre des Seigneurs, le 16 novembre 1870. Ces passages fort intéressants sont malheureusement trop longs pour être cités ici; on en trouvera le texte allemand dans le recueil déjà mentionné du Dr Gustav Kohn[2].

Mais, pendant que la situation politique intérieure de l'Autriche se brouillait ainsi de nouveau, toute l'attention se trouvait subitement reportée sur des faits autrement importants, autrement graves. La guerre franco-allemande, prévue, inévitable depuis

1. Unger (Joseph), né à Vienne le 2 juillet 1828. Professeur de droit aux Universités de Prague (1853), de Vienne (1855), fut l'un des promoteurs du système dualiste et le chef du parti libéral à la Chambre des Seigneurs (1869), ministre sans portefeuille dans le cabinet Adolf Auersperg (1871-1879). Président de la cour impériale en 1881, et l'un des plus célèbres jurisconsultes de l'Autriche.

2. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 172 et 173.

quatre ans, éclatait en effet sur ces entrefaites. La question, si souvent discutée, de savoir si M. de Beust avait avec la France des engagements, ne nous retiendra pas. A quoi sert, en effet, d'argumenter et d'épiloguer sur ce qui est passé? Quoi qu'il en soit, et que M. de Beust se trouvât ou non engagé vis-à-vis de la France, une chose est absolument certaine, c'est que l'Autriche n'était pas prête à entrer en campagne. Et puis, à côté de cet argument primordial et irréfutable, un autre argument, moral celui-là, incitait l'Autriche tout au moins à la neutralité. C'est que, dès 1870, chez la plupart des Allemands d'Autriche, le sentiment de la solidarité allemande primait le désir de revanche de Sadowa. Et si M. de Beust pouvait, s'il devait même, à notre avis, pour bien des raisons, souhaiter au fond la défaite de la Prusse, parce que cette défaite permettrait peut-être à l'Autriche, restée en dehors de la lutte, à l'Autriche, qui aurait conservé ses forces intactes, d'intervenir, le moment venu, comme médiatrice et de reconstituer l'Allemagne sous son hégémonie, il ne pouvait cependant, en aucune façon, songer à redonner à l'empereur d'Autriche la couronne impériale allemande par une guerre victorieuse, menée de concert avec la France contre... ce qui était en somme déjà l'Allemagne.

Et puis, répétons-le, l'Autriche n'était pas prête pour une campagne aussi hasardeuse. Elle assista

donc, figée dans une immobilité correcte, mâtée de plus d'avance par l'attitude prussophile de la Russie, à la lutte qui se déroulait. Sans doute, au fond, ses sympathies étaient pour la France, mais elle n'en observa pas moins la plus parfaite, la plus irréprochable neutralité. Et les événements se précipitent d'ailleurs avec une rapidité foudroyante, jusqu'au jour néfaste, où la catastrophe de Sedan, en assurant définitivement le triomphe de la Prusse, vient dissiper brutalement, comme un coup de massue frappant le tissu frêle de ses intrigues, les dernières espérances de M. de Beust. De ce jour, l'empire allemand est fait, et jamais l'Autriche n'y rentrera... à moins que le rêve étrange des pangermanistes autrichiens d'aujourd'hui de l'y voir rentrer comme terre conquise et sujette, ne se réalise un jour, à notre avis pour le plus grand malheur de tous.

M. de Beust se rendit compte que tout était fini, et lorsqu'alors M. de Bismarck, que l'attitude éventuelle de l'Autriche avait un moment inquiété, mais qui, dès lors, rassuré complètement par le triomphe décisif des armées allemandes, ne cherchait plus qu'à l'attacher solidement à la remorque de la nouvelle Allemagne, qu'il allait fonder quelques jours plus tard, daigna faire des avances au ministre autrichien le 14 décembre 1870, M. de Beust répondit par une protestation chaleureuse... de dévouement sincère et cordial (20 décembre 1870).

L'ère de la lutte pour l'Allemagne est définitivement close. Les rôles sont renversés, l'évolution est accomplie. L'aimant de Habsbourg, centre traditionnel d'attraction pour les Allemands, qui, autrefois solidement ancré à Vienne, avait eu ensuite à résister à l'influence rivale de cet aimant nouveau, installé depuis vingt ans environ sur les bords de la Sprée, a irrémédiablement perdu sa force. La politique extérieure de l'Autriche, se ressentant toujours des contre-coups de sa politique intérieure, lui a fait perdre l'Allemagne. Peut-on réellement l'en blâmer et la juger uniquement sur ce résultat brutal et navrant? Nous ne le croyons pas. Ce qui est arrivé, en effet, devait arriver; c'était le résultat fatal d'une situation naturelle et de l'histoire de tout un siècle. L'unité allemande depuis 1815 ne *pouvait* plus se réaliser que sans l'Autriche et en dehors d'elle.

La politique intérieure de l'Autriche va désormais passer au premier plan dans cette brève étude; nous suivrons ses fluctuations incessantes, nous les verrons se succéder et s'enchevêtrer de plus en plus nombreuses, de plus en plus complexes, par suite du manque de plan bien arrêté chez le souverain et ses ministres, par suite aussi des revendications sans cesse plus menaçantes et plus vives des innombrables nationalités qui forment, selon l'expression si vraie de M. Charles Benoist[1],

1. M. Charles Benoist, *la Monarchie habsbourgeoise; Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1897, p. 774.

cette « mosaïque de peuples » qu'est l'Autriche-Hongrie. Et ainsi cette politique intérieure fournira des prétextes nombreux, quoique le plus souvent peu sérieux, à tous ceux qui auront intérêt à se poser en victimes, et notamment à ceux qui, sentant le besoin de colorer de couleurs plus brillantes leur désir de se séparer des Habsbourg pour aller se jeter dans les bras des Hohenzollern, compareront avec partialité, souvent même avec mauvaise foi, la politique ondoyante, imposée en matière de nationalités aux hommes d'État autrichiens par la composition même de leur champ d'activité, à la politique germanisatrice à outrance, dure, inflexible et entière dans son germanisme rigoureux et intransigeant de la dynastie prussienne. Toutes les armes, en effet, seront bonnes pour ceux qui, oublieux de tout ce qu'ils doivent au pays natal, oublieux des humiliations subies en 1866, rêvent d'abandonner de gaieté de cœur leur titre de citoyens autrichiens, pour aller se fondre et s'incorporer dans l'immense armée que, sous le nom d'Allemagne, conduit encore aujourd'hui, d'après eux vers quelque but ignoré, grandiose et mystérieux..... le roi de Prusse.

CHAPITRE VI

LA CRISE : LE PANGERMANISME ACTIF, 1870-1903

Sommaire. — Le ministre fédéraliste et tchéquophile Hohenwart (4 février 1871). — L'opposition allemande et les congrès allemands-autrichiens. — Le Congrès des Jeunes (27 avril 1871). — Les entrevues de l'été 1871. — M. de Bismarck et le pangermanisme. — M. de Beust et l'empereur Guillaume. — La démission d'Hohenwart (30 octobre 1871). — M. de Beust renvoyé et remplacé par Andrassy (14 novembre 1871). — Le ministère Adolf Auersperg. — La loi électorale du 6 mars 1872. — M. de Schœnerer et la question de Bosnie (décembre 1878). — Le ministère de transition Stremayr (16 février 1879). — Le ministère Taaffe (12 août 1879). — L'alliance austro-allemande (7 octobre 1879). — Les ordonnances Taaffe-Stremayr. — Le Deutscher Schulverein. — La Vereinigte deutsche Linke de 1881. — L'apparition des Deutsch-Nationale dans les diètes de Cisleithanie en 1883. — Les propositions de division de la Bohême en deux. — Les élections de 1885. — Le Deutscher-Club. — L'interpellation Knotz (avril 1887) et la scission des partis allemands. — Herbst contre Knotz. — La Deutsch-Nationale Vereinigung du Dr Steinwender. — La Schœnerer Fraction (6 novembre 1888). — M. de Schœnerer et le Neues Wiener Tagblatt. — La retraite forcée de Schœnerer (5 mai 1888). — Le voyage de Guillaume II à Vienne (septembre 1888). — La situation dans les Landtage en 1889. — Les Deutsch-Nationale de 1891 : hommes et journaux. — La démission du comte Taaffe (28 octobre 1893). — Le ministère de concentration Windischgrætz (octobre 1893-juin 1895). — Le ministère de transition Kielmansegg (juin-octobre 1895). — Le ministère Badeni (octobre 1895). — La situation dans les Land-

tage en 1895. — La réforme électorale du 18 février 1896. — Les élections de mars 1897. — Les ordonnances Badeni (5 avril 1897). — L'agitation nationale allemande. — La réunion de Dresde (mai 1897). — L'obstruction allemande. — Les scandales au Parlement. — La démission du comte Badeni (28 novembre 1897). — Le ministère Gautsch (30 novembre 1897). — Les ordonnances Gautsch. — Le ministère Thun (5 mars 1898). — M. de Schœnerer contre la gauche allemande. — La séance du 30 mars 1898. — La rupture entre les radicaux allemands de Schœnerer et les autres partis allemands. — La démission du comte Thun (septembre 1899). — Le ministère Clary (2 octobre 1899). — Le retrait des ordonnances Gautsch (14 octobre 1899). — La démission du comte Clary (21 décembre 1899). — Le ministère Wittek. — La « Los von Rom Bewegung ». — Son caractère politique. — Son ampleur. — Le discours de l'archiduc François-Ferdinand. — La démission du cabinet Wittek (19 janvier 1900). — Le ministère Kœrber (20 janvier 1900). — L'intransigéance des pangermanistes. — La dissolution de la Chambre (8 septembre 1900). — Les élections de janvier 1901. — Les succès des pangermanistes et des populistes allemands. — Wolf contre Schœnerer. — La séance du 18 mars 1902. — Le dernier mot d'une évolution : « Hoch und Heil den Hohenzollern ».

L'empire allemand venait à peine de se fonder à Versailles, que l'empereur François-Joseph apportait un nouveau changement à l'orientation de la politique autrichienne. M. de Beust conservait sans doute la direction des affaires extérieures, mais à l'intérieur l'empereur tentait un essai hardi, et au moment même où l'idée de l'unité allemande, de la suprématie de la culture germanique triomphait dans l'apothéose impériale, savamment réglée par M. de Bismarck, le monarque autrichien allait essayer de gouverner ses États cisleithans, en s'appuyant non plus sur l'élément allemand, mais au contraire sur les autres nationalités. Le 4 février 1871

le comte Charles Hohenwart[1], à qui l'empereur avait fait appel, formait en effet son ministère. Ainsi s'achevait l'évolution commencée un an auparavant, en février 1870, et qui faisait passer le pouvoir d'Auersperg à Hasner, de Hasner à Potocki et de Potocki à Hohenwart, menant par degrés et par une transition savante du centralisme allemand au fédéralisme tchéquophile. L'arrivée aux affaires du comte Hohenwart marquait, en effet, sinon la fin, tout au moins une interruption sérieuse dans le règne jusque-là quasi ininterrompu des Allemands libéraux. Le nouveau ministère était nettement tchéquophile et allait être pour l'élément allemand un adversaire beaucoup plus sérieux que ne l'avait été autrefois même le ministère Belcredi. Les articles fondamentaux, hautement proclamés, du programme du comte Hohenwart eurent donc pour résultat immédiat d'inquiéter les partis allemands. Leur crainte prédominante était que la nouvelle politique, favorisant les Tchèques en Bohême, parvînt à y faire perdre à l'élément allemand son influence, ce qui eût été, à leur point de vue, la pire des catastrophes.

Il faut bien reconnaître d'ailleurs que les premiers effets du nouveau régime semblaient bien faits pour

1. Hohenwart (Karl, Siegmund, comte), né le 12 février 1824. Haut fonctionnaire dans l'administration depuis 1857. Président du Conseil autrichien et ministre de l'Intérieur (4 février 1871); démissionne le 30 octobre 1871. Président de la Cour suprême en 1885.

justifier leurs inquiétudes. La politique du Gouvernement avait un contre-coup immédiat sur la composition de certaines assemblées locales, comme, par exemple, les Diètes de Bohême et de Moravie, où les Allemands perdaient la majorité et la Diète de la Haute-Autriche elle-même, où leur situation évidemment inexpugnable subissait néanmoins des assauts sérieux qui l'ébranlaient assez fortement. La politique intérieure du ministère était, en effet, nettement et délibérément dirigée contre l'antique prépondérance de l'élément allemand. Nous n'avons pas ici la prétention de vouloir juger cette politique en elle-même, nous ne voulons même pas discuter la question de savoir si peut-être, si sans doute même, la politique de concessions aux nationlités non allemandes, appliquée de façon moins précipitée, moins brutale, progressivement et avec modération, n'était pas la véritable politique à suivre alors. Mais, au point de vue où nous nous plaçons, une seule chose nous importe et nous frappe, c'est que la politique du comte Hohenwart devait fatalement susciter de la part des Allemands d'Autriche, l'opposition la plus résolue. Et tout naturellement cette opposition va se trouver amenée à chercher un appui chez l'homme d'État qui, déchu, désabusé, devenu à peine l'ombre de ce qu'il avait été, n'en gardait pas moins la direction de la politique extérieure de la monarchie, qu'il avait toujours aiguillée dans un sens favorable à l'élément alle-

mand, à opposer en un mot Beust à Hohenwart et peut-être même bientôt, passant par-dessus la tête de l'ancien ministre du roi de Saxe, à chercher le point d'appui nécessaire, indispensable... à Berlin.

Le mécontentement, l'excitation devenaient, en effet, tels dans les partis allemands que l'on en arrivait déjà à prononcer dans les débats parlementaires, des paroles du genre de celles que nous allons citer et qui furent lancées comme un cri d'alarme, comme un suprême avertissement, à la Chambre des Seigneurs, par le comte Anton Auersperg, un des membres les plus éminents du parti libéral allemand. Ce sont celles-là mêmes que rappelait, en ces termes, dans un discours fameux, prononcé dans des circonstances analogues, le député Dr Funke, à la Chambre des députés, le 8 novembre 1897 : « Et lorsque Hohenwart voulut, par un coup d'État, réaliser le fédéralisme au profit des Tchèques, Anton Auersperg s'écria à la Chambre des Seigneurs d'Autriche : « Puisse-t-il ne jamais « arriver que l'Allemand se sente étranger en Au- « triche. Il se pourrait qu'alors le mal du pays s'em- « parât de lui avec une force irrésistible. » (*Vive approbation et applaudissements répétés à gauche*[1].) Ces simples paroles, si éloquentes dans leur concision

1. Abgeordneter Dr Funke, *Der Sprachenkampf in Böhmen : Obstructionsrede gehalten in der Sitzung des œsterreichischen Abgeordnetenhauses vom 8ten november 1897, herausgegeben zu Gunsten des nationalen Schutzvereines « Deutsche Wacht » in Leitmeritz*, Leitmeritz, 1897, p. 95.

désespérée, prononcées par un orateur, sur lequel son nom seul suffirait déjà à attirer l'attention, n'en disent-elles pas long sur le mouvement d'idées qui se dessine, motivé par la présence au pouvoir d'un ministère hostile, chez les Allemands d'Autriche, à cette époque.

D'ailleurs, c'est vers le même moment, au mois de février 1871, que se réunit à Vienne le second Congrès allemand-autrichien (Zweiter Deutsch-Œsterreichischer Parteitag) convoqué par le « Deutscher Verein » (mot à mot l'association allemande). On y parle beaucoup et l'idée dominante des membres de ce Congrès, c'est en somme l'alliance austro-allemande. Il ne faudrait, sans doute, en aucune façon, confondre cette idée-là avec l'idée pangermaniste, mais elle constitue néanmoins chez des Autrichiens, moins de cinq ans après Sadowa, un symptôme curieux. Elle nous prouve que la possibilité, désormais démontrée, d'un Gouvernement réputé anti-allemand en Autriche, a amené un changement notable dans la situation respective des différentes nationalités, et il est dès lors certain que cet état de choses, que nous n'avons pas à juger en lui-même, fera faire à l'idée pangermaniste, depuis si longtemps latente, un grand pas en Autriche. Cette tendance nouvelle chez les Allemands d'Autriche, la conception, très différente de toutes leurs anciennes idées, qu'ils se font alors de leur situation, on en trouve l'expression frappante dans

un discours que prononçait, à la Chambre des députés, M. Knoll, le 23 mars 1871 [1]. Nous y voyons l'orateur allemand se demander pourquoi les Tchèques, les Polonais et les Ruthènes auraient, eux, le droit de se sentir avant tout Tchèques, Polonais et Ruthènes, alors que, seuls de toutes les nationalités de la monarchie, les Allemands d'Autriche devraient ne se considérer que comme Autrichiens et oublier qu'ils sont aussi Allemands. N'est-ce pas là un langage significatif, qui vient confirmer tout ce que nous avons dit plus haut sur la propension des Allemands d'Autriche à ne plus vouloir être que des sociétaires comme les autres dans la monarchie et à garder intact leur caractère de rameau de la race germanique.

Et la présence au pouvoir du ministère Hohenwart venait encore attiser le feu. Le mouvement s'accentue, les tendances s'accusent et s'affirment de plus en plus nettement. Le 27 avril 1871, un nouveau « Parteitag » (Congrès) se réunit à Vienne. C'est le « Parteitag der Jungen », le Congrès des Jeunes, et ce titre de « Jeunes » nous démontre déjà à lui seul que les membres de ce Congrès sont animés de dispositions plus énergiques et plus belliqueuses vis-à-vis du ministère exécré que les congrès précédents. Mais si leur titre est, à cet égard, significatif, leur programme reste encore bien

1. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 174.

vague et ne mérite pas de retenir pour l'instant l'attention, d'autantplus que nous retrouverons ces « Jeunes » sur notre route avant longtemps.

Donc, en somme, à l'intérieur, état de crise aiguë, triomphe des idées fédéralistes, opposition à outrance et mécontentement considérable des partis allemands. A l'extérieur, cependant, les choses ont marché aussi, et comme, en politique, tout se tient, la politique extérieure a subi le contre-coup des événements intérieurs, et va, à son tour, réagir sur la politique intérieure de la monarchie austro-hongroise. L'agitation, la campagne vigoureuse des Allemands d'Autriche contre le ministère Hohenwart, furent, en effet, bien vues et encouragées à Berlin. L'on n'y réfléchit sans doute pas que si l'Allemagne voulait un jour réaliser l'idéal pangermaniste en annexant l'Autriche allemande, l'intérêt immédiat commandait de laisser le Gouvernement autrichien mécontenter à loisir les Allemands d'Autriche, puisque ce mécontentement ne pourrait, en les détachant des Habsbourg, que les pousser à se jeter dans les bras des Hohenzollern. Car, par une contradiction en apparence bizarre et inexplicable, la présence au pouvoir d'un ministère anti-allemand en Autriche est bien certainement le meilleur atout dans le jeu des pangermanistes. C'est là un fait que le cabinet de Berlin, que M. de Bismarck qui le dirigeait, et au regard pénétrant de qui rien n'échappait, ne peuvent pas avoir méconnu. Nous sommes

donc amenés à conclure du fait, que, visiblement, ostensiblement, la politique allemande soutint et encouragea la campagne des partis allemands en Autriche, que le Gouvernement allemand avait dès lors compris que la réalisation de l'idéal pangermaniste irait contre ses intérêts et que la « Grande Allemagne » ne pourrait se faire qu'au détriment de la Prusse.

C'est aussi l'époque des fameuses entrevues d'Ischl, de Salzburg et de Gastein (été 1871), où se prépare déjà entre Bismarck et Andrassy[1] l'alliance austro-allemande. Tout ceci se passe plus ou moins derrière le dos de M. de Beust qui, sans doute, fut tenu à l'écart, de M. de Beust, dont le renvoi, couronnement final de la politique et des rancunes bismarckiennes, devient dès lors une chose presque décidée entre le ministre allemand et l'homme d'État hongrois. Mais cette alliance austro-allemande qui se trame alors, exige aussi une politique intérieure germanophile, donc le remplacement plus ou moins prochain du ministère Hohenwart par un ministère allemand.

De ces entrevues fameuses, nous ne retiendrons

1. Andrassy (Jules, comte), né en 1823 à Zemplin, membre de la Diète de Presbourg, prend part à la guerre de l'indépendance et représente à Constantinople le Gouvernement réfugié à Debreczin. Condamné à mort par contumace et exécuté en effigie, il se réfugie à Paris. Il rentre en Hongrie en 1860 et au Parlement en 1861, et devient un des membres les plus actifs du parti Deak. Chef du ministère magyar en 1867, il succède à Beust aux Affaires étrangères en 1871 et quitte le pouvoir en 1879.

ici que le récit fort intéressant, que nous fait M. de Beust dans ses mémoires, d'une conversation qu'il eut avec Bismarck à Gastein, conversation qui roula sur l'appui éventuel qu'un mouvement pangermaniste en Autriche trouverait en Allemagne. M. de Beust raconte qu'au cours de cet entretien, le chancelier allemand répudia avec énergie toute velléité d'incorporation des pays allemands d'Autriche dans l'Allemagne, à cause surtout des difficultés d'annexer Vienne et les populations slaves et catholiques, et déclara que ses vues se porteraient plutôt sur la Hollande. Mais M. de Beust nous dit aussi que plus tard, étant lui-même ambassadeur à Londres, il devait y apprendre du représentant de la Hollande en Angleterre, qui lui-même venait de quitter l'ambassade de Berlin, que Bismarck avait autrefois, dans une conversation analogue, rassuré celui-ci sur les plans de l'Allemagne à l'égard de la Hollande, et avait ajouté qu'il inclinerait plutôt à l'annexion des provinces allemandes d'Autriche. M. de Beust conclut avec une douce ironie, en disant qu'il ne doute cependant pas un instant de la sincérité des déclarations que lui avait faites à Gastein le chancelier allemand[1]. Et, en effet, s'il est incontestable que nous avons là un bel exemple du manque de franchise de la politique bismarckienne, nous croyons cependant que ces affirmations de

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 482-483.

M. de Bismarck à M. de Beust répondent plus exactement à ses intentions réelles que celles que lui prête le diplomate hollandais, ceci dit, d'ailleurs, bien entendu, sans vouloir en aucune façon émettre un doute quelconque sur la bonne foi de ce dernier.

Du reste, une autre indication sur la politique bismarckienne nous est encore fournie par M. de Beust. Il dit, en effet, dans un rapport qu'il rédigea alors, que M. de Bismarck lui a déclaré ne pas vouloir soutenir *effectivement* (notez ce mot capital) l'opposition allemande d'Autriche, ajoutant à cette affirmation formelle que ce serait une politique d'écolier de spéculer sur une acquisition des provinces austro-allemandes, et qu'introduire en Allemagne avec les provinces autrichiennes une population slave et un foyer d'opposition catholique, serait une pure billevesée et la dissolution certaine de l'empire allemand à peine fondé. M. de Beust, qui connaît assez les affirmations de M. de Bismarck pour savoir ce qu'en vaut l'aune, ajoute cependant fort sagement : « Il est bon pour nous d'être sur nos gardes malgré de telles assurances et de ne jamais manquer de vigilance[1]. »

Quant à l'opinion de M. de Beust lui-même sur la question pangermaniste, opinion intéressante à connaître, puisque, ne l'oublions pas, M. de Beust

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 488.

est un Allemand d'Allemagne et que cette qualité donne à ses conclusions nettement anti-pangermanistes encore plus de poids et de valeur, nous la trouvons dans ses mémoires déjà si souvent cités. Elle est résumée très clairement dans un rapport qu'il rédigea à la suite d'une audience qu'il obtint de l'empereur Guillaume à Gastein : « Je ne manquai pas, dit-il, de répliquer à l'empereur que de la part de l'Allemagne on peut contribuer beaucoup à tranquilliser les Allemands d'Autriche, que nous ne rendrons pas le Gouvernement prussien responsable de toute cette agitation, mais qu'elle parviendrait à s'assoupir si en Allemagne des plumes officieuses faisaient comprendre aux Allemands d'Autriche qu'ils vivent dans un empire polyglotte et qu'ils doivent s'accorder avec les autres nationalités, si l'Autriche, qui est considérée du côté allemand comme une nécessité, doit continuer à subsister[1]... »

Voilà l'opinion d'un homme auquel on ne pourra pourtant pas reprocher, croyons-nous, de ne pas être un véritable Allemand, un Allemand d'Allemagne. Nous aurions voulu ne pas fatiguer le lecteur avec toutes ces citations un peu longues, mais il nous a paru essentiel, pour la compréhension de tout ce qui va suivre, de dégager d'abord aussi nettement que possible les dispositions dans lesquelles se trouvaient en 1871, relativement à l'idée panger-

1. *Mémoires du comte de Beust* (traduction Frédéric Kohn Abrest), t. II, 1866-1885, p. 498.

maniste, les hommes d'État allemands et autrichiens, ainsi que les Allemands d'Autriche eux-mêmes.

Les événements, cependant, avaient marché rapidement, et le programme concerté entre Bismarck et Andrassy dans leurs entrevues de l'été 1871 recevait peu à peu son exécution. C'est d'abord, le 30 octobre 1871, la démission du comte Hohenwart, qui provoque chez les Allemands libéraux un vif sentiment de soulagement. La retraite du ministère Hohenwart semblait en même temps un triomphe pour la politique du comte de Beust. Mais ce triomphe, si triomphe il y avait, devait être de bien courte durée. M. de Beust était, en effet, lui aussi, condamné. M. de Bismarck ne lui avait jamais pardonné d'avoir voulu se mettre en travers de ses desseins, et avait profité des conférences de l'été pour exiger le renvoi de son vieil ennemi. Ce renvoi, Andrassy, désireux de remplacer Beust, avait dû le prôner aussi, et, cédant à cette double influence, huit jours après le départ du comte Hohenwart, l'empereur faisait demander à M. de Beust sa démission. Le 14 novembre 1871, enfin, il donnait à l'Allemagne une solide garantie de sa docilité présente et future, en appelant Andrassy à prendre la place laissée vacante par le départ de M. de Beust.

La revanche de Sadowa, impossible d'ailleurs depuis Sedan, est désormais rayée définitivement du programme de la politique extérieure autri-

chienne. En même temps le revirement prévu s'effectue dans la politique intérieure, et le 29 novembre 1871, l'empereur, sur le conseil très probablement de MM. Unger et Lasser [1], deux des représentants les plus éminents du parti allemand libéral, qui devaient d'ailleurs faire partie l'un et l'autre du nouveau ministère, l'empereur appelait au pouvoir le prince Adolf Auersperg [2], frère cadet du prince Karl Auersperg, président du conseil dans le ministère du 30 décembre 1867. C'est donc le retour au centralisme allemand et à la politique germanophile, qui prend son point d'appui sur l'élément allemand, c'est, en un mot, le retour au régime établi avant le ministère Hohenwart, notamment sous le ministère Karl Auersperg, par exemple.

La tendance évidente du nouveau ministère se manifeste dès ses premiers actes qui concernent la Bohême; le régime Hohenwart y avait, en effet, fortement battu en brèche la situation de l'élément allemand. Le prince Auersperg s'empressa, en con-

1. Lasser de Zollheim (Joseph), né à Werfen (Salzburg) le 30 septembre 1815, mort à Vienne le 18 novembre 1879. Après avoir étudié le droit, entre dans l'administration en 1846. Député en 1848, ministre sans portefeuille en octobre 1860, ministre de l'Intérieur du cabinet Schmerling (février 1861 — juillet 1865), gouverneur du Tyrol, anobli en 1861, ministre de l'intérieur du cabinet Adolf Auersperg (1871-1878).

2. Auersperg (Adolf-Wilhelm-Daniel, prince), né en 1821, entre d'abord dans l'armée, puis est élu à la Diète de Bohême par la curie des grands propriétaires ; grand maréchal de la Diète, deux fois gouverneur de Salzburg, membre à vie de la Chambre des Seigneurs en 1868 ; président du cabinet cisleithan (29 novembre 1871), quitte le pouvoir en 1879, puis devient président de la Cour des Comptes.

séquence, de prononcer la dissolution de la Diète de Bohême. Il semblerait donc, comme nous le disions plus haut, que l'Autriche soit revenue purement et simplement au *statu quo ante* Hohenwart; mais, si l'on examine la situation d'un peu plus près, l'on se rend compte très vite du fait qu'indépendamment du rapprochement plus marqué avec l'Allemagne, qu'amène la présence aux Affaires étrangères d'Andrassy, le passage au pouvoir du comte Hohenwart a modifié sensiblement l'état d'esprit des Allemands d'Autriche et a eu aussi des conséquences importantes au point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire en ce qui concerne le développement de l'idée pangermaniste en Autriche.

Le souvenir du ministère Hohenwart a laissé, en effet, aux Allemands d'Autriche, une vague appréhension, un certain sentiment de crainte d'un retour possible, un jour ou l'autre, d'un régime analogue. Pour y parer autant que faire se peut, pour prévenir une pareille catastrophe (car à leur point de vue, un ministère tchéquophile est bien une catastrophe), un certain nombre d'entre eux vont se trouver amenés à voter pour les partis qui affichent le plus ostensiblement et le plus bruyamment un caractère allemand intransigeant; et c'est en grande partie cet état d'esprit, très compréhensible d'ailleurs, qui fait qu'aux élections de la fin de 1871, un parti nouveau, qui, sans doute, n'est pas encore le représentant de l'idée pangermaniste,

mais qui cependant a déjà avant tout un caractère allemand-national, le parti des Jeunes, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler un peu plus haut, se trouve à la tête de 65 sièges. C'est là un fait significatif; mais, si l'on considère que ce parti des « Jeunes » de 1871 est l'embryon de la célèbre « Fortschrittspartei » (parti du progrès ou progressistes), parti qui est bien loin d'être à l'avant-garde du mouvement national allemand, on peut immédiatement se rendre compte des progrès considérables qu'a accomplis en Autriche l'idée pangermaniste depuis 1871. Le mouvement a, en effet, incontestablement augmenté d'intensité depuis lors, et, pour bien s'en convaincre, il n'y a qu'à voir toute la distance, l'abîme même, qui séparent un Jeune de 1871 d'un Schœnerer[1] ou d'un Wolf d'aujourd'hui.

La situation étant ainsi nettement définie, l'année 1872 ne nous retiendra guère. Il nous faut cependant signaler un discours assez curieux du député Greuter, prononcé le 13 janvier 1872 à la Chambre des députés. Ce discours est intéressant surtout par le ton qui y règne. L'orateur blâme l'adhésion aveugle des partis allemands au régime dualiste et leur attachement inébranlable à la constitution, car,

1. Schœnerer (Georg, chevalier de), né à Vienne le 17 juillet 1842, député en 1873 et pangermaniste déclaré depuis 1878. A la suite de sa démonstration violente dans les bureaux du *Wiener Tagblatt* qui avait lancé la fausse nouvelle de la mort de Guillaume Ier, il fut condamné à quatre mois de prison et à la perte de son titre et de son siège (5 mai 1888). Réélu député en 1897.

dit-il, si toutes les autres nationalités se coalisaient contre cette constitution, l'élément allemand, incapable de la défendre contre tous, succomberait avec elle. C'est une note assez nouvelle et qui, à ce point de vue, méritait d'être signalée.

Cette même année 1872 devait cependant voir un fait important, la confection d'une loi électorale, sur laquelle il convient aussi de s'arrêter un instant. Cette loi, votée le 6 mars 1872 par 120 voix contre 2, modifiait, en somme, complètement le droit électoral, puisque les députés étaient élus désormais par les curies et non plus par les diètes. Sans parler des autres avantages qu'elle pouvait présenter aux yeux du Gouvernement, cette loi favorisait nettement l'élément allemand, puisqu'elle donnait en Bohême, par exemple, d'après M. Asseline[1], à 1.500.000 Allemands 56 députés, tandis que 2.500.000 Slaves n'en avaient que 34. Quant à l'agitation nationale allemande, momentanément calmée par la démission du ministère Hohenwart, elle ne se signale par rien de bien saillant pendant toute cette année 1872.

Mais au printemps de 1873, voici la réunion à Vienne, le 27 avril 1873, par les soins du parti des Jeunes, du troisième Congrès allemand-autrichien (Dritter Deutsch-Œsterreichischer Parteitag). On y prône de plus en plus l'idée, déjà vieille de deux

1. Louis Asseline, *Histoire de l'Autriche depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours.* Paris, 1887, p. 349.

ou trois ans, d'après laquelle les Allemands d'Autriche devraient désormais mettre en avant en première ligne leur intérêt national en tant qu'Allemands, sans tenir compte d'abord de l'intérêt de la monarchie et soutenir leurs droits nationaux avec autant de vigueur et d'énergie que les Hongrois et les Slaves. Cette idée, lorsqu'elle était émise sous le ministère Hohenwart, pouvait dans une certaine mesure se justifier et trouver une application pratique à la direction politique du parti ; mais en 1873, ce principe de l'intérêt allemand avant tout n'avait aucune raison d'être et était un principe inutile, puisque la politique du ministère ne devait certainement pas fournir beaucoup d'occasions où cette ligne de conduite dût et pût être suivie.

Les quelques années qui suivent sont assez incolores et peu intéressantes au point de vue qui nous occupe. Il semble que le développement de l'idée pangermaniste subisse un temps d'arrêt et cette accalmie momentanée est d'ailleurs assez aisément explicable. Le pouvoir, en effet, est exercé par le ministère Auersperg, et c'est un ministère germanophile dont la politique contente pleinement tous ceux des Allemands qui veulent bien entendre raison, et c'est alors la quasi-unanimité.

Les politiciens et les agitateurs qui bientôt trouveront dans le sentiment national allemand un levier pour soulever les masses, ceux à qui le mouvement pangermaniste doit servir de tremplin pour

satisfaire leurs ambitions personnelles, ceux-là ne jouent pas encore un grand rôle à cette époque et, par conséquent, l'élément allemand d'Autriche ou tout au moins la très grande majorité des Allemands d'Autriche, favorisée par la politique du ministère Auersperg, laisse de côté l'idée pangermaniste dont elle avait voulu se servir sous Hohenwart pour effrayer la Couronne.

Il nous faudra donc arriver à la fin de l'année 1878, c'est-à-dire aux débats sur la question de Bosnie, pour trouver un fait réellement important, capital même, une déclaration ouvertement pangermaniste, faite en pleine Chambre. Et cette déclaration, indépendamment de l'intérêt qu'elle présente de ce fait qu'elle est, croyons-nous, la première manifestation franchement pangermaniste, dans le sens anti-autrichien et prussophile du mot, qui se soit produite à la tribune autrichienne, mérite encore, à d'autres points de vue, de retenir l'attention. Elle émane, en effet, d'un député dont le nom reviendra souvent dans le cours de cette étude et qui n'est autre que le trop célèbre M. de Schœnerer, le véritable apôtre du mouvement pangermaniste en Autriche.

Cette manifestation est également intéressante, parce que indirectement, elle vient contredire une idée qu'on a émise souvent et qui paraît en effet assez logique.

C'est l'idée d'après laquelle l'intervention de

l'Autriche en Bosnie et l'occupation provisoire (nouvel exemple de ce provisoire politique qui dure souvent plus longtemps que le définitif) de ce pays auraient été le résultat d'une suggestion amicale de l'Allemagne poussée, elle, par le désir, d'une part, de voir l'Autriche, avant-garde de la culture germanique, s'étendre vers l'est et le sud-est, vers Salonique, Constantinople et l'Asie Mineure, d'autre part aussi, de l'amener à se désintéresser de plus en plus de ce qui pourrait se passer sur ses frontières du nord-ouest et à laisser ainsi l'Allemagne préparer et favoriser tranquillement la campagne et la propagande politique, qui aboutiraient un jour ou l'autre à l'annexion de l'Autriche allemande à l'Allemagne. Le passage qu'on va lire semble au contraire prouver que les pangermanistes autrichiens étaient alors d'un tout autre avis et que l'occupation de la Bosnie ne les enthousiasmait nullement. D'où l'on peut conclure : ou bien qu'ils n'obéissaient pas à des ordres et à des conseils venus de Berlin, ou bien que, s'ils y obéissaient, le cabinet de Berlin n'avait pas les vues machiavéliques qu'on lui prête si fréquemment.

Voici, en effet, la traduction aussi exacte que possible du passage capital du discours prononcé, le 18 décembre 1878, à la Chambre des députés, par M. de Schœnerer. « De plus en plus on entend dans ce pays le cri : Si seulement nous faisions déjà partie de l'empire allemand », et un peu plus

loin : « De jour en jour, on l'entend devenir plus fort et plus distinct dans les pays allemands de la Couronne (in den Deutschen Kronländern) ce cri : si seulement nous appartenions déjà à l'empire allemand et étions ainsi délivrés de la Bosnie et de tout ce qu'elle traîne à sa suite[1]. » (Le terme si curieux et si expressif du texte allemand « Bosnien und seinem Anhang » nous paraît malheureusement intraduisible littéralement.) Sans doute ne faut-il pas prendre à la lettre ces déclarations emphatiques et exubérantes du député pangermaniste, mais enfin ce passage n'en reste pas moins important et prouve amplement que le mouvement pangermaniste a déjà pris en Autriche une certaine intensité en 1878. Et cette intensité ne fera évidemment qu'augmenter pendant les années suivantes, puisque, pour la première fois, nous venons de rencontrer à la tête du mouvement cet agitateur politique qui lui manquait auparavant, et dont la présence est indispensable au développement d'un parti, qui cherche son succès surtout dans le bruit qu'il cause et le scandale qu'il suscite.

L'année 1879, qui s'ouvrait quelques jours après cette manifestation si nettement pangermaniste, allait de son côté voir d'importants changements s'opérer dans la politique autrichienne. En effet,

1. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 175.

le ministère Auersperg, qui durait depuis plus de sept ans déjà, avait vu sa situation fortement ébranlée en 1878, à la suite de diverses discussions assez orageuses, et principalement des débats relatifs aux affaires de Bosnie. De plus, le ministère avait peu à peu perdu sa belle cohésion originaire; il s'était disloqué intérieurement; certaines démissions s'étaient même produites. La machine se détraquait visiblement et l'étonnement fut, par conséquent, assez mince, lorsqu'on vit le ministère démissionner, après ce long règne de plus de sept années.

Le Cabinet qui lui succéda n'était évidemment qu'un ministère de transition, à tendances déjà beaucoup plus conciliatrices, incontestablement moins germanophiles, et qui, par une conséquence toute naturelle, fut immédiatement considéré par les partis allemands extrêmes comme un ministère délibérément tchéquophile. Stremayr prenait la présidence du Conseil et le comte Taaffe[1] devenait ministre de l'Intérieur (16 février 1879). Ce ministère de transition devait durer juste le temps néces-

1. Taaffe (Eduard, comte), né à Vienne le 24 avril 1833, mort à son château d'Elischau (Bohême), le 29 novembre 1895. Entre en 1852 dans l'administration, préfet du duché de Salzburg en 1863, administrateur de la Haute-Autriche en 1867, ministre de l'intérieur (7 mars 1867), ministre de la défense nationale dans le cabinet Karl Auersperg (30 décembre 1867), ministre de l'intérieur du cabinet Potocki (1870), puis administrateur du Tyrol et membre de la Chambre des Seigneurs, ministre de l'intérieur du cabinet Stremayr (février 1879). Premier ministre (12 août 1879) il démissionne le 28 octobre 1893.

saire pour déblayer le terrain, c'est-à-dire préparer les élections et les faire. Dès que ces élections eurent mis en minorité, comme on le désirait, les Allemands libéraux, qui avaient formé l'appui le plus sûr du Cabinet Auersperg, le ministère était reconstitué et recevait sa forme définitive. Le comte Taaffe prenait, à son tour, la présidence du Conseil (12 août 1879). Toute cette évolution et le choix même du comte Taaffe causèrent dans les partis allemands, non seulement dans les partis extrêmes, mais peut-être surtout chez les Allemands libéraux, si directement attaqués et menacés dans la suprématie qu'ils avaient cru reconquérir définitivement à la chute d'Hohenwart, un sentiment de mécontentement peu dissimulé.

Cependant, la politique extérieure de la monarchie devait, à la même époque, fournir aux partis allemands une compensation tout au moins relative. En effet, l'alliance austro-allemande, idée à laquelle ils s'étaient peu à peu presque tous ralliés, était conclue définitivement le 7 octobre 1879. C'était là pour eux une satisfaction, mais il leur en eût fallu une bien grande pour compenser tous les ennuis que leur causait l'orientation nouvelle de la politique intérieure. Le comte Taaffe, en effet, voulait mettre sur le même plan toutes les nationalités de la Cisleithanie, et les traiter toutes de la même façon. Il considérait donc les Allemands d'Autriche simplement comme un des groupes

nationaux de la monarchie, groupe, il est vrai, pour lequel son importance commandait évidemment d'avoir certains ménagements. Mais enfin, c'était une politique qui ne voulait plus du tout placer les Allemands dans une sphère à part, avec une situation privilégiée ou prépondérante. Ce sont ces idées-là qui forment la base du programme du ministère, et que le ministre des Finances, M. Dunajewski[1], lui-même de nationalité polonaise, exposait, avec beaucoup de modération d'ailleurs dans les termes, à la tribune de la Chambre des députés, dès le 29 octobre 1879[2]. Elles ne pouvaient que mécontenter les Allemands, habitués de nouveau, depuis la chute d'Hohenwart, à se considérer comme les maîtres absolus en Cisleithanie.

De là résulte, conséquence toute naturelle, inévitable même, une exagération notable chez eux du caractère national qu'ils s'attribuent à eux, Allemands d'Autriche, en tant qu'Allemands. Il faut d'ailleurs reconnaître que, de son côté, le ministère Taaffe ne restait pas inactif ; deux ordonnances du 19 avril et du 13 août 1880 visaient ouvertement à enlever à la langue allemande,

1. Dunajewski (Julien), né à Noroy-Sandecz (Galicie) en 1822; docteur en droit en 1850, suppléant de la chaire de sciences politiques à l'Université de Cracovie, professe à Presbourg et à Lwow. Professeur d'économie politique à Cracovie en 1861, fut plusieurs fois doyen et recteur. Député à la Diète de Galicie en 1870, au Reichsrath en 1873. Ministre des finances du cabinet Taaffe jusqu'en 1891.

2. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 175.

d'abord en Bohême, ensuite dans le reste de la monarchie, sa suprématie traditionnellement maintenue jusqu'alors. Les règles édictées par l'ordonnance Taaffe-Stremayr sur la langue à employer dans les contestations administratives et judiciaires, l'usage des deux langues rendu obligatoire pour les fonctionnaires en Bohême, c'étaient là deux coups sérieux portés à l'influence allemande, par ce fait surtout qu'ils s'appliquaient directement à cette province de Bohême, sur laquelle, dès 1880, les pangermanistes concentraient tous leurs efforts.

Le « Deutscher Verein » s'émut et nomma une commission, qui fut chargée d'examiner l'état exact des limites de la langue allemande en Autriche. Bien plus, au même moment, le député Pernerstorfer[1], montrant par là clairement quelles inquiétudes régnaient dans le camp allemand sur l'avenir du germanisme, émettait l'idée bizarre de créer en Autriche une société protectrice des Allemands. En même temps, le 3 mai 1880, se fondait, autre manifestation nationale, le « Deutscher Schulverein » (Association scolaire allemande). Mais il n'est que juste de reconnaître que ce nouveau groupement, tout en ayant un caractère essentiellement national, répudiait, en somme

1. Pernestorfer (Engelbert), né à Vienne le 27 avril 1850. Comme député, il siège d'abord au groupe national allemand, puis, après 1891, devient un des chefs du parti socialiste.

très nettement, l'idée pangermaniste. Il se garda bien, en effet, de se laisser englober dans l' « Allgemeiner Deutscher Schulverein » (l'Association générale des écoles allemandes) de Berlin, organe très puissant, dont on se défia d'ailleurs immédiatement en Autriche. Au contraire, ce « Schulverein » allemand-autrichien prospéra fort rapidement, et, d'après M. Rauter[1], encaissa, sous la vigoureuse impulsion que lui imprimèrent en particulier le Dr Moritz Weitlof et le Dr Victor Ritter von Kraus, plus de deux millions de florins pendant ses dix premières années d'existence, c'est-à-dire de 1880 à 1890.

En même temps, au point de vue parlementaire, l'opposition allemande libérale et progressiste constituait un groupe compact et adoptait comme signal de ralliement la devise : « Le germanisme (Deutschthum) est en danger. » Cette devise indique à elle seule suffisamment l'état d'esprit dominant dans ce parti, dont le rôle sera considérable. Dès ce moment, on peut dire qu'il existe réellement en Autriche, dans le sein de cette opposition, un parti politique important, à caractère national allemand. Et ce parti se montre fort actif ; il tient une sorte d'assemblée générale à Vienne d'abord, puis, se mettant en campagne sans perdre de temps, il organise immédiatement des tournées de confé-

1. Dr D. Rauter, *op. cit.*, p. 94.

rences dans la monarchie, conférences dont la plus importante est celle que fait à Mödling, aux environs de Vienne, le 9 août 1880, le député Kopp[1]. Cette fois, le mouvement national allemand, en tant que mouvement cherchant à exercer une influence réelle et pratique sur la marche des affaires publiques, est véritablement né à la vie active en Autriche.

Le ministère d'ailleurs, lui aussi, agissait énergiquement et montrait une grande décision. Fidèle à son programme, il poursuivait en effet, en 1881, sans se laisser lasser par l'opposition, la création des Universités mixtes. Cette politique, bien entendu, ne fit qu'accentuer encore l'attitude hostile des partis allemands, qui combattirent résolument et énergiquement les projets du Gouvernement. Le comte Taaffe se heurta notamment à une résistance acharnée de la Chambre des Seigneurs, résistance dirigée par Schmerling, toujours encore sur la brèche. Pour briser cette opposition, le président du Conseil se vit même obligé de recourir à l'expédient habituellement usité en ce cas, et qui consista à faire une fournée de vingt-six pairs nouveaux, pris dans la majorité slave et cléricale qui soutenait le Gouvernement. On parvint ainsi à mettre l'opposition allemande en minorité

1. Kopp (Joseph), né à Vienne en 1827. Avocat renommé, fondateur du *Deutscher Volksverein*, député de Vienne: il fut un des adversaires les plus acharnés du ministère Hohenwart et l'un des organisateurs de la gauche allemande comme parti d'opposition.

à la Chambre des Seigneurs. Minorité, elle l'était également à la Chambre des députés, mais minorité assez imposante, avec laquelle on était obligé de compter. En effet, reconstituée définitivement sous le nom de « Vereinigte Linken » (gauches réunies), le 19 novembre 1881, l'opposition allemande y formait un groupe compact de cent cinquante députés, tous résolus à défendre énergiquement les droits de l'élément allemand en Autriche et à oublier pour l'instant toutes les divergences politiques qui pouvaient les séparer.

A chaque occasion qui se présente, et à cette époque de lutte les occasions ne manquent pas, les gauches réunies affirment avec énergie leur politique à la tribune et essayent surtout de ramener à elles les quelques députés allemands qui marchent encore avec la majorité ministérielle. Le 15 février 1882, notamment, M. de Plener junior [1], un des membres les plus actifs de la gauche allemande, celui qui dès lors est tout désigné pour succéder à M. Herbst, adresse, à la Chambre des députés, un vibrant appel [2] aux députés allemands qui continuent à siéger à droite ; mais

1. Plener (Ernst, baron de), né à Eger, le 18 octobre 1841, attaché, puis secrétaire d'ambassade à Paris (1865) et à Londres, il démissionne en 1873. Député de la Chambre de commerce d'Eger au Reichsrath (1873), il siège à gauche, et devient après M. Herbst le leader de la gauche allemande à Prague et à Vienne. Ministre des Finances du cabinet Windischgrætz (1893-1895) et président de la Cour des Comptes (juillet 1895).

2. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 176.

malgré tous ses efforts, l'opposition allemande est une minorité et minorité elle reste. Les événements le montrent clairement. En effet, le jour où les Tchèques demanderont la modification des circonscriptions électorales de la grande propriété foncière en Bohême, modification dont le but évident est d'y enlever la majorité aux Allemands, ce sera en vain que la gauche protestera avec énergie contre la proposition et que son opposition se fera de jour en jour plus irréductible. La loi qui donne satisfaction à ses adversaires n'en sera pas moins votée le 4 octobre 1882. Bien plus, les Tchèques, continuant le cours de leurs succès, obtiendront, au milieu de l'indignation croissante de tous les partis allemands, qui y voient l'atteinte suprême portée aux privilèges auxquels ils se croient en droit de prétendre sans discussion, les Tchèques obtiendront par le dédoublement de l'Université de Prague, la satisfaction nationale qu'ils réclamaient depuis si longtemps, une Université tchèque dans la capitale de la Bohême.

L'opposition, cependant, continue la lutte, tenace et énergique ; les discours succèdent aux discours. Ce sont là souvent de fort belles manifestations oratoires, mais leur effet sur la marche des affaires est à peu près nul. Tout ce que l'on peut en déduire, c'est que, visiblement et volontairement, les partis allemands exagèrent leur caractère national allemand, pour opposer au ministère une résis-

tance basée uniquement sur un sentiment national, politique, en effet, fort habile. Le discours, par exemple, prononcé, à la Chambre des députés, par le député Carneri, le 27 février 1883 et surtout celui qu'y prononçait le 28 février 1883 le député Menger, sont extrêmement significatifs à cet égard[1]. Dans le désir de ne pas trop fatiguer le lecteur par des citations trop nombreuses, nous nous bornerons à emprunter au discours du député Menger un passage, dont M. Jules Preux nous donne la traduction qu'on va lire. Voici, en effet, les paroles que, le 28 février 1883, prononçait à la tribune autrichienne, M. Menger, et qu'accueillaient de vifs applaudissements : « Je crois que dans les circonstances actuelles, nous devons employer nos forces à ce à quoi elles sont destinées, c'est-à-dire à réclamer, étendre, renforcer *la grande idée nationale allemande*[2]. » Cette phrase nette et claire nous prouve amplement jusqu'à quel point la lutte contre le ministère Taaffe a surexcité et aigri l'opposition allemande, car elle est alors la base du programme même de gens qui ne sont aucunement des adeptes des idées de M. de Schœnerer.

Il est vrai, pourrait-on dire, que les discours ne sont pas tout, que les idées, pour frapper davantage les imaginations, y revêtent souvent une forme

1. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 176 et 177.
2. Jules Preux, *la Question des langues et les conflits de nationalités en Autriche sous le ministère du comte Taaffe* (1879-1888), p. 25.

exagérée, qui ne répond pas au fond de la pensée de ceux qui les prononcent. Soit! Mais voilà qu'en cette même année 1883, nous voyons apparaître, pour la première fois croyons-nous, dans les « Landtage » (diètes) de la Cisleithanie des « Deutsch-Nationale » (Allemands-Nationaux), et même dans une province, des députés qui s'intitulent ouvertement « Schœnerianer » (partisans de Schœnerer), et cette dernière étiquette, notamment, dispense de tout commentaire.

Toutes réserves faites pour la difficulté très grande qu'il y a, surtout en Autriche, à déterminer exactement quelles opinions réelles cache une étiquette politique, les chiffres qui suivent et que nous empruntons à M. Julius Patzelt, qui les donne à la fin de son *Œsterreichisches Jahrbuch* de 1898 [1], nous permettent de nous faire une idée aussi juste que possible de l'étendue du mouvement, soit simplement allemand-national, soit déjà pangermaniste à cette époque.

Au Landtag de la Basse-Autriche, nous trouvons, en 1883, 6 Allemands-Nationaux, votant avec la majorité de la Diète, et 9 « Schœnerianer », faisant partie de la minorité, sur 68 membres. On peut noter en passant qu'ici les pangermanistes purs l'ont emporté sur les Allemands-Nationaux et qu'en général les deux groupes y votent différemment.

1. Julius Patzelt, *Œsterreichisches Jahrbuch*, 1898. Wien, 1899, p. 186-188.

Dans la Haute-Autriche, par contre, sur les 50 membres de la Diète, il n'y en a encore aucun qui s'intitule Allemand-National, ni à plus forte raison adepte de Schœnerer. En Styrie, 16 Allemands-Nationaux, appartenant à la majorité de l'assemblée, sur 63 membres. En Bohême, 36 Allemands-Nationaux, groupe de la minorité, sur 242. En Silésie, 3 Allemands-Nationaux, englobés dans la majorité, sur 31 membres. Ces chiffres sont assez curieux à connaître ; ils nous prouvent, en effet, sans entrer dans une étude approfondie de leur signification que nous ne voulons pas entreprendre ici, que si nulle part nous ne trouvons encore une majorité à caractère national-allemand, dans certaines provinces, cependant, le mouvement compte déjà un nombre assez respectable de partisans. Le fait aussi que les Nationaux-Allemands font partie tantôt des majorités des Diètes, tantôt des minorités, nous fournit des indications assez intéressantes sur l'état d'esprit qui règne dans les diverses provinces de la Cisleithanie en 1883. Nous ne pouvons malheureusement que laisser au lecteur le soin de tirer d'autres conclusions des chiffres que nous lui donnons, car les commenter nous entraînerait trop loin du cadre de cette étude, qui ne prétend qu'à être une esquisse historique rapide du développement et de l'évolution de l'idée pangermaniste en Autriche.

Nous sommes, à cette époque, bien loin d'une

accalmie quelconque, et l'année 1884 voit le mouvement s'accentuer encore et la crise devenir de plus en plus aiguë. Voici, par exemple, pour nous le prouver, le député Foregger qui, nous dit la *Neue Freie Presse* du 9 janvier 1884, parlant à ses électeurs en Styrie, leur expose son programme de la manière suivante, très claire, comme on va le voir. Il insiste, en effet, sur ce fait qu'un des points capitaux du programme de son parti (il est Allemand-National fort avancé, comme ses déclarations le prouvent) c'est (nous empruntons la traduction de ce passage à l'intéressant ouvrage déjà cité de M. Jules Preux [1]) « l'accession durable et intime (engst dauernder Anschluss) des pays héréditaires allemands de l'Autriche à l'empire d'Allemagne ». Quelques jours après, c'est la proposition intransigeante du comte Wurmbrand de décréter, en pleine ère de concessions aux nationalités non allemandes, l'allemand langue d'État unique en Cisleithanie. Le 29 janvier 1884, la proposition Wurmbrand est repoussée à 31 voix de majorité, par 186 voix contre 155.

L'opposition, cependant, ne désarme pas. Deux jours après cet échec, le 31 janvier 1884, le député Hallovich prononçait à la Chambre des députés un discours typique et sensationnel où nous relevons notamment le passage suivant, fort significatif

1. Jules Preux, *op. cit.*, p. 25.

comme on va le voir, et dont nous donnons ici la traduction aussi fidèle que possible : « *Le peuple allemand en Autriche a repris conscience de son existence; il veut, à partir d'aujourd'hui, être allemand et il le sera.* Au milieu d'un grand combat national, il commence à avoir honte d'être une race sans caractère national (« ein national geschlechtsloses Geschlecht », littéralement une race sans sexe national, expression très vigoureuse qu'on ne peut malheureusement rendre dans toute sa force en français) et de passer pour tel[1]. »

Ainsi, le sentiment national allemand s'exaspère et s'aigrit de jour en jour visiblement chez les Allemands d'Autriche ; en même temps, malgré leurs efforts, ils continuent à perdre du terrain, et ce second fait est sans doute, en grande partie, la cause du premier.

Les défaites subies par les partis allemands sont en effet indéniables. En cette même année 1884, ils sont mis en minorité à la Diète de Bohême, ce qui est pour eux un coup sérieux, quoique prévu. En désespoir de cause, ils se rabattent alors, pour préserver l'influence allemande, si fortement ébranlée en Bohême, sur l'idée de la division de la Bohême en deux parties nettement distinctes. Cette division s'effectuerait d'après la nationalité des habitants et c'est à la faciliter que tend indirectement la

1. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 146-147.

première proposition en faveur d'un remaniement des circonscriptions électorales, que soumet à la Diète, d'ailleurs sans succès, en 1884, M. Herbst, l'illustre vétéran, toujours sur la brèche, l'ancien ministre de la Justice du cabinet Karl Auersperg de décembre 1867.

Ainsi l'année 1884, elle aussi, s'est montrée incapable d'amener cet apaisement si désirable, mais si terriblement difficile à réaliser. Bien au contraire, elle n'a réussi qu'à rendre plus âpres encore les rivalités, qu'à envenimer davantage les luttes des nationalités, et ainsi, par un effet très humain, quoique profondément regrettable au point de vue autrichien, l'année 1884 a fait passer de plus en plus la direction, tout au moins apparente, des partis allemands, des mains des modérés, des libéraux, résolument Autrichiens quoique en même temps Allemands, à ceux des Allemands d'Autriche qui, plus violents et plus intransigeants, voient désormais leur dernière chance de triompher dans une attitude humble et servile vis-à-vis du puissant voisin du nord-ouest, auquel ils vont s'offrir de jour en jour plus ouvertement et plus hardiment.

C'est au milieu de toute cette agitation croissante que s'ouvrait l'année 1885, année importante et redoutable, puisqu'elle ramenait les élections et que la lutte électorale ne pouvait manquer d'être particulièrement violente. Les partis allemands l'engagèrent très vaillamment, et leur cohésion fut assez

grande pour leur permettre de se constituer solidement. Après ces élections, une grande partie des députés allemands formèrent un groupe nouveau, le « Deutscher Club » (Club allemand). Ce nouveau groupement avait pour lien principal, comme son nom l'indique déjà clairement, le souci primordial de l'intérêt allemand, auquel toute autre question devait être subordonnée. Ce Club se composait des 50 députés nationaux allemands que les électeurs avaient envoyés à la Chambre, et constituait ainsi un groupe d'une réelle importance. Le programme sur lequel ses membres avaient été élus avait certes un caractère nettement national-allemand ; mais cependant ils n'osaient pas aller jusqu'à prôner ouvertement, officiellement, l'annexion à l'Allemagne.

L'ensemble de leur programme était, d'ailleurs, curieux à beaucoup de points de vue. D'une manière générale, ils se montraient partisans d'un socialisme d'État qui n'était pas leur invention, et dont ils avaient sans doute emprunté l'idée à l'Allemagne. Ils visaient de plus, résultat pratique alors, à rendre aux Allemands la majorité au Reichsrath, et pour y parvenir ils proposaient une réforme assez intéressante. Ils avaient été, en effet, frappés du fait que les députés polonais en étaient arrivés de par leur propre cohésion et la balance à peu près égale entre les autres grands partis à la Chambre, à être les maîtres de la situation au

Parlement et à décider presque toujours par leur vote de la majorité dans un sens ou dans l'autre. Pour remédier à ce mal, les membres du Club allemand proposaient de donner à la Pologne une situation à part dans la monarchie, et d'écarter ainsi, moyennant certains avantages, ses représentants du Reichsrath central, convaincus qu'ils étaient qu'il serait ensuite beaucoup plus facile de venir à bout du ministère Taaffe et de reconstituer une majorité allemande.

Ils étaient, bien entendu, partisans résolus de l'alliance austro-allemande et prônaient aussi la soumission de l'Église à l'État. Le programme des Nationaux-Allemands en faisait donc, en 1885, en somme, un parti inclinant au socialisme d'État, prussophile, et légèrement anticlérical. Néanmoins la plupart des Nationaux-Allemands, tout en constituant le Deutscher-Club, continuèrent à figurer parmi les membres du grand parti qui, sous le nom de « Deutsch-Liberale » (Allemands-Libéraux), englobait la quasi-totalité de l'opposition allemande et comptait le chiffre très respectable de 132 représentants.

Ces élections, précédées d'une lutte électorale d'une intensité rare, modifiaient en somme assez peu la situation. A la Chambre, l'animosité entre Allemands et non-Allemands est toujours aussi grande et ne fait même que s'accroître. Le point de vue auquel se placent les députés allemands est tou-

jours le même et il est hautement affirmé, par exemple, dans les discours prononcés par le député Carneri le 17 octobre 1885 et par le député Knotz le surlendemain [1]. De plus en plus, les Allemands s'attachent, comme à la planche de salut suprême, à l'idée de la division de la Bohême en deux parties distinctes. Le 15 décembre 1885, dans un discours remarquable, M. de Plener, reprenant sous une forme un peu modifiée la proposition présentée sans succès l'année précédente par M. Herbst, commençait une campagne énergique en faveur de cette division. Si l'on envisage tout cet ensemble de faits, si surtout on se rend compte de l'état d'esprit qui règne à la fin de cette année 1885 dans le monde politique, on peut, croyons-nous, affirmer que les élections de 1885 et l'agitation qui les a précédées n'ont eu d'autre résultat que d'élargir davantage le fossé qui sépare les Allemands d'Autriche des autres nationalités de la Cisleithanie et du ministère qui s'appuie sur elles, et d'accentuer encore, si possible, le caractère national allemand d'une notable partie de l'opposition allemande.

L'avenir ne devait, d'ailleurs, que confirmer cette opinion, car l'année 1886, qui s'ouvrait sur ces entrefaites, devait voir l'histoire du mouvement national-allemand continuer à se dérouler avec une

1. Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 178.

régularité quasi-mathématique. En effet, voici M. de Plener (qui n'est cependant certainement pas un National-Allemand) qui continue résolument la campagne entamée par lui en décembre précédent en vue de la division de la Bohême. Les deux fort beaux discours qu'il prononce le 18 et le 19 janvier 1886 n'empêchent pas, d'ailleurs, sa proposition d'être repoussée. C'est sur la Bohême que se concentrent alors les efforts de tous. C'est, en effet, de Bohême encore que, sous la forme d'une pétition portant les signatures de 1.700.000 Allemands de Bohême, part une protestation contre les fameuses ordonnances de 1880, dont nous avons parlé plus haut. Cette pétition monstre est d'ailleurs rejetée par le Reichsrath, et le ministre de la Justice, M. Prazak[1] édicte même le 23 septembre 1886, au sujet du « Oberlandesgericht » (cour d'appel) de Prague, une ordonnance qui complète celles de 1880.

Les Allemands ne se découragent cependant pas encore. Le 22 décembre 1886, M. de Plener, décidément infatigable, soumet à nouveau à la Diète de Bohême le projet de division de la Bohême en

1. Prazak (Aloys, baron de), né à Ungarisch-Hradisch (Moravie), le 21 février 1820. Avocat à Brünn, siège en 1848 à la Diète de Moravie et au Reichstag sur les bancs de la droite slave. Réélu en 1861, devient le chef du parti tchèque modéré, ministre sans portefeuille dans le cabinet Taaffe (12 août 1879), puis ministre de la Justice (avril 1881), auteur des ordonnances linguistiques de 1881 et de 1886. Devant l'hostilité violente des partis allemands, il se voit obligé de résigner le portefeuille de la Justice en octobre 1888 et ses fonctions ministérielles en août 1892.

deux. Ce projet présente pour nous plus d'intérêt encore qu'on ne pourrait le croire; en effet, la principale objection que lui aient faite ses adversaires, c'était que son adoption et son exécution traceraient par avance le cadre d'une annexion future de la Bohême allemande à l'Allemagne. Nous n'avons pas ici à examiner si oui ou non cette objection était fondée, mais ce que l'on peut affirmer c'est que l'apôtre incontesté du projet, M. de Plener, n'agissait certainement pas dans le but de préparer cette annexion, car ce serait l'œuvre d'un pangermaniste, et c'est ce que M. de Plener n'est pas.

Le succès fut, d'ailleurs, encore cette fois-ci, négatif. La Diète, saisie du projet de M. de Plener, se contenta, en effet, de passer purement et simplement à l'ordre du jour. A quoi les députés allemands, suivant leur chef, M. Schmeykal, répondirent en quittant en masse la salle des séances. C'est désormais la rupture absolue, l'état de guerre ouverte et acharnée entre les Tchèques et les Allemands, qui cessent tous rapports. Sans doute, la situation des Allemands en Bohême n'est pas extrêmement brillante à cette époque de crise; mais incontestablement ils s'exagèrent encore leurs malheurs, en se posant presque en martyrs, ce qui n'était, d'ailleurs, peut-être pas une mauvaise tactique. C'est le moment, en effet, en 1886, où leur devise sonne comme un cri à la fois de guerre et

de détresse : « Lieber Deutsch sterben als tchechisch verderben » (Plutôt mourir Allemand que pourrir Tchèque).

Les Allemands défendent cependant pied à pied leur antique prépondérance en Cisleithanie. Toute la politique autrichienne pendant cette période, si curieuse à tant de points de vue, du ministère Taaffe, semble être un perpétuel recommencement. Voici, en effet, que, reprenant sous une forme un peu différente l'audacieuse proposition du comte Wurmbrand, qui avait été (nous l'avons vu plus haut) repoussée deux ans auparavant, le baron de Scharschmid, vient, au nom du parti national-allemand, demander que l'allemand soit proclamé langue officielle en Cisleithanie. Manifestation platonique, d'ailleurs, qui n'eut pas un sort meilleur que la proposition Wurmbrand. De part et d'autre, on s'aigrit de plus en plus, les discussions s'enveniment sans cesse ; tout le monde a perdu son sang-froid, et de tous côtés pleuvent les revendications, les exigences, les protestations ou les plaintes.

C'est pourtant à ce moment où tous, Tchèques aussi bien qu'Allemands, paraissent avoir perdu toute notion de l'intérêt général du pays, que l'année 1887 va voir se dessiner un mouvement nouveau, et s'esquisser, chose presque incroyable dans une crise pareille, une scission très nette dans les partis allemands. Depuis le temps, en

effet, que les Allemands combattent côte à côte contre le ministère, ils ont pu se connaître mieux, et les Allemands libéraux, bons Autrichiens avant tout, malgré des égarements passagers, qui déplorent sincèrement la situation politique, qu'ils jugent à tort ou à raison néfaste pour le pays, ont fini par se rendre compte qu'il y a, à côté d'eux, des Allemands qui sont, au fond, enchantés de cette crise aiguë, parce qu'ils croient que la politique tchéquophile du comte Taaffe doit fatalement jeter les Allemands d'Autriche dans les bras de l'Allemagne. De là, les malentendus une fois dissipés, des tiraillements, et à bref délai une scission inévitable. Ces tendances contraires se font jour, pour la première fois, d'une manière éclatante, dans le grand débat qui eut lieu à la Chambre des députés, en avril et en mai 1887, au sujet toujours de la Bohême. Le motif de ce débat, c'était une interpellation du député Knotz sur la politique suivie par le gouverneur de la Bohême. Après un discours assez violent du député Menger le 26 avril 1887[1], ce fut le tour de M. Herbst, dont le remarquable discours, prononcé à la séance du 30 avril, marque très clairement que les Allemands libéraux veulent être avant tout Autrichiens, et que c'est *en tant qu'Autrichiens* qu'ils déplorent la politique du ministère Taaffe et ses conséquences,

1. Voir *Extraits :* Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 179.

au premier rang desquelles ils placent l'attraction sans cesse grandissante, et par eux réprouvée, qu'exerce de plus en plus sur certains Allemands d'Autriche, l'empire allemand.

Voici la traduction aussi exacte que possible d'un des passages les plus significatifs du magnifique discours de M. Herbst, dont le patriotisme autrichien éprouvé ne saurait être mis en doute, et à qui une longue et glorieuse carrière donnait le droit de parler au nom des représentants les plus distingués des Allemands d'Autriche : « Le sentiment de solidarité des Allemands en Autriche, disait M. Herbst, ne doit pas être indifférent à l'État... *Et voilà pourquoi il est de l'intérêt de l'Autriche que les Allemands en Autriche restent étroitement unis, qu'ils gravitent vers la ville de Vienne, considérée comme le centre de gravité de l'Autriche, et voilà pourquoi aussi il est de l'intérêt de l'Autriche qu'on ne leur rende pas cette ligne de conduite de plus en plus difficile à suivre*[1]. » En regard de ces fort belles paroles, si sincères et si loyales, qu'affaiblirait tout commentaire, il convient de placer aussitôt, comme contraste frappant, l'opinion opposée, dans toute sa violence singulièrement suspecte au point de vue autrichien, l'opinion opposée qui est, en somme, le dernier mot et l'expression la plus brutale de la doctrine pangermaniste. Nous la trouverons dans le discours

1. Voir texte allemand : Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 145-146.

que prononça, le 5 mai 1887, le député Knotz, l'instigateur de ce grand débat, et dont voici, traduit aussi fidèlement que possible, le passage culminant : « Lorsque je considère la situation désespérée de cet État marécageux, blessé à mort, qui occupe les bords du Danube, je me sens rassuré par une phrase que j'ai lue récemment, et qui fut prononcée par l'ancien ministre de Saxe à la cour de Vienne, le comte Vitzthum, en cette année orageuse de 1848, au sujet de l'Autriche, qu'une femme spirituelle et influente appelait alors le petit franciscain (das Franciscanerl), la petite pastille à brûler de l'encens (das Räucherkerzchen). Voici quelle était la phrase du comte Vitzthum : Une seule pensée me soutient, *c'est que le jour où ce petit franciscain consumé* (dieses ausgebrannte Franciscanerl) *qu'est l'État autrichien devra fatalement tomber en poussière, sa cendre servira d'engrais au sol allemand*[1]. »

La simple opposition des passages principaux de ces deux discours de M. Herbst et de M. Knotz nous paraît indiquer assez clairement la scission inévitable entre les partis allemands. Et cette scission, fatalement, du moment qu'elle a pu se dessiner, ne fera que s'accentuer de jour en jour. Les paroles de M. Knotz nous semblent, de leur côté, assez éloquentes dans leur violence un peu sauvage, dans leur franchise presque féroce pour pouvoir se pas-

1. Voir texte allemand : Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 179-180.

ser, elles aussi, de tout commentaire. Regrets sincères au sujet de la situation critique d'un côté, désir avoué que les choses aillent de plus en plus mal, pour que le mécontentement général facilite l'œuvre pangermaniste de l'autre, voilà le tableau de l'état d'esprit tel qu'il règne en 1887 dans les deux fractions allemandes. Il est clair et saisissant, et le débat qui l'a mis ainsi en lumière nous paraissait, par conséquent, ne pas devoir être laissé de côté. Nous ne signalerons, d'ailleurs, en dehors des deux manifestations oratoires de M. Herbst et de M. Knotz qu'un discours intéressant, lui aussi, prononcé par le député Sturm le 12 mai. Ce discours, en effet, très mélancolique et fort pessimiste, appelle l'attention de tous sur une vérité que l'avenir justifiera et confirmera. L'orateur y prédit, en termes éloquents, au comte Taaffe, qu'il réussira à blesser profondément les Allemands, sans pour cela satisfaire complètement les Slaves, et qu'ainsi le jour viendra où, ne pouvant plus compter, dans l'état actuel des choses, sur l'appui des uns ni des autres, il devra fatalement chercher à regagner à nouveau les sympathies des Allemands, que ceux-ci, à leur tour, lui feront alors payer cher [1]. C'est là une note assez nouvelle, une vue originale et clairvoyante de la situation qui méritait, par conséquent, d'être signalée.

1. Voir texte allemand : *Extraits :* Dr Gustav Kohn, *op. cit.*, p. 152.

Mais ici encore l'on pourrait nous objecter que cette scission des partis allemands, tant qu'elle ne se manifeste que par des discours, peut n'être qu'apparente. Soit. Mais à côté des discours, il y a d'autres symptômes, d'autres preuves de son existence réelle. Voici, en effet, qu'en 1887 se constitue dans ce « Deutscher Club » (Club allemand), qui déjà ne comprenait pas toute l'opposition allemande, et ne se composait guère que d'Allemands-Nationaux, un sous-groupe. Et ce sous-groupe, par le titre qu'il se donne et par les raisons qui motivent sa constitution, est l'indice évident qu'une scission effective se prépare non seulement entre Allemands-Libéraux et Allemands-Nationaux, mais aussi dans le sein même de ces Allemands-Nationaux. Ce sous-groupe, en effet, s'intitule la Deutsch-Nationale Vereinigung » (l'union nationale allemande). Il a pour chef le Dr Steinwender, et se compose d'une cohorte d'avancés qui trouvent la majorité du Deutscher Club elle-même trop tiède pour l'idée nationale-allemande. Sans que le titre de pangermaniste figure encore sur l'étiquette de ce groupe, on voit cependant qu'il pourrait justement s'en parer.

En Bohême, la situation n'a guère changé ; elle est toujours plus que tendue, puisque les Allemands refusent obstinément de siéger à la Diète pendant toute la session 1887-1888. De quelque côté que l'on se tourne, on est donc obligé de reconnaître que, partout l'année 1887 a vu la lutte pour la supré-

matie en Autriche augmenter d'âpreté, de violence, nous dirions presque même, devenir féroce. Le seul fait dont puissent peut-être se réjouir les esprits raisonnables, qui réprouvent également les violences, de quelque parti qu'elles proviennent, c'est cet heureux quoique tardif retour des Allemands libéraux sur eux-mêmes, maintenant qu'ils ont enfin cessé d'être aveugles, et su comprendre le véritable but des agitateurs pangermanistes.

La scission, désormais nettement dessinée dans l'opposition allemande, va suivre son cours naturel, s'accentuer encore, et s'achever enfin en 1888. Le 6 novembre 1888, elle devient un fait accompli.

Ce jour-là, en effet, le reste du Deutscher Club, c'est-à-dire l'ensemble de tous ceux de ses membres qui ne font pas partie de la Deutsch-Nationale Vereinigung, se rallie solennellement à l'autre groupe de la gauche allemande, à celui qui depuis longtemps a vu les dangers de l'idée nationale allemande poussée à l'extrême, et qui, en conséquence, a pris le titre clair et net, sans équivoque, de « Deutsch-Œsterreichischer Club » (Club allemand-autrichien). Ces deux groupes importants, qui fusionnent ainsi, adoptent un programme commun, et leur réunion constitue alors la « Vereinigte Deutsche Linke » (gauche allemande unie). Au terme de cette évolution, c'est-à-dire à la fin de 1888, la situation des partis allemands à la Chambre est donc la suivante : « Vereinigte Deutsche Linke » [c'est-à-

dire, en somme, l'ancien parti des Deutsch Liberale (Allemands-Libéraux) reconstitué par la fusion du Deutsch-Œsterreichischer Club et de la fraction modérée du Deutscher Club] : 112 membres. Puis la « Deutsch-Nationale Vereinigung » du Dr Steinwender : 16 membres. Enfin, un groupe extrême de 5 députés, qui trouve la Deutsch-Nationale Vereinigung elle-même trop modérée, et qui, empruntant son nom à celui de son chef, M. de Schœnerer, est connue sous le nom de Schœnerer Fraction (groupe Schœnerer). La scission, définitivement effectuée en 1888 parmi les 133 membres qui forment la gauche allemande sur 353 députés que compte alors la Chambre, est donc fort précise et très facile à comprendre.

Notons d'ailleurs qu'à cette époque, le véritable parti pangermaniste, le parti sérieux, c'est la Deutsch-Nationale Vereinigung ». Le parti Schœnerer, n'a en effet, encore que peu d'influence politique et ne se signale guère (mais il est vrai alors avec retentissement) que par des scandales et des violences dignes tout au plus de bandes d'insurgés. Le parti Schœnerer se trouvait aussi, à ce moment, tout au moins passagèrement, privé de son chef, que des démêlés avec la justice de son pays obligeaient à se retirer pour quelque temps de la vie politique. En effet, le journal *Neues Wiener Tagblatt* ayant eu l'audace de lancer faussement la nouvelle de la mort de l'empereur Guillaume Ier, M. de Schœ-

nerer considéra cet acte comme une offense personnelle. Avec sa douceur habituelle, l'apôtre du pangermanisme en Autriche pénétra de force dans les bureaux du *Tagblatt*, où il se livra à une démonstration violente suivie de voies de fait. Un procès s'ensuivit qui tourna mal pour le fougueux champion de Guillaume Ier. Sa petite descente à main armée dans les bureaux du *Tagblatt* lui valut en effet quatre mois de prison, la perte de son titre de chevalier et de son mandat de député (5 mai 1888). Il put ainsi aller jouir de loisirs momentanés loin du Parlement et de la vie politique, au château de Rosenau où il se retira, et réfléchir aux inconvénients qu'il y a à vouloir convertir les gens aux opinions qu'on professe, à coups de canne. Il parut même, pendant quelque temps, avoir renoncé à la politique. Malheureusement pour l'Autriche, l'avenir devait prouver que ce n'était pas une retraite définitive, et nous retrouverons bientôt le nom du célèbre agitateur, entouré du bruit et des scandales qui paraissent son escorte la plus chère. Son parti devient d'ailleurs de plus en plus friand des manifestations bruyantes dans la rue. C'est ainsi, par exemple, que, quand l'empereur Guillaume II[1]

1. Guillaume II, roi de Prusse, empereur d'Allemagne, né à Berlin, le 27 janvier 1859. Fils de l'empereur Frédéric III et de l'impératrice Victoria, entre dans l'armée le 27 janvier 1869, lieutenant au 1er régiment d'infanterie de la Garde royale le 27 janvier 1877, il suit les cours de l'Université de Bonn jusqu'en 1879, épouse, le 21 février 1880, la princesse Augusta-Victoria de Slesvig-Holstein, Sonderburg-Augustenburg et monte sur le trône le 13 juin 1888.

viendra à Vienne, au mois de septembre 1888, les bandes antisémites de M. de Schœnerer (car cet admirable créateur d'instruments de discorde est en même temps le fondateur presque incontesté de l'antisémitisme en Autriche) crurent de bon ton d'acclamer le jeune monarque allemand comme « leur empereur », ce qui, bien entendu, n'alla pas sans causer quelque scandale.

Ceci dit, détournons-nous un instant de toute cette agitation, à vrai dire un peu factice, pour jeter un coup d'œil sur ces assemblées provinciales qui nous donnent aussi des indications assez précieuses sur l'état d'esprit du moment. Voici, toujours d'après M. Julius Patzelt[1], la situation pendant les années 1889-1890-1891. Dans la Basse-Autriche, les Allemands-Nationaux qui comptaient, en 1883, 6 représentants, groupe de la majorité, sur 68 membres de la Diète, ne sont plus que 4 sur 72, et en même temps les Schœnerianer (qui faisaient eux partie de la minorité), de 9 sur 68 en 1883, sont tombés à 2 sur 72. Voilà donc une province où les Allemands-Nationaux et les Schœnerianer ont incontestablement perdu beaucoup de terrain depuis 1883. En Haute-Autriche, il est vrai, alors qu'en 1883, aucun des 50 membres du Landtag ne s'intitulait Allemand-National, il y a un Allemand-Natio-

Depuis ce moment-là, son histoire est trop connue pour qu'il soit nécessaire de la rappeler ici.

1. Julius Patzelt, *op. cit.*, p. 186, 187, 188.

nal en 1889-1890. En Styrie, situation stationnaire : 16 Allemands-Nationaux, appartenant à la majorité, sur 63 membres en 1883, mêmes chiffres et même attitude politique en 1889-1890. En Carinthie, en 1883, nous n'avions pas eu à signaler d'Allemands-Nationaux ; en 1889-1890 il y en a 3 qui font partie de la majorité sur 37 membres du Landtag, proportion, par conséquent, encore peu inquiétante. En Bohême, les Allemands-Nationaux, formant le groupe le plus acharné de l'opposition, comptaient, en 1883, 36 représentants; en 1889-1890-1891, ils sont encore 35, toujours aussi irréductibles d'ailleurs. Leurs pertes, dans cette province, sont donc insignifiantes. En Moravie, nous voyons subitement surgir en 1889-1890-1891, 9 Allemands-Nationaux, appartenant à la majorité, sur 100 députés. En Silésie, enfin, il nous faut signaler un progrès assez sensible du parti national-allemand, puisque de 3 représentants qui font partie de la majorité sur 31 membres en 1883, il a passé, sans changer d'attitude politique, à 5 sur 31 en 1889-1890-1891.

Pour résumer tout ce tableau forcément un peu aride et un peu compliqué, on peut dire que les Allemands-Nationaux et les Schœnerianer semblent avoir perdu du terrain en Basse-Autriche très nettement et en Bohême très légèrement ; leur situation est restée stationnaire en Styrie, et ils ont au contraire gagné du terrain en Haute-Autriche et en Carinthie un peu, en Silésie et en Moravie sensible-

ment; mais il est assez curieux de constater que c'est précisément dans les provinces où la lutte est très ardente, comme en Bohême et en Basse-Autriche (province très importante à cause de Vienne qui en est la capitale) que le parti national-allemand semble forcé de reculer, et ceci est un symptôme fâcheux pour un parti qui, comme celui-là, devait au contraire jusqu'ici une grande partie de ses succès à l'état de crise qui avait présidé à sa naissance.

Si nous prenons maintenant le total des représentants du parti national-allemand aux Landtage des provinces que nous avons examinées en 1883 et en 1889, nous trouvons que les Allemands-Nationaux avaient 70 représentants sur 591 en 1883 et en ont 75 sur 595 en 1889. En 1889, par conséquent, sur 595 députés aux Diètes dans les provinces étudiées par M. Patzelt, le parti national-allemand en comptait 75, ce qui nous donne la proportion assez considérable sans doute, mais encore peu inquiétante de 12,6 0/0. Voilà, en somme, la situation du parti national-allemand à cette époque, telle qu'elle se dégage de l'examen des assemblées provinciales.

En regard de ce tableau du mouvement pangermaniste dans les provinces de la Cisleithanie, il est intéressant de voir ce qu'une institution, qui travaillait à l'œuvre de germanisation sans doute (elle ne s'en cachait d'ailleurs nullement), mais sans violence et qui avait refusé le patronage de Berlin,

le « Deutscher Schulverein » (l'association scolaire allemande), dont nous avons vu la création en 1880, avait fait depuis cette époque. Eh bien, cette institution, purement autrichienne, a prospéré d'une manière vraiment remarquable, puisqu'en 1890 le Deutscher Schulverein se trouve avoir fondé en dix ans (nous donnons ces chiffres d'après M. Auerbach[1]) 1.029 groupes locaux et posséder 65 établissements à lui. Et, en toute impartialité, il nous semble qu'on peut affirmer qu'en ce faisant, le Deutscher Schulverein avait mieux servi la cause allemande en Autriche que n'avaient su le faire toutes les violences de langage et autres des pangermanistes.

La cause allemande allait, d'ailleurs, remporter en 1891 un succès tout à fait inespéré. En Bohême, en effet, avait surgi un parti nouveau, le parti des Jeunes Tchèques, qui accusait le célèbre groupe des Vieux Tchèques d'être trop modéré et de ne pas mener la campagne en faveur des droits des Tchèques avec toute l'énergie voulue. La crainte commune qu'inspira aux Allemands et aux Vieux-Tchèques ce parti jeune et plein d'ardeur fut assez forte pour amener, fait invraisemblable, un accord momentané entre ces deux partis, et, grâce à cet accord, les Allemands rentrèrent à la Diète et manœuvrèrent même assez habilement pour y ressaisir la majorité. C'était là un succès important,

1. Bertrand Auerbach, *op. cit.*, p. 62.

mais il est bon de faire remarquer qu'il était dû surtout à l'intelligence politique des Allemands modérés, qui, en acceptant une alliance avec l'ennemi de la veille, rendirent une fois de plus à la cause allemande un service inestimable, un de ceux dont les Allemands-Nationaux, par leur entêtement politique et leur intransigeance, étaient et sont encore totalement incapables.

Nous avons vu la situation des Allemands-Nationaux dans les différentes provinces. Il est temps maintenant de revenir à Vienne et de nous demander ce que devenaient les partis allemands en général au Parlement central. Les Allemands libéraux (Deutsch liberale) qui, avec quelques ralliés de l'ancien Club allemand forment la gauche allemande unie et étaient 132 en 1885 et 112 en 1888, ne sont plus en 1891 que 105. Ils perdent par conséquent encore un peu de terrain, quoique moins que pendant la période précédente, et leur sort est ainsi celui qui échoit trop souvent aux partis modérés aux époques de crise, où ils se voient plus ou moins abandonnés au profit des partis violents dont le programme satisfait mieux les passions. Ils forment, néanmoins, encore un parti très important, fort compact, dont les chefs sont M. de Plener, l'orateur éloquent et tenace que nous avons déjà vu à l'œuvre, et M. de Chlumetzky [1], qui ont tous deux été élevés à la bonne

1. Chlumetzky (Jean de), né à Zara, le 23 mars 1834, étudiant à Brno (Brünn) et Olomouc (Olmütz), puis entre dans l'adminis-

école ; ce sont en effet d'anciens lieutenants de M. Herbst. Leur programme a été fort discuté et très diversement interprété ; certains écrivains même, comme M. Léon Sentupéry [1] ont cru pouvoir le résumer dans cette formule : « Pangermanisme, progrès et liberté ! » Mais ici évidemment M. Sentupéry ne donne pas au mot « pangermanisme » le sens qu'il a aujourd'hui de l'aveu de tous, car il est impossible de prêter à ce parti la doctrine véritablement pangermaniste, qu'il a toujours hautement répudiée et souvent vigoureusement combattue. Son programme ne pouvait certes contenir plus que le mot « germanisation ». Nous aimerions mieux, par conséquent, pour ne laisser subsister aucune équivoque, exprimer ce programme par la formule suivante : « Prépondérance politique en Autriche de l'élément allemand, progressiste et libéral. » Et n'est-ce pas là, moins la partie relative à l'Allemagne sur laquelle depuis 1866 et 1871 l'Autriche ne peut plus avoir de vues, l'éternel programme du parti des « Freisinnige Deutsche » de 1848 ?

A côté de ce parti, voici à peu près reconstitué en une seule masse, le groupe des 21 Allemands-

tration, député à la Diète de Moravie, il devient membre du parti centraliste lors de son élection au Reichsrath, ministre de l'Agriculture dans le cabinet Adolf Auersperg (1871), puis ministre du commerce après la retraite de M. Banhans (1879), se retire lors de la constitution du cabinet Taaffe (août 1879), fut au Reichsrath et à la Diète de Moravie un des chefs du parti dit constitutionnel.

1. Léon Sentupéry, *l'Europe politique en* 1892. *Gouvernement, Parlement, Presse*, t. I. Paris, 1893-1894, p. 298.

Nationaux (Deutsch-Nationale), qui reconnaissent, avec plus ou moins de docilité d'ailleurs (et plus souvent moins que plus) M. Steinwender pour chef. C'est là le groupe qui se pique d'être avant tout allemand ; il se recrute principalement parmi les représentants de la Styrie. La fraction Schœnerer qui, à ce moment, compte officiellement, parmi les membres de ce parti, se trouve, en fait, en marge du groupe, en extrême pointe d'avant-garde de l'armée nationale allemande.

Quels sont alors les hommes marquants de cette armée qui nous intéresse, puisque c'est elle qui défend et prône l'idée pangermaniste dont nous examinons ici rapidement l'évolution et le développement ? Un nom évidemment domine tous les autres : c'est celui de M. Schœnerer. Mais le grand prêtre du pangermanisme autrichien n'est pas encore ressorti de sa retraite et son astre subit alors une éclipse, d'ailleurs hélas ! seulement momentanée. A tout seigneur, tout honneur, voici ensuite le chef officiel du parti, M. Steinwender, chef officiel, et pas autre chose, car il n'a rien de ce qui caractérise un grand agitateur, un leader de parti d'opposition, ni même un chef de parti quelconque ; c'est en effet un homme calme et plutôt modéré, un chef que le parti traîne le plus souvent à sa remorque. Voici encore M. Bareuther et un autre personnage, plus intéressant, M. Hauck. Celui-ci est plutôt antisémite que national-allemand, ou, pour mieux dire, est

avant tout antisémite. C'est un ami personnel de Schœnerer, dont l'entrée à la Chambre a été sensationnelle, puisqu'en 1891 il a réussi à enlever le siège de Wieden au député libéral sortant, M. Matscheko, dont ce siège était depuis longtemps l'apanage. Citons encore M. Hofmann, député national-allemand de Styrie, et M. Roser, avant d'arriver à deux noms autrement importants, portés par deux députés qui ont, il est vrai, dès cette époque là, rompu virtuellement avec le groupe pangermaniste et allemand national, mais qui en ont fait partie. Le premier c'est M. Kayser. Celui-ci compte encore officiellement au groupe allemand-national, où il représente la Styrie. Mais il vient de faire en 1891 une profession de foi nettement antisémite, et chez lui se dessine de plus en plus clairement l'évolution qui le conduira à aller siéger bientôt parmi les membres du groupe clérical, que dirige le prince Aloïs de Liechtenstein [1], dont il est déjà un fervent admirateur. Le second de ces députés porte un nom encore beaucoup plus connu : c'est, en effet, le célèbre M. Lueger, aujourd'hui bourgmestre de Vienne, qui à déjà alors rompu violemment avec le parti pangermaniste, après avoir commencé par être un ardent démocrate pangermaniste. Il est en rébellion ouverte contre Schœnerer qu'il déteste, et

1. Liechtenstein (Aloïs, prince de), né le 18 avril 1846. Leader du groupe clérical à la Chambre où il siège depuis 1878 ; après une courte retraite en 1890, il reparaît en 1891 comme député antisémite.

depuis lors la haine que ces deux célèbres agitateurs éprouvent l'un pour l'autre n'a fait que grandir.

Ce sont aujourd'hui des ennemis acharnés, qui se font par tous les moyens possibles une guerre au couteau. En 1891, M. Lueger est député de Margarethen (Vienne), et commence déjà à constituer son groupe chrétien social (antisémite), qui depuis a plus d'une fois attiré l'attention sur lui par ses violences et ses excès. Enfin, dans la presse, l'idée pangermaniste est soutenue timidement par la « Deutsche Zeitung », organe d'une petite fraction prussophile des Allemands libéraux, et avec une extrême véhémence par les « Unverfælschte Deutsche Worte » (titre significatif qui littéralement veut dire : « les véritables (non altérées) paroles allemandes », ou bien, d'après la traduction que semble adopter le journal « *le Temps*[1] » le verbe allemand sans falsification). Cette publication virulente, cet organe de polémique effrénée est dirigé par M. Schœnerer lui-même. Tel est, croyons-nous, exposé aussi exactement et aussi brièvement que possible dans ses grandes lignes, le tableau de la situation du parti allemand-national en Autriche aux alentours de 1891-1892.

L'année 1893 devait, par exemple, voir se produire un fait invraisemblable, que tout le monde, depuis longtemps, croyait impossible : la démission,

1. Voir, notamment, l'article de tête du *Temps* du 18 février 1902.

après quatorze ans d'existence, du ministère Taaffe. Comment ce fait inoui, extraordinaire, capital avait-il pu se produire? Ce n'était pas une question nationale qui amenait le départ du comte Taaffe, comme on aurait pu le croire. Non, c'était une question politique. Le premier ministre sentait, en effet, sa majorité, cette majorité qui l'avait soutenu fidèlement depuis qu'il avait pris le pouvoir le 12 août 1879, se lasser peu à peu, s'effriter de jour en jour, fatiguée d'une constance politique bien longue pour une majorité ; le comte Taaffe comprit donc qu'il était perdu s'il ne parvenait pas à se faire une nouvelle majorité plus ardente et prête à lui continuer un concours de tous les instants. Pour réaliser ce plan, avec cette témérité qui lui était particulière, le comte Taaffe se décida à frapper un grand coup et à présenter un projet de réforme électorale, qui créait un suffrage presque universel. La tentative échoua ; le président du Conseil se heurta, en effet, à une opposition quasi-unanime, et, sentant la partie définitivement perdue, il donnait de lui-même sa démission, ne voulant pas, par une coquetterie suprême, être renversé par la Chambre (28 octobre 1893).

La démission du comte Taaffe, qu'elle n'espérait déjà plus, causa une joie profonde à la gauche allemande, et le contentement qu'elle en éprouva l'amena à se montrer favorable à une tentative de conciliation, c'est-à-dire, en l'espèce, à la constitu-

tion d'un ministère de concentration. Cet essai, qui eût, quelques mois auparavant, paru voué à un échec certain, se trouva facilité encore par le fait que les grands partis de la Chambre, ceux que la loi électorale existante satisfaisait puisqu'elle les favorisait, avaient pris peur, que la menace d'une réforme électorale, qui était dans l'air, les inquiétait considérablement et qu'en conséquence ils voulaient avant tout combattre les avancés et les violents, à quelque parti qu'ils appartinssent, qui, eux, avaient tout intérêt à prôner une réforme électorale. C'est ce qui explique comment fut possible cet extraordinaire ministère de concentration apparente, soutenu par les deux partis jusqu'alors ennemis acharnés et irréconciliables, le parti du comte Hohenwart et la gauche libérale, qui s'appela le ministère Windischgrætz[1] (novembre 1893).

Ce ministère amphibie, ni chair, ni poisson, ni allemand, ni tchèque, vécut, ou plutôt vivota tant bien que mal, tiraillé de côté et d'autre, aussi longtemps qu'aucune question vraiment importante en matière de nationalités ne fut soulevée. Mais il finit, comme c'était fatal, par voir la majorité hétéroclite sur laquelle il se balançait, se couper en deux à propos de l'affaire du gymnase

1. Windischgrætz (Alfred, prince de), né à Prague le 31 octobre 1851. Un des chefs du groupe féodal de Bohême. Premier ministre après la démission du cabinet Taaffe (11 novembre 1893-18 juin 1895), s'appuie sur la coalition des féodaux, de la gauche allemande et des Polonais, se retira lorsque la gauche allemande l'abandonna. Président de la Chambre des Seigneurs en 1897.

(lycée) de Cilli et, au mois de juin 1895, le ministère Windischgrætz disparaissait, n'ayant étonné le monde que par une seule chose : sa durée.

Un ministère assez terne, ministère provisoire, de transition, composé de directeurs généraux délégués aux fonctions de ministres, le remplaça ; ce fut le ministère Kielmansegg (juin-octobre 1895). Au mois d'octobre 1895, l'empereur jugea enfin que ce régime provisoire avait assez duré, et, se décidant brusquement à une tentative nouvelle, appelait à la présidence du Conseil le comte Badeni. Celui-ci constituait un ministère, dit ministère de la Couronne, c'est-à-dire sans couleur politique bien déterminée, et déclarait vouloir gouverner au-dessus de tous les partis, politique très belle, très équitable, mais terriblement difficile à poursuivre sans défaillance dans un pays comme l'Autriche. Le ministère Badeni, comme beaucoup de tentatives nouvelles et curieuses, fut accueilli par tout le monde sans grand enthousiasme ; mais il est juste de dire aussi qu'il ne provoqua pas non plus, dès son début, d'opposition bien marquée.

Avec ce ministère Badeni, qui se constituait ainsi au milieu de l'attention un peu méfiante de tous, s'ouvre une nouvelle ère dans la politique autrichienne. Mais, avant d'entrer dans cette phase où le parti pangermaniste, se retrouvant dans une période de crise, devait jouer un grand rôle, il convient de nous arrêter un instant et de jeter un

coup d'œil sur la situation qu'à la suite des élections, les Allemands-Nationaux occupent en 1895-1896 dans les Landtage de la Cisleithanie.

A la Diète de la Basse-Autriche, tandis que les Schœnerianer continuent à avoir 2 représentants faisant partie de la minorité de l'assemblée, comme en 1889-1890, les Allemands-Nationaux, qui siègent toujours sur les bancs de la majorité, passent de 4 à 10 sur 72, ce qui constitue pour eux un succès incontestable. En Haute-Autriche, au lieu de 1 Allemand-National, votant en général avec la minorité comme en 1889-1890, il y en a 2 sur 50 : le nombre des représentants de l'idée nationale-allemande y a donc doublé, mais sans constituer encore une masse bien redoutable. En Styrie, au lieu de 16 sur 63, ils sont maintenant 18 et y font presque toujours partie de la majorité dont ils forment ainsi un groupe important. En Carinthie, l'idée nationale-allemande s'est développée avec une force considérable ; ses adeptes à la Diète étaient, en effet, en 1890, 3 sur 37, et suivaient le reste de la majorité ; ils sont, en 1896, 24 sur 37, c'est-à-dire qu'à eux seuls ils forment la majorité et une majorité compacte. En Bohême, un fait curieux s'est produit : l'ancien parti des « Deutsch-Nationale », suivant l'exemple donné autrefois à Vienne par le « Deutscher Club », s'est disloqué et, tandis que les plus modérés de ses membres se sont plus ou moins ralliés aux « Deutsch-Liberale », les plus violents ont

constitué, à eux seuls, un parti beaucoup plus férocement allemand, beaucoup plus intransigeant encore, le parti des « Deutsch-Radicale » (Radicaux-Allemands). C'est ce qui explique que les 35 Nationaux-Allemands qui, en 1889-1890-1891, faisaient partie de l'opposition, ont complètement disparu, tout au au moins sous ce nom, et qu'en 1896 nous trouvons à l'avant-garde de l'opposition 12 Radicaux-Allemands sur les 242 membres de la Diète ; ce parti farouche et violent a d'ailleurs décidé de ne pas prendre part aux séances. En Moravie, les Nationaux-Allemands, dont les votes se confondent toujours avec ceux de la majorité, ont perdu du terrain : au lieu de 9 sur 100 ils ne sont plus, en effet, que 4, alors qu'en Silésie, au contraire, où ils suivent cependant la même ligne politique, ils sont en progrès, et au lieu de 5 représentants à la Diète (1890) en ont maintenant 8 sur 31.

Si nous voulons maintenant, rassemblant ces renseignements statistiques, résumer l'ensemble de la situation, il nous faut d'abord mettre à part la Bohême, à cause du changement qui s'y est produit et qui a amené la scission de l'ancien parti national-allemand, au profit, d'une part, des Libéraux-Allemands, de l'autre, du nouveau groupe radical-allemand. Cette réserve une fois faite, il est aisé de constater que, en exceptant les Schœnerianer de Basse-Autriche, dont la situation à la Diète reste peu brillante et stationnaire, sauf en Moravie, où

les Nationaux-Allemands ont perdu du terrain, partout ailleurs ils sont en progrès, souvent même en progrès marqués, et qu'ils parviennent même pour la première fois à s'emparer de la majorité des sièges dans une des Diètes, celle de la Carinthie. En un mot, et pour exprimer plus brutalement les résultats obtenus, au lieu de 75 représentants sur un total de 595 députés, qu'avaient les Nationaux-Allemands en 1889 (proportion de 12,6 0/0) nous trouvons en 1895-1896 qu'ils en ont 80, ce qui correspond à une proportion ds 13,4 0/0. C'est là sans aucun doute un progrès sérieux, car, dans une lutte aussi âpre, le gain même de 1 0/0 ne saurait être négligé. Et en réalité ce progrès se trouve même être plus considérable encore, vu que la modification survenue en Bohême et la substitution dans cette province des 12 Radicaux-Allemands, plus violents, mais moins nombreux, aux 35 Nationaux-Allemands, en y diminuant le pourcentage des représentants de l'idée nationale allemande, faussent incontestablement un peu la comparaison au détriment des Nationaux-Allemands.

Il est temps maintenant de quitter ces assemblées provinciales, qu'il est bon cependant de ne pas laisser de côté, car c'est là qu'on sent le mieux le pays vivre de sa vie intime, et de revenir à ce Parlement central, où se brassent les grandes affaires et d'où partent, pour chaque parti, les ordres qui, adaptés ensuite à chaque province, sont destinés à en modi-

fier l'aspect politique. Le ministère Badeni était entré en fonctions et avait résolument abordé la première partie de sa tâche, cette fameuse réforme électorale qu'il était devenu impossible d'ajourner plus longtemps. Le 18 février 1896, le comte Badeni présentait son projet, lequel fut voté et est connu depuis sous le nom de loi Badeni.

La loi Badeni avait été accueillie sans enthousiasme; mais enfin, on avait, en général, estimé que, du moment qu'il fallait une réforme électorale, autant accepter celle-là qu'une autre. Nous n'avons pas à entrer ici dans le détail de cette loi, qui, par la création de 72 nouveaux sièges fournis par la 5e curie, dite curie du suffrage universel, introduisait ce suffrage universel, d'une manière bien timide, tout à fait accessoire, en quelque sorte comme un parent pauvre, réforme dont les résultats jugés aujourd'hui à distance ne semblent pas avoir été bien brillants. Notons cependant que les Nationaux-Allemands, comprenant que le suffrage universel, à son début tout au moins, favoriserait les partis violents, au nombre desquels ils avaient tous les droits de se compter, avaient fait campagne en sa faveur. Une fois la loi votée, bien que l'estimant, sans doute avec raison d'ailleurs, incomplète, ils ne purent que s'en montrer relativement satisfaits.

Le nouveau régime allait pouvoir faire ses preuves sans attendre trop longtemps ; les élections de

mars 1897 devaient, en effet, en voir la première application. Ce qui les caractérisa, ce fut la débâcle complète de la gauche libérale allemande, qui, malgré l'augmentation du nombre des sièges (425 au lieu de 353) se trouva perdre 30 sièges environ qui furent l'apanage non pas d'ennemis nationaux, mais d'adversaires politiques, des partis violents, Nationaux-Allemands et Chrétiens-Sociaux. Ce résultat brutal et indiscutable se détache très nettement et domine tout le reste. Mais il est assez difficile de déterminer exactement la situation du parti national-allemand à la Chambre à la suite des élections ; les événements, qui allaient se précipiter avec une incroyable rapidité, vont, en effet, opérer presque instantanément une fusion des partis allemands dans une opposition irréductible et rendre quasi-impossible le classement de ces partis en sous-groupes. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les électeurs de 1897 ont envoyé à la Chambre 47 députés qui s'intitulent avec plus ou moins de raison Nationaux-Allemands. Le parti aurait donc plus que doublé depuis 1893 où il comptait 21 représentants. Mais il est juste de dire que ces 47 Nationaux-Allemands ne forment pas une masse compacte, toujours unie. Une aile de ce parti se rapproche, en effet, sensiblement des Allemands-Libéraux, tandis que l'autre se compose du groupe extrême qui obéit à M. Schœnerer, car le grand chef des pangermanistes vient d'effectuer sa rentrée sur la scène politique et siège

de nouveau bruyamment sur les bancs de la Chambre. Il a repris la direction de son parti et remplit son rôle de chef d'orchestre de ce grand concert de vacarme, assisté de ses lieutenants M. Wolf et M. Iro. Le groupe Schœnerer compte officiellement au parti national-allemand, mais s'en sépare néanmoins le plus souvent, car sur la plupart des questions simplement politiques la majorité de ces 47 députés Nationaux-Allemands vote en général avec les Allemands progressistes et libéraux.

La Chambre venait à peine d'être élue, lorsque se déchaîna dans le ciel, déjà fort assombri de l'Autriche, un orage effroyable, le plus terrible peut-être qu'elle ait encore connu, motivé par les fameuses ordonnances du 5 avril 1897, célèbres dans l'histoire politique de ces dernières années sous le nom d'ordonnances Badeni. Nous n'avons pas ici à étudier, ni à juger ces ordonnances, qui ont fait couler tant d'encre, mais tout ce que nous pouvons et devons en dire, c'est qu'elles avaient, en somme, un caractère nettement fédéraliste. Elles décrétaient, en effet, l'égalité des deux langues, allemande et tchèque, en Bohême et en Moravie, et exigeaient que tous les fonctionnaires de ces deux provinces connussent les deux langues. Ces mesures, vues à distance, jugées surtout par un étranger au pays auquel elles s'appliquaient, peuvent paraître assez anodines ; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles constituaient, soit intentionnellement, c'est-à-dire

motivées par haine de l'élément allemand, soit indirectement, c'est-à-dire causées par un simple désir d'équité entre les diverses nationalités, le coup le plus sensible qu'on pût porter à l'influence allemande dans ces deux provinces d'une importance si grande pour la cause nationale-allemande, point capital sur lequel de tout temps s'était porté l'effort des pangermanistes. Et, en effet, ces ordonnances pour beaucoup de raisons trop longues à développer ici, et qui d'ailleurs ne rentrent pas dans le cadre de notre étude, devaient avoir, si elles étaient appliquées rigoureusement, chose toujours difficile et délicate, un résultat désastreux pour les Allemands d'Autriche. Aussi leur publication souleva-t-elle instantanément dans les rangs allemands un *tolle* général, et les orateurs allemands emplirent de leurs protestations véhémentes, peut-être en partie justifiées, les voûtes de ce Parlement habitué déjà à tant de vacarme. Ce fut, comme le dit M. Auerbach[1], le « furor teutonicus » déchaîné au Reichsrath.

A la rigueur, cependant, l'agitation parlementaire pouvait être factice ; ce qui prouve qu'elle ne l'était pas, c'est qu'elle se répandit dans le pays tout entier. Dès le 2 mai 1897, moins d'un mois après la publication des ordonnances, se réunissait à Teplitz un « Parteitag » (Congrès) qui s'intitula « Teplitzer Parteitag », et auquel assistèrent environ deux mille

1. Bertrand Auerbach, *op. cit.*, p. 156.

Allemands. Pour donner une idée du ton exaspéré qui y régna, nous ne pouvons mieux faire que de mettre sous les yeux du lecteur la traduction d'un passage du discours d'ouverture qu'y prononça le député Siegmund, maire de Teplitz. Voici l'appel fort significatif qu'il adresse à l'assistance : « Avons-nous donc cessé d'être un rameau toujours frais et verdoyant de notre grande nation sœur, la nation allemande qui réside au delà des montagnes qui forment la frontière[1] ? (*Émotion profonde dans l'Assemblée.*)

Plus significative encore est la grande réunion nettement pangermaniste, qui se tient en Allemagne, à Dresde, en ce même mois de mai 1897, sous la présidence et la direction de Schœnerer lui-même, assisté de ses lieutenants, réunion ouvertement encouragée par des députés prussiens et surtout par le célèbre historien Mommsen[2]. Ne touchons-nous

1. Voir texte allemand, *Die Sprachenverordnungen vom 5ten april* 1897. Prag, 1897, p. 10.

2. Mommsen (Théodor), né à Garding le 30 novembre 1817. Etudia au Gymnase d'Altona de 1834 à 1838, à l'Université de Kiel de 1838 à 1843, voyage en Italie et en France de 1844 à 1847. Rédacteur, puis directeur du journal de Schleswig-Holstein. Professeur de droit à l'Université de Leipzig en 1847, destitué l'année d'après pour des raisons politiques. Professeur de droit à l'Université de Zurich en 1852, de Breslau en 1854, de Berlin en 1858. Ses démêlés avec Bismarck après la guerre sont célèbres. Bismarck le fit condamner à quelques mois de prison, mais le gracia. Député national-libéral, puis libéral, de 1873 à 1882. Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, et de nouveau professeur à l'Université de Berlin après un court séjour à celle de Leipzig. Il fut le grand historien de Rome et le savant le plus célèbre de l'Allemagne, en même temps que le représentant le plus intransigeant peut-être de l'idée nationale allemande. Sa mort, il y a peu de temps, fut un évènement européen.

pas là à l'instant suprême, où, contre un Gouvernement slavophile, les Allemands d'Autriche vont faire appel à l'Allemand d'Allemagne et travailler, c'est le cas de le dire, pour le roi de Prusse? On le dirait presque, mais l'heure n'a pas encore sonné où la majorité des Allemands d'Autriche commettra cette folie, et il faut souhaiter ardemment qu'elle ne sonne jamais.

Cependant, les réunions succèdent aux réunions, toujours plus virulentes et plus enflammées. Les partis allemands sont, une fois encore, réunis dans l'opposition, et ne se distinguent plus que par le plus ou moins de violence de leur langage. Voici, par exemple, pour ne citer que le manifeste le plus intéressant, le 15 juin 1897, le député Dr C. von Grabmayr, qui prononce, dans une réunion tenue à Meran, un discours très étudié, assez modéré dans les termes, quoique fort énergique quant au fond, où il attaque vigoureusement les ordonnances et dépeint de couleurs fort sombres la situation politique. Ce discours a d'ailleurs été publié[1], et c'est certainement un des meilleurs exposés de la question du point de vue allemand qu'on puisse lire.

Entre temps, d'ailleurs, tous les partis allemands avaient, en désespoir de cause, recouru à la Chambre, à l'arme suprême, à la tactique de l'obstruction à outrance. Cette manœuvre était même jusqu'à un

1. Dr C. von Grabmayr, *Die Sprachenverordnungen und die politische Lage*. Innsbruck, 1897.

certain point couronnée de succès, car le Parlement était prorogé (juin 1897). Le comte Badeni espérait que l'absence pendant quelque temps de cet élément d'agitation perpétuelle, que constituaient les séances de la Chambre, permettrait aux esprits surexcités de se calmer un peu. Son calcul, quelque vraisemblable qu'il pût être, devait se montrer absolument faux. En effet, pendant cette soi-disant période d'accalmie, les réunions populaires, les congrès se multiplièrent à l'infini, de plus en plus violents. Après le Congrès de Teplitz, dont nous avons parlé plus haut, c'est le « Volkstag » ou Congrès de Reichenberg, puis celui d'Eger, puis celui de Klagenfurt. Les esprits, au lieu de se calmer, se montent de plus en plus ; l'effervescence grandit encore.

Aussi, lorsque le Parlement reprit ses séances et son travail, était-on, si possible, encore plus éloigné de l'apaisement tant souhaité qu'au mois de mai, lorsque l'obstruction avait amené la cessation de toute vie parlementaire. Il eût été puéril de croire que cette obstruction obstinée allait disparaître par enchantement ; elle reprit, au contraire, plus intense que jamais. Ce qu'il y a même de particulièrement grave, c'est qu'elle n'était pas seulement l'œuvre des partis que leur tempérament habituel et leur clientèle électorale portent tout naturellement aux moyens violents, comme c'est le cas pour le parti pangermaniste. Il convient, en effet, de noter qu'un des discours les plus fameux

prononcés à cette époque, et qui avait pour but principal d'augmenter encore l'obstruction, de rendre toute discussion impossible et d'amener un arrêt complet dans la marche des affaires, est le discours que tint à la Chambre, à la séance du 8 novembre 1897, le député Dr Aloïs Funke. Or qui est ce député Funke ? Un des chefs pangermanistes, un de ceux que nous trouvons toujours partout où le scandale et le vacarme sont déchaînés ? Nullement ! M. Funke est le leader réputé et respecté de la « Deutsche Fortschrittspartei », c'est-à-dire de ce parti habituellement modéré, parti d'ordre et de gouvernement par excellence, que forment les Allemands progressistes. C'est si bien un discours d'obstruction que ce manifeste considérable, où l'orateur allemand prône la mise en accusation du ministère, et qui dura six heures, fut ensuite publié (comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire plus haut, en en citant un passage relatif au ministère Hohenwart) sous le titre clair et significatif de : « Der Sprachenkampf in Bœhmen. Obstructionsrede gehalten in der Sitzung des Œsterreichischen Abgeordneten Hauses vom 8ten novemher 1897, herausgegeben zu Gunsten des nationalen Schutzvereines, « Deutsche Wacht » in Leitmeritz », c'est-à-dire « la Lutte des langues en Bohême. Discours d'obstruction, prononcé à la Chambre des députés d'Autriche, à la séance du 8 novembre 1897, publié au profit de l'Association de protection nationale « la Sentinelle allemande » de Leitmeritz ».

L'obstruction se maintenait donc irréductible, et sur elle vinrent bientôt se greffer des scandales de plus en plus violents, des scènes de plus en plus tapageuses dans l'enceinte même du Parlement. Dans ces véritables charivaris, d'une véhémence jusque-là inconnue, le parti pangermaniste se retrouvait dans son élément et jouait, bien entendu, avec une remarquable maëstria, le rôle principal. Des batailles incroyables, des pugilats effrénés se produisirent sur les bancs de la Chambre ; on vit M. Wolf, un des meneurs pangermanistes, le fougueux lieutenant de Schœnerer, se battre en duel avec le comte Badeni. Enfin, un beau jour, le scandale fut tel que la police dut intervenir et franchir le seuil inviolable du Parlement. Alors ce fut bien pire; l'immixtion de la police servit d'arme nouvelle aux violents; l'agitation se répandit hors du Parlement, se transforma en émeute, l'émeute presque en révolution, et l'empereur, revenu en toute hâte à Vienne, s'empressa d'accepter la démission que le comte Badeni, tout étonné du grand tapage causé par sa politique, incapable de tenir tête à la capitale en ébullition, s'inclinant vaincu devant la révolution grondante, se vit forcé de lui offrir le 28 novembre 1897.

Le comte Badeni parti, la situation n'en restait pas moins critique ; il fallait, à tout prix, constituer rapidement un nouveau ministère. C'est ce que l'empereur comprit, et, deux jours après la démis-

sion du comte Badeni, le 30 novembre 1897, il appelait au pouvoir un fonctionnaire, le baron Gautsch de Frankenthurm [1]. Celui-ci forma aussitôt un ministère sans couleur politique bien déterminée, un ministère de transition, destiné uniquement à apaiser la tempête déchaînée par son prédécesseur, et à ramener, si faire se pouvait, la paix et la tranquillité dans le pays, en attendant qu'on pût songer à faire autre chose. La première tâche qui incombait au nouveau ministère était donc de rétablir le plus vite possible l'ordre. Or le désordre avait été causé principalement par les fameuses ordonnances Badeni, habilement exploitées ; il fallait donc avant tout les faire disparaître. Aussi le baron Gautsch étudia rapidement et édicta, à son tour, toujours sous forme d'ordonnances, de nouvelles dispositions qui modifiaient les ordonnances Badeni (24 février 1898). Ces ordonnances, d'ailleurs, ne furent publiées dans la *Wiener Zeitung*, en quelque sorte le journal officiel autrichien, que le 6 mars 1898, c'est-à-dire alors que le ministère Gautsch n'était déjà plus en fonctions. C'étaient des ordonnances qui n'avaient rien de révolutionnaire ; elles étaient essentiellement provisoires et avaient simplement pour but d'établir un *modus vivendi* possible, jusqu'au

1. Gautsch von Frankenthurm (Paul, Freiherr), né à Vienne en 1851. Docteur en droit, entre au ministère des Cultes, directeur du *Theresianum* en 1881 et *Hofrath* (conseiller de la Cour) en 1883. Ministre de l'Instruction publique en 1885, président du Conseil (30 novembre 1897-5 mars 1898).

règlement définitif de la question par une loi. Elles sanctionnaient, néanmoins, un principe, celui de la création en Bohême de trois zones linguistiques, une zone allemande, une zone tchèque et une zone mixte, et n'exigeaient plus la connaissance des deux langues que dans la zone mixte.

On avait ainsi voulu ménager tout le monde. Le résultat, comme souvent dans des cas pareils, fut que personne ne s'estima satisfait. Les Tchèques, en effet, protestaient, au nom de l'unité historique et traditionnelle du royaume de Bohême, contre cette dissection sacrilège, et les Allemands, de leur côté, exigeant que la question fût réglée sur-le-champ par une loi, ne voulaient pas entendre parler d'ordonnances, fussent-elles même seulement provisoires. Les ordonnances Gautsch eurent donc un succès très relatif. Cependant, l'ordre étant à peu près rétabli, on estima que le ministère de transition avait accompli sa tâche et que le moment était venu de reprendre une politique active. Le baron Gautsch démissionnait donc et cédait la place, le 5 mars 1898, au comte François Thun-Hohenstein [1].

Le comte Thun-Hohenstein constitua aussitôt un ministère de fonctionnaires encore, à tendances

1. Thun-Hohenstein (Franz-Anton, comte), né le 2 septembre 1847. Un des chefs du parti féodal de Bohême, administrateur de Bohême (1889-1896), il tenta de concilier Tchèques et Allemands ; ministre de l'Intérieur et président du Conseil (mars 1898 — septembre 1899).

évidemment plutôt tchèquophiles. Cependant sa politique ne devait pas être une politique de combat; il allait, au contraire, tenter un suprême essai de conciliation, possible, croyait-on, maintenant que le gros de l'orage s'était apaisé. C'était, en effet, bien l'annonce publique d'une politique de conciliation que la présence, dans le même ministère, par exemple, de M. Bærnreither, du parti des grands propriétaires allemands fidèles à la constitution, et de M. Kaizl, du parti Jeune-Tchèque.

Pendant que se succédaient, dans l'accalmie relative qui suivit la démission du comte Badeni, tous ces changements de personnel, que faisait le parti pangermaniste? Il était bien loin de rester inactif; à peine, en effet, les ordonnances Gautsch du 24 février 1898 étaient-elles connues, que M. Schœnerer déposait, au nom de son parti, une proposition tendant à leur abrogation immédiate. Il demandait, en même temps, reprenant ainsi plus ou moins la proposition Wurmbrand de 1884 ou celle du baron de Scharschmid en 1886, que l'allemand fût officiellement rétabli comme langue d'État, sauf exceptions éventuelles en Dalmatie, en Galicie et en Bukovine. Ce n'était pas tout; le leader pangermaniste exigeait, en outre, que de nouvelles ordonnances relatives à la question des langues fussent soumises à la Chambre, et que l'on décidât que la majorité des deux tiers de l'assemblée serait nécessaire pour ce vote en même temps que la pré-

sence des trois quarts de ses membres, le jour du vote. Quel est le véritable but de cette réglementation inusitée, draconienne et presque illégale? C'est de reprendre la vieille tactique de l'obstruction. Il était, en effet, impossible, et M. Schœnerer ne pouvait l'ignorer, vu la situation bien nette des partis à la Chambre en 1898, de réunir cette majorité des deux tiers, dans un sens ou dans l'autre. La proposition Schœnerer se révèle alors sous son véritable jour, comme un acte dont le seul but est d'augmenter le désordre, d'embrouiller les choses davantage, de tout arrêter à nouveau, de ramener, en un mot, les temps bénis du ministère Badeni, où la rue, apanage des partis extrêmes, faisait la loi au Parlement.

Non content de cette idée géniale, M. Schœnerer en tira encore une seconde de son esprit fertile et soumit aux autres partis allemands une proposition, très évidemment destinée à contribuer à l'apaisement poursuivi. C'était, en effet, tout simplement la mise en accusation du ministère Gautsch. Mais la montre de M. Schœnerer retardait; le gros danger était passé, et le pacte tacite, inavoué, qui, un instant, en 1897, avait uni tous les partis allemands, était rompu et bien rompu. Aussi, avec beaucoup de sagesse, non seulement la « Deutsche Fortschrittspartei » (parti allemand progressiste), mais aussi la « Deutsche Volkspartei » (parti allemand dit des populistes), à tendances pourtant assez nettement

nationales-allemandes, refusèrent de s'associer à la proposition de M. Schœnerer. Bien plus même, opprobre et trahison aux yeux des purs du pangermanisme, la « Deutsche Fortschrittspartei » était assez habile pour conclure avec les Jeunes Tchèques un compromis relatif aux élections aux Délégations, qui devait avoir pour premier résultat d'exclure des dites Délégations les radicaux de M. Schœnerer. On peut aisément se figurer quel concert d'imprécations souleva parmi eux ce compromis si gênant pour leurs desseins.

Ce double et sanglant échec exaspéra le grand chef du pangermanisme autrichien. Les autres partis allemands ne voulaient pas de son alliance et préféraient pactiser avec l'ennemi national. Soit. On avait repoussé son appui; on verrait ce que pouvait être sa haine, et, à une réunion tenue à Bodenbach, M. Schœnerer déclarait, en conséquence, solennellement, la guerre aux gauches allemandes. Fidèle à cette déclaration, il commençait aussitôt les hostilités à la séance du 30 mars 1898. De tous côtés, en effet, dans les partis allemands, on désirait s'expliquer nettement, et pour en avoir l'occasion tous déposèrent des propositions d'urgence. Lorsque M. Schœnerer eut, à son tour, la parole, il se livra à une attaque à fond contre la gauche allemande, soutenu par les applaudissements enthousiastes, mais un peu ironiques peut-être, de la droite cléricale et tchèque, dont il se trouva ainsi, lui le grand

patriote allemand, lui le prophète de l'anticléricalisme autrichien, faire le jeu, nouvelle preuve de ce fait qu'en politique les intérêts personnels priment le plus souvent l'intérêt du parti et, à plus forte raison, l'intérêt du pays.

Mais le temps était passé où, sous les violentes tirades de M. Schœnerer, tout le monde courbait plus ou moins la tête, où personne n'osait répondre au tribun pangermaniste : M. Schœnerer dut comprendre que quelque chose était changé lorsqu'il entendit les réponses très vives des députés Gross et Kaiser, et même du chef officiel du parti national-allemand, M. Steinwender. Ce qui dut lui être particulièrement pénible, ce fut de les entendre railler d'abord, flétrir ensuite la politique, singulière chez un teutomane comme lui, qui consistait à semer ainsi, comme à plaisir, la division dans le camp allemand. Ce fut une belle joute oratoire, au cours de laquelle le grand agitateur, qui se faisait appeler modestement par ses partisans « der beste Mann im Lande » (le meilleur homme du pays), fut loin d'avoir toujours le dessus.

La scission s'accentuait ainsi de plus en plus. De tous côtés on répudiait les violences de M. Schœnerer, et à Meran notamment, le député Grabmayr, un des membres les plus distingués de la « Deutsche Fortschrittspartei », prononçait, dans une réunion importante, un véritable réquisitoire contre Schœnerer, Wolf et les autres Radicaux-Allemands. Pen-

dant toute cette campagne, dès le mois d'avril, l'éternel sujet de discussion revenait encore une fois sur le tapis; le 27 avril 1898, le débat sur la question des langues recommençait en effet. Chaque parti, tant soit peu important, tint à honneur d'y aller de sa proposition, et il y eut ainsi neuf propositions déposées, dont cinq tendaient à l'abrogation des ordonnances et à la solution définitive de la question par une loi. A ce moment, la rupture entre les partis allemands modérés et le groupe Schœnerer est à peu près complète. M. Schœnerer, un peu par nécessité, fait de plus en plus bande à part, et une de ces cinq propositions, la plus violente bien entendu, émane de lui, et est déposée au nom du groupe allemand-radical.

Cette rupture, désormais accomplie, a, en effet, modifié assez sensiblement le classement des partis allemands. D'une part, la majorité des membres de l'ancien parti national-allemand (la Deutsch-Nationale Vereinigung) est allée se joindre à un autre groupe national-allemand, à tendances relativement modérées, qui s'appelle la « Deutsche Volkspartei » (parti allemand du peuple ou populistes allemands). D'autre part, la fraction Schœnerer, légèrement accrue, comptant désormais 8 membres au lieu de 5, a abandonné définitivement, elle aussi, le titre de « Deutsch-Nationale » (Nationaux-Allemands), pour prendre celui qu'ont adopté en Bohême, depuis 1895, les groupes allemands extrêmes, le titre de « Deutsch-

Radicale » (Radicaux-Allemands). Quant à la vieille étiquette de National-Allemand, il n'y a plus que 1 député sur 425 qui ait tenu à la conserver. Le parti Schœnerer recrute alors ses adhérents surtout parmi les Allemands de Bohême et de Moravie, que les luttes nationales, plus âpres encore qu'ailleurs dans ces deux provinces, prédisposent souvent à donner leurs voix au candidat le plus ouvertement national-allemand. Il faut, néanmoins, reconnaître, qu'à côté de la Styrie, où le parti pangermaniste se maintient en assez bonne situation, le mouvement a aussi commencé à entamer, très légèrement il est vrai, les régions des Alpes, où les paysans s'étaient, jusqu'alors, montrés à peu près complètement réfractaires à l'agitation nationale-allemande. A ce moment, en somme, c'est-à-dire à la fin de 1898, nous ne croyons pas pouvoir mieux résumer l'attitude respective des partis allemands qu'en nous servant, en leur donnant un sens plus large, de certaines qualifications données par M. Hugo Schuchardt, correspondant étranger de l'Institut de France[1]. Et alors nous pouvons dire qu'à la fin de 1898 nous nous trouvons en présence de la « Deutsche Fortschrittspartei », qui a définitivement adopté la formule « Nur Œsterreicher » (seulement Autrichiens), de la « Deutsche Volkspartei », avec la devise « Auch Deutsche » (aussi Allemands),

1. Hugo Schuchardt, *Lettre à M***. Tchèques et Allemands.* Paris, 1898, p. 18.

et enfin du groupe Schœnerer, des Radicaux-Allemands, qui ne connaissent que le mot de ralliement : « Nur Deutsche » (seulement Allemands).

Pendant que s'effectuait définitivement, au milieu des accusations et des récriminations réciproques, ce classement nouveau et fort important des partis allemands, le président du Conseil, comte Thun, nouveau Sisyphe, s'évertuait en vain à concilier Tchèques et Allemands, et, malgré tous ses efforts, était incapable de soulever le rocher qui oppressait l'Autriche.

De cet échec, le parti pangermaniste porte, il faut le reconnaître, une bonne part de responsabilité, par l'obstination irréductible qu'il mit à refuser de prendre part à toute conférence de conciliation, quelle qu'elle pût être. Sans doute il ne fut pas le seul à refuser ; mais il fut un des plus entêtés dans son refus et un de ceux, en tout cas, dont le refus, en l'espèce, tel du moins qu'il était motivé, se justifiait le moins. Il est, en effet, tout au moins curieux de voir un parti de violence, comme le parti pangermaniste, invoquer, pour refuser d'entrer en rapports même avec le ministère, l'emploi par ledit ministère du fameux paragraphe 14, et pousser de hauts cris, lui parti inconstitutionnel au premier chef, à la conduite plus ou moins inconstitutionnelle du ministère Thun.

Enfin, lassé de tant d'efforts inutiles, se sentant incapable de dénouer la crise, le comte Thun démis-

sionnait au mois de septembre 1899. La raison particulière, qui, en venant se greffer sur la situation générale, motivait cette détermination, était en réalité celle-ci : le comte Thun ne parvenait pas à obtenir une majorité qui assurât l'élection indispensable de la Délégation autrichienne, et il n'y parvenait pas parce que le parti dont l'appui lui était nécessaire pour se constituer ladite majorité, le « Verfassungstreuer Grossgrundbesitz » (le parti des grands propriétaires fidèles à la Constitution), persistait à se cantonner dans une opposition de principe. Telle était la raison véritable, mais, en apparence, il sembla que c'était l'attitude intransigeante du parti radical-allemand de Schœnerer et de Wolf qui renversait le ministère; on put d'autant mieux le croire, que, se parant des plumes du paon, ledit parti s'empressa d'entonner, avec sa discrétion et sa modestie habituelles, un bruyant chant de victoire.

Le ministère Thun ayant ainsi disparu, la succession n'était guère alléchante. Un moment il fut question d'un ministère Liechtenstein. Mais, à ce seul nom, la gauche allemande poussa de hauts cris, et ce projet, à peine conçu, fut abandonné. L'empereur se décidait enfin, le 2 octobre 1899, à confier la lourde tâche de dompter les partis ennemis, acharnés à se combattre, au comte Manfred Clary-Aldringen. Le 14 octobre, le comte Clary retirait les ordonnances Gautsch. Cet acte important et grave, accompli en toute hâte, avant la ren-

trée des Chambres, convoquées pour le 28 octobre, était incontestablement destiné à désarmer, tout au moins à apaiser, l'opposition allemande. Il s'explique, en tout cas, suffisamment par ce désir, sans qu'il soit nécessaire de l'attribuer à une pression diplomatique exercée sur l'empereur par le Gouvernement allemand, et qui est, à notre avis, fort douteuse. Toujours est-il que si le comte Clary s'était naïvement imaginé qu'il ramènerait ainsi du premier coup, par cette décision, la paix et la tranquillité au Parlement, il se trompait singulièrement. L'obstruction se transporta, en effet, tout simplement d'un côté de la Chambre à l'autre. Sans doute l'obstruction allemande disparaissait; mais à sa place surgissait, également redoutable et également irréductible, l'obstruction tchèque.

Et tout continua à marcher aussi mal que par le passé. Une fois encore, pour obtenir du Parlement l'élection pourtant indispensable de la délégation autrichienne, il fallut avoir recours à un expédient, comme toujours en pareil cas, de valeur plus que relative. En tout et pour tout, le comte Clary se butait à une obstruction de principe de la part des Tchèques, comme autrefois ses prédécesseurs de la part des Allemands. Pour se maintenir au pouvoir, il eût fallu être capable de gouverner; or ceci était matériellement impossible, à moins qu'on ne se décidât de nouveau à employer le trop célèbre paragraphe 14, ce paragraphe élastique auquel on fait dire tout ce

qu'on veut. Mais le comte Clary, constitutionnel dans l'âme, avait formellement promis de ne pas recourir à cette arme suprême. Pris, par conséquent, dans un dilemme rigoureux, obligé ou bien de manquer à sa parole, ou bien de se démettre faute de pouvoir gouverner, le comte Clary, avec une belle loyauté, préféra renoncer à ce pouvoir, si peu agréable à exercer, et démissionna à son tour le 21 décembre 1899. Ce ministère, avec lequel on avait voulu faire de la politique active, ayant ainsi échoué, on revint aux ministères neutres, passifs, provisoires, et c'est ainsi qu'un ministère de transition, ministère de fonctionnaires, remplaça, le jour même de sa démission, le cabinet Clary; ce fut le ministère Wittek.

Laissant le cabinet Wittek considérer à loisir et sans grand plaisir la charge qui lui incombait, arrêtons-nous un instant ici, et, revenant à nos vieux amis, les pangermanistes, voyons ce qu'ils devenaient, pendant que Clary succédait à Thun et Wittek à Clary. Le parti pangermaniste avait éprouvé un chagrin sérieux de l'arrivée aux affaires du comte Clary. Ce ministère devait, en effet, sans doute, lui donner à peu près satisfaction. Donc, impossible de continuer à jouer au Parlement ce rôle d'opposition forcenée où il se complaisait, qui seul pouvait lui convenir. Plus de grandes séances, plus de vacarme, plus de charivari, ou plutôt tout cela encore, mais non plus mis en scène et dirigé

par Schœnerer et Cie. La vie parlementaire perdait désormais pour eux tout son charme. Il allait falloir s'occuper d'autre chose, et c'est ce que fit le parti, qui, dès lors, porte toute son attention d'un autre côté, et va travailler de toutes ses forces à développer en Autriche le mouvement de conversion au protestantisme.

D'où venait subitement ce zèle de propagande évangélique, qui enflammait d'une sainte ardeur les pangermanistes autrichiens? C'est ce que nous allons rechercher. Ce mouvement de conversion au protestantisme, connu sous le nom de « Los von Rom Bewegung » (mouvement de séparation de Rome), avait, en Autriche, un caractère beaucoup moins religieux que politique. Les convictions religieuses y jouaient, en effet, en général, un rôle assez mince, et le mouvement répondait en somme à l'idée suivante. Avouant par là très clairement que l'attitude du Gouvernement allemand n'était pas aussi encourageante qu'ils le souhaitaient, les grands chefs du pangermanisme autrichien avaient compris la nécessité absolue de tâcher de faire tomber les préventions très réelles, très judicieuses et de plus en plus marquées qui existaient en Allemagne contre l'annexion de l'Autriche allemande.

Or ces préventions étaient basées principalement sur un double fait : d'abord, on reconnaissait, en effet, en Allemagne, dans les milieux éclairés, qu'entre Allemands d'Autriche et Allemands du

Sud existait une sympathie beaucoup plus grande (effet de causes très nombreuses et trop longues à développer ici) qu'entre Allemands du Sud et Prussiens ou entre Prussiens et Allemands d'Autriche. Ensuite, les Allemands d'Allemagne qui raisonnaient froidement, se disaient aussi que leurs frères d'Autriche étant presque tous catholiques, les annexer éventuellement, ce serait augmenter, dans des proportions formidables, l'élément catholique, déjà fort important en Allemagne, ce serait y constituer une masse catholique puissante, un jour, peut-être, dangereuse. Toutes ces perspectives, le Gouvernement allemand, prussien avant d'être allemand, et protestant par essence, ne pouvait les considérer que d'un mauvais œil. Par conséquent, puisqu'il était difficile, sinon impossible, de dissiper immédiatement la première crainte du Gouvernement allemand et de faire naître, du jour au lendemain, des sympathies là où elles n'existaient pas, il fallait, tout au moins, tenter d'écarter la seconde. Et comment l'écarter plus complètement qu'en amenant peu à peu, par une propagande habile, les Allemands d'Autriche à abandonner ce catholicisme qui les rend suspects à la Prusse, pour se convertir au protestantisme qu'elle protège? Ainsi, on aura trouvé aussi le moyen de créer à la longue entre Allemands d'Autriche et Prussiens, des liens de sympathie basés sur la communauté de religion, et de faire tomber, un jour, la première prévention du Gou-

vernement impérial allemand contre le mouvement pangermaniste autrichien. En somme donc, et toutes réserves faites, bien entendu, pour ceux (et il y en a certainement), qui ne poussaient à la séparation de Rome que mûs par leurs convictions religieuses, c'était un mouvement politique, et pas autre chose.

Quelle est son importance? Quelle extension a-t-il prise? Quelles sont ses chances de succès? Voilà ce qu'il convient de se demander maintenant. Désirant, avant tout, faire preuve d'impartialité, et ne voulant pas qu'on puisse nous reprocher d'amoindrir le mouvement, nous allons faire aux pangermanistes la partie belle, et nous en tenir, sans les discuter, aux chiffres qu'ils nous donnent eux-mêmes. Tout ce qui va suivre, tant chiffres que passages de lettres, destinés à nous renseigner, chose toujours intéressante, sur les sentiments des apôtres du mouvement et des nouveaux convertis, nous l'empruntons à une brochure quasi-officielle du parti pangermaniste, dont le pasteur P. Bräunlich est l'auteur[1]. C'est un homme compétent en la matière, un des plus énergiques partisans du mouvement, et sa brochure, parmi toutes celles qui traitent la question, nous a paru la plus intéressante, précisément par son caractère de bulletin pour ainsi dire officiel. De plus, elle a trait plus particulièrement à la

1. *Das Fortschreiten der « Los von Rom Bewegung » in Œsterreich. Böhmen. Berichte über den Fortgang der « Los von Rom Bewegung »* Herausgegeben von Pfarrer Lic. P. Bräunlich, Heft 5. München, 1900.

Bohême, et, de toutes les provinces de la Cisleithanie, la Bohême est celle où le mouvement est le plus intense et le plus intéressant; nous trouvons, d'ailleurs, en même temps, dans cette brochure spéciale, tous les renseignements utiles relatifs aux autres provinces autrichiennes.

Le chef du parti en Bohême, l'apôtre de la « Los von Rom Bewegung » dans cette province, est incontestablement le fameux député Iro, qui représente Eger. On le vit bien lors de la lutte acharnée qui se livra autour de sa réélection, et qui fut principalement portée sur le terrain religieux. Partout, en effet, les adversaires du fougueux lieutenant de M. Schœnerer l'attaquèrent en le qualifiant de « protestant et d'apôtre de l'apostasie ». La bataille fut rude, mais malgré tous les efforts de ses ennemis, M. Iro fut réélu par 598 voix contre 461, et c'était bien comme représentant de l'idée « Los von Rom » qu'il triomphait. Le 29 décembre 1899, l'*Ost deutsche Rundschau*, le journal de M. Wolf, dont le titre significatif veut, en effet, dire *Revue de l'Allemagne de l'Est*, entonnait au sujet de la réélection de M. Iro un bruyant chant de victoire.

Quelques exemples montreront d'ailleurs mieux combien, dans ce mouvement en apparence religieux, le point de vue religieux est primé par le point de vue politique, et l'idée protestante par l'idée pangermaniste. Voici d'abord, par exemple, une idée émise par un habitant de Karbitz dans

une lettre du 22 février 1899, où il écrit cette phrase significative que nous traduisons ici aussi exactement que possible : « Chaque ville importante de l'empire allemand devrait prendre une circonscription judiciaire autrichienne sous sa protection spéciale[1]... » Voilà ce qu'on imprime et les idées qu'on émet dans une brochure qui n'a soi-disant qu'un caractère religieux.

Plus curieuse encore est la lettre d'un habitant de Turn, qui est d'ailleurs un des foyers du mouvement, puisqu'il y a eu là 577 conversions au protestantisme en 1899. Les promoteurs du mouvement à Turn venaient de recevoir, au mois de juillet 1899, le premier don venu d'Allemagne, don assez coquet, puisqu'il se montait à 2.000 marks. C'est à la suite de la réception de cette offrande que l'habitant dont nous parlons écrit la lettre où figure le passage suivant : « Des cœurs allemands doivent être réunis, quelque puisse être l'emplacement des poteaux qui indiquent les frontières[2]. »

Mais ceci n'est encore rien. Voici maintenant une manifestation qui n'émane pas de particuliers plus ou moins isolés, mais de la communauté évangélique de Karbitz elle-même. Cette communauté, en effet, dans une proclamation officielle en date du 28 novembre 1899, adresse ouvertement à l'Allemagne l'appel suivant : « L'œuvre que nous

1. Voir texte allemand : P. Bräunlich, *op. cit.*, p. 32.
2. Voir texte allemand : P. Bräunlich, *op. cit.*, p. 50.

avons entreprise, nous ne pouvons la mener à bien sans l'aide de nos frères allemands, de nos coreligionnaires évangéliques[1]. » Ici encore, notons-le, car c'est un fait curieux, on a eu soin de conserver à l'idée pangermaniste son masque évangélique, mais on le lui a bien mal appliqué, et l'idée politique passe visiblement avant l'idée religieuse, puisque ces Allemands, à qui l'on fait ainsi appel, sont considérés sous le nom de frères avant de l'être sous celui de coreligionnaires.

Le caractère politique du mouvement étant maintenant, croyons-nous, assez nettement établi (il y aurait d'ailleurs encore bien d'autres textes qu'on pourrait citer à l'appui de ce que nous avançons[2]), quelle est l'étendue de ce mouvement de séparation de Rome? Pour que l'on ne puisse pas nous accuser de partialité, nous allons chercher la réponse à cette question dans les chiffres que nous donne le pasteur Bräunlich. Ces chiffres, que nous admettrons sans les discuter, lui ont été fournis par M. Schœnerer lui-même, qui avait prié tout nouveau converti de lui faire savoir sa conversion. Ont, du 15 janvier 1899 au 31 mars 1900, annoncé à M. Schœnerer leur sortie de l'Église catholique romaine et leur conversion au protestantisme[3] :

1. Voir texte allemand : P. Bräunlich, *op. cit.*, p. 35-36.
2. Pour de plus amples détails, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer le lecteur à toute la partie du livre de M. René Henry, *Questions d'Autriche-Hongrie* et *Question d'Orient*, publié chez Plon, Paris, 1900, où il traite la question, p. 107-115.
3. Bräunlich, *op. cit.*, p. 70.

5.519 personnes réparties entre 188 localités de Bohême, 2.124 personnes réparties entre 31 localités de Basse-Autriche, 1.398 personnes réparties entre 39 localités de Styrie, 364 personnes réparties entre 36 localités de Moravie, 101 personnes réparties entre 8 localités de la province de Salzburg, 99 personnes réparties entre 12 localités de Carinthie, 158 personnes réparties entre 12 localités de Haute-Autriche, 78 personnes réparties entre 7 localités du Tyrol, 23 personnes réparties entre 7 localités de Silésie. Enfin, M. Schœnerer inscrit sous la rubrique : « Divers » 123 conversions obtenues dans 27 endroits. Cet ensemble forme un total de 9.987 conversions, obtenues en quatorze mois et demi dans 367 localités différentes.

Le pasteur Bräunlich ajoute, d'ailleurs, qu'il y a sans doute eu d'autres conversions, dont M. Schœnerer n'a pas eu connaissance. C'est possible, mais c'est, en tout cas, une allégation difficile à contrôler, et, en somme, étant donné les habitudes d'ostentation et de tapage de la grande majorité des adhérents du mouvement pangermaniste, qui n'aiment pas, en général, conserver longtemps le secret sur l'un quelconque de leurs actes, c'est assez peu probable. Tout au moins peut-on penser que les nouveaux convertis, qui n'ont pas cru nécessaire d'annoncer leur conversion à M. Schœnerer, se convertissaient pour des motifs réellement religieux, et n'étaient, par conséquent, pas de véritables pangermanistes.

Quoi qu'il en soit, c'est un total respectable de conversions que nous signale la brochure du pasteur pangermaniste. Il est assez intéressant de constater que plus de la moitié des nouveaux convertis est recrutée parmi les populations de Bohême, ce qui se comprend si l'on veut bien se rappeler que c'est en Bohême que la lutte des nationalités atteint son maximum d'intensité, et aussi si l'on ne perd pas de vue qu'en Bohême l'on s'est de tout temps passionné pour les controverses religieuses. Par contre, il y a certaines provinces comme, par exemple, le Tyrol et la Silésie, que le mouvement séparatiste n'a encore guère entamées. Contentons-nous, pour l'instant, de signaler ce fait, car nous aurons l'occasion de revenir sur toutes ces si curieuses différences de province à province quand nous passerons en revue rapidement les caractères divers du mouvement pangermaniste selon les provinces où on l'étudie. En tout cas, il faut évidemment croire que M. Schœnerer et ses lieutenants comptent sur une recrudescence sensible du mouvement et sur un accroissement considérable du nombre des conversions, s'ils veulent entraîner dans le giron de l'Église protestante les 9.200.000 Allemands d'Autriche avant la fin des temps.

Si, en effet, l'intensité de la « Los von Rom Bewegung » n'augmente pas, au train dont vont aujourd'hui les choses, il leur faudrait plus de onze siècles pour arriver au résultat souhaité. Il est

vrai que l'unanimité n'est pas nécessaire et qu'ils se contenteraient sans doute de convertir la majorité des Allemands d'Autriche, peut-être même seulement une minorité, qui, grâce à sa turbulence, saurait conduire la majorité... à Berlin. Toujours est-il que tel est, exposé rapidement dans son ensemble, le mouvement de séparation de Rome, que nous croyons avoir réussi à montrer sous son véritable jour avec toute l'impartialité possible, puisque nous avons accepté sans même les discuter les chiffres pourtant un peu suspects que donnent M. Schœnerer et ses adeptes.

Un mouvement de ce genre, mouvement nettement pangermaniste et anticatholique, ne pouvait qu'être très mal vu par le Gouvernement autrichien, par l'empereur, dont la ferveur catholique est bien connue. Et ce n'est pas là, semble-t-il, une tendance qui doive disparaître avec le souverain actuel. La manifestation la plus marquante dirigée contre le mouvement de séparation de Rome n'émane-t-elle pas, en effet, de l'archiduc François-Ferdinand, l'empereur de demain, que nous avons vu accepter, au printemps de 1901, la présidence du « Katholischer Schulverein für Œsterreich » (l'Association scolaire catholique pour l'Autriche), et qui, à cette occasion, insistait particulièrement sur l'*activité patriotique* de cette association, destinée à combattre *l'agitation Los von Rom, mouvement de rupture avec l'Autriche, auquel on ne saurait opposer*

trop de digues. Ce langage énergique, tenu par l'archiduc-héritier, causa une énorme sensation. Il y mettait, on le voit, fort bien en lumière le mouvement de séparation, en le montrant sous son véritable jour, avec ses tendances à l'infidélité à la dynastie nationale et presque à la trahison vis-à-vis de la patrie autrichienne.

Mais, si nous ne pouvons qu'approuver toute cette partie du discours de l'archiduc-héritier, il faut bien reconnaître que tant le choix de l'endroit et du milieu éminemment clérical où il prononça ces paroles que le caractère peut-être un peu inconstitutionnel d'une pareille manifestation ne permettent malheureusement pas de n'adresser que des éloges à l'archiduc-héritier. Et ce ne serait pas non plus un des moindres griefs qu'un esprit vraiment libéral pourrait invoquer contre le mouvement pangermaniste que la conséquence peut-être fatale de sa nouvelle tendance protestante. Elle pourrait peut-être bien avoir, en effet, pour résultat le retour de la dynastie de Habsbourg à une politique ultra-cléricale, dominée par l'influence du haut clergé et de sa clientèle, politique qu'elle n'a déjà que trop de penchant à suivre naturellement.

Ceci posé, nous croyons avoir dit sur le mouvement de séparation de Rome et ses rapports avec l'agitation pangermaniste, tout ce que dans une étude rapide de l'histoire et de l'évolution du pangermanisme autrichien il était nécessaire d'en dire,

et maintenant il est temps de revenir à la politique active et à la vie parlementaire. Le ministère Wittek que nous avions vu, le 21 décembre 1899, succéder au cabinet Clary, ne faisait que passer au pouvoir, et après vingt-neuf jours d'existence, démissionnait à son tour le 19 janvier 1900. Le lendemain (20 janvier 1900), M. de Kœrber formait un nouveau ministère, qui est encore au pouvoir aujourd'hui. Le simple fait, si extraordinaire depuis la démission du comte Taaffe, de voir un ministère exister encore quatre ans après sa constitution, montre bien à lui tout seul que l'homme à qui après tant d'autres l'empereur avait recours pour gouverner le chaos de ses peuples, était un homme d'une incontestable valeur et d'une réelle habileté.

M. de Kœrber était le partisan résolu d'une politique de conciliation ; il l'était, d'abord parce qu'une telle politique était celle qui répondait le mieux à ses idées personnelles, à sa conception du gouvernement, et il l'était surtout parce que, voyant la marche des affaires totalement interrompue par la bataille acharnée, sans merci, que se livraient Allemands et Tchèques, il se rendait fort bien compte qu'il n'y avait plus qu'une chose à tenter avant de recourir aux moyens extrêmes, désespérés, qu'il réprouvait : un essai de conciliation loyale. Pour cette double raison, le nouveau président du conseil convoqua aussitôt des conférences de conciliation qui furent, chose extraordinaire, assez bien accueil-

lies, beaucoup mieux en tout cas que l'état aigu de la crise ne permettait de l'espérer. Les Tchèques eux-mêmes, à quelque parti qu'ils appartinssent, acceptèrent d'y prendre part, et seuls des partis allemands les radicaux pangermanistes du groupe Schœnerer-Wolf refusèrent d'entendre raison. M. Wolf vint, en leur nom, expliquer ce refus en termes assez violents, disant que toute négociation ne pourrait que nuire à la cause allemande, puisque rien qu'en entrant en négociations avec les autres nationalités, on leur reconnaîtrait le droit de discuter.

Aussi les fameuses conférences de conciliation, dernier espoir de pacification, s'ouvrirent-elles sans les radicaux allemands le 5 février 1900. Nous ne voulons nullement prétendre, ni même insinuer que, sans cette abstention de principe, les conférences eussent abouti à un résultat pratique ; il est même à peu près certain qu'en tout état de cause elles étaient vouées à un échec fatal ou tout au moins que, si elles avaient réussi à amener l'apaisement souhaité, cet apaisement n'eut été qu'une bien courte éclaircie. Mais il convient néanmoins de laisser au parti pangermaniste toute la responsabilité (et elle est lourde) qui lui incombe à lui seul, de ce refus catégorique et obstiné d'entendre raison et de chercher, dans un concours loyal de tous les partis, à ramener un peu d'ordre et de tranquillité dans la patrie commune, qu'il avait déjà tant contri-

bué à troubler et à déchirer. Ceci dit, il ne nous appartient pas d'entrer ici dans le détail des propositions que M. de Kœrber soumit aux conférences, de raconter tout ce qui s'y passa, ni de montrer comment et pourquoi ces conférences échouèrent. Le parti pangermaniste n'y a, en effet, comme nous l'avons vu plus haut, pas pris part, et nous pouvons, par conséquent, après avoir établi son rôle à la naissance de toute cette affaire, nous dispenser d'en dire plus long.

Les conférences, espoir suprême de ceux qui rêvaient de pacification, ayant ainsi échoué, la situation se trouva encore pire qu'auparavant,et les scandales au Parlement reprirent avec une intensité encore plus grande, ce que pourtant même des gens doués d'une imagination fertile auraient cru impossible.

La session fut enfin close le 8 juin 1900, et pendant l'été un grand coup fut frappé par M. de Kœrber : le 8 septembre 1900 on apprenait, en effet, que la dissolution de la Chambre venait d'être décidée et prononcée. Le ministère, en ce faisant, jouait une grosse, une très grosse partie ; ce qui l'encouragea à la risquer malgré tout, ce fut la conviction que, quelle que pût-être la Chambre nouvelle, elle ne saurait être plus mauvaise, moins maniable, plus ingouvernable que celle qui s'en allait ou plutôt qu'on mettait à la porte. Nous allons voir que cette idée, que cet espoir étaient

chimériques, et que les événements allaient se charger de dissiper brutalement les illusions que huit mois de ministère laissaient encore à M. de Kœrber.

Les élections eurent donc lieu en janvier 1901, ouvrant le nouveau siècle. Elles seraient très intéressantes à étudier à beaucoup de points de vue, car elles sont fort instructives et furent grosses de conséquences ; mais nous n'allons y voir ici que ce qui intéresse le développement du mouvement pangermaniste ou même simplement national-allemand en Autriche. D'ailleurs, d'une manière générale, et à quelque point de vue qu'on se place, un des résultats les plus remarquables des élections de janvier 1901, c'est le succès extraordinaire qu'y remporta le parti de M. Schœnerer. En effet, dans la Chambre précédente issue des élections de 1897, les premières faites selon la loi Badeni, il n'y avait en somme que 5, ou tout au plus, en leur faisant la part aussi belle que possible, 8 radicaux inféodés absolument à la politique de M. Schœnerer, leur chef de groupe. Les élections de 1901, par contre, envoient à la Chambre 21 députés qui s'intitulent radicaux nationalistes allemands. Tous représentent des circonscriptions du nord de la Bohême, donc limitrophes en grande majorité, et en tout cas voisines de l'empire allemand, symptôme significatif et important. Tous, de plus, ont été élus avec le même programme, presque cynique dans sa franchise

brutale, programme élaboré par M. Schœnerer, et dont le résumé avait paru, sous sa signature, dans son journal les *Unverfælschte Deutsche Worte*. De ce programme voici le passage capital qui est, comme on va le voir, pleinement édifiant : « Nous voulons l'union intime avec l'empire allemand de toutes les provinces autrichiennes qui faisaient autrefois partie de la Confédération Germanique[1] ». C'est donc bien le pangermanisme dans son essence, sous sa forme la plus absolue et la plus nette que représentent les 21 députés radicaux de la Chambre de 1901, qui est encore en fonctions aujourd'hui.

Sans doute, un parti qui d'une élection à la suivante passe de 5 ou même de 8 représentants à 21 doit être considéré comme ayant fait des progrès très importants, et ces progrès nous ne songeons pas à les nier, puisqu'au contraire nous avons, dès le début, fait ressortir que ces progrès étaient précisément le résultat capital le plus saillant des élections de 1901. Néanmoins, et ceci posé, il convient de faire sur ce résultat brutal quelques observations. D'abord, et c'est la première réflexion qui se présente à l'esprit, si grands qu'aient été les progrès du parti radical allemand, il faut bien se dire que ce n'est pas encore avec 21 représentants dans une Chambre qui compte 425 députés qu'un

1. Traduction francaise de M. W. Beaumont (pseudonyme de M. Joseph Blociszewski) ; *La crise du parlementarisme en Autriche ; les élections législatives et la situation politique. Annales des Sciences politiques*, mars 1901, p. 169.

parti peut parvenir à bouleverser un pays, et que, par conséquent, le danger pangermaniste du côté parlementaire, si danger il y a, n'est en tout cas pas encore imminent. Ensuite, il convient aussi de noter que, si les élections de janvier 1901 révèlent incontestablement un progrès très considérable, assez inquiétant même, de l'idée pangermaniste en Bohême, et plus particulièrement dans le nord de cette province, progrès qui s'explique d'ailleurs par ce fait que la lutte des nationalités étant dans cette province parvenue à son maximum d'intensité, ce sont là de part et d'autre les partis les plus violents qui en profitent, il n'en est pas moins vrai que ces mêmes élections de 1901 ne nous indiquent, en somme, aucun progrès sérieux, palpable, du mouvement pangermaniste dans le reste de la Cisleithanie. Il est permis aussi d'ajouter que, bien qu'élus tous avec un programme à peu de chose près identique, il n'était pas du tout sûr que les 21 députés radicaux allemands fussent décidés à suivre M. Schœnerer en tout et partout ; la discipline ne paraît, en effet, pas très rigoureuse dans ce parti, et la supposition, qu'on pouvait déjà émettre en 1901, qu'elle ne durerait en tout cas pas bien longtemps a été depuis assez amplement justifiée par les événements.

Aussi et pour toutes ces raisons, tout en ne contestant nullement les grands progrès accomplis aux élections de 1901 par l'idée pangermaniste, le danger

viendrait-il peut-être bien plutôt d'un autre côté, et l'on pourrait avec raison s'inquiéter davantage des gains sensibles effectués par un autre parti, qui n'est, il est vrai, que national allemand et non pas ouvertement pangermaniste, le parti des populistes allemands. Ce parti, en effet, se trouve, après les élections de 1901, avoir gagné 9 sièges ; il compte alors 51 représentants au lieu de 42, et est devenu ainsi le troisième groupe de la Chambre par l'importance numérique, tandis qu'avant il n'était que le cinquième.

De part et d'autre, d'ailleurs, du côté tchèque comme du côté allemand, les élections de 1901 avaient amené le triomphe des partis violents, des partis les plus intransigeants sur leur caractère national ; le ministère et son chef, M. de Kœrber, se trouvèrent ainsi rappelés, brusquement et désagréablement, de leurs rêves d'apaisement à la réalité brutale. Dès la première séance de la nouvelle Chambre, les pangermanistes, notamment, pour manifester leur joie de se retrouver en nombre côte à côte, recommencèrent à causer du scandale. Lorsqu'en effet, conformément aux usages, le doyen d'âge, qui présidait la séance, termina son discours d'ouverture par l'invitation traditionnelle adressée à l'assemblée de pousser trois hourrahs en l'honneur de l'empereur, les membres du groupe Schœnerer-Wolf, scandalisés d'une pareille proposition, se levèrent en masse et quittèrent la salle des séances, au milieu, bien

entendu, d'une agitation considérable et très naturelle. Avec une Chambre pareille, aussi irrémédiablement divisée, l'on avait dû renoncer immédiatement à toute tentative de conciliation entre Tchèques et Allemands; mais même l'essai de rapprochement qu'on avait voulu pratiquer entre les partis allemands échouait lui aussi,et cela par suite de l'attitude irréductible des pangermanistes. En effet, dès les premières avances qui leur furent faites en vue d'une entente avec les populistes et les progressistes, les pangermanistes le prirent de haut, dictèrent leurs conditions et déclarèrent finalement toute tentative d'entente inutile, si le parti progressiste ne commençait pas par exclure purement et simplement de son sein ses membres israélites, nombreux, comme on le sait, dans la « Fortschrittspartei ». Cette manifestation d'antisémitisme forcené, ce ton dictatorial, arrêtèrent tout effort en vue d'un rapprochement, alors que cependant ce rapprochement dans des conditions raisonnables n'eût pu qu'être utile à la cause allemande en Autriche, que les pangermanistes se vantent toujours de si bien servir.

Du reste, les Radicaux-Allemands se montraient en tout intraitables; tous les sujets leur étaient bons pour faire du bruit et s'indigner contre quelque chose ou quelqu'un; ils protestaient avec la dernière énergie contre la permission accordée tacitement aux Tchèques de rédiger leurs interpellations

en langue tchèque, et lorsque le président de la Chambre, comte Vetter von der Lilie, proposait un arrangement, qui consisterait à rediger les interpellations en tchèque, avec en regard la traduction allemande qui seule figurerait au protocole, tandis que le texte original serait inséré aux annexes, arrangement de valeur douteuse peut-être, mais destiné à ménager les uns et les autres, ils continuaient à protester de plus belle et refusaient tout compromis, toute discussion, prétendant ainsi dicter leurs conditions et imposer toutes leurs volontés aux 404 autres membres de la Chambre.

Et ainsi l'histoire a continué à se dérouler sans donner aux esprits pacifiques et aux hommes d'ordre beaucoup de sujets de satisfaction ; les scandales ont succédé aux scandales, de plus en plus bruyants, et le parti pangermaniste a eu lui-même ses scandales intérieurs, ce qu'il méritait bien d'ailleurs, il faut le reconnaître. En effet, à la suite d'affaires privées, complaisamment étalées devant le public, claironnées dans la presse par d'anciens amis, et qui ne contribueront certainement pas à jeter un jour très brillant sur sa moralité, M. Wolf, le second grand homme du parti, s'est vu obligé de démissionner. Il a d'ailleurs, après une série d'intrigues et de chantages, où chacun s'est efforcé de son mieux de tromper et de compromettre le voisin, réussi à se faire réélire dans sa circonscription de Trautenau. Depuis, le désordre, qu'il s'est tant complu à semer autour

de lui, règne en maître dans le parti pangermaniste. M. Schœnerer et son *alter ego*, M. Wolf, sont entrés en lutte ouverte, et tous deux, le premier appuyé sur l' « Alldeutsche Vereinigung » et par l'intermédiaire de son journal les *Unverfælschte Deutsche Worte*, le second soutenu par son petit groupe de partisans de l' « Ostdeutsche Vereinigung », et s'exprimant avec sa courtoisie habituelle dans les colonnes de l'*Ostdeutsche Rundschau* se lancent à la tête réciproquement les plus graves accusations. On remue toutes les vieilles histoires, tous les anciens scandales, pour en tirer des arguments probants, des faits écrasants pour l'adversaire : c'est un grand lavage de linge sale, mais pas du tout en famille. Au fond de toute cette bataille homérique (car le vocabulaire des deux ennemis rappelle, en effet, par son aménité, celui des héros d'Homère), il n'y a guère, en somme, qu'une question d'ambitions personnelles, M. Wolf, las du rôle de lieutenant, voulant devenir le chef du parti, et M. Schœnerer, se cramponnant à la direction du mouvement et tenant avant tout à conserver son pouvoir sur le parti pangermaniste tout entier. Tout le parti a pris, d'ailleurs, part à la lutte, et au premier rang naturellement les turbulents étudiants nationaux-allemands. Ce qu'on peut remarquer, c'est que les pangermanistes de Vienne soutiennent M. Schœnerer, alors que ceux de Prague ont, en général, paru plutôt disposés à se ranger sous la bannière de

M. Wolf. Dans quelle mesure cette polémique effrénée, dont l'intensité a d'ailleurs beaucoup diminué depuis lors, cette scission qui, elle, existe toujours, ont-elles pu et peuvent-elles encore affecter le développement ultérieur du parti ? C'est là une question à laquelle il est difficile de répondre d'une manière absolue, un point très malaisé à élucider par avance. En tout cas, nous aurons l'occasion de revenir sur la question un peu plus loin et de l'examiner avec plus de détail, lorsque, ayant sommairement fait ressortir les caractères différents du mouvement pangermaniste dans les diverses provinces, nous aurons réuni tous les éléments nécessaires à une conclusion aussi raisonnée que possible sur un sujet aussi complexe.

Du reste, il convient de dire que pour sa besogne habituelle qui lui a valu sa triste célébrité, c'est-à-dire pour faire du tapage et causer du scandale, le parti pangermaniste se ressaisit et semble retrouver son unité. Une des plus récentes, et peut-être la plus inconvenante des manifestations du parti à la Chambre, pendant la séance du 18 mars 1902, en est la preuve. M. Schœnerer y parla longuement en faveur de la proclamation de l'allemand comme langue d'État, et termina son discours par une vigoureuse défense de son collègue le Dr Eisenkolb. Celui-ci, en effet, avait été rappelé à l'ordre, lors d'une séance précédente, pour s'être exprimé au sujet de la famille de Hohenzollern, en termes incom-

patibles avec le patriotisme autrichien. M. Schœnerer ne manqua pas de saisir la balle au bond. Il s'étonna, en termes indignés, de ce rappel à l'ordre infligé à un de ses amis, et termina son singulier plaidoyer en s'écriant à tue-tête : « Hoch und Heil den Hohenzollern ! » (Vivent et prospèrent les Hohenzollern !) Un court instant, la stupéfaction fut générale; puis, les pangermanistes eux-mêmes, surpris au premier moment de cette sortie inattendue de leur chef, se mirent à acclamer bruyamment l'orateur, tandis que des protestations indignées s'élevaient de tous les autres bancs de la Chambre. Ce fut une scène inouïe, un vacarme effrayant; tous les pangermanistes, debout, poussant à leur tour le cri séditieux : « Vivent les Hohenzollern ! » bientôt couvert par les clameurs de désapprobation de l'assemblée entière. Le président, comte Vetter von der Lilie, lui aussi d'abord surpris et désemparé par ce brusque orage, se ressaisit enfin et rappela M. Schœnerer à l'ordre : sur quoi la tempête redoubla, le tumulte reprit de plus belle sur les bancs pangermanistes, scandé toujours par le cri de « Vivent les Hohenzollern ! ». Mais ensuite, quand le calme fut à peu près rétabli, on vit les orateurs attitrés de tous les partis de la Chambre, Slaves aussi bien qu'Allemands, depuis M. Kramarcz (Jeune Tchèque), jusqu'à M. Kathrein (Allemand catholique), se succéder à la tribune et protester, dans un bel élan de loyalisme patriotique, contre le langage inqualifiable

tenu par M. Schœnerer. Ainsi cette séance mémorable se termina par une manifestation réconfortante et patriotique. Le lendemain, les pangermanistes essayèrent bien de susciter à nouveau des tempêtes, mais ils ne parvinrent qu'à créer des incidents, où leurs attitudes tragiques prêtèrent le plus souvent à rire.

Depuis, les pangermanistes ne se sont signalés par rien de bien saillant. Le président du conseil, M. de Kœrber, a poursuivi avec une belle énergie sa tache difficile, mais le succès, malheureusement, a été assez modeste. Les pangermanistes, toujours irréductibles et intransigeants, ont refusé encore, au mois de décembre 1902, de participer aux négociations engagées par les partis allemands, de leur propre initiative, avec les Jeunes Tchèques en vue d'arriver à une solution du conflit linguistique en matière administrative en Bohême. Les conférences échouèrent, comme on le sait. On se rappelle également comment la Chambre dut être prorogée à la fin de 1902 et les efforts admirables et malheureusement vains de M. de Kœrber pour amener une conciliation de plus en plus difficile à effectuer. Mais, tout à une fin en ce monde, et après des discussions orageuses, voyant que persuasion ou menaces, tout échouait devant l'obstination des partis ennemis, M. de Kœrber lui-même, après avoir à nouveau prorogé la Chambre le 25 juin 1903, démissionnait le lendemain.

Mais l'empereur, aux prises avec des difficultés

nouvelles, avec la perspective du conflit naissant avec la Hongrie sur la question militaire, ne voulut point se priver, dans ces circonstances si critiques, du concours de l'homme d'État habile et énergique, qui, pendant trois ans, avait tenu tête à l'orage, et, cédant de son côté aux instances de l'empereur, M. de Kœrber a repris la lutte et reparu comme président du conseil au banc des ministres. Depuis, toute l'attention s'est portée sur la crise hongroise, et les événements de Cisleithanie ont été relégués au second plan par les revendications magyares.

Dans toute cette dernière période, les pangermanistes n'ont pas joué un grand rôle. On a paru vouloir insinuer qu'ils auraient fomenté les troubles survenus en Hongrie, notamment à Bilek, parmi les soldats retenus sous les drapeaux au delà du temps légal ; on a cru reconnaître leur manière de faire dans les manifestations anti-habsbourgeoises qui se sont produites à cette occasion. Qu'y-a-t-il de vrai dans ces accusations ? C'est bien difficile à dire et, en somme, au point de vue général, ce sont là des questions d'un intérêt très relatif. — C'est donc bien pour nous, dans cette esquisse historique du mouvement pangermaniste en Autriche, sur la fameuse scène de la séance du 18 mars 1902, et sur les manifestations bruyantes de loyalisme prussien du parti pangermaniste à cette occasion, que se termine, à l'heure qu'il est, notre étude de ce parti dans sa vie parlementaire. Et il ne nous

déplaît pas de clôturer cette histoire sur cette scène scandaleuse, entre toutes, où le groupe Schœnerer montra d'une façon si éclatante qu'il n'était bien en réalité qu'un ramassis de professionnels de l'agitation et de pêcheurs en eau trouble.
Nous voilà donc arrivés à la fin de cette étude historique du mouvement pangermaniste en Autriche, qui seule, croyons-nous, exposée avec toute l'impartialité possible si l'on ne veut pas se borner à relater purement et simplement les événements, mais aussi les commenter et en extraire le sens, peut nous permettre de nous faire une idée exacte d'un mouvement dont on parle tant, et si souvent, sans se rendre un compte exact de son origine, de son évolution et de sa portée véritable. Il nous reste maintenant, cette partie historique du travail étant achevée, à arriver à une conclusion logique et raisonnée, basée sur les enseignements tirés de l'histoire du mouvement lui-même et sur l'étude à la fois des chances de succès du mouvement à l'intérieur de l'Autriche et des probabilités d'appui qu'il peut éventuellement trouver en dehors de la monarchie. Mais cette étude-là, que nous allons entreprendre maintenant, il nous était impossible de l'entamer avant d'avoir fait préalablement du pangermanisme autrichien le fort long historique qui nous a conduits de 1815 à 1904, et que, malgré tout notre désir de ne dire que les choses essentielles, nous n'avons pu, vu l'extrême complexité de la question, résumer davantage.

CHAPITRE VII

LES POPULATIONS ALLEMANDES D'AUTRICHE ET LE PANGERMANISME

SOMMAIRE. — Le pangermanisme national en Bohême et dans les provinces germano-slaves. — Haute-Autriche et Basse-Autriche. — Le caractère artificiel du mouvement dans ces deux provinces. — Ses appuis : l'esprit de fronde, l'antisémitisme et l'anticléricalisme combinés. — Tyrol et Salzburg. — Le mouvement brisé par le loyalisme et la ferveur catholique dans ces deux provinces. — Conclusion.

Maintenant que nous avons suivi pas à pas, dans sa longue carrière, dans son évolution lente, le mouvement pangermaniste autrichien, depuis l'époque où il se cachait timidement à l'ombre de l'idée nationale-allemande jusqu'à celle où il éclate, bruyant et fanfaron, au milieu du tumulte, du vacarme et des scandales, il nous reste, pour bien le connaître, à nous poser une question, et une question importante. Ce mouvement pangermaniste est-il uniforme dans l'Autriche entière, est-il un et inébranlable dans sa doctrine, dans ses tendances, ou bien se présente-t-il, au contraire, à nous sous des formes différentes, avec des carac-

tères particuliers, et répond-il à des préoccupations diverses, à des désirs distincts dans toutes ces provinces de la Cisleithanie, qui ont presque toutes gardé, sous la férule du Habsbourg, une physionomie propre?

De tout ce que nous avons eu l'occasion de dire et de voir dans le courant de cette étude, une chose ressort nettement, indiscutablement, c'est que, de toutes les provinces où le parti pangermaniste déploie aujourd'hui son activité bruyante et un peu brouillonne, celle où le mouvement paraît le plus intéressant à observer est, sans contredit, la Bohême. Là, dans cette province immense, à la physionomie si vivace, à l'individualité si tenace et si fièrement affirmée, les luttes nationales sont le résultat d'une haine séculaire, ancrée dans le sang des races, fortifiée par les souvenirs historiques présents à la mémoire de tous, puisée aux entrailles même de la terre de Bohême. Là, nous nous trouvons aux portes de l'empire allemand, presque aux portes de l'empire russe. L'ombre de l'aigle germanique plane sur la vieille Bohême toujours grondante, la griffe de l'ours russe se tend aussi, caressante et enjôleuse, mais avide quand même, vers ces frères slaves opprimés. Là, depuis des années, depuis des siècles, Tchèques et Allemands ont pris l'habitude de se considérer moins comme citoyens autrichiens que comme membres de deux grandes races mortellement ennemies, la

race slave et la race germanique, de deux vastes collectivités qui se heurtent sur une immense étendue de frontières, le slavisme et le germanisme, luttant pour la suprématie dans ce vaste champ clos qu'est le monde moderne. Là, dans ce combat acharné, depuis longtemps on a recherché, en dehors de l'Autriche, des sympathies précieuses, des appuis effectifs. Les frères de Russie et les frères d'Allemagne ont pu entendre les appels des Tchèques et des Allemands de Bohême, et si jusqu'à ces dernières années, pour des raisons spéciales, les Tchèques de Bohême se méfiaient un peu de la Russie et de son ambition, les Allemands de Bohême, par contre, ont depuis longtemps tendance à invoquer à grands cris la protection et l'aide de Berlin.

Tout cela, situation naturelle, évolution historique, souvenirs et traditions du passé, rêves et espérances pour l'avenir, explique pourquoi, sur cette vieille terre de Bohême déchirée par la lutte, qui y est déchaînée depuis des siècles avec un acharnement, dont, dans un pays d'unité nationale ancienne et absolue comme le nôtre, on peut à peine se faire une idée, tout cela explique pourquoi le parti pangermaniste a pu faire là de tels progrès, justifiant ainsi une fois de plus cette constatation navrante, mais, hélas! trop vraie, qu'en temps de crise, c'est aux partis les plus violents que vont les électeurs. Or, s'il est une justice qu'il

faille rendre au parti pangermaniste, c'est qu'il est, sans conteste possible, des partis allemands, de beaucoup le plus violent. Il est, par conséquent, permis de penser qu'il se trouve parmi ceux qui l'ont soutenu de leurs votes, des gens qui ne songent pas à l'union avec l'Allemagne, et qui n'ont fait triompher ses candidats que pour affirmer, avec toute la vigueur et toute l'intransigeance possibles, leurs sentiments allemands et antitchèques.

Ceci n'est peut-être pas seulement une hypothèse en l'air, une pure et simple conjecture. En effet, les élections qui ont eu lieu au mois d'octobre 1901, pour le renouvellement de la Diète de Bohême, ne font que confirmer cette supposition et lui donner de fortes apparences de vérité. Sans doute, elles ont vu les pangermanistes remporter des succès éclatants et conquérir nombre de sièges; mais ces succès étaient surtout remportés aux dépens des progressistes allemands modérés. Mais elles ont vu aussi chez les Tchèques les tendances extrêmes, exaspérées par la lutte, l'emporter nettement, et le parti tchèque le plus violent, celui des agrariens tchèques, faire des progrès considérables, également au détriment des éléments tchèques modérés plus disposés à la conciliation. Des deux côtés donc, les violents ont triomphé, de ce triomphe un peu factice et généralement éphémère qu'est le triomphe des idées de violence et de haine, et c'est, par conséquent, ce triomphe même,

dû plutôt à la virulence de leurs opinions qu'à la séduction exercée par leur programme sur les populations, qui vient renforcer les doutes que nous émettions tout à l'heure sur la réelle conviction pangermaniste des trop nombreux électeurs des députés pangermanistes de Bohême.

Il y a encore, croyons-nous, au succès, tout au moins momentané du mouvement pangermaniste en Bohême, d'autres causes. Nous sommes là, ne l'oublions pas, dans un pays qu'ont ensanglanté pendant de longues années les querelles religieuses, dans un pays où tout le monde a gardé une tendance manifeste, un goût marqué pour les discussions théologiques, discussions qui ont souvent abouti à des persécutions et à des massacres.

N'est-il pas, dès lors, tout naturel que dans un pareil milieu, milieu si bien préparé à la réapparition d'une guerre de religion, le nouveau masque du mouvement pangermaniste, le masque religieux, en même temps qu'il lui suscitait des adversaires acharnés, lui ait amené aussi de nouveaux et enthousiastes adhérents, et ait en tout cas créé une atmosphère d'agitation et de trouble dont le mouvement pangermaniste n'a pu que profiter.

En somme, et pour nous résumer, il paraît à peu près certain que ce qui a fait jusqu'ici le succès du mouvement pangermaniste en Bohême (et ceci s'applique aussi, presque au même degré, à la Moravie), c'est, à notre avis, qu'il a trouvé là un terrain tout

préparé pour une agitation fondée sur une idée nationale, un pays où les nationalités adverses se livrent depuis des siècles un combat sans issue, un pays aussi sur lequel s'étend toujours menaçante l'ombre gigantesque de l'empire allemand, de la Plus Grande Allemagne, un pays où son appel à une croisade anticatholique, antiromaine, devait trouver un écho, un pays surtout où il a profité plus que partout ailleurs d'un de ces états de crise aiguë et intense, qui font oublier aux hommes la très grande différence qu'il y a entre énergie et violence. Enfin, et ceci alors est une raison générale, matérielle et pratique, ce qui a fait aussi son succès en Bohême, c'est que, de tout temps, les Tchèques de Bohême ont été considérés par les Allemands comme le principal, peut-être même le seul obstacle à l'union de tous les Allemands, l'obstacle qu'il faut broyer et défoncer pour édifier sur ses ruines le colosse grandiose, mais hétérogène, de la Plus Grande Allemagne.

Il est permis, néanmoins, d'espérer que cet état de crise aiguë, qui reste malgré tout, à notre avis, la cause principale des progrès du mouvement pangermaniste en Bohême, ne sera pas éternel, et que son acuité même l'empêchera de devenir un mal chronique. D'où viendra le remède quel sera-t-il? Ce sont là des questions sur lesquelles nous ne nous permettrons même pas d'émettre des hypothèses. Nous nous contentons d'exprimer ici un

espoir de pacification et de souhaiter bien sincèrement que cet espoir ne soit pas chimérique. Le jour où cette pacification se réaliserait, le jour où une solution raisonnable, satisfaisante pour les uns et pour les autres (si ce n'est pas là une impossibilité) saurait ramener en Bohême la paix et la tranquillité, et désarmer, sinon réconcilier les adversaires séculaires, ce jour-là, nous sommes convaincus que le mouvement pangermaniste verrait s'arrêter sa marche ascendante vers le succès, et que l'idée qu'il représente, sans disparaître peut-être entièrement, redeviendrait une idée purement philosophique, un rêve d'avenir immatériel, et par conséquent peu inquiétant.

Les mêmes raisons que nous venons d'exposer sommairement en examinant la Bohême, atténuées par le fait de l'éloignement plus grand de ce centre d'attraction colossal qu'est Berlin pour les pangermanistes, se retrouvent pour expliquer le succès du mouvement dans les autres provinces de la Cisleithanie où les Allemands sont face à face avec les Slaves. Nulle part, cependant, le combat pour la nationalité n'y est aussi vif qu'en Bohême, et nulle part il ne met aux prises des populations aussi nombreuses que celles qui se disputent cet antique et glorieux royaume, et ce double fait contribue aussi à expliquer pourquoi, tout en y présentant les mêmes caractères généraux qu'en Bohême, le mouvement pangermaniste nous les montre ici pour

ainsi dire à une échelle plus réduite. Partout, par conséquent, où le slavisme et le germanisme se heurtent en Cisleithanie, tout ce que nous disions du pangermanisme en Bohême est également vrai; mais l'intensité heureusement moindre de la lutte de nationalités moins fortement représentées qu'en Bohême et moins ardentes au combat, et l'éloignement plus grand de Berlin y ont enlevé au mouvement pangermaniste une grande partie de sa violence, et par cela même ne lui permettent, par conséquent, pour l'instant, qu'un plus maigre succès.

Restent maintenant, outre le Tyrol et la province de Salzburg, dont nous parlerons en dernier lieu, les provinces essentiellement allemandes de la Cisleithanie, c'est-à-dire la Haute-Autriche et la Basse-Autriche. Tout ce que nous disions pour la Bohême ne paraît plus du tout pouvoir s'appliquer à ces deux provinces. Ici pas de lutte engagée entre deux nationalités vivaces et également florissantes pour la suprématie, pas de conflit de langues, pas d'influence étrangère assez voisine pour être réellement forte, puisque nous sommes au contraire au cœur même de la monarchie; rien, en un mot, de ce qui expliquait le succès de l'agitation pangermaniste en Bohême, ne se retrouve ici. D'où vient donc alors, si nous voulons poser nettement le problème, dans ces provinces où il n'est nullement question de lutte de nationalités, un mouve-

ment aussi foncièrement national que celui que nous étudions?

Et, en effet, ici ce mouvement a de tout autres causes, et est par cela même beaucoup plus artificiel. Ici nous ne trouvons pas, à sa base, à son origine, l'idée nationale, la seule sur laquelle il puisse légitimement se fonder; cette idée n'existe, et encore combien confuse et vague, que chez les étudiants nationaux-allemands, élément turbulent qu'il ne faut pas trop négliger, mais qui est cependant bien loin d'avoir l'importance qu'il s'attribue si bruyamment. Non! Ce qui, dans ces deux provinces, et plus particulièrement encore dans la Basse-Autriche, a fait le succès du mouvement pangermaniste, c'est bien plutôt son caractère violent de mouvement d'opposition à outrance. C'est incontestablement ce caractère-là, qu'il a revendiqué hautement dès son apparition dans la vie politique, qui, lors des ministères à tendances tchéquophiles, lui a valu beaucoup de suffrages de la part de tous ces agités qui ne se trouvent dans leur élément que lorsqu'ils sont à l'avant-garde de l'opposition. Cependant, si cette violence dans l'opposition lui a valu ainsi des succès inespérés, il est juste de dire que c'est elle aussi qui a de nouveau éloigné de lui pas mal d'électeurs, lorsque le groupe Schœnerer a définitivement adopté cette attitude intransigeante d'opposition de principe à tout ministère quel qu'il pût être, lorsqu'il a inauguré

aussi cette tactique d'obstruction systématique, dont se meurt aujourd'hui le parlementarisme en Autriche. Car ainsi, à des époques différentes, le groupe radical-allemand s'est trouvé avoir froissé successivement plus ou moins tout le monde.

A côté de cette raison générale, qui a, malgré tout, amené au parti pangermaniste, à cause de son caractère de parti d'opposition à outrance, de nombreux électeurs mécontents, il y en a une autre, plus spéciale celle-là, mais non moins intéressante à connaître. A un moment donné, en effet, une agitation purement antisémitique a gagné une grande partie des habitants de Vienne, et aussi, quoique à un moindre degré, de ceux des campagnes dans les deux provinces dont nous nous occupons. Cette agitation a donné naissance à un parti antisémite, à la tête duquel se trouve M. Lueger, aujourd'hui bourgmestre de Vienne; mais ce parti antisémite est devenu rapidement, comme son nom de parti chrétien social l'indique, un parti éminemment clérical. Il s'est trouvé alors des gens à qui cette nouvelle tendance a déplu, des gens qui, quoique antisémites, ne voulaient pas devenir les serviteurs de l'autel, des gens à qui l'antisémitisme ne suffisait pas pour donner libre cours à leurs passions haineuses, et qui portent leur intolérance religieuse au comble, en pratiquant à la fois l'antisémitisme et l'anticléricalisme. Ceux-là ne pouvaient se ranger sous la bannière ultra-cléricale

de M. Lueger, et ils se sont trouvés alors tout naturellement amenés, quelles que pussent être leurs opinions en ce qui concerne la propagande pangermaniste, à venir grossir les rangs du parti, à tendances à la fois antisémitiques et anticléricales, que dirigeait avec tant de maëstria dans la violence et dans l'invective M. Schœnerer.

Tout bien considéré, il nous semble donc, en définitive, que l'idée nationale doit ici être reléguée au second plan, et qu'elle doit laisser la première place aux véritables parrains du mouvement pangermaniste en Haute-Autriche et en Basse-Autriche : l'esprit d'opposition et de fronde de la capitale d'une part, et la réalisation par lui, d'autre part, d'un comble d'intolérance religieuse par la conciliation habile de l'antisémitisme et de l'anticléricalisme. Jusqu'à quel point ces deux éléments primordiaux de son succès promettent-ils d'être durables, jusqu'à quel point ces tendances violentes soutiendront-elles et alimenteront-elles l'agitation pangermaniste, quelles forces plus considérables encore que celles dont il dispose aujourd'hui pourront-elles éventuellement lui amener ? Ce sont là des questions fort intéressantes, sans doute, mais sur lesquelles on ne peut, à l'heure actuelle, faire que d'assez vagues conjectures, et que l'avenir seul pourra et devra trancher.

Restent enfin le Tyrol et la province de Salzburg. Au premier abord, il semblerait que ces deux pro-

vinces doivent se trouver dans une situation assez analogue à celle que nous venons d'analyser sommairement en Haute et en Basse-Autriche. Là aussi, en effet, la lutte des nationalités n'est pas très active. Dans la province de Salzburg, elle est même à peu près inexistante ; dans le Tyrol, elle existe évidemment, mais elle est, malgré les apparences, d'une intensité relative. Les Allemands et les Italiens, qui s'y trouvent face à face et qui s'y détestent cordialement, se cantonnent assez rigoureusement dans leurs zones respectives. Sans doute, les Italiens protestent-ils de toutes leurs forces contre ce qu'ils estiment être l'oppression allemande, sans doute ne cessent-ils d'y réclamer des droits, sans doute y sont-ils un élément sérieux, appréciable, d'agitation nationale. Mais enfin, il n'y a, malgré tout, pas là comme en Bohême, de combat acharné engagé entre les deux nationalités en vue de s'assurer la suprématie, la domination, dans l'ensemble de la province, et voilà pourquoi il est permis de dire que la lutte des nationalités y est d'une intensité relative.

Et cependant la situation y est différente de celle que nous avons étudiée en Haute et en Basse-Autriche. Ici, le mouvement pangermaniste trouve, en effet, en face de lui, deux adversaires nouveaux, adversaires terribles dont il aura, croyons-nous, bien de la peine à triompher et qui, sans doute, le refouleront même complètement. Le premier,

c'est le loyalisme tout particulier de ces deux provinces, surtout du Tyrol, c'est leur fidélité proverbiale, aveugle à la dynastie de Habsbourg. Sans doute, a-t-on pu voir, même là, se produire, dans ces dernières années, peut-être un léger relâchement de ces liens de dévouement instinctif et inébranlable à la dynastie ; sans doute, là aussi, les passions déchaînées ont-elles fait leur œuvre et un peu ébranlé l'idole. Néanmoins, on peut, croyons-nous, affirmer, sans crainte d'être contredit, que la quasi-unanimité des habitants du Tyrol et de la province de Salzburg est prête à tout pour la défense de l'empereur, et cela quelle que puisse être la personnalité du monarque, simplement et uniquement parce qu'il est un Habsbourg.

Le second adversaire auquel se heurte, dans ces deux provinces, le pangermanisme, adversaire non moins redoutable, c'est leur catholicisme fervent, ardent, passionné, que le mouvement de séparation de Rome, patronné par les pangermanistes et désormais intimement lié à leur propagande nationale, n'a fait qu'exaspérer encore davantage. C'est là, pour le pangermanisme, un obstacle sans doute infranchissable, et, pour avoir voulu détourner les populations de Rome, il est condamné à un échec certain et sanglant dans ces deux provinces d'un aspect si particulier. Autant donc qu'on peut affirmer quelque chose concernant l'avenir en politique et principalement en politique autri-

chienne, il paraît à peu près certain que les popu-tions du Tyrol, du Vorarlberg et aussi de la province de Salzburg, foncièrement catholiques et loyalistes avant tout par instinct, ne sont pas du tout disposées à jamais se laisser gagner à leur tour par la fièvre pangermaniste. Ce sont bien là, en effet, de ces populations d'antan, dernières héritières de traditions aujourd'hui presque partout disparues, pour qui l'idée nationale consiste uniquement à défendre à outrance, pied à pied, roc par roc, le sol natal contre l'envahisseur étranger, et dont toute la conduite, toute la vie sont dirigées par une foi religieuse d'une ferveur enfantine et naïve, et par la fidélité absolue, aveugle, irréfléchie au Habsbourg seigneur féodal, maître incontesté et père de ses très humbles sujets.

Maintenant que nous avons ainsi marqué en quelques traits rapides les caractères différents du mouvement pangermaniste dans les diverses provinces de la Cisleithanie, quelle conclusion pouvons-nous tirer de cette brève étude ? D'abord ceci, qu'on ne saurait trop répéter, c'est que partout, au Nord comme au Midi, à l'Est comme à l'Ouest, le mouvement pangermaniste se présente à nous avec ce même caractère uniforme de violence haineuse, avec ces mêmes appels aux passions les moins nobles, que toute son histoire nous a révélés, depuis le jour où ce mouvement, issu d'une idée

nationale et d'une conception philosophique, grandioses au point de vue allemand, a été accaparé par des agitateurs de profession. Ensuite, et cette observation est une conséquence forcée de la précédente, ce mouvement pangermaniste a, toute son histoire le prouve surabondamment, besoin d'une atmosphère de crise et de désordres pour se développer et prospérer. Cela, les pangermanistes l'ont si bien compris qu'ils sont, dans le cours de leur évolution, devenus, par la force des choses, un parti d'opposition toujours et quand même. Ils se connaissent, en effet, bien, ils savent que, même s'ils devenaient jamais assez nombreux pour être un parti de gouvernement, ils sont incapables de prendre la direction des affaires d'un grand pays, et que le seul rôle qu'ils peuvent et veulent jouer, c'est celui, infiniment plus facile, de pêcheurs en eau trouble.

Enfin, et quelque grave que puisse paraître cette affirmation, nous croyons qu'on peut dire franchement que, sauf en Bohême et à un moindre degré dans les autres provinces germano-slaves de la Cisleithanie, le mouvement pangermaniste est tout artificiel. En effet, si un tel mouvement ne peut se justifier, car rien ne saurait, à nos yeux, justifier la conduite de citoyens d'un pays, qui cherchent à s'échapper de leur patrie, à la démembrer, qui réclament leur annexion à un autre pays, ce mouvement peut cependant s'expliquer,

s'excuser même jusqu'à un certain point. Et sa seule excuse, c'est d'avoir, malgré tout, pour fondement, une idée nationale, l'idée nationale-allemande, dévoyée si l'on veut, détournée de son sens véritable, mais idée après tout, qui, au point de vue allemand, ne manque pas de grandeur. Mais cette idée-là, qui seule peut excuser l'agitation pangermaniste, nous avons montré qu'elle n'existait pour ainsi dire pas, qu'elle n'avait aucune raison d'exister dans les provinces purement allemandes, ni même dans le Tyrol. Dépourvue de cette base nationale, simple produit dès lors de passions politiques basses et sans grandeur, l'agitation pangermaniste y devient, par conséquent, une manifestation quelconque de ces doctrines de haine, qui sévissent un peu partout en Europe, et par là même y est une création tout à fait artificielle, due à des politiciens mécontents et bruyants.

Et, même en Bohême, il ne faudrait pas, croyons-nous, s'exagérer par trop la profondeur, l'intensité, la sincérité du mouvement, quelque sérieux qu'il y soit réellement; il ne faudrait pas, même là, voir la situation sous un jour par trop sombre. L'heure viendra peut-être où un homme d'État véritable (pourquoi ne serait-ce pas, après tout, M. de Kœrber, dont la valeur s'est hautement affirmée pendant ses quatre ans de ministère ?) saura trouver le terrain de conciliation sur lequel Alle-

mands et Tchèques, las à la fin de cette lutte nationale sans issue, dont tout le pays souffre, pourront et voudront signer la paix ; le jour luira peut-être, tôt ou tard, où l'on parviendra à ramener l'entente et la concorde dans la monarchie austro-hongroise, où, calmées et satisfaites d'une politique équitable et tolérante, les nationalités adverses renonceront à consumer leurs forces dans la lutte stérile où elles s'entredéchirent sans profit pour personne. La tâche est difficile, surhumaine peut-être, mais nous n'avons pas le droit de la proclamer impossible ; elle est, en tout cas, belle et digne de tenter les hommes d'État de l'empire du Danube. Le jour où l'un d'eux y réussirait, l'on peut être sûr que le mouvement pangermaniste, malgré ses efforts, aurait vécu ! Ce jour-là aussi, le parti, qui depuis vingt-cinq ans l'exploite si habilement, s'en irait, tel une outre vide et molle, tel un ballon flasque et dégonflé, mourir de sa belle mort dans l'oubli, sous la poussière qui recouvre bientôt les partis d'agitation factice, qui ne savent que faire appel à la haine et à la violence.

Il y aurait encore bien d'autres choses à dire sur la situation du parti pangermaniste en Autriche. Il y aurait notamment à voir l'influence capitale que les faits de l'ordre économique, si importants à l'heure actuelle, et qui promettent de dominer de plus en plus la politique future, peuvent éventuellement exercer sur le mouvement qui nous inté-

resse[1]. Mais cela exigerait encore toute une étude très spéciale et fort longue, à laquelle il ne nous est pas loisible de nous livrer ici, où nous examinons la question à un point de vue uniquement historique, philosophique et politique.

En somme, nous ne croyons pas pouvoir mieux résumer les conclusions raisonnées que nous inspire l'étude approfondie du problème pangermaniste, circonscrit dans les limites de la Cisleithanie, qu'en affirmant hautement que tous les véritables amis de l'Autriche en tant qu'Autriche (et nous verrons un peu plus loin que tous les véritables amis de la paix européenne doivent éprouver pour l'Autriche l'affection mêlée d'émotion qu'on ressent pour un talisman) doivent souhaiter ardemment que le mouvement pangermaniste ne réussisse pas dans ses desseins et ne parvienne jamais à bouleverser ce pays, et en même temps notre pauvre équilibre européen. Certes, il est possible que le mouvement s'étende encore, qu'il se développe, toujours plus dangereux et plus menaçant, que les circonstances difficiles, que cet état de crise aiguë qui semble devenir chronique sur les bords du beau Danube bleu, lui permettent d'acquérir une force nouvelle. Néanmoins, nous ne pouvons et ne voulons pas croire sérieusement que son succès

1. Pour toute cette partie d'ordre économique, on pourra lire avec profit les pages fort intéressantes qu'y consacre M. René Henry dans son ouvrage déjà cité, p. 96-104 et 133-135.

soit jamais autre chose que le triomphe éphémère et sans lendemain d'un parti de violence, qui, voué par sa nature même à une opposition acharnée, à une opposition de principe, ne pourrait s'emparer du pouvoir sans s'effriter et montrer l'impuissance et la stérilité de ses conceptions grandiloquentes.

CHAPITRE VIII

LE PANGERMANISME ET L'EUROPE

Sommaire. — L'Allemagne et le pangermanisme. — Séductions et avantages qu'une politique pangermaniste présente pour l'Allemagne. — Le revers de la médaille. — Les dangers de cette politique. — Les soi-disant intrigues de l'Allemagne en Autriche. — Bismarck et le pangermanisme. — Pourquoi la réalisation de l'idéal pangermaniste affaiblirait l'Allemagne.

L'Italie et le pangermanisme. — L'« Italia irredente ». — L'Angleterre et le pangermanisme. — La question de la Méditerranée. — La Russie et le pangermanisme. — La question de Bohême. — Le panslavisme. — L'échec du pangermanisme, question vitale pour la Russie.

La France et le pangermanisme. — L'alliance franco-russe. — Le principe de l'indépendance des nations et de la justice internationale. — La question d'Alsace-Lorraine. — Les illusions de ceux qui s'imaginent que l'Allemagne nous la rendra jamais de son plein gré. — Nécessité de l'existence d'une Autriche indépendante, si la France veut rester une grande puissance.

L'intérêt de l'Europe, tant matériel que moral, commande de tout faire pour préserver l'indépendance et l'existence de l'Autriche.

Il nous faut maintenant sortir d'Autriche, nous transporter au dehors, et, dans un rapide voyage en Europe, examiner sommairement l'intérêt des diverses puissances, leur attitude, l'intérêt enfin de l'Europe elle-même, en présence de ce mouvement pangermaniste, qui, en menaçant de modifier

de fond en comble l'équilibre européen, attire sur lui aujourd'hui l'attention plus ou moins bienveillante, mais, en tout cas, passionnée de tous. Il n'y a, à l'heure actuelle, de l'Atlantique aux plaines désertes de la Sibérie, des glaces du cap Nord aux flots bleus de la Méditerranée, aucune puissance européenne qui puisse se désintéresser de cette question redoutable, aujourd'hui surtout où la guerre, avec son cortège habituel de craintes de complications et de difficultés sans nombre, a de nouveau fait son apparition dans le monde, élisant son siège dans cet Extrême-Orient mystérieux et dangereux, où leurs ambitions rivales mettent aux prises les grands États européens, les États-Unis et les empires jaunes, soucieux à leur tour de jouer un grand rôle chez eux. Mais, parmi ces puissances européennes, il en est une pour qui le pangermanisme présente un intérêt tout particulier, c'est celle dont, à en croire les pangermanistes, l'idée pangermaniste dirige la politique, celle à qui sa réalisation profiterait immédiatement, en reconstituant pour elle l'empire le plus formidable, le plus colossal, mais peut-être aussi le plus hétérogène de l'Europe : cette puissance, que la Plus Grande Allemagne touche le plus directement, c'est l'Allemagne impériale d'aujourd'hui, l'Allemagne de Bismarck, de Moltke et aussi de Guillaume II.

Pour l'observateur superficiel qui ne considère que la surface des choses, le seul fait de se deman-

der quel est, sur ce point, l'intérêt de l'Allemagne, paraît une ironie, une folie. Comment l'Allemagne, en effet, ne souhaiterait-elle pas de toutes ses forces, comme l'événement qui couronnerait son triomphe, la réussite d'un mouvement, d'où résulterait pour elle un formidable accroissement de territoires, d'un mouvement qui réaliserait enfin l'antique rêve de la race germanique, l'union de tous ses enfants sous un seul sceptre, d'un mouvement qui permettrait à ses armées triomphantes de descendre ce Danube majestueux, route merveilleuse vers cet Orient tant convoité, d'un mouvement qui lui faciliterait, qui lui donnerait peut-être même cette sortie si ardemment désirée sur l'Adriatique, sur la Méditerranée, qui, en lui procurant des débouchés immenses et nouveaux, lui permettrait de submerger à volonté l'Orient, le Midi ou l'Occident sous le flot tumultueux de ses bataillons, d'un mouvement qui ferait d'elle le centre de gravité de l'Europe entière, la maîtresse de la terre et des mers, la maîtresse de l'Europe, la maîtresse peut-être du monde entier.

Rêve splendide, merveilleux, éblouissant, auquel une large part de réalité donne cette apparence, à la fois séduisante pour les uns et menaçante pour les autres, qu'ont les rêves dont la réalisation reste après tout possible. Fantasmagorie pure ? Non pas ! Mais, comme toutes les choses humaines, médaille brillante, qui a un revers, et un revers qui peut-être est

suffisamment obscur pour ternir l'éclat de la façade. C'est ce revers qu'il ne faut pas oublier de considérer si l'on veut faire œuvre utile, et ne pas se montrer aveugle. Et voilà pourquoi, après avoir étalé dans toute sa splendeur grandiose le tableau des espérances allemandes, il faut nous garder soigneusement de nous laisser à notre tour emporter dans les nuages par ces gigantesques conceptions, il ne faut pas nous laisser éblouir par ces rêves démesurés de la mégalomanie allemande, il nous faut au contraire considérer froidement si, en suivant une politique imbue de l'idéal pangermaniste, l'Allemagne ne se trouverait pas lâcher malgré tout la proie, c'est-à-dire son formidable empire actuel, pour l'ombre, c'est-à-dire la chimère séduisante, mais sans doute fausse, de la Plus Grande Allemagne.

Néanmoins, avant de nous poser cette grave question, il convient d'étudier un point très discuté, et en effet très discutable, c'est celui de savoir si, depuis 1870, le Gouvernement impérial allemand et les hommes de génie, ou simplement de talent, qui l'ont personnifié, ont paru disposés à favoriser l'extension du pangermanisme autrichien, si, en un mot, ce passé récent nous montre dans la politique pangermaniste une tendance traditionnelle du Gouvernement allemand, ou si, au contraire, ledit Gouvernement ne l'a pas rejetée comme une politique scabreuse et pleine de dangers. On a

beaucoup parlé d'intrigues du Gouvernement allemand, de missions secrètes en Autriche, d'agitateurs par lui payés, c'est-à-dire d'un ensemble d'actes qui tendrait en effet à prouver que le Gouvernement allemand appuie, soutient, encourage le mouvement pangermaniste en Autriche et désire sa réussite. Laissons, pour l'instant, de côté, les missions secrètes, si difficiles à contrôler, et voyons à quoi se ramènent, dans la politique autrichienne depuis 1870, ces intrigues, cette ingérence du Gouvernement impérial allemand?

Quand on parle d'action du cabinet de Berlin sur celui de Vienne, le premier événement auquel on fait allusion, ce sont ces fameuses entrevues de l'été de 1871, où se prépare, à l'instigation évidemment de l'Allemagne, le renvoi du ministère Hohenwart, ministère tchéquophile, détesté par les Allemands. De ces entrevues nous avons parlé plus haut, et nous avons montré que l'intérêt des pangermanistes, donc du Gouvernement allemand, s'il entre dans leurs vues, commandait au contraire de ne rien faire pour amener la chute de ce ministère Hohenwart, qui, en mécontentant, en exaspérant les populations allemandes d'Autriche contre leur Gouvernement, ne pouvait que les inciter à se jeter sans hésitation dans les bras de l'Allemagne. Or que nous montre, au contraire, l'histoire de cette époque? Elle nous apprend que l'Allemagne, si, en effet, elle a exercé une influence sur les desti-

nées de la politique autrichienne en 1871, l'a employée à faire renvoyer le ministère Hohenwart, qui pourtant, comme tous les gouvernements anti-allemands en Autriche, faisait indirectement le jeu des pangermanistes.

Puis surviennent les affaires de Bosnie. Ici, nous dit-on, l'Allemagne a poussé de toutes ses forces l'Autriche à se lancer dans la question d'Orient d'une manière active, à occuper la Bosnie, tant pour faciliter à l'invasion allemande pour l'avenir la route de l'Orient que pour détourner l'attention de la monarchie dualiste de ce qui se passe sur ses frontières de l'Ouest et du Nord-Ouest, et préparer ainsi plus à son aise l'entrée future de la partie occidentale de la monarchie dans la Grande Allemagne. Cette théorie est sans doute séduisante; elle contient une forte part de vérité, tout au moins en ce qui concerne l'intérêt très réel qui pousse l'Allemagne à désirer voir une puissance après tout à tort ou à raison considérée comme étant d'essence germanique, avancer vers l'Orient dans cette course au clocher de Sainte-Sophie, à laquelle on se livre de part et d'autre avec tant d'ardeur. Cependant, cette théorie ne se trouve-t-elle pas fortement ébranlée par ce fait que (ainsi que nous avons eu l'occasion de le faire remarquer plus haut, en étudiant les événements de cette époque, notamment en citant un passage de discours) le grand chef du pangermanisme autrichien, M. Schœnerer, se

montra rien moins qu'enthousiaste pour l'aventure bosniaque. Il y aurait donc là, tout au moins, une très bizarre contradiction entre les désirs qu'on prête au cabinet de Berlin et l'attitude des pangermanistes autrichiens, qu'on prétend toujours inspirée par ledit cabinet.

Il y a bien encore la grande réunion pangermaniste de Dresde au mois de mai 1897; mais, si importante qu'elle ait pu être, en effet, quelque valeur morale que puissent avoir les encouragements adressés aux directeurs attitrés du mouvement pangermaniste autrichien par des députés prussiens, par Mommsen lui-même, ces manifestations, en somme platoniques, le fait même que ces réunions ont eu lieu sur le territoire allemand permettent-ils de voir dans tout cela un acte décisif, incontestable, déclaré du Gouvernement allemand en faveur du pangermanisme? Nous ne le croyons en aucune façon, et ce que nous en disons peut s'appliquer également à toutes ces réunions mystérieuses, à tous ces conciliabules romanesques, tenus souvent la nuit et accompagnés d'une mise en scène théâtrale et un peu comique, qui eurent lieu en Allemagne, lors de l'éclosion de la Los von Rom Bewegung, entre pangermanistes d'Allemagne et d'Autriche.

Il y aurait bien encore le fameux retrait des ordonnances Gautsch par le comte Clary, le 14 octobre 1899. On a voulu, ici encore, trouver l'ingé-

rence berlinoise, attribuer en partie ce retrait sensationnel à une pression exercée sur l'empereur par son jeune et fougueux allié. Mais, d'abord, cette pression n'a jamais été bien prouvée, et en pareille matière, il est bon d'être prudent et de ne se prononcer qu'en connaissance de cause, et ensuite, en admettant même qu'elle se soit effectivement produite, que prouverait-elle? Donner à un Gouvernement allié des conseils, lui insinuer qu'il y a certaines mesures sur lesquelles il ferait bien de revenir, c'est sans doute se mêler de ses affaires intérieures. Mais, en l'espèce, peut-on voir dans une pareille attitude une manifestation pangermaniste du Gouvernement impérial allemand? Il nous semble que ce serait là une déduction bien hasardeuse et bien exagérée.

Restent alors toutes les missions secrètes dont on parle si souvent, et que le Gouvernement allemand confie, dit-on, à des agents chargés de fomenter l'agitation pangermaniste en Autriche, ou d'y créer des désordres favorables au développement de ladite agitation. Peut-être y en a-t-il eu, en effet, de ces agents secrets, car c'est là un procédé qu'emploient, trop souvent, hélas, les gouvernements entre eux; mais, en général, toutes ces missions mystérieuses relèvent plus ou moins du roman-feuilleton. Il serait, en tout cas, malaisé de prouver d'une façon absolue que ces agents obéissaient à des ordres venus de Berlin, et, par conséquent, toute conclusion

qu'on pourrait tirer de toute cette cuisine clandestine d'espionnage et d'intrigues, en faveur d'un soutien efficace accordé au mouvement pangermaniste autrichien par l'Allemagne, serait bien difficile à étayer sur des bases solides et sérieuses. Il ne serait pas étonnant non plus que ces menées du cabinet de Berlin, dont on affirme parfois avec tant de certitude l'existence, aient pris naissance plutôt dans l'esprit fertile des trop nombreuses personnes qui s'imaginent voir partout la trahison (il y a cependant déjà dans le caractère même du pangermanisme autrichien quelque chose qui frise suffisamment la trahison pour qu'il soit inutile d'aller chercher encore ailleurs ce sentiment) et l'immixtion étrangère que dans la réalité des faits.

Ceci dit sur l'attitude effective du Gouvernement allemand vis-à-vis de l'agitation pangermaniste en Autriche, il est temps de revenir à la question primordiale, celle que nous posions un peu plus haut, la question de savoir où est, en cette matière, l'intérêt véritable, bien compris et raisonné de l'Allemagne. Or, malgré les avantages mirifiques, éblouissants, qu'elle retirerait de la réalisation de la Plus Grande Allemagne, il est permis de penser que le succès du mouvement pangermaniste, la réussite triomphale de ses vastes desseins ne seraient pas, malgré tout, un bien pour l'Allemagne.

Et d'abord, s'il est vrai que le passé doit en politique servir de leçon pour l'avenir, s'il est vrai

qu'en ce cas particulier, les hommes d'État allemands, au moment où se pose devant eux ce problème passionnant et complexe, au moment où, séduisante et enjôleuse, la chimère pangermaniste cherche à les entraîner à sa suite, doivent se replier sur eux-mêmes et prendre conseil auprès de l'homme qui fit l'Allemagne une et impériale, la réponse que ferait le chancelier de fer à ses successeurs ne saurait, à notre avis, être douteuse. La tradition bismarckienne, tout entière, s'oppose à la poursuite du rêve pangermaniste, et de toute son autorité met en garde l'Allemagne contre les séductions trompeuses de l'idéal des Gross Deutsche.

L'opinion de M. de Bismarck, nous avons eu l'occasion de l'exposer plus haut ; nous n'y reviendrons donc pas ici, et nous nous contenterons de faire remarquer que, quels que soient les plans qu'on ait pu prêter à M. de Bismarck après 1870, M. de Bismarck, en 1866, c'est-à-dire à une époque où il était parfaitement libre d'indiquer clairement, d'une façon indiscutable, son projet de poursuivre ultérieurement l'annexion de l'Autriche allemande à l'Allemagne nouvelle en voie de formation, a, au contraire, montré nettement et avec une réelle éloquence, tant par son attitude que par ses paroles, qu'il ne pensait pas que cette annexion pût être désirable.

Nous ne reviendrons pas non plus maintenant sur les raisons pratiques, tirées de l'absence de sym-

pathie entre Allemands du Nord et Allemands d'Autriche et de la différence de religion qui les sépare elle aussi, raisons majeures, qui, à notre avis, éloignent la grande majorité des Allemands d'Autriche de la Prusse, aujourd'hui directrice de l'Allemagne impériale, et qui, en même temps, doivent donner à réfléchir à la Prusse, si ces projets d'agrandissement en Autriche devaient jamais la tenter. Ces raisons, en effet, nous avons eu l'occasion de les exposer tout au long, lorsque nous avons étudié les motifs de la « Los von *Rom* Bewegung » et le fait seul de l'introduction dans le programme pangermaniste de la formule : « Los von Rom » ne constitue-t-il pas une reconnaissance tacite par les pangermanistes autrichiens de la valeur de ces raisons ?

Mais allons plus loin. Supposons que, par un concours de circonstances inespérées, on réussisse à amener la conversion à bref délai de la quasi-unanimité des Allemands d'Autriche au protestantisme, supposons qu'ainsi la différence de religion une fois disparue, l'on parvienne à créer en Autriche une sympathie ardente pour la Prusse, et qu'alors cette annexion de l'Autriche allemande à l'Allemagne puisse s'opérer pacifiquement, sans campagne, que les Allemands soient accueillis en Autriche comme des libérateurs, supposons donc que tout vienne ainsi favoriser le succès du pangermanisme, il n'en restera pas moins éternelle-

ment vrai que cette annexion de l'Autriche allemande, même pacifique, même accueillie par les annexés avec enthousiasme, détruirait à jamais ce merveilleux équilibre, édifié artificiellement en Allemagne au bénéfice de la Prusse, par M. de Bismarck, et qui permet à Berlin d'être le centre effectif de l'Allemagne. Ajoutez à l'Allemagne d'aujourd'hui l'Autriche allemande, introduisez-y la ville de Vienne, rivale de Berlin, et qui ne se résignera jamais à n'être qu'un chef-lieu de province ou même une capitale d'État sujet et secondaire, et cet équilibre est irrémédiablement rompu. L'Allemagne moins homogène, plus hybride que jamais, se trouvera tiraillée entre deux foyers d'attraction presque égaux. Berlin ne sera plus que la tête d'un corps gigantesque, monstrueux et difforme, qui traînera derrière lui Vienne comme un boulet au pied. Le centre de gravité de l'Allemagne, cloué par les baïonnettes prussiennes à Berlin, se trouvera désormais déplacé, transporté par la force des choses quelque part dans l'Allemagne du Sud, en Bavière ou en Saxe.

En un mot, l'annexion de l'Autriche allemande à l'Allemagne, dont il nous reste à voir les difficultés matérielles, internationales, la quasi-impossibilité sans doute, porterait, croyons-nous, un coup mortel à l'influence, à l'hégémonie prussiennes en Allemagne. Et il ne paraît guère probable que l'empereur allemand oublie jamais qu'il est en

même temps et même avant que l'empereur allemand... le roi de Prusse. Pour qu'il l'oublie un jour, il faudra qu'il y soit forcé, qu'un grand souffle national soulève à nouveau l'Allemagne comme en 1848, et que, pour ne pas être emportée dans le tourbillon, la Prusse se voie obligée, à son corps défendant, de se mettre à la tête de l'invasion germanique en marche vers l'Orient.

Ce cataclysme se produira-t-il ? Personne ne peut le savoir, et l'avenir seul peut, en regard de ce point d'interrogation mystérieux, inscrire une réponse, qui, nous l'espérons, ne sera pas écrite en lettres de sang.

Supposons, cependant, que cette éventualité redoutable se produise, que la Prusse et l'Allemagne, rendues aveugles sur leurs intérêts véritables par la chimère grandiose de la reconstitution, en plein xx[e] siècle, de l'antique Saint-Empire romain germanique, se laissent entraîner dans l'aventure pangermaniste, quelle deviendrait alors la situation des autres États européens, et, par ce que serait cette situation, il nous sera permis de voir quel est aujourd'hui leur intérêt.

Voici d'abord l'Italie. On a souvent, par haine de l'Autriche, émis en Italie l'idée que l'annexion de l'Autriche allemande à l'Allemagne devrait être acceptée par l'Italie, en échange du retour à la mère patrie de cette « Italia irredente », éternel sujet des revendications italiennes. Mais, à notre avis, les

mêmes raisons d'ordre militaire et économique, qui font que l'Autriche, aujourd'hui, ne veut pas abandonner un pouce du territoire habité par les Italiens en Autriche, se retrouveraient pour empêcher l'Allemagne d'accepter cette combinaison ingénieuse. De plus, en admettant même que l'Allemagne, poussée, en pareille matière, par l'intérêt qu'elle aurait à acheter le concours, ou tout au moins la neutralité de l'Italie, lui rende le Trentin, concession importante et grave au point de vue militaire, l'Italie n'en serait-elle pas moins dominée, enveloppée (la Suisse ne devant plus guère compter en ce cas) par l'empire allemand, voisin autrement belliqueux et autrement redoutable que l'empire habsbourgeois. En tout cas, l'Allemagne ne renoncerait pas à arriver à Trieste, le pavillon impérial allemand flotterait sans doute bientôt et sur Trieste et sur le port de guerre de Pola, l'Allemagne, ayant un pied sur l'Adriatique, pourrait librement déboucher sur la Méditerranée. Elle couperait ainsi à l'Italie la route de cet Orient du côté duquel cette dernière a une si forte tendance à regarder aujourd'hui, de cet Orient où elle veut jouer un rôle important, et où l'Allemagne, qui y toucherait alors directement, serait un adversaire bien plus dangereux pour elle que l'Autriche. Donc, même en supposant que l Italie se fasse payer sa neutralité par ce à quoi elle tient le plus, la rétrocession du Trentin, même en admettant qu'on rentre ainsi, pour la

plus grande honte du monde civilisé, dans l'ère des partages odieux qui signalèrent la politique européenne au XVIIIe siècle, l'Italie se trouverait, croyons-nous, réduite à l'inaction, immobilisée de tous les côtés par la constitution de la Plus Grande Allemagne. Et, si l'Allemagne, par hasard, forte de son prestige et de ses armées, ne faisait à l'Italie aucune concession, ou bien si elle ne la faisait qu'avec l'intention bien arrêtée de revenir sur cette concession, le succès une fois assuré, les frères Italiens de « l'Italia irredente » ne seraient-ils pas encore bien plus malheureux, encore bien plus définitivement perdus pour l'Italie sous le joug du Hohenzollern que sous celui du Habsbourg ?

Le jour où se réaliserait le rêve pangermaniste, l'Italie n'aurait plus le choix qu'entre deux politiques : l'une qui consisterait à se faire la vassale, la satellite, presque l'esclave de l'Allemagne, qui la déborderait de tous côtés, à devenir ainsi un État secondaire, sans politique personnelle, simple dépendance du formidable empire voisin ; l'autre, qui la ferait, en désespoir de cause, se jeter aveuglément dans les bras de la France. Et cette politique-là serait singulièrement risquée et terriblement dangereuse, car l'Allemagne, maîtresse de l'Autriche actuelle, pourrait, sans doute, submerger l'Italie entière avant que nous puissions lui apporter une aide efficace, à supposer même que dans une Europe ainsi bouleversée, l'aide de la France puisse jamais

être efficace contre le nouveau colosse tudesque. Que l'Italie donc ne se laisse pas hypnotiser par le rêve de voir revenir, rendus à la mère patrie par l'Allemagne triomphante, ses frères exilés en Autriche, qu'elle ne se laisse pas aveugler sur son intérêt véritable, et que, faisant taire son antipathie séculaire, elle se pénètre bien de cette vérité, que, du jour où il n'y aurait plus d'Autriche, son rôle politique à elle, Italie, serait également à tout jamais fini.

Voici maintenant l'Angleterre. Au premier abord il pourrait sembler que l'Angleterre, absorbée par l'idée de réaliser la grande fédération impériale, le Greater Britain, n'est pas directement intéressée dans la question, que sa sphère d'influence, bien distincte de celle de l'Allemagne, ne souffrirait pas de cet accroissement territorial immense de l'empire des Hohenzollern. Mais, pour qui a suivi un peu l'évolution politique de ces dernières années, pour qui connaît l'inquiétude suscitée en Angleterre par la concurrence grandissante de l'Allemagne sur le terrain économique, pour qui veut bien voir que ce danger a paru si pressant aux yeux de certains hommes d'État anglais, que c'est lui qui les a, en grande partie, déterminés à proposer de modifier de fond en comble la politique fiscale de cette Angleterre, berceau historique du libre échange, une pareille affirmation est insoutenable.

De plus, l'Allemagne ayant un débouché dans la

Méditerranée, l'Allemagne maîtresse absolue de l'Europe centrale, avec un pied à Hambourg et l'autre à Trieste, avec sa flotte de guerre en plein développement à Kiel et à Pola, ce serait la fin du règne de l'Angleterre dans la Méditerranée. Or, comme on l'a souvent dit, pour l'Angleterre et sa grandeur, c'est une question vitale que de pouvoir dominer dans la Méditerranée. L'introduction d'un élément nouveau, l'apparition dans cette mer de la flotte allemande, au moment où l'Allemagne aspire à jouer un grand rôle sur l'eau, l'Allemagne possédant sur la Méditerranée un grand port de commerce, quel coup plus sensible pourrait-on porter à l'influence britannique dans cette Méditerranée où elle veut, où il lui faut rester la première?

L'influence allemande s'est, de plus, déjà suffisamment exercée à Constantinople, pour porter ombrage à la diplomatie anglaise. Mais combien plus grave serait la situation pour l'Angleterre, le jour où les armées allemandes, descendant le Danube, seraient aux portes de l'empire ottoman et où la flotte allemande pour venir appuyer ces démonstrations terrestres, n'aurait plus besoin de faire le grand tour, et serait en quelques heures sur les côtes de la péninsule balkanique. La puissance britannique, édifice artificiel admirablement construit, œuvre de siècles de diplomatie habile et tenace, se trouverait, de ce jour, singulièrement ébranlée, car, avec les tendances actuelles qui sans doute se dé-

veloppperont de plus en plus, l'heure paraît bien lointaine où l'on pouvait croire que Londres et Berlin allaient fraterniser.

Tournons maintenant nos regards vers l'Orient, et demandons-nous quelle pourrait-être, vis-à-vis du succès du pangermanisme, l'attitude de la Russie, ou plutôt non, car ici toute hésitation est impossible. Le jour où l'Allemagne se déciderait à poursuivre la réalisation de l'idéal pangermaniste, la Russie *ne peut pas* ne pas lui déclarer la guerre. Ici, en effet, chose rare en politique, les raisons de sentiment et les raisons d'intérêt concordent pour contraindre la Russie à prendre les armes. On a sans doute, ici encore, émis l'hypothèse d'un partage, prétendu que l'Allemagne et la Russie pourraient un jour s'entendre pour se distribuer les dépouilles de la monarchie austro-hongroise, comme autrefois celles de la Pologne. Mais, indépendamment du fait que l'ère des partages de la Pologne paraît définitivement close, tout au moins en Europe, ce partage est impossible. Il est impossible parce que les Russes ne peuvent laisser l'Allemagne annexer la Bohême, et que l'Allemagne, de son côté, ne peut réaliser l'idéal pangermaniste, réunir Vienne et Berlin sous le même sceptre sans annexer la Bohême. Tel est le fait brutal, mais indiscutable.

C'est peut-être un peu exagérer que de parler de panslavisme, mais enfin il est une chose certaine, c'est que, le jour où les frères slaves d'Autriche, et

plus particulièrement encore les Tchèques, seraient annexés, ou même seulement menacés d'une annexion à l'Allemagne, le sentiment de solidarité inné et très vivace des Slaves, vis-à-vis de l'Allemand, créerait en Russie un mouvement national intense qui obligerait le Gouvernement à intervenir, même s'il n'y était pas disposé. Car si, d'ordinaire, le peuple russe paraît assez malléable et incapable d'exercer une action sur le Gouvernement, il n'en est pas moins vrai que, sous l'empire du sentiment national, on peut y voir se développer de ces mouvements formidables, doués d'une force incalculable, qui, en un instant, gagnent le pays tout entier, de ces mouvements auxquels aucun gouvernement, dans quelque pays que ce soit, ne saurait résister.

Ici, d'ailleurs, les intérêts vitaux du Gouvernement russe concorderaient avec le sentiment national pour lui faire prendre les armes. Que le mouvement pangermaniste réussisse, que l'Autriche allemande devienne partie intégrante de l'empire allemand, et la Russie se heurte *directement* à l'Allemagne dans la marche convergente des puissances de l'Europe centrale et orientale vers Constantinople. L'étendue de frontières sur laquelle les deux empires géants deviendraient limitrophes serait immense. Leurs influences rivales se combattraient en Hongrie, dans cette Hongrie dont certains s'imaginent aveuglément l'existence possible comme État indépendant entre le colosse allemand

et le colosse russe. Enfin, et ceci est terriblement grave, si l'Allemagne parvient à reconstituer cet empire formidable, la Russie se voit coupée de l'Europe occidentale non plus par cette monarchie austro-hongroise, qui constitue tout au plus une barrière à claire-voie, mais par une énorme masse allemande, bardée de fer, hérissée de baïonnettes, et qui s'étendrait triomphante de Kiel à Trieste. Que l'Allemagne réussisse et les flottes russes, elles aussi, sont bloquées définitivement dans l'Europe orientale, trouvant la route maritime vers l'ouest barrée par les escadres allemandes et dans la Baltique et dans la Méditerranée. Le triomphe de l'Allemagne signifierait pour la Russie la fin de son influence en Europe, il anéantirait l'effort colossal accompli par elle depuis cinq siècles pour y prendre pied, il la rejetterait définitivement vers l'Asie, la reléguant au rang de puissance extra-européenne, de puissance asiatique. Devant une menace pareille, est-il exagéré de penser que le Gouvernement de Saint-Pétersbourg, soutenu, de plus, par le sentiment national, de la Russie tout entière, ne pourrait qu'intervenir et préférer le risque d'une guerre, si terrible qu'elle dût être, à la situation d'isolement absolu, à la ruine de toutes ses espérances, à l'expulsion d'Europe, qui seraient pour lui la conséquence fatale de l'annexion à l'Allemagne de l'Autriche allemande et du triomphe de l'idée pangermaniste?

Reste alors la France. On peut prétendre que la

question ne nous touche pas directement, que l'extension de l'Allemagne vers l'Est ne nous menace pas, que, peut-être même, en détournant les ambitions et les convoitises allemandes de l'Occident vers l'Orient, elle ne saurait nous être nuisible. Mais rappelons-nous bien d'abord que l'appétit vient en mangeant, et qu'ayant croqué l'Autriche, l'Allemagne pourrait bien après se retourner vers nous. Et puis, de toutes les façons, est-il un seul instant admissible que cette extension inouïe de nos vainqueurs de 1870, si d'aventure elle venait à se produire, pût nous laisser indifférents et impassibles? Serait-il possible que le fait seul que Hambourg et Trieste verraient flotter sur leurs bassins le même pavillon (qu'on nous pardonne de revenir toujours sur ce point, mais c'est, à notre avis, un point capital), fait qui achèverait la ruine définitive du commerce français, serait-il possible que la présence des escadres allemandes, pourvues de points d'appuis solides, et dans les mers du Nord et dans la Méditerranée, et qui ainsi nous barreraient, le jour venu, la route maritime vers l'Orient et l'Extrême-Orient, serait-il possible que cet ensemble de conséquences de l'extension germanique ne dût susciter chez nous qu'un intérêt de pure et simple curiosité? Et puis l'alliance avec la Russie, cette alliance à laquelle nous devons, il ne faudrait pas l'oublier, d'être sortis de l'isolement où nous nous trouvions depuis 1870, à la-

quelle nous devons, en grande partie d'avoir reconquis en Europe la situation morale et matérielle que nous y occupons aujourd'hui, cette alliance à laquelle, sans parler des intérêts, la simple loyauté et le point d'honneur national, qui sont les mêmes pour une nation que pour un individu, nous commandent de rester délibérément fidèles, ne nous entraînerait-elle pas déjà, bon gré malgré, dans la guerre?

Pourrions-nous, nous qui nous targuons, et à bon droit, de mettre un peu d'idéalisme et un peu de générosité dans notre politique extérieure (nos adversaires disent même du don-quichottisme), assister en simples spectateurs au cataclysme qui enlèverait leur indépendance à des populations chez lesquelles (et aussi bien parmi les populations allemandes d'Autriche que parmi les populations slaves) existe au fond, en général, un réel sentiment de sympathie pour la France? Cette nouvelle atteinte au bon droit, à la justice, à l'indépendance des nations ne serait-elle pas par trop criante? Et, rentrons ici sur le terrain pratique, positif et matériel, à qui ce cataclysme donnerait-il ces territoires tant disputés?

A des conquérants qui reconstitueraient de la sorte un empire monstrueux, défi permanent à la tranquillité de leurs voisins et à la liberté des peuples, à des conquérants dont les vues ambitieuses sur l'Orient notamment, nous inquiètent déjà

aujourd'hui. Mais combien plus de sujets d'inquiétude ne nous donneraient-elles pas, le jour où le « Drang nach Osten » (la poussée vers l'Est) se serait matériellement opéré, le jour où les bataillons allemands s'avanceraient à grands pas, en pays conquis, le long de la véritable route de pénétration de l'Orient, le Danube ?

Tout ceci est, en général, peu contesté. Mais nous avons, depuis quelques années, vu s'édifier une théorie nouvelle, s'esquisser une politique hasardeuse, quoique séduisante au premier abord, dont il convient de dire ici quelques mots.

Des esprits ingénieux ont émis l'idée que l'Allemagne, le jour où elle voudrait annexer l'Autriche allemande, en présence de l'hostilité presque générale que rencontreraient ses desseins, aurait tout intérêt à acheter le concours, ou tout au moins la neutralité de la France, et que cette neutralité précieuse, elle irait peut-être jusqu'à la payer par la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, ou tout au moins de la Lorraine. On touchait ainsi la corde sensible ; en effet, il n'est point, il faut le dire et l'affirmer hautement, de Français que la perspective de voir revenir à la mère patrie les provinces arrachées par la force en 1870 ne prédispose pas favorablement à l'égard de la politique qui prétendrait arriver à ce résultat. Mais prenons bien garde de ne pas nous faire d'illusions. Admettons un instant que l'Allemagne se résigne à cette

rétrocession, compenserait-elle, malgré la satisfaction nationale, la joie patriotique et légitime qu'elle nous causerait, les dangers terribles de la reconstitution d'un Saint Empire Romain Germanique au cœur même de l'Europe ? Ne serait-elle point de plus peut-être une simple rétrocession temporaire, consentie avec des arrière-pensées, et la Plus Grande Allemagne, une fois constituée, ne se retournerait-elle pas contre nous pour nous écraser dans une lutte inégale et nous reprendre ce qu'elle viendrait de nous rendre ?

Et puis, sachons voir les choses telles qu'elles sont, et pénétrons-nous de cette vérité navrante, que jamais l'Allemagne ne nous rendra de son plein gré, de son initiative, l'Alsace-Lorraine, qu'elle ne le *peut pas*, parce que l'Alsace-Lorraine est la terre symbolique dont la conquête a *fait* l'Allemagne une et impériale, l'Allemagne d'aujourd'hui. La guerre de 1870 contre l'ennemi héréditaire, la reprise en vertu de droits historiques anciens, soigneusement interprétés par les savants allemands, et tirant leur principale force des baïonnettes, qui les soutinrent mieux que les plumes les plus érudites, ont provoqué ce grand mouvement national, qui a balayé les dernières tendances particularistes et cimenté l'unité allemande. Serait-ce au moment où l'Allemagne une deviendrait la Plus Grande Allemagne, au moment où, emportée dans un rêve de mégalomanie surexcitée, l'Allemagne tenterait

de constituer cet empire colossal en dévorant toute l'Europe centrale, serait-ce au moment où l'idée pangermaniste, poussée à ses limites extrêmes, serait sur le point d'écraser l'Europe sous le triomphe brutal et orgueilleux du germanisme, serait-ce à un moment pareil que, de son plein gré, pour acheter la neutralité de la France, l'Allemagne lui rendrait ces deux provinces qui lui ont coûté tant de peine à conquérir, où depuis elle a dépensé tant d'argent, ces deux provinces dont l'annexion à l'empire allemand a été le geste qui annonçait au monde la réalisation définitive de cette unité allemande, si ardemment poursuivie?

Non, ne nous faisons pas d'illusions, ce n'est pas d'une complicité intéressée dans l'aventure pangermaniste qu'il nous faut attendre le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Et, allant même plus loin, il nous paraît que, même si nous pouvions l'attendre d'une pareille attitude de notre part, nous devrions, malgré tout, renoncer à cette politique-là. Il faut de plus en plus, au contraire, nous convaincre de cette vérité que, pour que la France reste une grande puissance, pour qu'elle continue à jouer un rôle en Europe, pour qu'elle ne se voie pas réduite au rang de puissance secondaire, sans importance et sans influence, il *faut* qu'il existe une Autriche et une Autriche indépendante, parce qu'elle est *indispensable* à l'équilibre européen et à la paix du monde. Et puis, indépendamment de

toute raison d'intérêt positif, pratique et matériel, la France, victime toujours meurtrie de la dernière grande guerre européenne, ne doit-elle pas souhaiter de toutes ses forces le maintien de la paix sur le sol de cette vieille Europe, qui doit décidément être bien résistant pour que tant de secousses et de chocs ne l'aient pas ébranlé davantage ?

De quelque côté donc que nous regardions (quelque sommaire qu'ait été nécessairement cette rapide revue), nous voyons que les intérêts matériels des puissances européennes, même en laissant de côté leurs intérêts moraux, s'opposent au succès des desseins du pangermanisme en Autriche. Il nous a paru même, à tout bien considérer, que l'intérêt de l'Allemagne elle-même, son intérêt réel et positif, qui consiste à ne pas compromettre sa situation actuelle dans des aventures grandioses, mais peut-être chimériques, commandait au cabinet de Berlin de se garder des tentations de la politique pangermaniste. Il ne nous reste donc plus maintenant, avant de jeter un coup d'œil vers l'avenir et de conclure ainsi toute cette trop longue étude de ce problème passionnant, qu'à déclarer hautement qu'il est du devoir de l'Europe entière, en tant que personnalité morale, de ne pas se laisser aveugler par les avantages passagers qu'on pourrait faire miroiter à ses yeux et de ne rien faire qui puisse directement ou indirectement favoriser

le mouvement pangermaniste. Car le triomphe de ce mouvement, la constitution du monstre difforme que serait la Plus Grande Allemagne, ne pourrait, en rompant l'équilibre européen, que nous ramener aux époques les plus sombres de l'histoire, aux sinistres guerres causées par la mégalomanie conquérante, aux coalitions formidables et aux rêves de domination universelle, qui n'ont jamais laissé derrière eux que des ruisseaux de sang et des montagnes de cadavres.

CHAPITRE IX

CONCLUSION. — L'AVENIR?

SOMMAIRE. — Le triomphe du mouvement pangermaniste est-il probable? — Pourquoi il ne l'est pas. — Le partage de l'Autriche sur la carte. — Après l'empire ottoman et la Chine, l'Autriche-Hongrie. — Imaginations et réalités. — Après l'empereur François-Joseph? — Le successeur. — Pourquoi il pourra régner.
Les transformations de l'Autriche-Hongrie. — Son évolution probable.
Le triomphe du pangermanisme impossible sans guerre européenne, mondiale. — La guerre ou la paix, quel est l'avenir? — Vers la concorde et la paix universelle!

Nous venons, dans une étude rapide des intérêts européens engagés dans la question, de voir quelles seraient pour l'Europe et pour l'Allemagne les conséquences probables du triomphe du pangermanisme en Autriche. Cet examen, il faut l'avouer, n'est pas autrement réconfortant, et si ce triomphe se produisait, nous ne pourrions, avec la meilleure volonté du monde, envisager l'avenir sous un aspect bien souriant; la guerre européenne, la guerre universelle en serait, en effet, la conséquence fatale. Mais, contrairement à une opinion

assez répandue, notamment en France, ce triomphe si redoutable de l'idée pangermaniste nous semble, heureusement, tout bien considéré, peu probable, et l'avenir, par conséquent, de ce côté-là tout au moins, ne nous paraît pas si effrayant et si noir.

Si l'on demande à tous ceux qui prophétisent le succès prochain des visées pangermanistes sur quoi ils basent principalement leurs sombres prédictions, tous répondront que ce succès dépend de la dislocation de la monarchie austro-hongroise et que cette dislocation fatale, immanquable, n'est qu'une question de jours. On entend répéter un peu partout que l'Autriche-Hongrie n'existe comme État que dans la personne de l'empereur François-Joseph et que la mort de l'empereur sera le signal certain d'un cataclysme, que rien ne saurait empêcher. Forts de cette affirmation de principe, des esprits ingénieux ont déjà procédé au partage de l'Autriche... sur la carte; ils l'ont découpée au gré de leur imagination fertile, comme une poire trop mûre. Ce sont là des exercices fort récréatifs, en effet, et très tentants quand il s'agit d'un pays comme l'Autriche-Hongrie, au sujet duquel les conceptions politiques les plus extraordinaires peuvent se donner libre cours; ce sont là des exercices, dirions-nous presque, qui ne font de mal à personne, si toutefois, avec l'incontestable mérite d'avoir ouvert les yeux au public sur un danger réel, ils n'avaient pas eu le tort grave

d'affoler un peu ledit public par des exagérations regrettables.

Ces prophéties, d'après lesquelles l'Autriche-Hongrie serait à la veille de se disloquer, répondent-elles à la réalité des choses ? En toute franchise, nous ne le croyons pas, et nous croyons, au contraire, qu'il faut se garder, d'une façon générale, de cette tendance qu'on a trop souvent, en France, de prédire à l'envi la fin et la ruine des États étrangers. L'histoire tout entière est là pour démentir, dans une large mesure, ces sombres prophéties. Depuis combien de temps parle-t-on, par exemple, du partage imminent de l'empire ottoman, et depuis combien de temps l'empire ottoman ne s'en porte-t-il pas plus mal pour cela? Puis c'est la Chine qui a remplacé la Turquie sur la table d'opérations où l'on remanie journellement le monde. Aujourd'hui, sans lâcher la Chine, sur laquelle la guerre russo-japonaise rappelle l'attention, les médecins en chambre de l'Europe moderne s'ingénient sur un troisième homme malade, l'État austro-hongrois. Il est vrai qu'il y a une considération rassurante, c'est que si l'Autriche-Hongrie a seulement la durée qu'a eue l'empire ottoman, depuis le moment où on a commencé à le partager sur le papier, elle aura encore une existence assez longue pour que ni les alarmistes d'aujourd'hui, ni ceux de demain n'en voient la fin. Il en sera, croyons-nous, du démembrement de l'Autriche-

Hongrie à la mort de l'empereur François-Joseph, comme de ces événements sensationnels, prédits si longtemps à l'avance, à grand fracas, et qui se produisent bien rarement.

Entendons-nous, cependant, et dans ce qu'on nous dit, sachons démêler le vrai du faux. Sans doute, il ne nous vient pas un seul instant à l'idée de contester cette vérité que la personnalité vénérée de l'empereur actuel est un des liens les plus puissants, peut-être même le plus puissant de tous ceux qui retiennent ensemble, tant bien que mal, les différents morceaux de cette monarchie disparate. Ce nous paraît une illusion de croire, comme le font certains très bons esprits, que tout ira beaucoup mieux avec son successeur, que l'avènement au trône des Habsbourg d'un monarque jeune, indépendant, ayant ses idées personnelles, libre de tout engagement, de tout souvenir, voire même de toute compromission avec le passé, ne pourra que donner de meilleurs résultats. Nous croyons, au contraire, que personne plus que l'empereur François-Joseph, par ses talents linguistiques, qui lui permettent de posséder toutes les innombrables langues dans lesquelles se disputent ses sujets (avantage que son successeur éventuel est loin de présenter), et surtout par l'affection générale, la respectueuse compassion et le profond dévouement que sa bonté bien connue et les tragiques vicissitudes de son existence couronnée lui ont assurés

dans toute l'étendue de son empire, nous croyons que personne plus que lui ne pouvait constituer un trait d'union entre toutes ces nationalités diverses et belliqueuses, qui forment sa monarchie. Il faut également reconnaître que, quoi qu'on ait pu dire, son successeur éventuel, l'archiduc François-Ferdinand (à tort ou à raison, peu importe), est loin d'atteindre au même degré de popularité, que beaucoup de ses futurs sujets, et cela dans tous les partis et parmi toutes les nationalités, ne l'aiment guère et n'en disent que peu de bien.

Mais il y a une conviction aussi qu'il nous faut exprimer ici, parce que, à notre avis, elle découle de la compréhension véritable de la situation en Autriche-Hongrie, compréhension indispensable à tous ceux qui ne veulent pas se perdre dans le problème austro-hongrois. Cette conviction qui est la nôtre, c'est que, le jour où l'archiduc François-Ferdinand sera devenu l'empereur, le jour où, couronné à Vienne et à Budapest, il aura assumé la lourde charge de chef suprême de cet assemblage bariolé de peuples qui ne se comprennent pas, tous, en saluant l'empereur-roi, oublieront les griefs légitimes ou imaginaires qu'ils avaient contre l'archiduc-héritier, et qu'ici encore, comme bien souvent en Europe et presque toujours en Autriche, la fonction couvrira celui qui l'exerce et l'illuminera de son auréole. Nous ne pouvons, en effet, que difficilement, nous autres Français, fron-

deurs, irrespectueux et démolisseurs par nature, nous faire une idée de ce qu'est, en général, encore aujourd'hui, pour l'Autrichien, à quelque nationalité particulière qu'il appartienne, l'empereur. Ce n'est plus un homme comme les autres, c'est un personnage symbolique, qui est, en tout cas, l'incarnation unique et réelle de la patrie autrichienne. Et c'est là un fait que, dans une étude, quelle qu'elle soit, des choses d'Autriche-Hongrie, on ne saurait perdre de vue, une chose qu'il ne faut jamais oublier. Quel qu'il soit, populaire ou impopulaire, aimé ou méprisé avant son accession au trône, le monarque austro-hongrois sera, sans doute pendant longtemps encore, l'objet du respect de ces peuples divers, entre lesquels il est le seul trait d'union. Ils l'acclameront peut-être de plus en plus obstinément chacun dans sa langue particulière, mais ils l'acclameront toujours, et c'est là le principal. Qu'il nous soit donc permis de dire qu'il nous paraît probable que l'archiduc-héritier (quel qu'il soit, car dans ces questions autrichiennes, il faut prévoir toutes les hypothèses), après les grosses difficultés auxquelles il aura certainement à faire face au moment de son avènement, plutôt difficultés d'attitude d'ailleurs que difficultés réelles, pourra, le premier pas une fois heureusement franchi, continuer l'œuvre de l'empereur actuel, en dirigeant tant bien que mal, au milieu d'écueils redoutables sans doute, mais

bien connus, la barque de l'Autriche vers un avenir que nous ne voulons pas croire aussi sombre que d'aucuns le présagent.

Est-ce à dire que la monarchie austro-hongroise est destinée à rester toujours immuablement ce qu'elle est aujourd'hui? Certainement non. Il est possible et même probable qu'elle changera d'aspect, que nous assisterons à une transformation politique de l'Autriche-Hongrie, à son évolution vers une forme nouvelle.

Peut-être verrons-nous, à la place de la monarchie dualiste, s'édifier une monarchie, qu'on nous passe l'expression, trialiste (Autriche-Hongrie-Bohême). Peut-être même ne sera-ce pas encore suffisant et la monarchie danubienne est-elle destinée à devenir un État franchement fédéraliste? Mais ce sont là, bien entendu, de pures conjectures, entre lesquelles on ne peut que choisir, par intuition, celle qui vous agrée le plus. L'avenir seul peut décider, et tout ce qu'on pourrait dire aujourd'hui n'aurait que la valeur d'un pronostic en l'air, qu'un rien suffit à ébranler et à démentir. Est-ce à dire, d'autre part, que l'avenir de la monarchie austro-hongroise paraisse aujourd'hui bien brillant? Il serait téméraire de l'affirmer; l'horizon est sombre, surchargé de gros nuages que seule une politique habile et énergique peut empêcher d'éclater, mais nous ne croyons pas que ce soit du nuage pangermaniste, actuellement un des plus noirs et des plus

menaçants, que sortira l'orage, si tant est qu'un orage doive encore se déchaîner, après tant d'autres, sur les terres de l'empereur François-Joseph.

Nous irons même plus loin, et, au risque d'encourir l'accusation d'émettre un paradoxe, nous dirions presque que ce qu'on considère, en général, comme devant être la cause de la ruine de l'Autriche, à savoir la lutte effrénée qu'y ont engagée les nationalités rivales, et qui, en effet, y constitue le principal obstacle au fonctionnement régulier d'institutions, qui ont sans doute le grave tort de ne plus répondre à la nature du pays, que cette lutte effrénée est peut-être ce qui contribuera surtout à préserver l'Autriche-Hongrie de la dislocation. Il est fort croyable, en effet, que c'est précisément ce combat formidable qui y met aux prises des nationalités qui se balancent à peu près également comme force numérique, combat formidable, dans lequel, de par la constitution même de l'État austro-hongrois, il est désormais impossible qu'aucune prenne jamais définitivement le dessus, il est fort croyable que c'est précisément ce combat sans issue qui actuellement maintient l'édifice austro-hongrois dans un équilibre peut-être instable, mais en tout cas préférable à l'écroulement.

Enfin, pour rassurer dans la limite du possible les pessimistes à outrance, qu'il nous soit permis de dire qu'en admettant (on voit que nous faisons ici la part belle aux pangermanistes) que l'unani-

mité des Allemands d'Autriche en vienne un jour à souhaiter l'annexion à l'Allemagne, que, par un miracle inespéré, elle soit en mesure de l'imposer aux non Allemands, qu'en admettant même que l'Allemagne, emportée dans un rêve néfaste de grandeur démesurée vers la réalisation d'un idéal national exaspéré, que l'Allemagne, aveuglée sur ses intérêts immédiats, directs, positifs, matériels, soit prête à tout pour opérer cette annexion, qu'il nous soit permis de dire que même alors tout ne serait pas encore perdu. Quel est le spectacle auquel nous assistons, en effet, presque journellement ? Dès qu'une puissance quelconque manifeste par un acte plus ou moins important, plus ou moins officiel, son intention d'annexer quelques tas de sable, habités par une population sauvage, dans quelque trou perdu de l'Afrique ou d'ailleurs, sans importance considérable au point de vue politique ou économique, aussitôt toute l'Europe pousse de hauts cris, c'est un tolle général, une clameur indignée contre ces conquérants avides, et de tous côtés on dénonce hautement l'attitude agressive et ambitieuse de la puissance en question.

Pouvons-nous, en toute franchise, penser un seul instant qu'à une époque pareille l'Allemagne pourrait annexer purement et simplement dix à douze millions d'Européens civilisés, habitant une des régions les plus belles et les plus importantes à tous les points de vue, de notre vieille Europe,

sans déchaîner immanquablement la guerre universelle. Or, nous le demandons ici à tous ceux qui suivent la politique européenne, quel exemple tout récent n'avons-nous pas sous les yeux, encore à l'heure actuelle ? Une guerre a éclaté en Extrême-Orient entre un État européen et un État asiatique ; immédiatement une émotion profonde s'est emparée de l'Europe entière ; chaque puissance a supputé les risques qu'elle pouvait courir d'être entraînée dans la guerre, l'opinion publique s'est émue, une véritable panique s'est, pendant quelques jours, déchaînée dans toutes les grandes capitales, et pourtant de quoi s'agissait-il ? D'une guerre extra-européenne, et qui, on le savait, resterait presque certainement localisée en Extrême-Orient. Une guerre européenne, éclatant aujourd'hui, amènerait dans l'Europe entière un arrêt complet de toute vie politique ou économique, ce serait une catastrophe, un cataclysme, et, avant même le premier coup de canon, une panique effroyable, cause de bien des malheurs et de la ruine générale de la prospérité publique. Dans ces conditions là, et elles ne sont pas poussées au noir, est-il téméraire de penser qu'il est peu probable qu'aucun chef d'État ose jamais prendre sur lui la responsabilité écrasante de signer, dans une simple pensée de gain et de conquête, l'acte qui déchaînerait immanquablement cette guerre européenne, cette guerre mondiale, dont on pourrait, à la rigueur, déterminer l'origine

et voir le point de départ, mais dont personne au monde ne pourrait prévoir la marche, la fin, le dénouement, à travers les images de désolation et de carnage que cette seule idée de guerre européenne évoque fatalement à l'esprit même le plus positif.

Non ! Dût-on traiter nos espoirs d'utopies et de chimères, nous voulons croire que ce n'est pas vers un avenir pareil que marche l'Europe du XXe siècle. Il ne sera pas dit, espérons-le pour l'honneur et la gloire de notre époque, qu'un mouvement comme le mouvement pangermaniste, œuvre d'un parti sans scrupules, d'un parti de violence et de haine, parviendra à déchaîner cette guerre fatale, cette guerre mondiale qui ramènerait l'Europe civilisée de quelques siècles en arrière. Non, ce mouvement avortera et avortera piteusement, et c'est avec une satisfaction profonde que nous avons constaté que l'étude approfondie et raisonnée du mouvement pangermaniste, de son histoire et de ses éléments, nous amenait à une conclusion conforme à nos espérances et à nos rêves.

Nous voulons croire, jusqu'à preuve du contraire (preuve qui, souhaitons-le, ne nous sera jamais fournie), que l'avenir ne saurait être sur terre qu'à ceux qui savent prêcher aux hommes la bonté et la tolérance, à ceux qui préparent de toutes leurs forces l'avènement du règne grandiose de la justice et de la concorde, où, sous l'égide bienfaisante de la paix,

tous les peuples pourront, sans rien abdiquer de leur caractère national, de leur originalité, de leur personnalité, de leur individualité, travailler dans une émulation franche, loyale et fraternelle, en même temps que pour leur propre bien et leur propre prospérité, au plus grand bien et à la plus grande prospérité de l'humanité tout entière!

Paris, 27 février 1904.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES ET OUVRAGES CONSULTÉS POUR CHAQUE CHAPITRE

CHAPITRE I. — Bertrand Auerbach, les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie, Paris, 1898. — Raoul Chélard, l'Autriche-Hongrie ; l'Autriche contemporaine, Paris, 1896. — Prof[r] A.-L. Hickmann, Geographisch-statistischer Taschen Atlas von Œsterreich-Ungarn, Wien, 1895. — Œsterreichisches Statistisches Handbuch für die im Reichsrathe vertretenen Kœnigreiche und Länder, Herausgegeben von der K.K. statistischen Centralcommission, 1902 ; Wien, 1903. — D[r] Aurel, Ritter von Onciul, Zur œsterreichischen Sprachenfrage, Wien, 1898. — Jules Preux, la Question des langues et les conflits de nationalités en Autriche sous le ministère du comte Taaffe (1879-1888), Pichon, Paris, 1888 . . 5-19

CHAPITRE II. — Aucune source particulière n'a été consultée pour ce chapitre. 20-28

CHAPITRE III. — Louis Asseline, Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, G. Baillière, Paris, 1887. — Bertrand Auerbach, ouvrage cité au chapitre I. — Maximilian Bach, Geschichte der Wiener Revolution im Jahre 1848, Wien, 1898. — A. Debidour, Histoire diplomatique de l'Europe depuis l'ouverture du Congrès de Vienne jusqu'à la clôture du Congrès de Berlin (1814-1878), tome II, la Révolution, Félix Alcan, Paris, 1891. — Heinrich Friedjung, Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland (1859-1866), Stuttgart, 1897. — K. Klüpfel, Geschichte der Deutschen Einheitsbestrebungen bis zu Ihrer Erfüllung, tome I (1848-1865), Berlin 1872. — Dr D. Rauter, Geschichte Œsterreichs von 1848 *bis* 1891, Skizze mit besonderer Berücksichtigung der Verfassungs entwickelung, Wien, 1891. — *Revue de Paris : n° du 1er décembre* 1897 ; *Anonyme*, la Crise austro-hongroise. 29-62

CHAPITRE IV. — Louis Asseline, ouvrage cité au chapitre III. — Bertrand Auerbach, ouvrage cité au chapitre I. — A. Debidour, ouvrage cité au chapitre III. — Heinrich Friedjung, ouvrage cité au chapitre III. — K. Klüpfel, ouvrage cité au chapitre III, tome I (1848-1865), et tome II (1866-1871) ; Berlin, 1872-1873. — Dr Gustav Kohn, Von Goluchowski bis Taaffe. Tausend Redefragmente sammt einem Anhang geflügelter parlamentarischer Worte, aus den Protokollen des Reichsrathes gesichtet und nach Kategorien geordnet, Wien, 1888. — Dr D. Rauter, ouvrage cité au chapitre III. — *Revue de Paris*, article cité au chapitre III. 63-83

CHAPITRE V. — Un Anglais, l'Empire austro-hongrois et la Politique du comte de Beust, esquisse politique des hommes et des choses de 1860 à 1870 (traduction) 1870. — Louis Asseline, ouvrage cité au chapitre III.

— Bertrand Auerbach, ouvrage cité au chapitre I. — G. von Beust, Aus Dreiviertel Jahrhunderten, Erinnerungen und Aufzeichnungen ; tome II (1866-1885), Stuttgart, 1887. Cet ouvrage existe en français sous le titre : *Beust :* Trois quarts de siècle : Mémoires du comte de Beust, ancien chancelier de l'empire d'Autriche-Hongrie, avec des notes inédites et une préface, par Frédéric Kohn-Abrest, tome II (1866-1885), Paris, 1888. — A. Debidour, ouvrage cité au chapitre III. — Heinrich Friedjung, ouvrage cité au chapitre III. — Dr Gustav Kohn, ouvrage cité au chapitre IV. — Louis Léger, La Crise autrichienne. Le Royaume de Bohême et le Fédéralisme. Extrait de la *Revue moderne* du 10 octobre 1868, Poupart-Davyl, Paris, 1868. — Dr D. Rauter, ouvrage cité au chapitre III 84-115

CHAPITRE VI. — *Annales des Sciences politiques, n° de mars* 1900. Joseph Blociszewski (sous le pseudonyme de W. Beaumont). Cabinets éphémères et Ministères provisoires en Autriche. *N° de mars* 1901. — Du même : la Crise du parlementarisme en Autriche : les élections législatives et la situation politique. — Louis Asseline, ouvrage cité au chapitre III. — Bertrand Auerbach, ouvrage cité au chapitre I. — Beust, ouvrage cité au chapitre V. — P. Braunlich, Das Fortschreiten der Los von Rom Bewegung in Œsterreich. I. Böhmen. Berichte über den Fortgang der Los von Rom Bewegung, herausgegeben von Pfarrer Lic. P. Bräunlich, Heftz-München, 1900. — Abgeordneter Dr Funke. Der SprachenKampf in Böhmen. Obstructionsrede gehalten in der Sitzung des œsterreichischen AbgeordnetenHauses vom 8ten november 1897, herausgegeben zu Gunsten des nationalen Schutzvereines « Deutsche Wacht » in Leitmeritz. Leitmeritz, 1897. — Dr C. von Grabmayr, Reichsrathsabgeordneter. Die Sprachenverordnungen und die politische Lage. Rede gehalten in der Bürgerversammlung zu Meran am 15ten juni 1897

Innsbruck, 1897. — Dr Gustav Kohn, ouvrage cité au chapitre IV. — Julius Patzelt, Œsterreichisches Jahrbuch 1898, Wien, 1899. — Jules Preux, ouvrage cité au chapitre I. — Dr D. Rauter, ouvrage cité au chapitre III. — *Revue de Paris*, article cité au chapitre III. — *N° du 1er février* 1899. Karel Kramarsch. L'Avenir de l'Autriche. *N° du* 15 *février* 1901. Joseph Blociszewski (sous le pseudonyme de W. Beaumont). La Situation politique en Autriche. — Walter Rogge, Œsterreich seit der Katastrophe Hohenwart-Beust. Erster Band Besiegung des Fœderalismus. Leipzig und Wien 1879. — Hugo Schuchardt, lettre à M***. Tchèques et Allemands. Paris, 1898. — Léon Sentupéry, l'Europe politique en 1892. Gouvernement, Parlement, Presse, tome I (Allemagne, Andorre, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne), Lecenne, Paris, 1893-1894. — *Die Sprachenverordnungen vom* 5ten *april* 1897, Prag, 1897 116-225

CHAPITRES VII, VIII, IX. — Il n'a pas été utilisé de livres, ni de sources spéciales pour ces trois chapitres. 226-283

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

Ernest Lavisse et Alfred Rambaud, Histoire générale du IVe siècle à nos jours, tomes X, XI, XII ; les chapitres relatifs à l'Autriche et à l'Allemagne ; Armand Colin, Paris, 1898-1901. — Louis Léger, Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'à l'année 1894 ; Hachette, Paris, 1895. — Charles Seignobos, Histoire politique de l'Europe contemporaine ; Evolution des partis et des formes politiques, 1814-1896 ; Armand Colin, Paris, 1897.

III. — OUVRAGES ET ARTICLES SPÉCIAUX RELATIFS A CERTAINS POINTS PARTICULIERS

Ein Alt-Œsterreicher, Die Böhmisch-mährischen Sprachenverordnungen, Leipzig 1897. — Dr Karel Baxa, député, discours prononcé le 8 janvier 1898 à la Diète du royaume de Bohême; Prague, 1898. — La série d'articles de M. Charles Benoist dans la *Revue des Deux Mondes* (15 octobre 1897, 1er décembre 1897, 15 juillet 1898, 15 novembre 1899). — A. de Bertha, François-Joseph Ier et son Règne, 1848-1888; Paris, 1888. — Joseph Blociszewski, (sous le pseudonyme de W. Beaumont) dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1901 : Y a-t-il une question d'Autriche? — André Chéradame, Le Mouvement pangermaniste (*Revue hebdomadaire*, nos des 17, 24 mars et 7 avril 1900). — Du même, L'Europe et la Question d'Autriche au seuil du xxe siècle; Plon, Paris, 1901. — Du même, L'Allemagne, la France et la Question d'Autriche; Plon, Paris 1902. — Ernest Denis, La Bohême depuis la Montagne Blanche, 2 volumes; Paris 1903. — Dr Adaldert Graf Dzieduszycki, Das Programm der AutonomistenPartei Œsterreichs; Lemberg 1897. — René Henry, Questions d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient; Plon, Paris, 1904. — L'Italie, l'Autriche-Hongrie et l'Alliance franco-russe, (*Revue d'Europe*, janvier 1902). — L'Allemagne vers l'Est et l'Allemagne sur mer (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er septembre 1903). — Gabriel Louis Jaray, Les Nationalités en Autriche-Hongrie (*Questions diplomatiques et coloniales*, 15 juillet et 15 août 1902). — Maurice Lair, L'Impérialisme allemand; Paris, 1902. — Les Écrits de M. Charles Loiseau, principalement ses articles parus dans la *Minerva*. — *Der Kampff um das Deutschthum*, ouvrage qui a paru par fascicules, à Munich, chez Lehmann, 1897-1902.

IV. — JOURNAUX

La collection du *Journal des Débats* (particulièrement les articles de M. Alcide Ebray). La collection du journal *le Temps*.

Les collections des journaux autrtchiens : *Neue Freie Presse*, *Neues Wiener Tagblatt*, *Wiener Zeitung*, *Deutsche Zeitung*, *Unverfælschte Deütsche Worte*, *Ostdeutsche Rundschaü* etc.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Adriatique, 247, 258.
Allemagne, 5, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 55, 56, 57, 60, 62, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 89, 90, 94, 95, 96, 98, 103, 105, 112, 113, 114, 115, 123, 125, 126, 127, 128, 130, 135, 148, 151, 155, 157, 170, 184, 185, 201, 202, 205, 228, 229, 231, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 264, 265, 267, 268, 269, 270, 272, 280.
Alpes Carniques, 7.
Alsace-Lorraine, 267, 268, 269.
Ampezzo (Val d'), 7.
Andrassy, 124, 128. 130.
Angleterre, 125, 260, 261.
Armeth, 38.
Arndt, 22.
Asie, 264.
Asie Mineure, 135.
Atlantique, 246.
Auersperg (Adolf), 129, 133, 134, 137, 138.
Auersperg (Anton), 109, 120.
Auersperg (Karl), 92, 107, , 109, 118, 129, 150.

B

Bach, 59, 62.
Bade (Grand-duché de), 31.
Badeni, 176, 180, 182, 186, 188, 189, 191, 192, 214.
Baernreither, 191.
Baltique, 264.
Bareuther, 171.
Basse-Autriche, 6, 12, 146, 165, 166, 167, 177, 178, 207, 233, 234, 236, 237.
Bavière, 16, 48, 49, 52, 68, 256.
Belcredi, 79, 81, 85, 86, 118.
Berger, 67, 93.
Berlin, 31, 51, 52, 53, 56, 68, 77, 86, 100, 101, 110, 120, 125, 135, 141, 167, 209, 228, 232, 233, 249, 251, 252, 253, 256, 264, 270.

Beust, 57, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 101, 104, 105, 106, 107, 108, 112, 113, 117, 120, 123, 124, 125, 126, 128.
Bilek, 224.
Bismarck, 72, 82, 84, 88, 113, 117, 123, 124, 125, 126, 128, 246, 254, 256.
Bodenbach, 193.
Bohême, 10, 14, 15, 16, 39, 59, 97, 98, 99, 100, 101, 118, 119, 129, 130, 132, 140, 144, 147, 149, 153, 154, 155, 157, 161, 166, 167, 168, 177, 178, 179, 182, 187, 190, 195, 196, 204, 207, 208, 214, 216, 223, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 237, 240, 241, 262, 278.
Bosnie, 134, 135, 136, 137, 250.
Bregenz, 52.
Brestel, 93.
Brorzell, 52.
Bruck, 50.
Budapest, 276.
Budweis, 16.
Bukovine, 15, 16, 191.
Buol-Schauenstein, 56, 68.

C

Carinthie, 6, 7, 13, 166, 177, 179, 207.
Carneri, 145, 153.
Carniole, 15, 17.
Charles-Albert, 39.
Chine, 274.
Chlumetzky, 169.
Cilli, 176.
Cisleithanie, 8, 9, 102, 138, 139, 146, 147, 148, 153, 156, 167, 177, 204, 216, 224, 227, 232, 233, 239, 240, 243.
Clary Aldringen, 198, 199, 200, 211, 251.
Constance (lac de), 7.
Constantinople, 135, 261, 263.
Custozza, 39.

D

Dalmatie, 15, 17, 191.
Danube, 159, 242, 243, 247, 261, 267.
Dobratsch, 7.
Drave, 7.
Dresde, 55, 184, 251.
Dunajewski, 139.

E

Eger, 186, 204.
Eisenkolb, 221.
Erfurth, 49.
Eszterhazy, 79, 80.
Etats-Unis, 246.
Etsch, 7.

F

Ferdinand Ier, 41.
Foregger, 148.
France, 1, 60, 82, 88, 112, 113, 259, 264, 266, 267, 269, 270, 273, 274.
Francfort, 31, 33, 35, 37, 39, 47, 48, 51, 58, 63, 70, 94.
Francfort (Parlement de), 31, 33, 38, 40, 44, 46, 93.
François Ier. 40.
François-Ferdinand (archiduc), 209, 276.
François-Joseph Ier, 41, 48, 64, 70, 71, 81, 117, 273, 275, 279.
Frédéric-Guillaume IV, 46, 48.

Friedländer, 110.
Fröbel, 70.
Funke, 120, 187.

G

Galicie, 15, 17, 191.
Gastein, 71, 72, 124,125, 127.
Gautsch de Frankenthurm, 189, 190, 191, 192, 198, 251.
Giskra, 38, 67, 93, 108, 109.
Goïto, 39.
Goluchowski, 63.
Görz, 15.
Grabmayr, 185, 194.
Gradisca, 15.
Greuter, 131.
Gross, 109, 194.
Guillaume Ier, 64, 71, 100, 127, 161, 164.
Guillaume II, 164, 246.

H

Habsbourg, 3, 19, 26, 27, 32, 33, 39, 52, 60, 81, 110, 114, 115, 123, 210, 227, 238, 239, 259, 275,
Hallovich, 148.
Hambourg, 261, 265.
Hanovre, 47, 49, 68.
Hasner, 108, 109, 118.
Hauck, 171.
Haute-Autriche, 6, 12, 32, 119, 147, 165, 166, 177, 207, 233, 236, 237.
Herbst, 37, 66, 93, 143, 150, 153, 157, 158, 159, 160, 170,
Hesse-Darmstadt, 31, 68.
Hesse électorale, 31, 52.
Hofmann, 172.
Hohenwart, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 128, 129, 130, 132, 133, 134, 138, 139, 175, 187, 249, 250.
Hohenzollern, 26, 52, 115, 123, 221, 222, 259, 260.
Hollande, 125.
Hongrie, 8, 224, 263, 278.

I

Iro, 182, 204.
Ischl, 124.
Istrie, 15.
Italie, 39, 60, 64, 257, 258, 259, 260.

J

Jean (Archiduc), 40, 63, 76.

K

Kaiser, 110, 194.
Kaiserfeld, 38, 66, 109, 111.
Kaizl, 191.
Karbitz, 204, 205.
Kathrein, 222.
Kayser, 172.
Kiel, 261, 264.
Kielmansegg, 176.
Klagenfurt, 7, 186.
Knoll, 122.
Knotz, 153, 157, 159, 160.
Kœniggrætz, 106.
Kœrber, 211, 213, 214, 217, 223, 224, 241.
Kœrner, 22.
Kolloredo (prince), 85.
Kopp, 142.
Kramarcz, 222.
Küstenland, 15, 17.

L

Larisch, 80.
Lasser, 129.
Leitmeritz, 16, 187.
Liechtenstein (Aloïs de), 172.
Londres, 86, 125, 262.
Lorraine, 267.
Lueger, 172, 173, 235, 236.

M

Magenta, 58, 60.
Makovicka, 38.
Manteuffel, 53.
Marburg, 7.
Margarethen, 173.
Matscheko, 172.
Méditerranée, 246, 247, 258, 260, 264, 265.
Menger, 145, 157.
Mensdorff-Pouilly, 78, 79, 80.
Meran, 185, 194.
Metternich, 24, 25, 26, 30, 43.
Milan, 30, 39.
Mödling, 142.
Moltke, 246.
Mommsen, 184, 251.
Moravie, 14, 16, 119, 166, 178, 182, 196, 207, 230.
Mühlfeld, 66.
Müller, 94.
Munich, 87, 106.
Mur, 7.

N

Napoléon Ier, 21, 22, 23.
Nassau (Duché de), 31, 68.
Neumarkt, 7.
Neusiedl (Lac de), 7.
Nikolsbourg, 104.

O

Olmütz, 53, 54, 57, 58, 96, 104, 105.

P

Palacky, 58.
Paris, 86.
Pernerstorfer, 140.
Pilsen, 16.
Plener, 143, 153, 154, 155, 169.
Pola, 258, 261.
Pologne, 152, 262.
Potocki, 109, 118.
Prague, 81, 144, 154, 220.
Prazak, 154.
Prokesch, 52.
Prusse, 16, 26, 27, 31, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 64, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 76, 77, 78, 81, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 94, 96, 98, 101, 104, 106, 107, 112, 113, 115, 124, 185, 202 255, 256, 257.
Puszta, 7.

R

Raab, 7.
Radkersburg, 7.
Rechbauer, 109.
Rechberg, 68, 69, 70, 78.
Reichenberg, 16, 186.
Ritter von Kraus (Dr), 141.
Rome, 201, 203, 206, 209, 210, 238.
Rosenau (Château de), 164.
Roser, 172.

Russie, 113, 228, 262, 263, 264, 265.

S

Sadowa, 81, 84, 88, 99, 104, 105, 112, 121, 128.
Saint-Pétersbourg, 86, 264.
Salonique, 135.
Salzburg (Province de), 6, 12, 207, 233, 236, 237, 238, 239.
Salzburg, 124.
Saxe, 16, 47, 49, 50, 68, 84, 120, 159, 256.
Scharschmid, 156, 191.
Schmerling, 37, 40, 47, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 75, 76, 78, 79, 80, 142.
Schmeykal, 155.
Schœnerer, 131, 134, 135, 145, 146, 147, 161, 165, 171, 172, 173, 181, 182, 184, 188, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 201, 204, 206, 207, 208, 209, 212, 214, 215, 216, 217, 220, 221, 222, 223, 225, 234, 236, 250.
Schreiner, 38.
Schwarzenberg, 29, 33, 41, 42, 43, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56.
Sedan, 113, 128.
Sibérie, 246.
Siegmund, 184.
Silésie, 13, 14, 147, 166, 178, 207, 208.
Skene, 102.
Solférino, 58, 60.
Sprée, 114.
Stein, 21.
Steinwender, 161, 163, 171, 194.
Stremayr, 38, 137, 140.
Sturm, 111, 160.
Stuttgart, 106.
Styrie, 6, 7, 13, 32, 147, 148, 166, 171, 172, 177, 196, 207.
Suisse, 258.

T

Taaffe, 137, 138, 139, 140, 142, 145, 152, 156, 157, 160, 174, 211.
Teplitz, 48, 183, 184, 186.
Thil, 94.
Thun-Hohenstein, 51.
Thun-Hohenstein (François), 190, 197, 198, 200.
Thurn et Taxis (prince de), 70.
Transleithanie, 8.
Trautenau, 219.
Trauttmansdorff, 87, 89.
Trentin, 258.
Trieste, 15, 258, 261, 264, 265.
Turn, 205.
Turquie, 274.
Tyrol, 6, 7, 10, 13, 16, 32, 33, 207, 208, 233, 236, 237, 238, 239, 241.

U

Unger, 111, 129.

V

Venise, 30.
Versailles, 100, 117.
Vetter von der Lilie, 219, 222.
Vienne, 15, 30, 33, 39, 54, 56, 57, 88, 93, 97, 102, 104, 105, 109, 114, 121, 122, 125, 132, 141, 142, 158, 159, 165, 167, 169, 172, 173, 177, 188, 220, 235, 249, 256, 262, 276.

Vitzthum, 159.
Vorarlberg, 6, 13, 239.

W

Waterloo, 23.
Weitlof, 141.
Wels, 110.
Wieden, 172.
Wieser, 66.
Wimpffen, 86, 88, 89.
Windischgrætz, 175, 176.
Wittek, 200, 211.
Wolf, 131, 182, 188, 194, 198 204, 212, 217, 219, 220, 221.
Wurmbrand, 148, 156, 191.
Wurtemberg, 31, 52, 68.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Préface I

Introduction XIII

Chapitres.

I. — Les éléments du problème 1

II. — Le prologue 20

III. — Le premier acte : Schwarzenberg 29

IV. — Le second acte : Schmerling 63

V. — Le troisième acte : Beust 84

VI. — La crise : le pangermanisme actif (1870-1903). 116

VII. — Les populations allemandes d'Autriche et le pangermanisme 226

VIII. — Le pangermanisme et l'Europe 245

IX. — Conclusion, l'avenir ? 272

Bibliographie 285

Index alphabétique des noms propres 291

Table des matières 297

TOURS

IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES

6, rue Gambetta, 6